



HAL
open science

La CGT : organisation et audience. Documents

Dominique Labbé

► **To cite this version:**

Dominique Labbé. La CGT : organisation et audience. Documents. Cerat, pp.159, 1996, 2-902360-12-6. hal-00852091

HAL Id: hal-00852091

<https://hal.science/hal-00852091v1>

Submitted on 20 Aug 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE

cerat

Politique-administration-territoire

**LA CGT : ORGANISATION ET AUDIENCE
1945-1995
(DOCUMENTS)**

DOMINIQUE LABBE

Juillet 1996

Organisme bénéficiaire :

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES

Etablissement Public rattaché à l'Université Pierre Mendès-France

B.P. 45

38402 Saint Martin d'Hères cedex

Laboratoire exécutant la recherche :

CERAT

B.P. 45

38402 / Saint Martin d'Hères cedex

LA SYNDICALISATION EN FRANCE DEPUIS 1945

LA CGT : ORGANISATION ET AUDIENCE DOCUMENTS

par

Dominique Labbé

(Maître de Conférence à l'IEP de Grenoble)

Convention d'étude :

“Etude sur la situation syndicale en France”

Responsable scientifique :

Dominique Labbé

financée par :

la **Direction à l'Animation, de la Recherche, des Etudes et de la Statistique
(Dares)**

du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

AVERTISSEMENT

(décembre 2012)

En 1994-1995, notre équipe a réalisé pour la DARES — Direction à l'animation de la recherche, des études et de la statistique (DARES) du Ministère du travail — une recherche sur *La syndicalisation en France depuis 1945*.

Dominique Labbé a publié une synthèse de cette recherche¹.

Dominique Andolfatto et Dominique Labbé ont également tiré de cette enquête un ouvrage de synthèse sur *L'organisation et l'audience de la CGT depuis 1945*² dans l'esprit de celui déjà réalisé par notre équipe sur la CFDT³.

Dans le cadre restreint de ces ouvrages, il n'était pas possible de présenter en détail les sources et les données qui ont été utilisées pour leur rédaction. La plupart de ces sources étant inédites, il a paru intéressant de tenir ces documents, et leur analyse critique, à la disposition des chercheurs. C'est pourquoi, en juillet 1996, ce document a été édité par le CERAT. Il a fait l'objet d'un dépôt légal (ISBN : 2-902360-12-6) et il a été remis à plusieurs bibliothèques universitaires, notamment celle des IEP de Grenoble et de Paris.

Le tirage limité de ce volume a été rapidement épuisé.

Cet ouvrage a été cité à plusieurs reprises et des demandes de communication parviennent régulièrement à la documentation de PACTE (qui a succédé au CERAT). Pour répondre à ces demandes, le fichier électronique ci-dessous a été constitué à partir des épreuves du document original dont la pagination est respectée.

Toute citation doit comporter les mentions suivantes :

Dominique Labbé. *La CGT : organisation et audience. Documents*. Enquête réalisée pour le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Grenoble : CERAT, 1996.

¹ Dominique Labbé, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*. Paris : L'Harmattan, 1996

² Dominique Andolfatto, Dominique Labbé. *La CGT. Organisation et audience depuis 1945*. Paris : La Découverte, 1997.

³ Antoine Bevort, Dominique Labbé, *La CFDT. Organisation et audience depuis 1945*, Paris, La documentation française, 1992.

SOMMAIRE

I. LES EFFECTIFS DE LA CGT

I.1 La syndicalisation à la CGT d'après <i>Le Peuple</i> et le <i>Courrier confédéral</i>	7
I.2 Note sur l'estimation des effectifs des fédérations grâce aux mandats de congrès	14

A L'implantation géographique de la CGT

I.3 Premier tableau sur le "renforcement" (février 1974)	16
I.4 Circulaire du "secteur organisation" (septembre 1980)	17
I.5 Tableau des effectifs par département entre 1972 et 1984	19
I.6 Taux de syndicalisation par département entre 1972 et 1984	22
I.7 Adhérents et taux de syndicalisation à la CGT par département en 1984	25
I.8 Les effectifs de la CGT par régions entre 1972 et 1984	26
I.9 Taux de syndicalisation à la CGT par régions entre 1972 et 1984	27
I.10 Carte de la syndicalisation à la CGT par départements en 1973	28
I.11 Carte de la syndicalisation à la CGT par départements en 1984	28
I.12 Evolution de la syndicalisation à la CGT par départements entre 1973 et 1984	29
I.13 Carte de la syndicalisation à la CGT par régions en 1973	29
I.14 Carte de la syndicalisation à la CGT par régions en 1984	30
I.15 Evolution de la syndicalisation à la CGT par régions entre 1973 et 1984	30
I.16 Les départements en "progrès" relatif entre 1973 et 1984	31
I.17 Les départements en recul relatif entre 1973 et 1984	32

B L'implantation sectorielle de la CGT

I.18 Effectifs salariés entrant dans le champ d'activité des fédérations d'après les recensements de 1968, 1975, 1982 et 1990	33
I.19 Les délégués aux congrès confédéraux ventilés par fédérations	54
I.20 Poids des différentes fédérations en fonction du nombre de leurs délégués	55
I.21 Evaluation des effectifs des fédérations en fonction du nombre de leurs délégués	56
I.22 Evaluation des effectifs des fédérations en 1984	57
I.23 Effectifs par fédérations (1991-1994)	58
I.24 Poids relatif des actifs et des retraités par fédérations (1991-1994)	59
I.25 Syndiqués actifs et retraités depuis 1960	60

II. L'ORGANISATION DE LA CONFEDERATION

II.1 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1965	63
II.2 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1967	65
II.3 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1969	66
II.4 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1972	68
II.5 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1975	70
II.6 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1978	72
II.7 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1982	75
II.8 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1985	77
II.9 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1988	79
II.10 Répartition des tâches dans le bureau confédéral après le congrès de 1992	80
II.11 Index alphabétique des secrétaires confédéraux et de leurs collaborateurs (1965-1992).....	82
II.12 Principaux secteurs confédéraux et secrétaires en charge de ces secteurs entre 1965 et 1992.....	84

III. L'AUDIENDE DE LA CGT (LES ELECTIONS ADMINISTRATIVES)

III.1 Résultats d'ensemble des élections aux CAPN (suffrages absolus, 1978-1995)	87
III.2 Résultats d'ensemble des élections aux CAPN (en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995).....	89
III.3 Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (suffrages absolus, 1978-1995).....	91
III.4 Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995)	95
III.5 Evolution de l'audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations.....	99

V. CHRONOLOGIE (1945-1995)	103
----------------------------------	-----

IV. SOURCES

IV.1 Le <i>Courrier confédéral</i> (1963-1994)	123
IV.2 Les travaux sur la CGT depuis la Libération (présentation)	127
IV.3 Les travaux sur la CGT depuis la Libération (par ordre alphabétique d'auteurs)	138

Chapitre I

LES EFFECTIFS DE LA CGT (implantation géographique et sectorielle)

I.1

La syndicalisation à la CGT d'après *Le Peuple* et le *Courrier confédéral*

Avant 1968, le *Courrier confédéral*¹ ne comporte aucune indication sur la syndicalisation. Les seuls éléments disponibles se trouvent donc dans les rapports aux congrès confédéraux publiés dans *Le Peuple*.

En 1968, on trouve quelques éléments sur la "vague" d'adhésions qui suit les grèves. Ainsi, le *Courrier* n° 131 du 26 juin 1968 signale que, au CCN des 13 et 14 juin 1968, R. Duhamel déclare : "Le camarade G. Séguay a souligné que l'adhésion à la CGT de 350.000 travailleurs et travailleuses et la mise en place de 5.000 nouveaux syndicats et sections syndicales posaient des problèmes d'organisation et d'éducation dans de nouvelles dimensions". Et, le 28 juin, un communiqué d'A. Allamy annonce que "Le cap des 400.000 adhérents nouveaux vient d'être franchi"². Enfin, le 31 octobre 1968, le *Courrier* lance l'appel suivant : "Entreprendre dans un style de masse la campagne de placement des cartes de 1969" et annonce que "400.000 adhésions nouvelles ont été enregistrées à la CGT et 6.000 bases nouvelles".

Puis le silence reprend jusqu'en 1974.

1. Les données disponibles entre 1974 et 1985

Entre 1974 et 1985, le secteur "organisation" publie des tableaux relativement abondants dans le *Courrier confédéral*. Moyennant des traitements assez simples, on peut en tirer des séries statistiques précises et fiables portant à la fois sur la syndicalisation globale et sur l'implantation régionale et locale de la CGT. En effet, une première version de ce texte a été communiquée à plusieurs responsables anciens et actuels de la CGT³. Leurs remarques nous ont confirmé la justesse de nos intuitions et nous ont permis de corriger certaines imperfections. Au total, pour ces années nous obtenons une description fine de l'implantation régionale de la CGT.

Dans le *Courrier* numéro 57 du 18 février 1974, apparaît une rubrique nouvelle : "Recrutement,

second classement"⁴ (document I.3). Ce document est accompagné d'aucune explication (la couleur du papier est celle utilisée par le secteur organisation). Il comporte, pour 36 départements, le nombre des "adhésions" et des "bases" nouvelles ainsi qu'un taux de "progression" calculé avec une décimale (la seconde décimale apparaît dans le classement suivant (4 mars 1974). Des documents semblables vont être publiés pendant onze ans, pratiquement sous la même forme, avant que cette publication soit interrompue sans explication au début de l'année 1986.

A l'examen de la série, on remarque que les résultats par UD sont publiés très rapidement au début de l'exercice et qu'ils le sont ensuite de manière régulière. En revanche, les premiers résultats des fédérations apparaissent seulement dans le numéro du 29 mars et ne concernent que 3 fédérations⁵. Il faut attendre le 27 mai pour qu'un tableau presque complet soit publié, mais ce tableau ne comporte pas de pourcentages de "progression" (ce qui rend impossible le calcul que nous présentons ci-dessous). Assez rapidement, les données concernant les fédérations sont abandonnées. Techniquement parlant, l'opération est aisée et la trésorerie la réalise au fur et à mesure des versements des cotisations, mais les résultats n'ont jamais été rendus publics, ce qui prouve deux choses. D'une part, le réseau des secrétaires à l'organisation fonctionne essentiellement sur une base territoriale et beaucoup moins efficacement sur une base fédérale. D'autre part, les fédérations disposent d'une marge d'autonomie plus grande que les UD vis-à-vis de la confédération (notamment vis-à-vis du secteur organisation de la confédération) et elles ont pu s'opposer avec succès à la publication des données les concernant. Cela indique sans doute aussi que les UD sont en prise plus directe sur les syndicats que ne le sont les fédérations...

Une remarque préalable s'impose : ces tableaux sont publiés par le secteur organisation et non par la trésorerie. Par conséquent, le chiffre des adhérents nouveaux ne correspondait probablement pas à des cartes ou à des timbres

¹ Pour une présentation de ce bulletin, voir le document IV.1 dans le présent volume.

² Dans ce même numéro, le *Courrier confédéral* signale également qu'au sommaire de la VO 1244 du 3 juillet 68 figure "la carte de France du recrutement de la CGT".

³ Il s'agit de : G. Alezard, A. Allamy, L. Brovelli, M. Caille, E. Deiss, R. Lomet, A. Obadia, M. Warcholak. Naturellement, les données sont publiées sous notre seule responsabilité et les interprétations proposées n'engagent que nous.

⁴ Le premier état ne figure dans aucun sommaire après le 1er janvier.

⁵ Ces indications ne portent que sur les métaux ("A ce jour notre fédération compte 5.064 adhésions nouvelles"), les industries papetières (2.800 adhésions supplémentaires) et les Banques (1.000). Enfin le document indique que plusieurs fédérations se sont plaintes de ce que les résultats ne remontent pas...

vendus, ni même à des commandes, mais à des informations envoyées par les UD — plus précisément par les secrétaires à l'organisation départementaux — au secteur confédéral. Les chiffres du *Courrier* étaient de simples déclarations qui n'engageaient pas vraiment ceux qui les faisaient. Donc le nombre des adhérents nouveaux, comme celui des "bases" nouvelles, sont à considérer avec prudence. Nous avons interrogé M. Warcholak sur ce point : il nous a répondu que les chiffres étaient vérifiés par les versements de cotisations, ce qui incitait, selon lui, les organisations à ne pas exagérer ces adhésions nouvelles. S'il a convenu que certains avaient pu douter de la réalité du nombre des adhésions publiées, il estimait, au contraire, qu'il y avait plutôt une sous-estimation. En fait, il n'y avait aucun moyen de vérifier la réalité de ces adhésions car les responsables des syndicats pouvaient toujours répondre que ces adhésions nouvelles avaient malheureusement été compensées par des départs... C'est ainsi qu'est née l'image de l'"organisation passoire" repris par M. Warcholak¹. Il resterait à comprendre pourquoi les secrétaires à l'organisation gonflaient ainsi leurs déclarations et pourquoi la direction confédérale — qui ne pouvait sérieusement l'ignorer — a continué de publier ces chiffres². D'après M. Warcholak, ces tableaux avaient un rôle incitatif en permettant à chacun de savoir où il en était par rapport aux autres. Autrement dit, il s'agissait d'obtenir une sorte d'émulation à la manière des tableaux d'honneur stakhanovistes.

Le chiffre des adhésions nouvelles n'a donc pas beaucoup d'intérêt mais, en revanche, ces tableaux permettent de retrouver le nombre des adhérents de la CGT à l'aide d'une simple règle de trois. Par exemple : la première ligne du document reproduit en annexe indique que le département de l'Aisne a enregistré 1.182 adhésions nouvelles

depuis le début de la campagne de recrutement pour l'année 1974 et que ces 1.182 adhérents nouveaux représentaient 8,8% des effectifs antérieurs. On en tire que, le secteur organisation confédéral savait que, pour l'exercice antérieur, l'Aisne avait :

$$\frac{1.182 * 100}{8,8} = 13.432 \text{ adhérents}$$

Ceci étant dit, il ne faut pas se laisser abuser par la simplicité apparente du raisonnement ni par la précision du résultat. Deux limites doivent être signalées :

En premier lieu, les bases qui servent au calcul du pourcentage ne sont pas indiquées. Comment la CGT estimait-elle qu'il y avait 13.432 adhérents dans l'Aisne ? Ce qui pose le problème du chiffre et de l'année de référence. Pour l'année, on peut imaginer a priori qu'il s'agit de l'année précédente (ici 1973). Mais un examen plus attentif du système financier de la CGT conduirait plutôt à penser qu'il s'agit de l'année t-2 (soit 1972)³. A l'appui de cette dernière hypothèse, le démarrage très rapide de l'opération : le premier classement est effectué avant la fin décembre, c'est-à-dire bien avant la clôture de l'exercice 1973. En ce qui concerne le chiffre absolu, on a le choix entre le nombre de cartes ou le nombre des timbres divisé par un certain ratio. C'est cette dernière technique qui est utilisée par le secteur organisation pour les mandats de congrès. Nous disposons de ces deux renseignements pour l'année 1972. La coïncidence est assez grande, ce qui permet de déduire que, pour l'année 1972, la base utilisée par le secteur organisation est bien le nombre de timbres divisé par 10. En revanche, pour les années ultérieures, il y a manifestement un changement de base : très probablement, il s'agit des cartes avec un ratio carte/timbre d'environ 8. Cela explique le "saut" constaté dans la série entre 1972 et 1973⁴.

En second lieu, le raisonnement repose sur deux postulats. Premier postulat : le calcul fait par le secteur organisation est juste : il n'y a pas d'erreur dans les pourcentages, ni dans le calcul des adhérents... Deuxième postulat : la dactylo n'a fait aucune faute de frappe. Aucun de ces deux postulats n'est évidemment réaliste. C'est pourquoi nous ne nous sommes pas contents d'un

¹ Dominique Labbé, Jacques Derville, *Entretiens avec...*, op cit, p 300-301. Nous avons montré, dans une précédente recherche, que les taux de rotation affichés par les confédérations étaient physiquement incompatibles avec les effectifs de la population active (à moins d'admettre que les mêmes adhèrent à plusieurs reprises pour de courtes périodes). Dans ce cas, ce ne seraient pas des "adhérents nouveaux" mais des "adhérents à éclipses"... (Dominique Labbé, Maurice Croisat, Jacques Derville, *La syndicalisation à la CFDT dans les années 1990*, Grenoble, CERAT, 1993, p 89-111).

² Par exemple, dans le rapport d'activité pour le congrès de 1992, il est annoncé qu'entre mai 1989 et mai 1991, "près de 200.000 adhésions nouvelles ont été réalisées" (*Le Peuple*, 1340-1341, 14 novembre 1991, p 27). Mais, à la tribune du congrès, P. Koehler, le trésorier, parle lui de "près de 180.000 adhésions nouvelles durant les trois années qui viennent de s'écouler" tout en soulignant la "chute" des effectifs de la CGT (*Le Peuple*, 1346-47-48, 27 février 1992, p 42).

³ Dans son exploitation du *Courrier confédéral*, J. Kergoat considère qu'il s'agit de l'année précédente (T-1). Mais, les comptes n'étant pas arrêtés, loin s'en faut, quand l'opération est lancée, on ne voit pas sur quelle base pourrait raisonner l'organisation...

⁴ Une circulaire du secteur organisation, reproduite en annexe III permet de constater que, pour les années 1976-1978, le décompte des adhésions nouvelles est effectué à partir des cartes et non d'un ratio de timbres.

seul tableau par année. Nous en avons utilisé au moins deux, parfois trois, séparés dans le temps. Cette "double comptabilisation" a permis de rectifier la plupart des erreurs et, ceci fait, d'assortir les résultats obtenus d'un intervalle de confiance...

En effet, le dépouillement a fait apparaître un nombre d'erreurs et d'anomalies assez élevé. Par exemple, pour la première année, nous avons utilisé les classements parus le 7 juin et le 30 octobre 1975. La confrontation entre les deux tableaux a fait apparaître plusieurs choses surprenantes. Par exemple, dans le tableau de juin, la Saône-et-Loire figurait deux fois et la confrontation avec le second tableau permet de déduire qu'il s'agissait en réalité la Seine-et-Marne. Autre anomalie : le Gers se retrouve avec 23.060 adhérents à la CGT, ce qui aurait signifié que, cette année-là, 71% des salariés du département auraient été cégétistes ! L'année suivante, le nombre des syndiqués gersois est quasiment divisé par dix : nous avons donc considéré que l'opérateur avait mis par mégarde un zéro de trop et que, en 1972, le Gers comptait 2.306 syndiqués à la CGT...

Parfois l'erreur provient manifestement de la base de calcul elle-même. Par exemple, en 1977, l'Eure-et-Loir voit ses syndiqués doubler — ce qui lui donne miraculeusement le même nombre de syndiqués que l'Eure ! — avant de chuter lourdement de 50% l'année suivante. Citons encore deux exemples intéressants. En 1976, on a la surprise de constater que le Haut-Rhin et le Bas-Rhin ont exactement le même nombre de syndiqués et qu'ils ont reculé de 54% et 68% par rapport à l'année antérieure (ce qui fait chuter la région Alsace dans un quasi-néant) avant de connaître un rétablissement miraculeux l'année suivante. Cette erreur grossière est répétée sur les 22 classements de l'année et personne ne semble l'avoir relevée. Deuxième exemple : entre les tableaux publiés en 1983 et ceux publiés en 1984 et en 1985, les Yvelines perdent brutalement les deux tiers de leurs adhérents, mais cette "chute" leur vaut le privilège de passer des profondeurs du classement à la tête de celui-ci avec des taux fulgurants de progression supérieurs à 40% ! Les Yvelines ne sont pas un petit département folklorique et il peut difficilement s'agir d'une erreur de gestion locale ou d'une scission "massive" qui aurait entraîné d'un coup les deux tiers des adhérents à faire défaut ! Les services informatiques de la CGT ont donc commis une erreur de saisie, ce qui n'est pas anormal. Mais, curieusement, personne ne semble l'avoir relevée deux années de suite soit plus d'une quarantaine de classements successifs ! Si un responsable avait vraiment regardé attentivement ce

classement — ne serait-ce que sa première ligne — il serait immédiatement parti enquêter dans ce département stupéfiant ou, plus prosaïquement, il aurait fait rectifier l'erreur. Mais, au fond, cette anecdote n'est-elle pas caractéristique ? En effet, on peut s'interroger sur le sérieux avec lequel cette activité de "suivi" était effectuée par le secteur organisation. D'ailleurs ne faisait-elle pas double emploi avec le rôle normal des trésoriers ?

Mais, faute de disposer du détail des cotisations encaissées, il faut se contenter des chiffres du secteur "orga" en les corrigeant autant que possible...

De façon plus générale, la confrontation entre plusieurs tableaux, pour une même année, laisse parfois apparaître des décalages supérieurs à la marge normale d'incertitude due aux arrondis. Par exemple, pour la première année, cela concerne au moins 7 départements. Dans certains cas, il s'agit d'erreurs manifestes de frappe que l'on peut rectifier assez aisément (un zéro à la place d'un 9, un trois à la place d'un huit). Dans d'autres cas, c'est assez difficile. Ainsi en 1984 et en 1985, les données concernant de cinq départements dont les noms commencent par "Haute(s)" ont leurs données mélangées de manière inextricable dans les quatre tableaux que nous avons copiés et les incohérences changent d'une année sur l'autre !

Au total, sur les 25 tableaux que nous avons dépouillés, tous comportent leur lot d'erreurs souvent lourdes ! Du fait de ces incertitudes sur la matière première, la construction des tableaux de synthèse et la recherche des erreurs ont été extrêmement longues ; toutes les énigmes n'ont pas été parfaitement résolues et il a fallu parfois se résoudre à "interpoler" le chiffre d'une année à partir des deux années voisines (ces chiffres estimés figurent en italiques dans les tableaux). Cependant, du fait de la confrontation entre plusieurs tableaux et plusieurs années, nous parvenons à une série assez précise dans laquelle l'incertitude est certainement inférieure à $\pm 1\%$ pour les données globales — soit une décimale pour le taux de syndicalisation — mais elle peut être beaucoup plus forte pour les données départementales. Il ne faut donc pas se polariser sur une année mais envisager la série entière. Cette série est reproduite dans les tableaux I.5-6 et I.8-17.

A la fin 1985 la publication de la série s'interrompt. Donc la dernière année connue grâce à ces tableaux est probablement 1983.

Pour l'année 1984, on peut compléter la série grâce à un autre élément — le tableau récapitulatif le placement du prélèvement automatique des cotisations (PAC) publié à deux reprises — qui permet d'effectuer le même travail qu'avec les

données du secteur organisation (il n'y a d'ailleurs pas d'incohérences comparables à celles citées plus haut : les finances paraissent mieux tenues que l'organisation). Les estimations tirées du calcul sont reproduits dans les tableaux 1.7 et I.22. Voici quel a été notre raisonnement. La première ligne du tableau publié dans le *Courrier* du 7 août 1985 indique que le département du Haut-Rhin a "placé" 2.805 PAC et que ce chiffre correspond à 89,04% de l'objectif qui lui avait été fixé. Par conséquent, l'objectif était de 3.150 adhérents au PAC. La dernière ligne du tableau indique que, pour la France entière, la "réalisation" est de 125.106, soit 25,02% de l'objectif national. D'où l'on tire que la confédération espérait placer 500.000 PAC dès la première année d'application du système¹. On peut penser que l'objectif avait probablement été fixé en tablant sur un million d'adhérents. En fait, en 1984, la réalité était autour de 850.000 adhérents "réels" et 60% des adhérents auraient dû choisir le PAC. On en déduit que, en 1984, le Haut-Rhin avait environ $3.150 \div 0,6 = 5.250$ adhérents. Vérification : en 1983, le secteur organisation lui en attribuait 5.050. Nous avons appliqué la même clef à l'ensemble des départements et au tableau concernant les fédérations (cf. document I.2 ci-après). L'incertitude concernant l'année 1984 est donc un peu plus grande que pour les années antérieures.

2. La raréfaction des données de 1986 à 1992

A partir de 1986, le calcul devient impossible. Il continue à y avoir un "rendez-vous" tous les quinze jours. Les informations qui remontent des UD continuent à être saisies sur ordinateur mais la publication des résultats est interrompue. Un tableau est publié le 30 avril 1986 mais les pourcentages ne renvoient plus à l'effectif total du dernier exercice connu mais au nombre d'«adhésions nouvelles» réalisées au cours de l'année précédente. Ce changement de base de référence est effectué sans prévenir et sans explication. Il interdit évidemment le calcul ci-dessus. Le 18 juin 1986, les résultats du "10e rendez-vous" sont publiés suivant le même canevas mais le *Courrier* se contente de reproduire un "listing" d'ordinateur totalement illisible. Ensuite, c'est le silence.

Pourquoi le secteur "organisation" a-t-il abandonné le système antérieur ?

La cause immédiate est peut-être la sortie de l'article du *Monde* qui donne un argument pour

supprimer cette publication². La nouvelle présentation révèle rapidement ses limites : à la fin de l'année, on constatera que le nombre des adhésions nouvelles est globalement plus faible que l'année antérieure ce qui contredirait les déclarations triomphalistes et le slogan adopté après le congrès de 1985 : "la CGT se renforce dans les luttes". Il est possible aussi que l'on ne veuille pas fâcher les "bons militants". En effet, d'une année sur l'autre, les meilleurs résultats, en termes d'adhésions, ne sont pas forcément obtenus par les gens dans la ligne. Il paraît difficile d'aligner, quinzaine après quinzaine, les performances médiocres de gens sur lesquels on s'appuyait pour remettre au pas d'autres responsables qui, parfois, obtenaient de meilleurs résultats...

Le changement d'équipe a pu jouer aussi. Certes, le tournant est pris dès le début des années 1980 mais ce serait à partir du congrès de 1985 que H. Krasucki et ses partisans auraient eu les coudées totalement franches. Hélas, la non-publication de l'organigramme détaillé de la direction confédérale empêche de prendre toute la mesure des changements qui interviennent à cette époque dans la confédération.

Dans cet ordre d'idées, l'évolution du ton et du contenu du *Courrier* renseigne aussi sur ce que la direction confédérale veut faire savoir (et ce qu'elle veut cacher) au "deuxième cercle". Après 1985, il y a manifestement une rétention plus forte des informations qui ne touche pas que le nombre des adhésions (par exemple, le *Courrier* donne très peu de détails concernant les mandats pour les congrès de 1989 et de 1992). Comme toujours, quand ça va mal, ce n'est pas la faute de la ligne, toujours juste, ou de la direction, qui applique cette ligne avec détermination ; la responsabilité en incombe militants qui ne comprennent pas, ou qui appliquent mal, ou qui manquent de résolution. Le rôle du *Courrier* sera donc de "mobiliser les camarades", de leur fixer des objectifs, de leur communiquer l'enthousiasme que suscitent les idées justes et la montée de luttes.

Dans cette optique, la contribution principale du secteur organisation aux livraisons du *Courrier* consiste à établir la liste des rencontres des membres du BC avec les UL et les sections des "grandes entreprises", à établir des "plans de travail" pour les "batailles" (ce sont les élections) et à organiser des "temps forts" qui seront autant

¹ Outre le goût des chiffres ronds, on verra, dans cet objectif irréaliste, une autre caractéristique de la période où seule comptent la "bataille idéologique" et la "mobilisation" des militants.

²Jacques Kergoat, "CGT : un recul qui s'accroît", *Le Monde*, 19 novembre 1985. Remarque : *Le Monde* avait déjà publié un article avant le congrès de 1982. La direction ne pouvait donc ignorer que les chiffres qu'elle publiait permettaient de connaître ses effectifs...

d'illustrations de la colère des salariés, de leur mobilisation et de leurs luttes.

En revanche, les informations concernant la syndicalisation sont extraordinairement lacunaires et elles ne font état que de progressions.

3. Les informations disponibles depuis 1992

Depuis 1992, des informations sont à nouveau livrées. Celles-ci sont d'abord lacunaires jusqu'à l'automne 1994 où la situation de la confédération est largement révélée et où ne subsistent que quelques zones d'ombre.

De 1992 à 1994

Nous donnons ci-dessous les principales indications :

— Le n° 2 de la nouvelle série du *Courrier* (mars 92) annonce que "La CGT compte 855.000 syndiqués". Aucune information n'est donnée sur la manière dont ce chiffre est calculé. Il est probable que ce sont les FNI 1990¹.

— Le CCN des 13 et 14 mai 1992 — qui suit le 40e congrès — est l'occasion d'un petit "déballage". Dans le rapport de D. Niel, on apprend qu'au "16e mois de l'exercice 1991, 3.259.190 cotisations ont été réglées par les UD, soit 81% de ce qui avait été encaissé l'an dernier à la même date. 419.694 FNI actifs et 3.182.144 cotisations ont été réglées à ce jour par les fédérations"². Au cours de ce même CCN, L. Brovelli, la nouvelle trésorière indique que, pour l'année 1991, 428.452 FNI actifs ont été versés au 1er mai 1992 et que cela représente un recul de 30% par rapport à 1990³. Il y aurait donc environ 560.000 adhérents actifs en 1990, ce qui est nettement moins que ce qui avait été annoncé au congrès. Ce décalage considérable ne peut

¹ Données confirmées dans le rapport financier de P. Koehler au congrès de 1992 : 650.000 actifs et 200.000 retraités. Rappelons toutefois qu'au congrès de 1992, les délégués disposaient de 478.622 voix. Nous analysons ces données dans notre troisième chapitre : ces chiffres étaient au moins de 12% supérieurs à ce que l'on peut déduire des règles de calcul des mandats de congrès. Nous citons plus bas une intervention d'un membre de la CE devant le CCN de l'automne 1994 qui indique qu'en réalité, la CGT n'avait que 707.000 adhérents en 1990...

² *Le Peuple*, 1352-53, 29 mai 1992. Il semble que les données détaillées ont été communiquées au CCN. C'était une première à laquelle plusieurs intervenants ont fait allusion. On remarquera que, avec la convention de 9 timbres par adhérents, cela donnait à la CGT moins de 400.000 adhérents... Depuis cette révélation, personne ne se hasarderait à publier le nombre de timbres réglés la confédération.

³ *ibid*, p 47.

correspondre à des "reliquats" versés tardivement...

— Le *Courrier* du 1er septembre 1992 fait le point sur la situation au 21 août 1992 : "Pour l'exercice 91, les règlements des UD sont à 92,42% pour les cotisations et les fédérations 85,22% pour les FNI et 84,24% pour les cotisations ...

— Le numéro du 30 mars 1993 comporte un aveu des difficultés (et un bel exemple du style des communiqués du secteur organisation) : "au quinzième mois de l'exercice 92 : globalement, un tassement du nombre de FNI et des cotisations réglées à la confédération sur l'exercice complet 1991, exercice lui-même en tassement sur 1990 (...) En 1993, les placements FNI sont au même rythme que l'année dernière mais il y a un retard sur les règlements à la confédération ainsi que pour les cotisations".

— Le *Courrier* du 3 novembre 1993 indique que "l'année 1993 se traduit par 49.565 adhésions nouvelles et 1.188 bases nouvelles. Date à date, cela représente une progression de 1.860 adhérents et de 76 bases... C'est la possibilité que 1993 soit l'année de la reconquête de nos forces. La plupart des UD et des fédérations s'en approchent"⁴.

— Le numéro du 7 décembre 1993 annonce le lancement du FNI 94 : "Pour la première fois, nous pouvons envisager de terminer l'année 1993 avec autant d'adhérents qu'en 1992". On donne en page 4 un tableau de 95 UL "invitées au 44e congrès" avec leur "réalisation FNI" (Naturellement, elles sont presque toutes au dessus de 100).

— Le 25 janvier 94, on évoque la situation de la fédération santé et action sociale : 101% de FNI réglés. 6.000 adhérents nouveaux. La fédération revendique "60.000 adhérents en 1993"⁵ ;

— Le 4 mai 1994, le *Courrier* publie une statistique établie sur 86 UD et 28 fédérations : 352.245 FNI actifs dont 36.495 UGICT et 74.176 FNI retraités soit un total de 406.421 FNI (103,08 par rapport à avril 93 soit 12.163 FNI de plus) 29782 adhésions nouvelles sont recensées par rapport à la même date de 1993. 4490 ont été réalisées dans 695 bases nouvelles. D'où l'on tire :

Proportion des ICT affiliés à l'UGICT : $36.495/352.245 = 10,4\%$

Proportion des retraités : $74.176/406.421 = 18,3\%$

⁴ En juillet 1994, L. Viannet reconnaît un recul de 4%...

⁵ En 1970, la fédération en revendiquait 156.000. Ce secteur n'a pas connu de problèmes d'emploi ; au contraire, l'embauche s'est poursuivie jusqu'à ces dernières années. Le taux de syndicalisation a donc été divisé par trois environ sans qu'on puisse sérieusement incriminer la crise ou le chômage.

Taille estimée des bases nouvelles : $4.490/695 = 6,46$ adhérents, soit 6,5 membres. Il s'agit d'une taille maximale puisqu'il y a aussi des nouveaux adhérents dans les bases déjà existantes...

— Le 15 juin 1994, une statistique, établie sur 82 UD, indique que "les UD maîtrisaient 369.302 FNI actifs dont 40.117 UGICT et 83.371 FNI retraités, soit un total de 452.673 FNI (100,52% par rapport à mai 93). 4.898 syndicats comptent autant ou davantage d'adhérents que l'année précédente (4.195 en avril 93, 4.545 en mai 93). 34.851 adhésions nouvelles sont recensées soit une progression de 2.689 par rapport à la même date de 93, dont 5.718 dans 820 bases nouvelles". D'où l'on tire :

Proportion des ICT affiliés à l'UGICT dans les "actifs" : $40.117/369.302 = 10,9\%$

Proportion des retraités dans le total des adhérents : $83.371/452.673 = 18,4\%$

La taille estimée des bases nouvelles : $5.718/820 = 6,98$, soit environ 7 membres.

— 14 septembre 1994 : "Selon les informations communiquées par les UD, 97,64% des FNI sont remis par rapport au rendez-vous d'août 93 (97,03 de FNI actifs, 103,14% de FNI UGICT, 100,25% de FNI retraités). 86,58% de la totalité des FNI 93 sont remis".

— Le 12 octobre 1994, le *Courrier* publie une statistique établie sur 82 UD et 26 fédérations. Par rapport à la date équivalente de 1993, 99,82% des FNI sont remis dont 99,06% de FNI actifs, 106,55 FNI UGICT et 105,68 de FNI retraités. Globalement 91,10% des FNI sont remis comparés à la totalité de l'exercice 93. On a enregistré 48.186 adhésions nouvelles dont 8.741 dans 1.211 bases nouvelles.

De cette dernière information, on tire d'abord que l'exercice 1993 n'a été clos que dix mois après la fin de l'année. S'il y a un certain progrès par rapport au système antérieur, les retards n'en restent pas moins considérables. D'autre part, on remarque que toutes les statistiques publiées dans le *Courrier*, sur ces dernières années, indiquent une progression des retraités ainsi que des ingénieurs et cadres alors que les "actifs" — c'est-à-dire le coeur du syndicat, sont systématiquement en recul. Enfin que le nombre d'adhérents moyens dans les "bases nouvelles" reste très faible (moyenne inférieure à 7,2).

Mais entretemps, plusieurs "révélations" ont permis de se faire une idée assez nette de la syndicalisation et ont débouché sur la publication des effectifs de la CGT.

Depuis 1994

Au cours de cette dernière période, *Repères* n'apporte aucune information supplémentaires par rapport au *Peuple* et la direction confédérale a semblé toujours être en retard par rapport aux "révélations" qui se sont succédées. En voici les principales :

Lors de la séance de la CE du 5 mai 1994, la trésorière, L. Brovelli, a présenté la situation de la syndicalisation dans le cadre d'une "réflexion sur les structures"¹. Les tableaux par fédérations et par UD n'ont pas été diffusés et nous n'avons pas de trace de la discussion assez vive. Le 6 mai 1994, une conférence de presse est réunie pour présenter les travaux de la CE et ses conclusions. Elle est présidée par A. Obadia, alors responsable de la "Communication de la CGT" (ce qui en faisait une sorte de "porte-parole" du mouvement). Dans son exposé introductif, il révèle que la CGT ne compterait plus que 620.000 adhérents². Cette révélation a provoqué des remous assez vifs dans la CGT, elle a conduit à la démission d'A. Obadia mais elle a libéré quelques responsables qui vont distiller un certain nombre d'informations importantes et concordantes³, notamment lors des CCN de mai et de novembre 1994.

Lors du CCN du 27 mai 1994, un débat sur la "vie des organisations" amène un certain nombre d'intervenants à apporter spontanément des précisions sur la syndicalisation :

— J. Garcia, représentante de la fédération commerce-services, indique que sa fédération couvre un champ de 3 millions de salariés et ne compte que 15.000 syndiqués (p 65);

¹ Le texte du rapport a été reproduit dans *Le Peuple* mais sans les tableaux chiffrés qui avaient accompagné l'exposé (*Le Peuple*, 1388, 12 mai 1994, p 17-21)..

² Cf *Libération*... Les extraits de la conférence de presse qui sont reproduits dans le numéro du *Peuple* cité ci-dessus (p 22-23), ne comportent aucune mention de ses propos concernant la syndicalisation.

³ Ces informations n'empruntent pas le canal du *Courrier* ce qui prouve que cet organe ne joue plus le rôle d'information interne qui était le sien auparavant. D'autre part, le secteur organisation apparaît en permanence en retrait, voire en décalage. Il continue à publier les mêmes indications concernant les "nouveaux adhérents" et les progressions de date à date comme si aucun débat n'existait dans l'organisation à propos de cette manière de faire. L'intervention de B. Vivant lors du CCN du 27 mai 1994 est particulièrement caractéristique. Il continue à parler des "rendez-vous", du recensement des adhésions et des bases nouvelles, du rythme des adhésions. Et il propose de nouveau les recettes classiques : rapprocher les syndicats des salariés, organiser des parrainages et développer les unions locales (*Le Peuple*, 1390-91, 16 juin 1994, p 67).

— M. Baracat, secrétaire de la FERC, déclare que sa fédération concerne plus de 2 millions de salariés et qu'elle a 23.000 adhérents (p 66) ;

— M. Catelin, secrétaire de l'UD du Rhône, affirme que, dans son département, la situation est "sensiblement la même qu'au niveau national" : le secteur public "représentait 30% de nos forces en 1978 et 53% actuellement, tout en ayant perdu 50% de sa force organisée" (p 65)¹ ;

— V. Claux, membre du bureau de la fédération de la métallurgie, indique que sa fédération a perdu "76% de ses forces en 10 ans. Nous sommes organisés dans 5.000 bases sur 24.000 entreprises. Nous avons 70.000 syndiqués et 22.000 élus sur 1,9 millions de métallos" (p 72) ;

— J.-M. Gelaty, secrétaire général de l'UD de Haute-Savoie indique que, dans son département, les 3.479 PAC représentent 70% des adhérents actifs dont 2.300 seulement dans des bases organisées et le reste sont des chômeurs ou des précaires... L'UD compte donc 5.000 adhérents (contre 13.000 en 1978-79, soit un recul supérieur à 60%) ;

— G. Alezard indique que la CGT a perdu "63% de ses forces en 10 ans" (ce qui donne exactement 640.000 adhérents pour 1992 par rapport à 1,72 million en 1982)².

Lors du CCN de novembre 1994, plusieurs membres de la CE ont réclamé que la vérité soit enfin dite. Répondant apparemment à cette attente dans ses conclusions, L. Viannet, a affirmé que la CGT terminerai l'exercice 1993 avec "650.000 à 680.000 adhérents"³. Mais, à l'ouverture du CCN d'avril 1995, il convenait qu'en 1993, la CGT comptait 627.816 syndiqués (470.084 actifs et 157.732 retraités)⁴ et il annonçait que la direction confédérale — bureau et CE — avait décidé de publier l'état réel de l'organisation pour le congrès de décembre 1995. Ce fut chose faite dans le rapport du trésorier confédéral au 45e congrès confédéral⁵. Ces données sont reproduites dans les tableaux I.23 et I.24.

¹ On en tire que l'UD du Rhône a vu ses effectifs totaux reculer 72% depuis 1978. En 1978, cette UD comptait 50.000 adhérents : elle en a 14.000 en 1992. Les syndiqués du secteur privé sont passés de 35.000 à 7.000, soit un recul de 80%. On retiendra également la remarque selon laquelle la situation nationale n'est pas différente.

² Et G. Alezard invite la CGT à passer "tout au crible : démarche, analyse, discours, expression, rapport aux syndiqués, aux salariés, aux autres organisations, structures..." (p 85).

³ *Le Peuple*, 1397-98, 24 novembre 1994, p 70. Au cours de ce même CCN, S. Salmon-Tharreau (membre de la CE) déclarait : "Nous étions 707.000 en 1990 et nous sommes 620.000 en 1993 : nombre de FNI payés à la trésorerie confédérale" (p 53).

⁴ Il a également donné les chiffres de 1992 (*Le Peuple*, 1406-1407, 27 avril 1995, p 18.).

⁵ Lydia Brovelli, "FNI réglés à la trésorerie confédérale au 31 juillet 1995", *Le Peuple*, 1415, 7 septembre 1995, p 9.

Un tableau rectificatif a été publié dans "FNI réglés à la trésorerie confédérale au 31 octobre 1995", *Le Peuple*, 1422-23 du 23 novembre 1995, p 15.

Document I.2

Note sur l'estimation des effectifs des fédérations grâce aux mandats de congrès

Pour estimer les effectifs des fédérations de la CGT à l'aide des mandats de congrès, nous suivons la méthode suivante. De 1965 à 1992, avant chaque congrès, le secteur organisation a publié dans le *Courrier confédéral*, des informations, plus ou moins lacunaires, concernant le nombre de délégués auquel avait droit chaque fédération. Parfois même la base de calcul est indiquée assez clairement. C'est le cas, par exemple, pour la fédération des métaux, à l'occasion du congrès de 1969¹. Grâce aux tableaux des ventes de timbres de la fédération des métaux, on peut affirmer que la confédération comptait, en 1968, environ 1,7 million d'adhérents (sur la base de 10 timbres pour un adhérent) et qu'un délégué représentait environ 1 230 adhérents. En postulant que la règle a été appliquée à l'ensemble des fédérations, nous tirons une estimation de leurs effectifs en multipliant le nombre de leurs délégués par 1 230. Ce chiffre représente donc aussi la marge d'incertitude théorique pesant sur les estimations. En fait, cette incertitude est certainement plus grande. En effet, comme pour les effectifs régionaux, l'estimation revient à postuler que le "secteur organisation" a bien fait son travail et que le *Courrier* n'a comporté aucune faute de frappe... mais ici nous n'avons qu'un seul tableau : les erreurs ne peuvent être corrigées comme on l'a fait pour les données régionales. Il faut donc prendre nos résultats pour ce qu'ils sont : un pis-aller en attendant que le voile soit levé...

Le même raisonnement a été appliqué au congrès de 1972. Cependant ce congrès s'est tenu au printemps : les cotisations de l'année antérieure, qui servent statutairement de base au calcul des mandats, n'étaient probablement pas toutes acquittées, d'où la baisse apparente du nombre des adhérents. Pour estimer un effectif "réaliste", il faudrait donc remplacer ce total par 1,8 million (chiffre obtenu sur la base des neuf timbres)².

En revanche, pour les autres congrès, le nombre de timbres acquittés par la métallurgie n'est pas mentionné pas plus qu'aucun autre. Nous avons donc

utilisé les données à notre disposition : calculs sur les recettes de cotisations pour 1965 et 1967, estimations tirées du *Courrier confédéral* pour les années postérieures à 1972. Ces problèmes de bases divergentes font que, pour l'instant, seules les années comprises entre 1972 et 1982 sont strictement comparables entre elles (dans les calculs d'ensemble présentés dans cette recherche, l'estimation sur la base des neuf timbres a toujours été retenue comme total de référence).

Soulignons rapidement d'autres difficultés parce qu'elle soulignent aussi des questions intéressantes concernant l'histoire intérieure que nous essayons d'écrire.

En premier lieu, la date à laquelle se tient le congrès. Si celui-ci a lieu à la fin de l'année, l'exercice précédent n'est pas loin d'être clos³. En revanche, s'il se tient au printemps, la rentrée des cotisations est évidemment loin d'être achevée. C'est ce qui se produit pour les congrès de 1972 et de 1975. Pour ce dernier congrès, le tableau indique que le calcul des délégués "Métaux" est effectué sur la base des "timbres réglés au 31 décembre 1974". Etant donné le laxisme de la gestion financière, cela conduit à une sous-estimation certainement importante. D'ailleurs, le laxisme s'étant plutôt aggravé avec la désyndicalisation, la base de calcul des mandats, de 1982 à 1992, a été systématiquement la pénultième année, contrairement aux statuts. Evidemment, si le congrès comportait des enjeux importants, cela aurait posé des problèmes...

Notre analyse est encore compliquée par les changements de noms et de frontières entre les fédérations. Pour les fédérations concernées, nous avons donné en italiques les regroupements afin de neutraliser autant que possible les modifications⁴.

¹ *Courrier confédéral*, 22 septembre 1969. Voir l'analyse de ces données dans le rapport de Laurent Olivier, *La fédération CGT de la métallurgie de la Libération à nos jours*, Grenoble, CERAT, 1996, p 66-69.

² C'est cette méthode que nous avons employée pour notre rapport de synthèse sur la syndicalisation en France depuis 1945.

³ Pour le congrès de janvier 1992, les mandats ont été calculés sur la base de l'exercice 1990. En fait, il en a été de même depuis 1982.

⁴ Rappel des principaux changements intervenus dans les fédérations. A partir de 1985, les Cuirs et peaux, l'Habillement et le Textile fusionnent dans la fédération Textile-Habillement, Cuirs (THC). Le Papier-carton fusionne avec le Livre et l'audiovisuel dans la Fédération de l'Information, du Livre et du Papier-Carton (FILPAC). Les Employés ont donné naissance d'abord à une fédération du Commerce puis, successivement, à trois fédérations : Secteurs financiers, Organismes sociaux, Bureaux d'études. Enfin, l'Eclairage est devenue l'Energie et a absorbé le Syndicat de l'énergie atomique..

Autre difficulté majeure : il y a toujours un décalage entre le nombre de mandats faisant l'objet d'une ventilation dans le *Courrier* et celui annoncé lors du congrès. Par exemple, en 1969 — premier congrès pour lequel le calcul semble fait sérieusement par le secteur organisation —, il ne manque, dans les différentes livraisons du *Courrier*, que l'Équipement, les journalistes et les syndicats nationaux "non-fédérés" représentés par l'UGFF. Le tableau porte sur 1 069 mandats. Or le *Peuple* indique que l'on attendait 1.400 délégués et que 1 227 délégués étaient effectivement présents lors du congrès confédéral. Il est donc probable que, jusqu'au congrès, il y a eu des règlements tardifs et des changements, pas toujours marginaux, dans les mandats... L'estimation des effectifs par fédération est donc faite sur des bases relativement hétérogènes qui rendent assez imprécises les comparaisons directes entre les années.

Sous ces réserves, le calcul aboutit à une série qui est récapitulée dans les tableaux I.19 à I.21.

L'absence de chiffre dans une ligne des tableaux ne signifie pas que la fédération concernée n'avait pas de délégués, mais que le *Courrier* n'a rien publié à ce propos. Un certain nombre d'anomalies subsistent. Par exemple, pour les cheminots en 1967, soit nous avons mal copié les chiffres publiés ou bien le *Courrier* a donné l'effectif sans distinguer entre titulaires et suppléants (cette dernière hypothèse ramènerait les effectifs de la fédération à environ 120.000 ce qui est plus plausible).

Enfin, pour les congrès des années 1980, la qualité d'ensemble paraît médiocre. Quant à l'année 1992, elle est proprement aberrante. D'ailleurs, le *Courrier* indiquait qu'il s'agissait d'un "premier tableau" et qu'il serait complété ultérieurement mais rien n'est venu. Telle est la raison pour laquelle les tableaux I.19 à I.21 s'interrompent en 1988.

Afin de prendre une vue d'ensemble des résultats et pour repérer plus facilement les problèmes, nous avons dressé un classement des fédérations (tableau ci-dessous).

Les principales conclusions sûres que l'on peut tirer de ce travail concernent la première place des Métaux — pratiquement *ex-aequo* avec l'énergie en 1990 — la montée relative du secteur public et des grandes entreprises nationales, notamment de l'énergie et des PTT ; le recul important du textile-habillement-cuir, du sous-sol ou des cheminots.

Classement des fédérations en fonction de leur poids relatif.

	1968	1971	1974	1977	1980	1983	1987
Métallurgie	1	1	1	1	1	1	1
Cheminots	2	3	3	9	9	8	6
Services publics	3	2	2	2	3	3	3
Bâtiment-Construction	4	9	9	4	5	7	8
Eclairage-Energie	5	4	7	10	6	2	2
Agriculture-Alim.	6	6	10	14	—	16	9
PTT	7	7	6	6	4	4	4
Chimie-Plastiques	8	5	5	3	8	10	7
Livre-FILPAC	9	8	3	2	2	5	—
Sous-sol	10	11	16	21	16	15	17
Employés, Organ...	11	10	11	11	11	9	16
Textiles-Habill.-Cuirs	12	12	8	8	7	14	12
Transports	13	14	15	15	13	19	13
Travailleurs de l'Etat	14	13	17	19	19	17	11
Ports et docks	15	16	20	20	12	12	15
Finances	16	15	18	16	15	—	—

Enfin, nous avons déjà mentionné le tableau publié par le secteur financier à propos du placement des PAC dans les UD en 1984-85. Le même tableau existe pour les fédérations¹. Nous le publions ci-dessous (document I.22) avec l'estimation du nombre des adhérents ainsi que le poids de chaque fédération dans la CGT (document I.23). Les chiffres contenus dans ce dernier tableau doivent être accueillis avec une certaine prudence puisqu'ils reposent sur l'hypothèse que le même objectif — une certaine proportion des cotisations prélevées directement sur les compte-chèques des adhérents — avait été fixé à toutes les organisations de la CGT. Autant cette supposition est logique dans le cas des UD, autant elle peut être discutée pour les fédérations. Faute de disposer d'une série cohérente de données sur plusieurs années, comme dans le cas des UD, il est pour l'instant impossible de contrôler la fiabilité de ce raisonnement. Nous donnons donc ce tableau comme un élément supplémentaire d'appréciation.

Enfin, les évolutions de ces effectifs doivent être rapportées à celles de la population active dans le secteur d'action respectif de chaque fédération. Ce qui pose le problème des "champs de syndicalisation". Grâce à une *Note économique* du secteur économique de la confédération, nous avons pu établir ces champs fédéraux pour les années 1968 à 1990 (document I.18).

¹ *Courrier confédéral*, 7 août 1985.

RECRUTEMENT

Second
Classement

12

1	. Aisne	1.182 adhésions	20 bases nouvelles	8,8 %
2	. Vendée	380 "	15 "	7,8
3	. Hérault	1.035 "	14 "	7,5
4	. Bouches du R.	3.598 "	54 "	7,1
5	. Drôme	532 "	10 "	7
6	. Ht Rhin	700 "	3 "	6,9
7	. Nièvre	365 "	" "	6,8
8	. Ardennes	680 "	11 "	6,8
9	. Indre et Loire	515 "	5 "	6,3
10	. Htes Alpes	122 "	" "	6,0
11	. Loir et Cher	317 "	5 "	5,5
12	. Calvados	430 "	6 "	5,1
13	. Cher	540 "	2 "	4,8
14	. Val d'Oise	452 "	8 "	4,6
15	. Seine St Denis	1849 "	29 "	4,2
16	. Yonne	250 "	9 "	4,1
17	. P.de Dôme	553 "	10 "	3,7
18	. Alpes mariti.	675 "	9 "	3,6
19	. Var	450 "	12 "	3,4
20	. Oise	508 "	10 "	3,3
21	. Essonne	425 "	9 "	3,1
22	. Tarn (1)	300 "	2 "	3,9
23	. Gard	300 "	8 "	2,9
24	. Morbihan	326 "	9 "	2,6
25	. Seine Mar;	1.491 "	" "	2,4
26	. Pyrénées Hts	170 "	" "	2,2
27	. Isère	800 "	" "	2,2
28	. Alpes Basses	49 "	" "	2,0
29	. Nord	1.505 "	" "	1,8
30	. Hte Vienne	221 "	4 "	1,6
31	. Gironde	460 "	2 "	1,5
32	. Hts de Seine	593 "	" "	1,2
33	. Marne	230 "	7 "	1,2
34	. Loire	362 "	8 "	1,1
35	. Pyrénées Basses	100 "	2 "	0,9
36	. Ille et Vilaine	107 "	2 "	0,8

(1) le % réel du tarif étant de 3,9 % cette U.D. prend la 17ème place et le décalage des autres U.D. s'en suit.

Document I.4
Une circulaire du secteur organisation

Aux secrétaires généraux des Unions
départementales¹

Aux secrétaires généraux des Fédérations

Paris le 4 septembre 1980,

Cher Camarade,

L'analyse des luttes revendicatives du premier semestre et leur développement ont conduit le CCN à donner une impulsion particulière à la bataille du renforcement et des finances syndicales dans les mois à venir.

Dans cet esprit, nous avons adressé, par courrier du 11 juillet, les grandes lignes des objectifs de la direction confédérale pour les mois à venir, objectifs déterminés à l'issue des réunions inter-UD de la fin du mois de juin et confirmés par la suite.

Dans ce cadre, nous sommes persuadés que les Unions départementales et les Fédérations ont mis au point leur propre plan de travail et arrêté un certain nombre d'initiatives prenant appui sur la mobilisation et l'action revendicative dès le début du mois de septembre, ainsi que dans la phase de préparation de la journée d'action et du rassemblement de l'UGICT fixé au 16 octobre.

De telles mesures d'organisation sont effectivement indispensables pour assurer un réel engagement de la CGT et nous donner les moyens financiers pour les luttes.

Les dispositions seront prises en liaison avec les responsables à l'organisation dans les directions suivantes, communes aux Fédérations et Unions départementales :

1. Donner une nouvelle et vigoureuse impulsion à la démarche "cartes et VO en main".

2. Animer, impulser le placement de la vignette Montreuil.

3. Inciter toutes nos organisations à mettre au point et réaliser un plan de renforcement, dans chaque entreprise et notamment dans celles où vont avoir lieu des élections professionnelles.

4. Mettre sur pied un plan de parrainage des entreprises inorganisées.

5. Généraliser les expériences de prélèvement automatique des cotisations en même temps que doit s'accélérer la rentrée des cotisations.

6. Programmer des sessions de formation des responsables à l'organisation vers les syndicats d'entreprise et les unions locales (le programme sera adressé prochainement).

Cet ensemble de dispositions doit créer les conditions de la mise en oeuvre d'un plan offensif pour impulser dès maintenant le renforcement de la CGT, la collecte des moyens financiers indispensables à notre action et préparer la remise des cartes 1981.

L'examen attentif des questions du renforcement et des finances syndicales a montré que cette bataille sera gagnée par la conviction, affirmée à chaque niveau, qu'il s'agit d'une question clé pour le développement de l'action, par un engagement concret et une prise en compte particulière des secrétaires généraux.

C'est pourquoi le Bureau Confédéral a décidé la tenue de réunions régulières des secrétaires généraux des unions départementales et des Fédérations avec la participation du Secrétaire Général de la CGT, Georges Séguy, afin de procéder à un échange de vues approfondi sur le bilan de ce qui sera réalisé d'ici cette date et les dispositions à mettre en oeuvre pour atteindre nos objectifs. E. Deiss et M. Warcholak, secrétaires de la CGT, participeront également à cette réunion.

Pour les Unions départementales, ces réunions auront lieu les 8, 9 et 10 octobre en trois groupes de travail susceptibles de favoriser la discussion.

En ce qui te concerne, nous te demandons de bien vouloir participer à la réunion qui se tiendra le... octobre de 9 heures à 16h 30 à la Maison des syndicats, 33 rue de la Grange-aux-Belles, pour laquelle nous te demandons de prendre, dès maintenant, toutes dispositions pour y participer.

Pour les Fédérations, la réunion aura lieu le 23 octobre prochain à 9 heures, au 209 rue Lafayette Reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations

Michel Warcholak

¹ Cette circulaire est extraite des archives d'un ancien responsable d'UD (nous respectons la ponctuation et les majuscules). La circulaire est accompagnée des trois tableaux que nous reproduisons également. Les UD y sont classées en trois groupes en fonction de la population active du département. Autrement dit, il y avait une réunion pour les "grosses", une pour les "moyennes" et une pour les "petites". Curieusement, le secteur organisation a utilisé un recensement déjà ancien (1968). Nous ajoutons les deux dernières colonnes qui donnent une idée du nombre des adhérents et du "taux de syndicalisation" (en utilisant la même base de calcul que M. Warcholak).

Tableaux annexes à la circulaire

1. Les 25 UD les plus importantes
(cotisations et nombre de salariés)

Départements	Nombre de salariés (1968)	Nombre de cotisations (réglements 77-78-79)	Adhérents (9t)	Taux de syndic. approx.
Hérault	148 340	135 000	15 000	10,1
Saône-et-Loire	157 920	148 000	16 444	10,4
Var	149 000	140 000	15 556	10,4
Marne	153 540	170 000	18 889	12,3
Ille-et-Vilaine	168 440	140 000	15 556	9,2
Finistère	173 080	245 000	27 222	15,7
Oise	178 580	135 000	15 000	8,4
Haute-Gar.	200 980	200 000	22 222	11,1
Alpes-Mar.	219 340	175 000	19 444	8,9
Meurthe-et M.	223 020	160 000	17 778	8,0
Loire	233 500	300 000	33 333	14,3
Loire-Atlant.	241 140	250 000	27 778	11,5
Isère	250 000	380 000	42 222	16,9
Essonne	259 620	138 000	15 333	5,9
Gironde	308 500	250 000	27 778	9,0
Yvelines	327 140	150 000	16 667	5,1
Seine-Maritim	367 700	495 000	55 000	15,0
Pas-de-Calais	368 940	222 000	24 667	6,7
Bouches-du-R.	453 080	460 000	51 111	11,3
Val-de-Marne	467 020	280 000	31 111	6,7
Rhône	484 460	390 000	43 333	8,9
Seine-St-Denis	535 040	350 000	38 889	7,3
Hauts-de-S.	651 340	350 000	38 889	6,0
Nord	752 660	670 000	74 444	9,9
Paris	1 187 200	900 000	100 000	8,4

2. Les 31 UD de taille moyenne

Départements	Nombre de salariés (1968)	Nombre de cotisations (réglements 77-78-79)	Adhérents (9t)	Taux de syndic. approx.
Savoie	85 340	10 600	1 178	1,4
Cher	87 660	92 000	10 222	11,7
Charente	88 580	90 000	10 000	11,3
Vaucluse	93 940	78 000	8 667	9,2
Haute-Vienne	99 560	128 000	14 222	14,3
Ain	99 700	98 000	10 889	10,9
Côtes-du-Nord	101 240	120 000	13 333	13,2
Manche	103 140	65 000	7 222	7,0
Allier	105 400	108 000	12 000	11,4
Charente-Mar.	112 880	108 000	12 000	10,6
Haute-Savoie	116 540	95 000	10 556	9,1
Morbihan	117 160	130 000	14 444	12,3
Gard	119 800	106 000	11 778	9,8
Eure	122 340	100 000	11 111	9,1
Vosges	122 840	65 000	7 222	5,9
Indre-et-Loire	124 960	75 000	8 333	6,7
Côte-d'Or	129 540	80 000	8 889	6,9
Sarthe	130 640	125 000	13 889	10,6
Pyénées-Atl.	131 040	115 000	12 778	9,8

Loiret	136 880	118 000	13 111	9,6
Doubs	139 000	65 000	7 222	5,2
Somme	150 440	100 000	11 111	7,4
Calvados	152 460	70 000	7 778	5,1
Maine-et-L.	157 920	100 000	11 111	7,0
Aisne	158 380	95 000	10 556	6,7
Puy-de-Dôme	160 500	115 000	12 778	8,0
Haut-Rhin	193 700	115 000	12 778	6,6
Seine-et-M.	208 480	120 000	13 333	6,4
Bas-Rhin	258 440	76 000	8 444	3,3
Val-d'Oise	266 740	95 000	10 556	4,0
Moselle	291 580	115 000	12 778	4,4

3. Les 39 UD de petite taille

Départements	Nombre de salariés (1968)	Nombre de cotisations (réglements 77-78-79)	Adhérents (9t)	Taux de syndic. approx.
Lozère	13 800	7 000	778	5,6
Hautes-Alpes	20 740	20 000	2 222	10,7
Alpes-Hte-Pr.	26 100	16 000	1 778	6,8
Lot	28 500	23 000	2 556	9,0
Creuse	28 760	31 000	3 444	12,0
Ariège	30 980	51 000	5 667	18,3
Gers	31 580	22 000	2 444	7,7
Cantal	33 760	26 000	2 889	8,6
Tarn-et-Gar.	39 380	16 000	1 778	4,5
Territoire de B	41 180	30 000	3 333	8,1
Haute-Loire	41 740	23 000	2 556	6,1
Corrèze	53 060	62 000	6 889	13,0
Haute-Saône	54 660	22 000	2 444	4,5
Corse	56 420	25 000	2 778	4,9
Haute-Pyrénées	56 660	82 000	9 111	16,1
Aveyron	56 840	56 000	6 222	10,9
Meuse	57 680	26 000	2 889	5,0
Haute-Marne	59 860	38 000	4 222	7,1
Mayenne	59 980	50 000	5 556	9,3
Ardèche	62 080	70 000	7 778	12,5
Jura	64 560	73 000	8 111	12,6
Aude	64 540	60 000	6 667	10,3
Lot-et-Gar.	64 880	53 000	5 889	9,1
Landes	65 160	83 000	9 222	14,2
Pyrénées-Or.	65 240	70 000	7 778	11,9
Nièvre	65 720	45 000	5 000	7,6
Indre	66 340	64 000	7 111	10,7
Deux-Sèvres	73 480	44 000	4 889	6,7
Loir-et-Cher	74 660	60 000	6 667	8,9
Yonne	76 360	55 000	6 111	8,0
Orne	77 460	39 000	4 333	5,6
Dordogne	81 200	75 000	8 333	10,3
Tarn	81 740	80 000	8 889	10,9
Vienne	86 380	70 000	7 778	9,0
Ardennes	88 020	70 000	7 778	8,8
Vendée	90 700	63 000	7 000	7,7
Drôme	90 720	72 000	8 000	8,8
Aube	92 200	45 000	5 000	5,4
Eure-et-Loir	93 280	55 000	6 111	6,6

Document I.5 Les effectifs de la CGT par départements entre 1972 et 1984 (D'après le *Courrier confédéral*, effectifs absolus)*

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
1. Ain	8 304	10 930	11 531	12 383	13 543	12 709	12 300	12 291	9 201	8 333	8 005	6 899	6 834	63
2. Aisne	13 322	17 763	18 313	16 837	13 824	13 885	12 045	11 772	8 803	7 873	6 810	5 947	5 584	31
3. Allier	13 067	16 172	15 925	15 855	15 051	15 313	13 967	13 739	11 958	10 855	10 153	8 883	9 166	57
4. Alpes-de-Hte-Provence	1 899	2 082	2 056	2 207	1 993	1 876	2 063	2 164	1 828	1 983	2 055	2 006	1 833	88
5. Hautes-Alpes	2 024	2 663	2 044	1 875	2 076	2 168	2 570	3 003	1 876	2 529	2 330	2 169	2 000	75
6. Alpes-Maritimes	18 610	24 737	24 766	25 923	25 660	26 359	22 553	23 223	18 905	15 588	16 792	14 971	14 668	59
7. Ardèche	8 059	10 531	10 779	10 211	10 243	10 026	8 739	9 113	7 541	7 220	6 375	4 564	3 333	32
8. Ardennes	9 927	11 853	12 713	12 712	10 229	10 213	8 924	8 222	6 817	7 065	5 755	4 692	5 168	44
9. Ariège	5 096	6 305	6 478	6 268	6 275	6 906	6 593	6 835	5 317	4 958	4 575	4 058	4 167	66
10. Aube	6 775	8 257	8 004	8 715	8 094	5 631	5 000	5 717	3 572	2 301	2 302	3 513	2 250	27
11. Aude	6 003	7 897	7 276	8 770	7 951	7 232	7 015	7 950	6 283	5 398	4 780	4 784	4 833	61
12. Aveyron	4 688	6 320	6 543	7 167	7 634	7 816	7 004	7 350	5 889	2 644	3 882	3 611	2 667	42
13. Bouches-du-Rhône	50 299	65 635	66 639	67 261	66 554	66 788	58 945	56 573	47 577	46 928	42 750	41 221	36 336	55
14. Calvados	8 561	11 112	10 285	10 165	9 235	8 129	8 826	7 024	4 159	5 905	4 581	3 582	4 334	39
15. Cantal	2 924	3 831	4 081	4 099	3 953	3 838	3 191	3 832	3 030	2 140	1 250	1 000	1 167	30
16. Charente	9 135	12 085	12 451	12 399	12 600	12 453	11 047	11 512	9 167	8 339	6 345	5 803	6 501	54
17. Charente-Maritime	11 370	14 818	15 915	15 915	15 307	15 322	13 829	13 822	10 974	9 609	9 747	8 695	7 668	52
18. Cher	11 351	13 972	13 386	13 752	12 728	12 154	11 343	11 497	9 507	8 976	8 085	6 972	7 334	52
19. Corrèze	6 572	7 737	8 236	8 240	7 767	8 075	7 396	7 959	3 286	6 421	6 539	6 130	5 577	72
20. Corse	3 000	2 513	4 514	4 511	2 801	2 500	1 753	2 357	3 796	3 988	2 623	4 481	3 500	139
21. Côte-d'Or	10 000	12 417	12 016	12 019	11 853	11 038	10 000	10 250	8 247	10 869	6 704	5 858	5 918	48
22. Côtes-du-Nord	9 228	13 175	14 360	14 421	14 815	14 871	14 283	16 980	11 196	7 100	8 655	7 848	8 082	61
23. Creuse	2 745	3 646	4 032	3 976	3 868	4 254	3 894	3 534	2 513	2 273	1 174	764	1 256	34
24. Dordogne	7 492	9 546	10 187	9 925	10 346	10 465	9 298	9 257	7 374	6 694	6 268	5 470	5 502	58
25. Doubs	9 878	11 936	11 555	10 946	10 583	9 516	9 004	7 144	5 952	5 352	4 685	3 192	4 501	38
26. Drôme	7 610	10 180	10 933	10 337	10 490	10 024	9 010	10 581	7 626	7 601	7 607	6 857	6 502	64
27. Eure	10 877	13 437	13 714	13 646	13 292	13 453	11 613	12 552	6 270	8 174	3 125	5 737	2 667	20
28. Eure-et-Loir	6 156	7 623	8 063	8 186	7 821	13 456	6 629	6 824	4 992	5 000	4 150	3 299	3 794	50
29. Finistère	18 388	26 879	26 894	30 121	30 651	31 250	30 688	32 714	27 836	26 175	23 108	21 603	20 261	75
30. Gard	10 303	13 486	14 048	14 497	15 146	14 739	13 343	13 660	10 963	10 804	9 883	9 840	8 666	64
31. Haute-Garonne	20 709	27 898	28 721	28 653	27 316	27 038	25 018	21 317	23 368	20 461	19 411	18 140	16 003	57
32. Gers	2 306	3 113	2 625	2 946	3 088	3 179	2 512	2 511	3 019	2 573	2 450	2 133	2 334	75
33. Gironde	29 907	38 011	38 154	38 257	36 278	35 625	33 326	28 227	19 067	22 368	23 979	23 442	17 754	47

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
34. Hérault	13 770	17 298	18 459	18 209	18 719	19 262	16 674	18 585	15 813	13 924	12 686	11 639	11 001	64
35. Ille-et-Vilaine	14 142	18 245	18 383	19 211	18 981	18 760	17 452	19 116	15 042	14 106	13 207	12 082	11 506	63
36. Indre	6 587	8 047	8 820	8 159	6 076	7 646	6 667	6 673	5 608	5 263	4 684	4 353	3 333	41
37. Indre-et-Loire	8 260	10 741	10 969	10 852	10 249	10 630	5 219	5 000	6 749	5 250	3 750	5 882	5 334	50
38. Isère	37 129	47 282	48 347	47 247	46 941	45 163	40 106	40 143	31 926	29 242	28 036	24 731	21 751	46
39. Jura	7 619	9 885	9 783	9 271	9 696	9 968	8 920	9 045	7 249	6 942	6 137	4 963	5 916	60
40. Landes	6 988	9 539	10 326	10 363	10 717	10 829	10 502	10 717	9 113	8 119	6 875	6 883	5 336	56
41. Loir-et-Cher	5 748	7 385	7 950	7 430	7 679	7 815	7 435	7 558	6 471	6 068	5 165	4 796	4 503	61
42. Loire	32 692	42 736	43 652	42 785	43 877	42 106	37 685	40 980	27 891	26 946	25 021	20 915	20 472	48
43. Haute-Loire	2 713	4 948	3 925	3 621	2 561	1 500	2 823	3 363	1 371	2 548	2 547	1 434	1 917	39
44. Loire-Atlantique	28 261	37 358	38 859	37 453	35 368	34 789	31 894	30 431	28 196	25 523	22 935	20 600	20 251	54
45. Loiret	12 998	17 109	16 805	15 815	16 753	16 473	15 108	14 862	12 034	10 629	9 649	8 561	8 501	50
46. Lot	2 019	2 462	2 841	3 005	2 558	4 447	2 594	2 839	2 675	2 327	2 287	2 143	2 001	81
47. Lot-et-Garonne	5 402	7 231	7 472	7 500	7 350	7 492	6 870	2 905	5 499	5 180	1 626	1 503	4 002	55
48. Lozère	712	802	807	910	882	1 040	911	878	1 162	1 026	885	852	833	104
49. Maine-et-Loire	11 637	15 836	16 324	16 550	15 605	14 660	12 881	11 592	10 303	9 570	8 890	8 265	5 499	35
50. Manche	6 182	8 014	8 614	8 916	8 248	8 206	8 065	3 349	6 179	5 624	5 365	4 986	3 833	48
51. Marne	19 251	23 326	23 852	26 882	23 342	24 497	21 201	18 279	13 031	16 030	13 026	9 027	12 665	54
52. Haute-Marne	4 945	5 907	5 539	5 726	2 026	5 501	1 967	4 810	1 516	3 952	3 160	3 040	3 167	54
53. Mayenne	4 626	6 070	6 004	6 038	6 071	6 447	6 438	7 217	5 000	1 822	2 158	2 000	1 667	27
54. Meurthe-et-Moselle	18 440	22 069	23 336	23 482	23 345	21 522	19 239	14 749	13 078	12 636	12 061	10 128	10 333	47
55. Meuse	3 819	4 914	4 876	5 025	4 377	4 384	1 125	2 125	2 125	1 649	1 824	1 695	1 667	34
56. Morbihan	12 312	17 181	17 795	17 830	18 819	18 117	16 359	17 793	15 448	13 924	11 776	11 538	11 169	65
57. Moselle	14 075	16 252	17 266	18 424	17 871	16 636	15 018	15 308	11 095	10 378	10 266	9 623	8 501	52
58. Nièvre	5 290	6 511	7 130	6 986	6 766	6 278	5 501	5 244	4 860	4 537	4 394	4 305	2 834	44
59. Nord	82 329	110 749	99 816	98 848	94 329	92 173	84 509	77 282	59 828	60 233	48 180	41 564	40 173	36
60. Oise	15 127	18 521	19 370	19 327	18 311	17 617	16 501	16 735	12 495	12 554	10 744	9 553	9 170	50
61. Orne	5 208	6 535	6 630	6 174	5 560	5 685	4 955	5 072	4 087	3 087	2 677	3 126	2 000	31
62. Pas-de-Calais	26 139	32 094	32 842	31 346	30 974	30 990	26 719	28 714	22 912	19 984	15 830	10 892	13 837	43
63. Puy-de-Dôme	14 878	18 679	18 843	18 815	17 816	16 193	14 879	15 243	11 451	10 719	9 465	7 624	6 001	32
64. Pyrénées-Atlantique	11 159	14 980	15 106	15 824	16 137	15 197	23 280	15 576	12 615	13 290	11 292	9 675	5 503	37
65. Hautes-Pyrénées	7 451	10 008	9 920	10 851	10 607	10 784	10 347	10 244	8 710	8 140	7 505	7 062	6 667	67
66. Pyrénées-Orientales	7 694	9 875	9 239	10 629	10 773	10 374	8 948	8 775	5 740	6 860	6 320	6 089	5 667	57
67. Bas-Rhin	14 461	17 830	18 014	17 750	17 224	16 698	9 607	9 608	9 602	9 080	3 799	3 419	5 834	33
68. Haut-Rhin	10 070	14 800	13 819	14 115	13 884	13 653	14 033	9 252	6 249	7 711	2 946	5 052	5 250	35

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
69. Rhône	49 992	61 629	61 549	60 551	58 641	56 931	49 864	51 026	39 778	38 202	34 742	31 537	30 341	49
70. Haute-Saône	6 252	4 274	4 192	4 582	3 985	3 520	2 846	2 829	2 827	2 070	2 033	2 145	1 833	43
71. Saône-et-Loire	17 609	20 746	20 860	21 072	13 035	18 659	18 210	11 679	9 688	12 133	10 355	9 243	6 001	29
72. Sarthe	11 896	15 705	9 418	15 821	17 433	17 676	15 631	16 652	13 446	12 177	11 324	11 278	9 832	63
73. Savoie	11 609	14 331	14 324	14 810	14 472	14 574	13 397	12 920	10 784	10 239	9 698	8 444	7 668	54
74. Haute-Savoie	9 222	12 234	12 676	14 404	13 174	12 727	10 960	13 848	10 119	9 571	12 911	7 440	6 333	52
75. Paris	121 301	146 812	143 918	142 933	134 066	134 160	114 748	118 306	91 438	85 150	74 945	65 972	64 507	44
76. Seine-Maritime	61 827	78 193	79 834	65 668	63 487	63 511	47 146	29 596	40 883	42 523	31 550	27 160	26 000	33
77. Seine-et-Marne	13 128	16 690	16 944	18 466	17 882	17 942	15 073	15 061	13 771	11 478	11 282	9 370	9 169	55
78. Yvelines	14 463	18 878	19 906	21 163	20 858	20 872	13 915	12 117	12 511	12 437	12 000	11 000	9 998	53
79. Deux-Sèvres	3 816	5 254	5 718	5 947	6 400	10 465	5 375	5 616	4 702	4 255	4 026	3 456	3 667	70
80. Somme	12 288	16 180	17 228	17 283	14 255	13 758	15 002	9 288	3 300	6 869	7 403	4 255	5 834	36
81. Tarn	7 624	10 230	9 620	10 616	<i>10 275</i>	<i>9 935</i>	9 765	9 595	8 721	7 352	6 849	5 647	5 334	52
82. Tarn-et-Garonne	1 468	2 233	2 529	2 405	1 538	<i>1 941</i>	2 344	2 063	1 857	2 444	1 549	1 559	1 500	67
83. Var	14 114	17 935	16 989	18 318	18 799	19 256	16 895	16 914	14 311	13 564	12 326	8 770	11 001	61
84. Vaucluse	7 683	9 996	9 474	10 197	10 374	10 578	9 606	10 438	7 999	6 808	7 575	6 752	5 835	58
85. Vendée	4 816	7 496	7 950	7 984	7 960	7 876	7 915	8 197	6 691	5 700	5 334	4 910	4 674	62
86. Vienne	6 876	8 992	9 112	9 402	9 101	9 625	8 927	8 935	7 267	6 754	6 212	5 478	5 669	63
87. Haute-Vienne	14 175	18 341	17 830	17 889	17 433	17 123	15 728	17 386	14 101	13 059	12 911	9 847	10 174	55
88. Vosges	7 201	10 043	10 567	10 040	7 875	9 123	8 209	7 795	4 776	6 285	4 189	5 083	4 167	41
89. Yonne	6 157	7 499	7 489	7 601	7 446	7 044	6 891	6 606	3 091	5 202	4 076	3 591	4 167	56
90. Territoire-de-Belfort	3 727	4 573	4 500	4 910	4 476	3 888	3 736	3 470	3 053	2 725	2 700	2 101	2 667	58
91. Essonne	13 652	18 108	18 728	19 645	19 688	13 453	17 545	19 068	15 207	14 009	12 149	11 293	11 002	61
92. Hauts-de-Seine	48 351	59 142	58 950	58 983	54 420	51 450	44 419	41 733	35 735	33 081	20 905	18 446	26 329	45
93. Seine-Saint-Denis	48 689	52 036	52 930	51 567	51 664	48 900	43 479	48 695	34 864	31 185	30 051	27 942	23 336	45
94. Val-de-Marne	33 576	43 553	44 318	44 415	43 618	42 688	36 213	37 494	30 745	26 660	24 629	21 515	21 839	50
95. Val-d'Oise	9 754	12 702	12 784	14 584	13 951	13 872	12 133	10 822	6 668	10 092	9 407	8 427	7 585	60
Total	1 387 984	1 763 582	1 769 309	1 775 819	1 705 863	1 696 002	1 513 234	1 459 715	1 179 363	1 131 393	997 232	890 833	852 717	48

* les données en italiques sont des estimations

Tableau I.6 Taux de syndicalisation à la CGT par départements (1972-1984, d'après le *Courrier confédéral*, effectifs des adhérents pour cent salariés.

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
1. Ain	8,1	10,4	10,7	11,2	11,9	11,1	10,6	10,5	7,8	7,1	6,7	5,7	5,6	53
2. Aisne	8,3	11,0	11,2	10,2	8,2	8,2	7,3	7,1	5,4	4,9	4,2	3,7	3,5	32
3. Allier	12,6	15,5	15,2	15,0	14,1	14,3	13,2	13,0	11,5	10,7	9,9	8,9	9,4	60
4. Alpes-de-Hte-Provence	7,4	8,0	7,8	8,2	6,8	6,2	6,8	7,0	5,8	6,5	6,5	6,3	5,8	72
5. Hautes-Alpes	8,1	10,4	7,8	7,0	7,0	7,1	8,3	9,5	5,8	8,0	7,1	6,5	5,9	57
6. Alpes-Maritimes	8,6	11,3	11,1	11,4	10,4	10,4	8,9	9,0	7,2	6,2	6,7	6,0	5,9	52
7. Ardèche	13,7	17,8	18,1	17,1	16,7	16,1	13,9	14,4	11,9	11,4	10,1	7,2	5,2	29
8. Ardennes	10,9	12,8	13,6	13,4	10,7	10,9	9,7	9,0	7,7	8,2	6,7	5,6	6,4	50
9. Ariège	16,4	20,0	20,2	19,3	18,8	20,6	19,8	20,4	15,9	14,9	13,6	12,0	12,3	62
10. Aube	6,9	8,3	8,0	8,6	7,8	5,4	4,9	5,5	3,5	2,3	2,3	3,5	2,3	27
11. Aude	9,5	12,6	11,6	14,0	12,1	10,8	10,4	11,6	9,1	7,7	6,8	6,8	7,0	55
12. Aveyron	8,2	11,0	11,2	12,2	12,4	12,5	11,1	11,4	9,1	4,0	5,9	6,5	4,1	37
13. Bouches-du-Rhône	10,4	13,2	13,1	13,0	11,9	11,8	10,6	10,1	8,5	8,8	7,9	7,7	6,8	51
14. Calvados	5,1	6,5	5,8	5,6	4,9	4,3	4,6	3,6	2,2	3,1	2,4	1,9	2,3	36
15. Cantal	8,8	11,4	12,1	12,0	11,3	10,7	8,9	10,5	8,3	5,9	3,4	2,7	3,2	28
16. Charente	9,8	12,7	12,9	12,7	12,4	12,0	10,7	11,0	8,8	8,1	6,1	5,6	6,3	50
17. Charente-Maritime	9,4	12,1	12,9	12,7	11,7	11,5	10,4	10,3	8,2	7,3	7,3	6,5	5,9	48
18. Cher	12,3	14,9	14,1	14,3	12,7	12,0	11,2	11,2	9,3	8,9	7,9	6,9	7,5	50
19. Corrèze	11,5	13,3	14,0	13,7	12,4	12,5	11,4	12,1	5,0	9,7	9,8	9,2	8,6	64
20. Corse	5,7	4,6	7,9	7,6	4,7	4,2	2,9	3,9	6,2	6,5	4,1	7,2	5,7	125
21. Côte-d'Or	6,9	8,3	7,9	7,7	7,4	6,8	6,1	6,3	5,0	6,7	4,1	3,6	3,6	43
22. Côtes-du-Nord	8,3	11,6	12,3	12,1	11,8	11,5	10,9	12,8	8,4	5,3	6,4	5,8	6,1	53
23. Creuse	9,8	12,9	14,2	13,9	13,0	14,1	12,9	11,6	8,3	7,6	3,9	2,5	4,2	33
24. Dordogne	8,8	11,1	11,7	11,3	11,4	11,6	10,3	10,3	8,3	7,2	6,7	5,8	5,9	53
25. Doubs	6,1	7,2	6,8	6,3	5,9	5,3	5,0	3,9	3,4	3,1	2,8	1,9	2,8	38
26. Drôme	7,2	9,5	10,1	9,4	9,2	8,7	7,7	8,9	6,3	6,2	6,2	5,6	5,3	56
27. Eure	8,5	10,3	10,3	10,0	9,4	9,4	8,1	8,7	4,3	5,7	2,1	3,9	1,8	18
28. Eure-et-Loir	6,1	7,3	7,5	7,4	6,8	11,6	5,7	5,9	4,3	4,4	3,6	2,9	3,3	45
29. Finistère	9,4	13,5	13,2	14,5	14,0	14,0	13,5	14,3	12,2	11,4	10,1	9,4	8,9	66
30. Gard	8,2	10,6	10,9	11,2	11,2	10,8	9,8	10,0	8,0	7,9	7,1	7,1	6,3	59
31. Haute-Garonne	9,1	12,0	12,1	11,8	10,7	10,4	9,5	8,0	8,6	7,5	6,9	6,4	5,7	47
32. Gers	7,1	9,4	7,9	8,7	8,8	8,9	7,0	6,8	8,1	6,9	6,5	5,7	6,2	66
33. Gironde	9,1	11,4	11,3	11,1	10,2	9,9	9,2	7,7	5,2	6,0	6,4	6,3	4,8	42

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
34. Hérault	8,7	10,7	11,3	11,0	10,7	10,8	9,3	10,2	8,6	7,5	6,7	6,1	5,7	54
35. Ille-et-Vilaine	7,4	9,3	9,2	9,3	8,7	8,4	7,7	8,3	6,5	6,0	5,4	4,9	4,7	51
36. Indre	9,6	11,6	12,6	11,6	3,9	4,8	4,1	4,1	3,4	7,3	6,5	6,1	4,8	41
37. Indre-et-Loire	5,9	7,5	7,5	7,3	14,0	14,5	7,1	6,8	9,3	3,2	2,3	3,6	3,3	43
38. Isère	14,0	17,4	17,3	16,6	16,0	15,2	13,4	13,2	10,5	9,6	9,1	8,1	7,1	41
39. Jura	11,2	14,3	14,0	13,1	13,2	13,2	11,9	12,0	9,8	9,6	8,4	6,8	8,2	57
40. Landes	10,0	13,4	14,2	14,0	14,0	13,9	13,3	13,3	11,2	9,9	8,2	8,2	6,4	48
41. Loir-et-Cher	7,2	9,0	9,6	8,8	8,7	8,6	8,1	8,1	6,9	6,5	5,4	5,1	4,8	53
42. Loire	13,8	17,9	18,1	17,6	17,9	17,2	15,5	17,0	11,7	11,5	10,7	9,1	9,1	51
43. Haute-Loire	6,2	11,0	8,6	7,8	3,8	2,2	4,2	5,0	2,0	4,9	4,9	2,7	3,7	34
44. Loire-Atlantique	10,7	13,8	14,0	13,2	11,8	11,5	10,4	9,7	9,0	8,1	7,2	6,5	6,5	47
45. Loiret	8,2	10,4	9,9	9,0	9,1	8,8	7,9	7,7	6,2	5,5	5,0	4,4	4,4	42
46. Lot	6,9	8,3	9,5	9,9	8,0	13,6	7,8	8,3	7,6	6,5	6,3	5,9	5,5	66
47. Lot-et-Garonne	7,8	10,4	10,6	10,5	10,0	10,1	9,2	3,8	7,2	6,7	2,1	1,9	5,3	51
48. Lozère	4,9	5,5	5,5	6,1	5,6	6,4	5,6	5,3	6,9	6,0	5,1	5,0	4,8	88
49. Maine-et-Loire	6,6	8,7	8,8	8,7	7,7	7,2	6,2	5,5	4,8	4,5	4,2	3,9	2,6	30
50. Manche	5,8	7,4	7,9	8,1	7,0	6,8	6,6	2,7	4,9	4,5	4,1	3,8	3,0	40
51. Marne	11,3	13,4	13,5	14,9	12,6	13,2	11,5	9,9	7,1	8,8	7,1	5,0	7,1	53
52. Haute-Marne	7,9	9,3	8,6	8,8	3,4	9,0	3,2	7,7	2,5	5,9	4,8	4,6	5,0	53
53. Mayenne	7,1	9,2	8,9	8,7	8,3	8,6	8,5	9,3	6,4	2,3	2,7	2,5	2,1	23
54. Meurthe-et-Moselle	7,9	9,3	9,8	9,8	9,5	8,8	8,0	6,2	5,6	5,5	5,3	4,5	4,7	50
55. Meuse	6,9	8,8	8,7	8,9	7,6	7,6	2,0	3,7	3,7	3,0	3,3	3,1	3,1	35
56. Morbihan	9,7	13,3	13,4	13,1	13,1	12,2	10,3	11,5	9,9	8,8	7,3	7,1	6,9	52
57. Moselle	4,6	5,2	5,5	5,8	5,4	5,1	4,6	4,7	3,4	3,3	3,2	3,1	2,8	53
58. Nièvre	7,8	9,5	10,3	10,0	9,4	8,7	7,7	7,4	6,9	6,5	6,3	6,3	4,2	45
59. Nord	10,4	13,8	12,2	12,0	11,2	10,9	10,1	9,3	7,3	7,4	6,0	5,2	5,2	38
60. Oise	8,0	9,6	9,8	9,5	8,7	8,3	7,9	7,9	5,9	5,9	5,1	4,6	4,5	47
61. Orne	6,4	7,9	7,8	7,2	6,2	6,3	5,5	5,6	4,6	3,6	3,1	3,7	2,4	30
62. Pas-de-Calais	7,5	9,2	9,4	9,0	8,6	8,6	7,5	8,0	6,4	5,7	4,5	3,1	4,0	43
63. Puy-de-Dôme	8,5	10,5	10,4	10,2	9,3	8,3	7,6	7,6	5,7	5,3	4,7	3,9	3,1	29
64. Pyrénées-Atlantique	8,1	10,7	10,6	10,9	10,8	10,0	15,1	9,9	7,9	8,3	7,0	6,1	3,5	33
65. Hautes-Pyrénées	12,9	17,1	16,8	18,3	17,2	17,4	16,6	16,3	13,8	12,8	11,8	11,2	10,7	63
66. Pyrénées-Orientales	11,1	14,0	13,0	14,8	14,3	13,4	11,5	11,1	7,2	8,5	7,7	7,4	7,1	50
67. Bas-Rhin	5,2	6,3	6,3	6,1	5,7	5,4	3,1	3,0	3,0	2,8	1,2	1,0	1,8	29
68. Haut-Rhin	5,0	7,2	6,6	6,6	6,4	6,2	6,3	4,1	2,8	3,5	1,3	2,3	2,4	33

UD	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
69. Rhône	9,5	11,4	11,2	10,8	10,2	9,8	8,5	8,7	6,8	6,5	5,8	5,4	5,2	46
70. Haute-Saône	11,5	7,7	7,4	7,9	2,7	2,3	1,8	1,8	1,8	3,4	3,4	3,6	3,2	41
71. Saône-et-Loire	11,1	12,9	12,7	12,7	7,6	10,7	10,5	6,7	5,6	7,1	6,1	5,5	3,7	28
72. Sarthe	8,4	10,9	6,4	10,5	11,0	11,1	9,8	10,3	8,3	7,6	7,0	7,1	6,2	57
73. Savoie	12,5	15,1	14,8	14,9	14,1	14,0	12,7	12,0	10,0	9,4	8,8	7,6	6,8	45
74. Haute-Savoie	7,1	9,1	9,1	10,0	8,9	8,5	7,3	9,2	6,7	6,0	8,0	4,5	3,8	41
75. Paris	6,6	8,1	8,1	8,1	7,6	7,6	6,6	6,9	5,4	5,1	4,5	4,0	4,0	49
76. Seine-Maritime	15,6	19,4	19,6	15,9	14,9	14,8	11,1	6,9	9,6	10,1	7,4	6,5	6,3	32
77. Seine-et-Marne	6,6	8,1	8,0	8,5	8,0	7,8	6,4	6,3	5,7	4,7	4,5	3,6	3,5	44
78. Yvelines	5,0	6,1	6,1	6,2	5,9	5,8	3,8	3,3	3,4	3,3	3,1	2,9	2,7	43
79. Deux-Sèvres	4,7	6,4	6,8	6,9	7,1	11,2	5,7	5,9	4,9	4,4	4,1	3,6	3,8	60
80. Somme	7,9	10,2	10,7	10,5	8,4	8,1	9,0	5,5	2,0	4,2	4,5	2,6	3,6	35
81. Tarn	8,9	11,8	10,9	11,9	11,2	10,8	10,6	10,3	9,4	7,9	7,3	6,1	5,7	49
82. Tarn-et-Garonne	2,5	4,3	5,4	5,9	3,6	4,5	5,4	4,7	4,2	5,5	3,4	3,4	3,3	77
83. Var	8,8	10,9	10,1	10,7	10,0	10,0	8,7	8,6	7,1	7,0	6,2	4,5	5,7	52
84. Vaucluse	7,4	9,4	8,7	9,2	8,5	8,5	7,7	8,2	6,2	5,5	6,0	5,4	4,7	50
85. Vendée	4,8	7,2	7,4	7,2	6,7	6,5	6,4	6,4	5,2	4,4	4,0	3,7	3,5	49
86. Vienne	7,3	9,4	9,3	9,4	8,7	8,9	8,3	8,1	6,6	6,2	5,6	5,0	5,3	57
87. Haute-Vienne	13,4	17,1	16,4	16,3	15,2	14,7	13,6	14,9	12,1	11,3	11,2	8,7	9,1	53
88. Vosges	5,5	7,6	7,9	7,4	5,7	6,6	6,0	5,7	3,6	4,8	3,2	3,9	3,3	43
89. Yonne	7,5	8,9	8,7	8,6	8,1	7,6	7,4	7,1	3,3	5,6	4,4	3,9	4,6	52
90. Territoire-de-Belfort	8,9	10,8	10,5	11,3	9,9	8,5	8,2	7,6	6,8	6,2	6,1	4,8	6,1	57
91. Essonne	6,5	8,3	8,2	8,3	7,9	5,2	6,6	7,0	5,5	4,9	4,2	3,9	3,8	46
92. Hauts-de-Seine	7,4	8,9	8,7	8,6	7,8	7,3	6,4	6,0	5,2	4,8	3,0	2,7	3,9	44
93. Seine-Saint-Denis	11,9	12,5	12,5	12,0	11,9	11,2	10,0	11,2	8,1	7,3	7,0	6,6	5,6	45
94. Val-de-Marne	9,0	11,5	11,5	11,3	10,9	10,5	8,9	9,2	7,6	6,6	6,0	5,3	5,4	47
95. Val-d'Oise	5,6	6,9	6,6	7,2	6,6	6,3	5,4	4,7	2,8	4,2	3,8	3,4	3,1	45
Total	8,6	10,6	10,5	10,4	9,6	9,6	8,5	8,1	6,6	6,3	5,5	5,0	4,8	45

Document 1.7 Adhérents et taux de syndicalisation à la CGT par département en 1984
(Calcul d'après les données publiées par le secteur financier dans le *Courrier* du 7 août 1985)

Départements	Salariés	Estimation des adh.	Syndic.	Départements	Salariés	Estimation des adh.	Syndic.
Ain	122 699	6 898	5,6	Maine-et-Loire	210 665	8 268	3,9
Aisne	157 665	5 948	3,8	Manche	129 263	4 987	3,9
Allier	97 590	8 883	9,1	Marne	178 411	9 025	5,1
Alpes-de-H.-P.	31 752	2 007	6,3	Haute-Marne	63 921	3 040	4,8
Hautes-Alpes	33 733	2 169	6,4	Mayenne	79 415	2 000	2,5
Alpes-mar.	249 287	14 971	6,0	Meurthe-et-M.	221 377	10 128	4,6
Ardèche	64 351	4 567	7,1	Meuse	53 474	1 695	3,2
Ardennes	81 245	4 691	5,8	Morbihan	160 849	11 538	7,2
Ariège	33 772	4 058	12,0	Moselle	307 444	9 623	3,1
Aube	98 591	3 513	3,6	Nièvre	66 797	4 304	6,4
Aude	69 366	4 783	6,9	Nord	776 147	41 538	5,4
Aveyron	65 711	3 611	5,5	Oise	204 626	9 554	4,7
Bouches-du-Rh.	533 426	41 235	7,7	Orne	84 522	3 128	3,7
Calvados	187 009	3 582	1,9	Pas-de-Calais	346 619	10 892	3,1
Cantal	36 357	1 000	2,8	Puy-de-Dôme	194 152	7 621	3,9
Charente	102 487	5 803	5,7	Pyrénées-Atl.	157 025	9 675	6,2
Charente-Mar.	130 791	8 695	6,6	Hautes-Pyr.	62 115	7 059	11,4
Cher	98 306	6 972	7,1	Pyrénées-Orient	80 269	6 087	7,6
Corrèze	65 168	6 130	9,4	Bas-Rhin	323 541	3 418	1,1
Corse-Sud	61 356	3 324	5,4	Rhône	222 329	31 536	14,2
Côte-d'Or	163 234	5 858	3,6	Haut-Rhin	578 361	5 054	0,9
Côtes-du-Nord	132 545	7 848	5,9	Haute-Saône	58 182	2 145	3,7
Creuse	29 902	764	2,6	Saône-et-Loire	164 135	9 243	5,6
Dordogne	93 982	5 470	5,8	Sarthe	157 729	11 273	7,1
Doubs	162 101	3 192	2,0	Savoie	112 036	8 442	7,5
Drôme	123 427	6 856	5,6	Haute-Savoie	167 681	7 438	4,4
Eure	144 969	5 736	4,0	Paris	1 628 625	65 969	4,1
Eure-et-Loire	116 197	3 299	2,8	Seine-Mar.	413 772	27 160	6,6
Finistère	227 384	21 603	9,5	Seine-et-M.	258 598	9 368	3,6
Gard	137 720	9 838	7,1	Yvelines	377 120	3 243	0,9
Haute-Garonne	282 708	18 144	6,4	Deux-Sèvres	96 029	3 456	3,6
Gers	37 446	2 134	5,7	Somme	161 839	4 255	2,6
Gironde	370 267	23 448	6,3	Tarn	93 182	5 647	6,1
Hérault	191 442	11 639	6,1	Tarn-et-G.	45 988	1 559	3,4
Ille-et-Vilaine	243 329	12 087	5,0	Var	193 914	8 772	4,5
Indre	70 057	4 356	6,2	Vaucluse	125 255	6 753	5,4
Indre-et-Loire	163 509	5 882	3,6	Vendée	132 636	4 910	3,7
Isère	304 951	24 731	8,1	Vienne	106 423	5 478	5,1
Jura	72 155	4 963	6,9	Haute-Vienne	111 974	9 845	8,8
Landes	83 342	6 883	8,3	Vosges	126 209	5 080	4,0
Loir-et-Cher	94 574	4 794	5,1	Yonne	90 300	3 592	4,0
Loire	224 524	20 915	9,3	Territoire de B.	43 579	2 100	4,8
Haute-Loire	51 465	1 434	2,8	Essonne	290 489	11 290	3,9
Loire-Atlant.	311 569	20 601	6,6	Hauts-de-Seine	674 491	18 443	2,7
Loiret	192 599	8 557	4,4	Seine-Saint-D.	415 807	27 945	6,7
Lot	36 240	2 143	5,9	Val-de-Marne	405 523	21 518	5,3
Lot-et-Garonne	75 939	1 503	2,0	Val-d'Oise	246 119	8 428	3,4
Lozère	17 219	852	4,9	Total	17674415	881 895	5,0

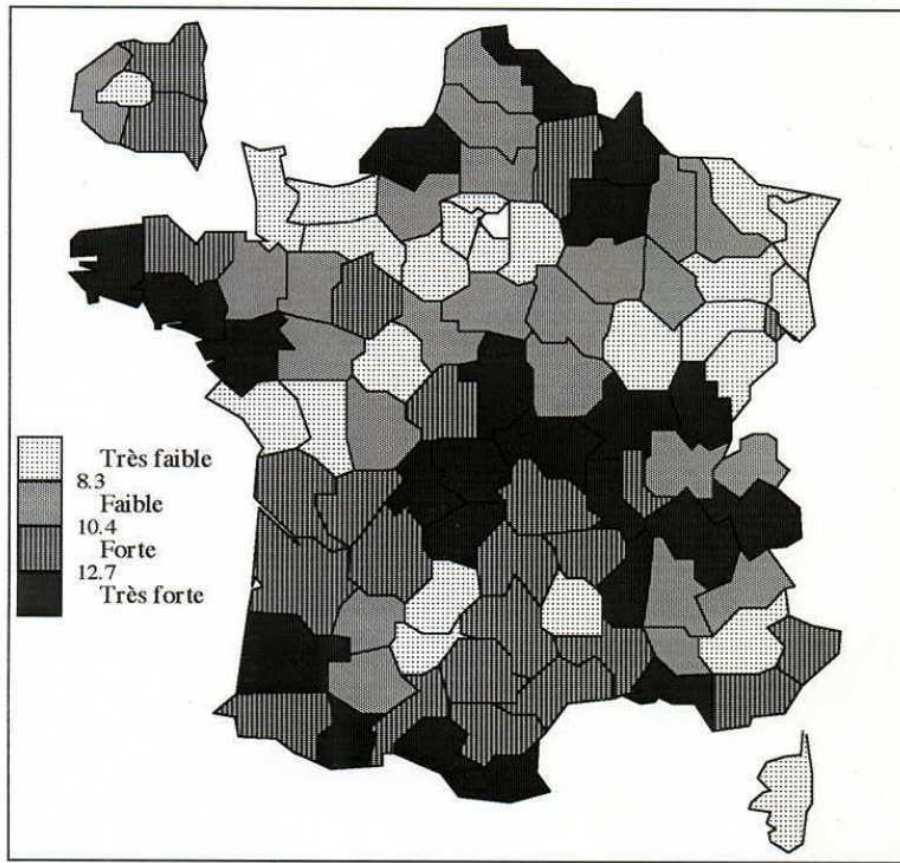
Document I.8 Les effectifs de la CGT par régions entre 1972 et 1984 (D'après le *Courrier confédéral*, effectifs absolus).

Régions	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
Alsace	24 531	32 630	31 833	31 865	31 108	30 351	23 641	18 860	15 851	16 791	6 745	8 471	11 084	34
Aquitaine	60 948	79 307	81 245	81 868	80 827	79 609	83 276	66 682	53 668	55 650	50 042	46 974	38 098	48
Auvergne	33 582	43 630	42 774	42 390	39 380	36 844	34 861	36 177	27 811	26 262	23 415	18 941	18 251	42
Bourgogne	39 056	47 172	47 496	47 678	39 100	43 019	40 602	33 778	25 886	32 741	25 529	22 998	18 920	40
Bretagne	54 070	75 480	77 433	81 583	83 266	82 999	78 782	86 602	69 521	61 305	56 746	53 072	51 019	68
Centre	51 099	64 877	65 992	64 195	61 306	61 943	52 401	52 415	45 362	41 186	35 482	33 865	32 799	51
Champagne-Ardennes	40 897	49 344	50 108	54 036	43 691	45 842	37 092	37 028	24 935	29 348	24 244	20 273	23 249	47
Franche-Comté	27 476	30 667	30 029	29 709	28 741	26 892	24 507	22 489	19 081	17 088	15 555	12 401	14 918	49
Ile-de-France	302 914	367 922	368 480	371 756	356 148	350 387	297 526	303 296	240 940	224 094	195 369	173 966	173 766	47
Languedoc	38 481	49 358	49 829	53 015	53 471	52 648	46 891	49 849	39 961	38 011	34 554	33 204	31 001	63
Lorraine	43 535	53 278	56 045	56 971	53 469	51 665	43 591	39 977	31 073	30 947	28 340	26 529	24 667	46
Midi-Pyrénées	51 361	68 570	69 279	71 911	69 292	72 046	66 177	62 755	59 555	50 900	48 508	44 353	40 672	59
Nord	108 468	142 843	132 658	130 194	125 303	123 163	111 228	105 995	82 740	80 217	64 010	52 456	54 010	38
Basse-Normandie	19 951	25 661	25 529	25 254	23 044	22 020	21 846	15 445	14 426	14 616	12 623	11 694	10 167	40
Haute-Normandie	72 703	91 630	93 548	79 314	76 779	76 964	58 759	42 148	47 153	50 697	34 675	32 896	28 667	31
Pays-de-Loire	61 237	82 464	78 554	83 845	82 438	81 448	74 760	74 089	63 637	54 793	50 641	47 053	41 922	51
Picardie	40 736	52 465	54 911	53 448	46 390	45 261	43 548	37 795	24 598	27 296	24 957	19 756	20 588	39
Poitou-Charentes	31 197	41 149	43 196	43 663	43 408	43 433	39 178	39 884	32 109	28 957	26 330	23 432	23 506	57
Limousin	23 493	29 724	30 098	30 105	29 068	29 451	27 018	28 879	19 899	21 752	20 624	16 742	17 007	57
Provence-Côte-d'Azur	97 628	125 560	126 482	130 293	128 256	129 525	114 385	114 671	96 292	91 388	86 450	80 370	75 172	60
Rhône-Alpes	164 617	209 853	213 790	212 727	211 380	204 261	182 062	190 900	144 866	137 354	132 394	111 388	103 234	49
France entière	1 387 984	1 763 582	1 769 309	1 775 819	1 705 863	1 689 771	1 502 131	1 459 715	1 179 363	1 131 393	997 232	890 833	852 717	48

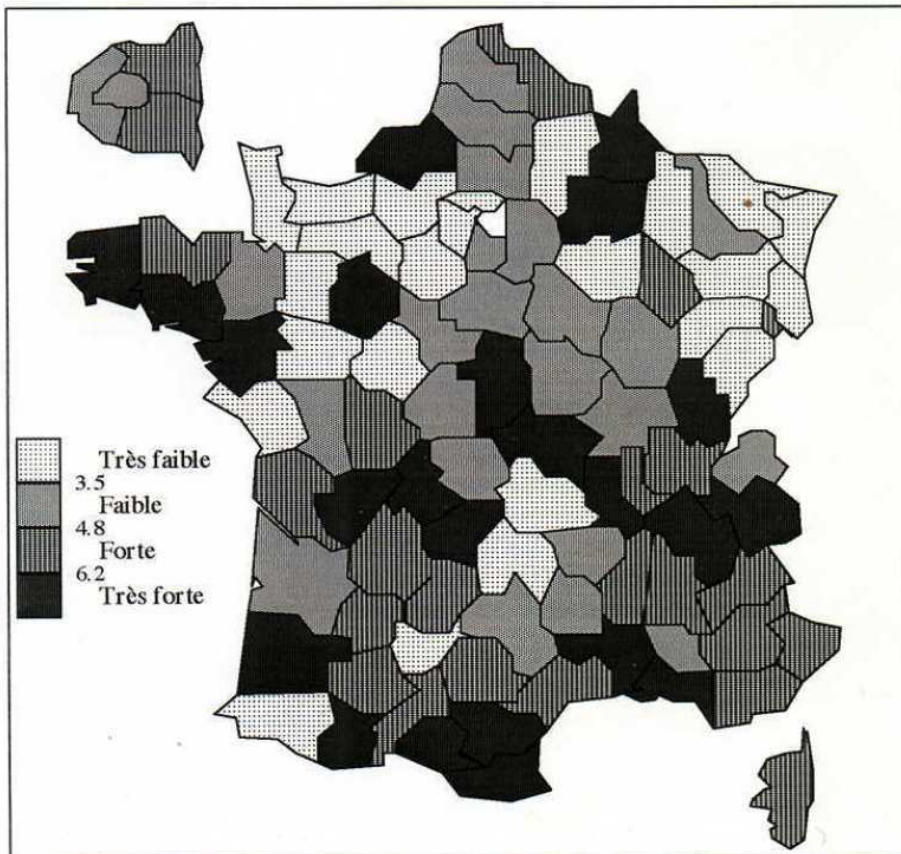
Document I.9 Taux de syndicalisation à la CGT par région entre 1972 et 1984 (D'après le *Courrier confédéral*, adhérents pour 100 salariés).

Régions	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	84/73
Alsace	4,9	6,4	6,3	6,3	6,0	5,7	4,4	3,4	2,9	3,1	1,2	1,5	2,0	32
Aquitaine	8,6	10,9	11,1	11,3	10,8	10,5	11,0	8,7	6,9	7,1	6,3	6,0	4,9	45
Auvergne	9,0	11,6	11,4	11,4	9,9	9,1	8,6	8,8	6,8	6,7	6,0	4,9	4,8	42
Bourgogne	8,3	9,7	9,8	9,9	7,9	8,6	8,1	6,7	5,2	6,6	5,1	4,7	3,9	40
Bretagne	8,3	11,1	11,4	12,2	11,8	11,5	10,6	11,6	9,3	8,1	7,4	6,9	6,7	60
Centre	7,7	9,4	9,5	9,4	8,6	8,5	7,1	7,1	6,1	5,6	4,8	4,6	4,5	47
Champagne-Ardennes	9,5	11,1	11,2	12,2	9,8	10,3	8,4	8,4	5,7	6,7	5,5	4,7	5,5	50
Franche-Comté	8,0	8,7	8,5	8,6	6,4	5,9	5,4	4,9	4,2	4,9	4,5	3,6	4,4	51
Ile-de-France	7,1	8,5	8,5	8,7	8,2	8,0	6,8	7,0	5,6	5,2	4,5	4,0	4,0	47
Languedoc	8,6	11,0	11,1	11,9	11,5	11,1	9,8	10,3	8,2	7,7	6,9	6,7	6,2	57
Lorraine	5,8	7,0	7,4	7,6	6,9	6,7	5,7	5,3	4,2	4,2	3,9	3,7	3,5	50
Midi-Pyrénées	8,7	11,4	11,6	12,2	11,3	11,6	10,6	9,9	9,3	7,9	7,4	6,8	6,2	54
Nord	9,2	12,0	11,2	11,1	10,4	10,2	9,3	8,9	7,0	6,9	5,5	4,6	4,8	40
Basse-Normandie	5,4	6,7	6,7	6,7	5,8	5,5	5,4	3,8	3,6	3,6	3,1	2,9	2,5	38
Haute-Normandie	13,5	16,6	16,8	14,4	13,5	13,5	10,3	7,4	8,3	9,0	6,1	5,8	5,1	31
Pays-de-Loire	7,8	10,2	9,6	10,4	9,7	9,4	8,6	8,3	7,1	6,1	5,6	5,2	4,7	46
Picardie	7,8	9,7	10,2	10,0	8,5	8,2	8,0	6,9	4,5	5,1	4,6	3,7	3,9	41
Poitou-Charentes	7,8	9,9	10,5	10,7	10,2	9,9	8,9	9,0	7,2	6,6	5,9	5,3	5,4	54
Limousin	11,9	14,8	14,9	15,2	14,0	14,0	12,8	13,6	9,4	10,3	9,7	8,0	8,2	55
Provence-Côte-d'Azur	8,8	11,0	11,0	11,4	10,4	10,3	9,1	9,1	7,5	7,4	6,9	6,5	6,1	56
Rhône-Alpes	10,4	12,9	13,1	13,2	13,6	13,0	11,5	12,0	9,1	8,1	7,7	6,5	6,1	47
France entière	8,2	10,2	10,2	10,4	9,7	9,5	8,4	8,1	6,6	6,3	5,5	5,0	4,8	47

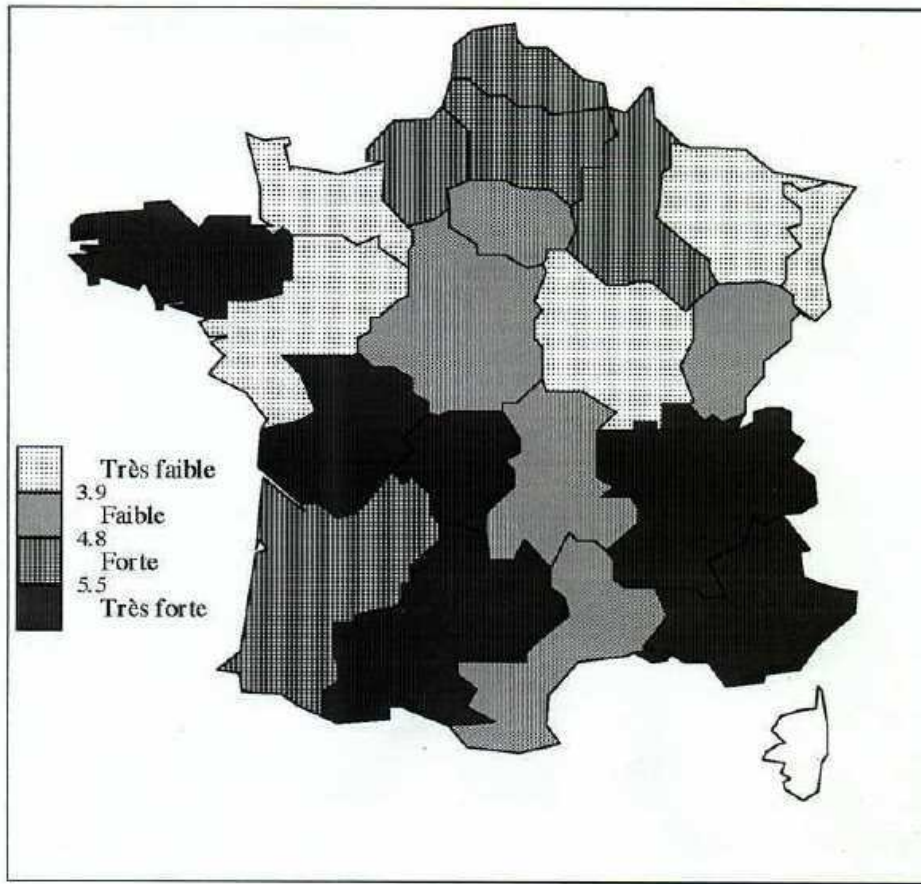
Document I.10 Carte de la syndicalisation à la CGT par département en 1973 (en % des salariés)



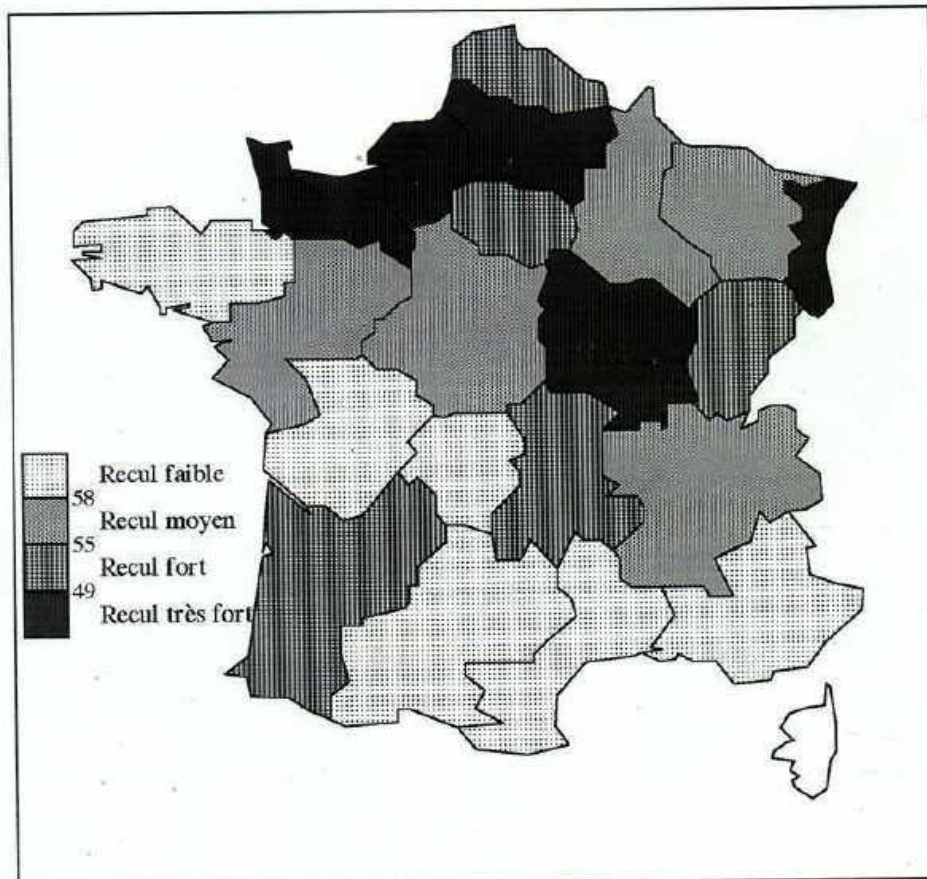
Document I.10 Carte de la syndicalisation à la CGT par département en 1984 (en % des salariés)



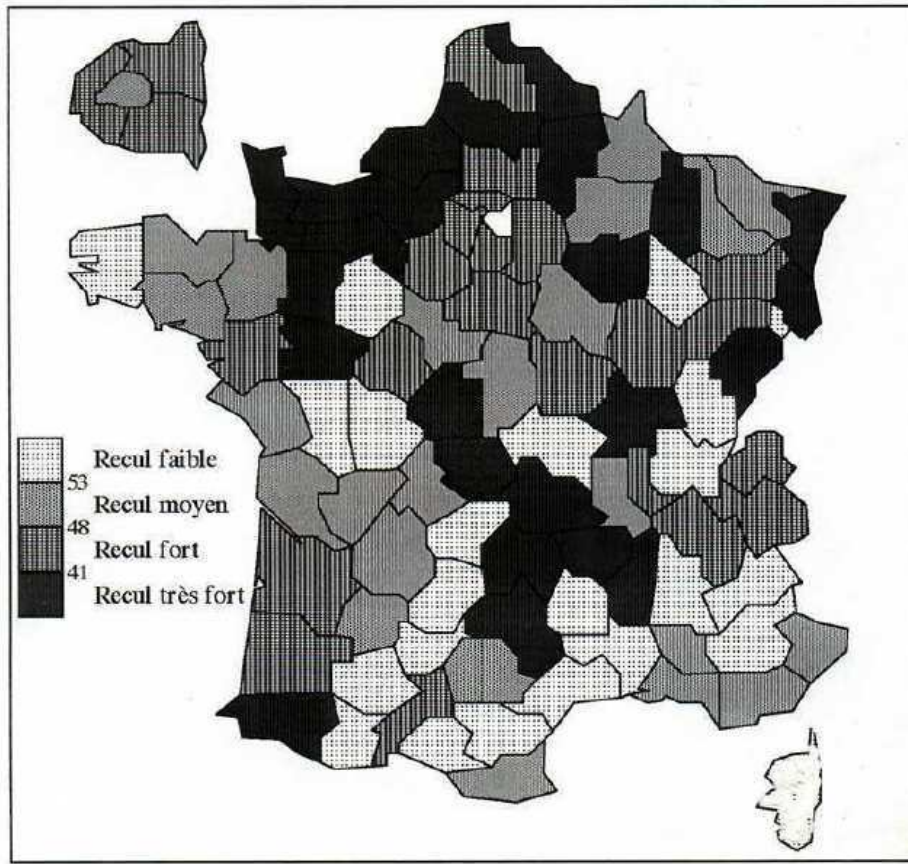
Document I.14 Carte de la syndicalisation à la CGT par région en 1984 (en % des salariés)



Document I.15 Evolution de la syndicalisation à la CGT par région (1973-1984)



Document I.12 Evolution de la syndicalisation à la CGT par département (1973-1984)



Document I.13 Carte de la syndicalisation à la CGT par région en 1973 (en % des salariés)

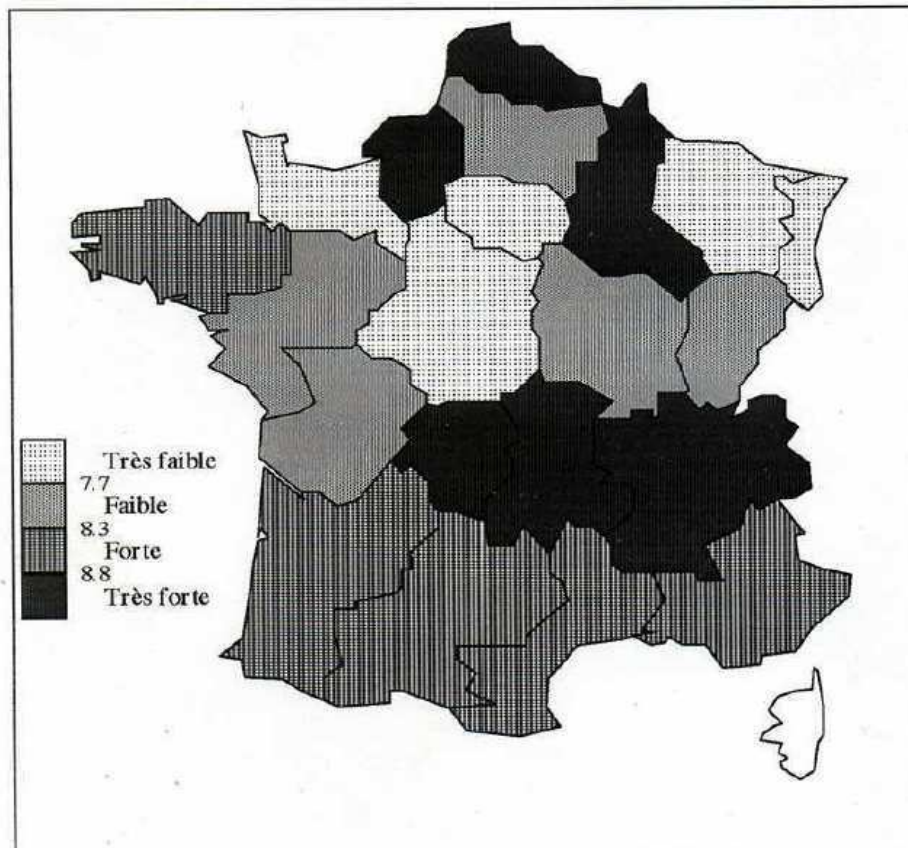


Tableau I.16. Les départements en "progrès" relatif dans la CGT entre 1973 et 1984 (recul de la syndicalisation inférieur à la moyenne nationale, classement par importance du recul dans chaque quartile)

Départements	1973	Rang 1973	1984	Rang 1984	Recul (%)
<i>Premier quartile :</i>					
29 Finistère	13,5	15	8,9	6	34
19 Corrèze	13,3	18	8,6	7	36
65 Hautes-Pyrénées	17,1	6	10,7	2	37
09 Ariège	20,0	1	12,3	1	38
03 Allier	15,5	8	9,4	3	40
39 Jura	14,3	11	8,2	8	43
87 Haute-Vienne	17,1	7	9,1	5	47
51 Marne	13,4	16	7,1	11	47
56 Morbihan	13,3	19	6,9	14	48
42 Loire	17,9	3	9,1	4	49
13 Bouches-du-Rhône	13,3	20	6,8	16	49
66 Pyrénées-Orientales	14,0	12	7,1	12	50
18 Cher	14,9	10	7,5	9	50
16 Charente	12,7	24	6,3	20	50
08 Ardennes	12,8	23	6,4	19	50
40 Landes	13,4	17	6,4	18	52
<i>Deuxième quartile :</i>					
30 Gard	10,6	46	6,3	21	41
72 Sarthe	10,9	42	6,2	23	43
90 Territoire-de-Belfort	10,8	43	6,1	25	43
11 Aude	12,6	25	7,0	13	45
34 Hérault	10,7	44	5,7	32	46
24 Dordogne	11,1	37	5,9	30	47
22 Côtes-du-Nord	11,6	31	6,1	26	47
06 Alpes-Maritimes	10,4	36	5,9	28	48
83 Var	10,9	41	5,7	35	48
81 Tarn	11,8	29	5,7	33	51
17 Charente-Maritime	12,1	27	5,9		52
<i>Troisième quartile :</i>					
32 Gers	9,4	57	6,2	24	34
05 Hautes-Alpes	10,4	50	5,9	27	43
86 Vienne	9,4	58	5,3	41	43
26 Drôme	9,5	56	5,3	43	44
01 Ain	10,4	49	5,6	38	47
52 Haute-Marne	9,3	62	5,0	47	47
41 Loir-et-Cher	9,0	66	4,8	50	47
89 Yonne	8,9	67	4,6	55	48
47 Lot-et-Garonne	10,4	51	5,3	42	49
35 Ile-et-Vilaine	9,3	61	4,7	52	49
54 Meurthe-et-Moselle	9,3	60	4,7	53	50
84 Vaucluse	9,4	59	4,7	54	50
<i>Dernier quartile :</i>					
20 Corse	4,6	94	5,7	34	+25
48 Lozère	5,5	92	4,8	48	12
82 Tarn-et-Garonne	4,3	95	3,3	77	23
04 Alpes-Hte-Provence	8,0	77	5,8	31	28
46 Lot	8,3	73	5,5	39	34
79 Deux-Sèvres	6,4	89	3,8	64	40
57 Moselle	5,2	93	2,8	86	47
85 Vendée	7,2	86	3,5	73	51
75 Paris	8,1	75	4,0	62	51

Tableau I.17 Les départements en "baisse" relative dans la CGT entre 1973 et 1984 (recul de la syndicalisation est égal ou supérieur à la moyenne nationale, classement dans chaque quartile par importance du recul)

Départements	1973	Rang 1973	1984	Rang 1984	Recul (%)
<i>Premier quartile :</i>					
44 Loire-Atlantique	13,8	13	6,5	17	53
73 Savoie	15,1	9	6,8	15	55
38 Isère	17,4	5	7,1	10	59
59 Nord	13,8	14	5,2	46	62
23 Creuse	12,9	21	4,2	59	67
76 Seine-Maritime	19,4	2	6,3	22	68
07 Ardèche	17,8	4	5,2	45	71
71 Saône-et-Loire	12,9	22	3,7	68	72
<i>Deuxième quartile :</i>					
28 Haute-Garonne	12,0	28	5,7	36	53
94 Val-de-Marne	11,5	32	5,4	40	54
33 Rhône	11,4	33	5,2	44	54
93 Seine-Saint-Denis	12,5	26	5,6	37	55
33 Gironde	11,4	35	4,8	49	58
36 Indre	11,6	30	4,8	51	59
12 Aveyron	11,0	39	4,1	60	63
43 Haute-Loire	11,0	38	3,7	67	66
64 Pyrénées-Atlantique	10,7	45	3,5	74	67
02 Aisne	11,0	40	3,5	72	68
63 Puy-de-Dôme	10,5	47	3,1	82	71
15 Cantal	11,4	34	3,2	79	72
<i>Troisième quartile :</i>					
60 Oise	9,6	54	4,5	56	53
58 Nièvre	9,5	55	4,2	58	55
92 Hauts-de-Seine	8,9	68	3,9	63	56
21 Côte d'Or	8,3	72	3,6	69	57
62 Pas-de-Calais	9,2	63	4,0	61	57
45 Loiret	10,4	48	4,4	57	58
74 Haute-Savoie	9,1	65	3,8	66	59
55 Meuse	8,8	69	3,1	81	65
80 Somme	10,2	53	3,6	70	66
49 Maine-et-Loire	8,7	70	2,6	88	70
10 Aube	8,3	71	2,3	92	73
53 Mayenne	9,2	64	2,1	93	77
27 Eure	10,3	52	1,8	94	82
<i>Dernier quartile :</i>					
91 Essonne	8,3	74	3,8	65	54
95 Val-d'Oise	6,9	87	3,1	83	55
28 Eure-et-Loire	7,3	83	3,3	76	55
77 Seine-et-Marne	8,1	76	3,5	71	56
88 Vosges	7,6	80	3,3	75	57
37 Indre-et-Loire	7,5	81	3,3	78	57
78 Yvelines	6,1	91	2,7	87	57
70 Haute-Saône	7,7	79	3,2	80	59
50 Manche	7,4	82	3,0	84	60
25 Doubs	7,2	84	2,8	85	62
14 Calvados	6,5	88	2,3	91	64
68 Haut-Rhin	7,2	85	2,4	90	67
61 Orne	7,9	78	2,4	89	70
67 Bas-Rhin	6,3	90	1,8	95	71

*B L'implantation sectorielle de la CGT*Document I.18 Effectifs salariés entrant dans le champ d'activité des fédérations de la CGT¹**Fédération agro-alimentaire (1968-1975)**

NAE Intitulés	1968	1975
02 Forêts	32 620	30 400
03 Cultures	521 160	312 420
04 Production animale	21 140	23 280
05 Activités annexes à l'agriculture	44 260	52 560
40 Travail des grains et des farines	27 100	22 140
41 Boulangerie, pâtisserie	134 040	126 590
42 Sucrierie, distillerie, fabrication de boissons	80 760	74 540
43 Industrie du lait	88 600	94 120
44 Conserverie	63 260	76 260
45 Industries alimentaires diverses	47 040	54 440
46 Industrie du froid	3 220	5 520
69 Commerce agricole et alimentaire		
694 Commerce de détail des viandes	96 700	70 460
699 Commerce de gros des boissons	75 880	75 760
70 Commerce agricole et alimentaire		
701 Commerce de bestiaux	5 860	5 680
704 Commerce de gros de viandes	26 760	49 540
Champ de la fédération de l'agro-alimentaire	1 268 400	1 073 710

Fédération de l'agro-alimentaire (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
.01 <i>Salariés agricoles</i>	251 060	223 689
.02 <i>Sylviculture et exploitation forestière</i>	32 900	25 464
35 <i>Industrie de la viande</i>	89 900	102 624
36 <i>Industrie laitière</i>	94 760	82 924
37 <i>Fabrication de conserves</i>	33 840	43 348
38 <i>Boulangerie-pâtisserie</i>	126 980	152 011
39 <i>Travail du grain</i>	64 160	57 172
40 <i>Fabrication de produits alimentaires divers</i>	58 920	52 988
4021 Sucreries	17 000	10 428
4031 Chocolaterie-confiserie	20 920	18 396
4032 Torrification...	6 520	7 620
4033 Condiments et vinaigre	2 520	2 380
4034 Aliments diététiques	3 080	3 100
4035 Entremets, déserts	1 360	1 076
4036 Bouillons et potages	1 400	1 248
4037 Produits alimentaires divers	6 120	8 740
41 <i>Fabrication de boissons et alcools</i>	54 420	46 720
57 <i>Commerce de gros alimentaire</i>	89 560	75 008
5702 Commerce de gros de bestiaux	8 040	7 276
5704 Commerce de gros de viandes sans abattage	22 820	18 632
5708 Commerce de gros de vins	45 940	37 416
5709 Commerce de gros d'autres boissons	12 760	11 684
62 <i>Commerce de détail alimentaire</i>	79 120	67 948
6243 Commerce de détail des viandes	79 120	67 948

¹ Centre confédéral d'études économiques et sociales, "Effectifs salariés entrant dans le champ d'activité des fédérations de la CGT", *Note économique*, 248, février 1986. Les branches du niveau le plus fin de la nomenclature sont indiquées en caractères mignons et en retrait seulement lorsque la branche est partagée entre plusieurs champs.

73 <i>Activités annexes des transports</i>	3 760	4 852
7308 Entrepôts frigorifiques	3 760	4 852
Champ de la fédération de l'agro-alimentaire	979 380	934 748
Dont branches partagées	10 600	10 360
% incertitude	1,1	1,1

Fédération des syndicats de l'audiovisuel et de l'action culturelle (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
819 Publicité	29 760	32 220
86 Radio-télévision	17 440	19 220
87 Production de films	6 760	7 320
88 Spectacles	28 780	31 360
Syndicats de l'audiovisuel et de l'action culturelle	82 740	90 120

Fédération des syndicats de l'audiovisuel et de l'action culturelle (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
54 <i>Industries diverses</i>	10 680	11 584
5409 Laboratoire photographie et cinéma	10 680	11 584
77 <i>Activités d'études et de conseil</i>	34 200	53 620
7710 Créateurs et intermédiaires en publicité	34 200	53 620
86 <i>Services récréatifs, culturels... (marchands)</i>	69 040	102 684
8601 Radiodiffusion et télévision	19 760	33 016
8602 Production de films	4 980	10 868
8603 Distribution de films	1 340	904
8604 Gestion de salles de cinéma	7 760	5 268
8605 Gestion de salles de spectacles	6 820	8 636
8606 Autres spectacles et services récréatifs	5 860	8 372
8607 Création et interprétation littéraires et artistiques	9 600	17 780
8608 Services annexes aux spectacles	2 660	7 324
8609 Jeux du hasard et argent	10 260	10 516
87 <i>Services marchands divers</i>	5 800	7 724
8706 Studios de photographie	5 800	7 724
96 <i>Services récréatifs, culturels... non-marchands</i>	12 560	31 452
9613 Gestion de salles de spectacle (public)	2 960	3 880
9616 Associations culturelles et socio-éducatives	1 460	4 848
9622 Gestion d'équipements culturels socio-éducatifs	760	2 672
9623 Associations culturelles et socio-éducatives	7 380	20 052
Champ de la fédé. de l'audiovisuel et de l'action culturelle	132 280	141 860
Dont branches partagées	64 740	103 292
% incertitude	48,9	72,8

Fédération du bois (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
53 Bois-ameublement	202 980	223 980
57 Jeux, jouets, articles de sports		
571 Fabrication de jouets	11 000	12 560
58 Instruments de musique	7 460	4 320
59 Brosserie, tableterie et articles de bureaux	19 040	20 560
602 Vannerie	1 480	1 100
603 Paille	460	400
606 Travail du liège	2 440	2 360
73 Commerce de matières premières		
737 Commerce de gros et importation de bois	13 820	6 680
739 Commerce de gros et importation de matière premières	1 000	660

76 Commerces divers		
763 Commerce du meuble	23 200	35 500
Total du champ de la fédération du bois	282 880	308 120

Fédération du bois (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
48 <i>Travail mécanique du bois</i>	111 180	101 244
49 <i>Industrie de l'ameublement</i>	119 080	98 276
54 <i>Industries diverses</i>	21 600	17 512
5401 Fabrication de jeux	13 480	11 076
5408 Fabrication d'articles de brosse	8 120	6 436
59 <i>Commerce de gros inter-industriel</i>	19 260	14 836
5907 Commerce du bois	19 260	14 836
64 <i>Commerce de détail non-alimentaire</i>	47 380	49 052
6421 Commerce de détail du meuble	47 380	49 052
Champ de la fédération du bois	318 500	280 920
Dont branches partagées	47 380	49 052
% d'incertitude	14,9	17,5

Fédération des cheminots (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
62 Entreprises de transports routiers		
621 Transports routiers de voyageurs	4 000	5 000
623 Transports routiers de marchandises	1 400	1 500
63 Transports ferroviaires		
631 SNCF	345 040	298 680
632 Chemins de fer d'intérêt général	3 080	3 940
637 Transports ferroviaires frigorifiques	420	420
638 Exploitation d'embranchements particuliers	100	100
67 Auxiliaires de transports		
679 Entreprises de travaux connexes à la SNCF	1 080	2 020
77 Hôtellerie		
775 Wagons-lits, wagons restaurants	1 860	4 320
Total champ de la fédération des cheminots	356 980	315 980

Fédération des cheminots (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
67 <i>Hôtels, cafés, restaurants</i>	3 640	3 468
6710 Wagons-lits et restauration ferroviaire	3 640	3 468
68 <i>Transports ferroviaires</i>	266 100	216 872
69 <i>Transports routiers</i>	8 000	9 500
6912 Camionnage et transport routier de marchandises	2 000	2 500
6922 Transports routiers de voyageurs	6 000	7 000
74 <i>Auxiliaires de transport</i>	1 500	2 000
7403 Collecte de fret terrestre	1 500	2 000
Champ de la fédération des cheminots	279 240	231 840
Dont branches partagées	3 640	3 468
% d'incertitude	1,3	1,5

Fédération du commerce de la distribution et des services (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
69 Commerce agricole et alimentaire		
691 Commerce de détail de produits agricoles	14 880	16 100

692 Commerce de gros et importation de fruits et légumes	28 540	33 800
693 Commerce de détail des produits laitiers	6 480	5 830
695 Commerce de détail des poissons et coquillages	5 840	5 830
696 Commerce de détail des fruits et légumes	4 040	4 560
697 Commerce de détail d'épicerie, alimentation	126 500	210 780
698 Commerce de détail de confiserie	2 800	2 480
70 Commerce agricole et alimentaire		
700 Commerce vendant principalement de l'alimentation	43 880	42 980
702 Commerce de gros de produits agricoles	22 700	22 800
703 Commerce de gros de produits laitiers	21 180	30 580
705 Commerce de gros de poissons	7 000	8 140
707 Commerce de gros d'épicerie	30 880	36 240
708 Commerce de gros de farines...	2 180	3 700
709 Commerce de gros de confiserie...	2 980	4 100
71 Commerces multiples	165 440	161 180
72 Commerces et spectacles non sédentaires	18 940	13 400
73 Commerce de matières premières et combustibles		
730 Commerce de gros de matières premières diverses	1 340	1 380
733 Commerce de gros de quincaillerie	95 500	133 080
734 Commerce de gros et importation de métaux	22 620	28 180
74 Commerce de matières premières		
740 Commerce de détail de machines et matériels agricoles	21 100	27 580
741 Commerce de détail de quincaillerie	26 260	29 340
742 Commerce de détail de matériel électrique	46 580	49 440
746 Commerce de détail de machines diverses	7 180	6 280
747 Importation et commerce de machines de bureau	19 540	29 460
75 Commerce des textiles, habillement, cuirs		
750 Commerce de gros de l'habillement	3 680	5 840
752 Commerce de gros de la mercerie	9 340	9 740
754 Commerce de détail de l'habillement	97 120	117 400
756 Commerce de détail de la chaussure	24 260	24 000
757 Commerce de gros de la chaussure	2 260	2 640
759 Commerce de gros et de détail de la fourrure	1 560	1 520
76 Commerces divers		
760 Commerce d'antiquités	3 600	3 940
761 Commerce de détail de la céramique	3 780	4 620
762 Commerce de détail de la droguerie	10 800	13 760
764 Commerce de détail des livres et des journaux	27 680	35 500
765 Commerce de gros de l'horlogerie	3 900	4 320
766 Commerce de détail de l'horlogerie	8 860	10 320
767 Commerces divers	28 780	41 400
768 Commerce de gros de la céramique et du verre	4 720	5 040
769 Commerce de gros de la maroquinerie	3 120	3 700
77 Hôtellerie		
771 Hôtel, cafés, restaurants	105 380	136 700
772 Restaurants, cafés	60 960	96 520
773 Cantines, restaurants d'entreprise	33 360	53 360
775 Camps de vacances	1 860	5 280
78 Débits de boissons	44 640	42 360
79 Industrie et commerce de la récupération	20 420	19 120
80 Intermédiaires et auxiliaires du commerce		
800 Conseils à fonctions multiples	1 840	4 100
801 Expertise	6 680	12 700
804 Location de machines	4 720	7 840
805 Locations diverses	1 740	3 220
806 Concessions diverses	1 100	1 640

807 Entreprises de conditionnement	840	1 560
81 Intermédiaires et auxiliaires de l'industrie		
810 Intermédiaires et auxiliaires à fonctions multiples	22 060	64 120
811 Commissionnaires en marchandises	13 500	9 980
812 Groupements d'achat	5 300	7 240
813 Courtier, import-export	16 140	17 860
814 Bourse du commerce	20	340
82 Cession et gestion de biens	33 500	112 040
89 Hygiène		
891 Salon de coiffure	80 820	68 920
892 Etablissements de bains	1 000	900
893 Toilette	160	240
894 Blanchisserie, teinturerie	35 080	31 880
897 Blanchisserie, teinturerie industrielles	14 540	11 340
898 Lavoir	660	160
98 Administration économique		
986 Organisations professionnelles, économiques...	43 080	36 640
Total champ de la fédération du commerce	1 527 240	1 937 040

Fédération du commerce, de la distribution et des services (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
54 Industries diverses	10 820	6 094
5410 Fabrication d'articles divers	10 820	6 094
56 Récupération	20 620	21 928
57 Commerce de gros alimentaire	173 560	188 664
5701 Commerce de gros de matières premières agricoles	46 260	51 904
5703 Commerce de gros de fruits et légumes	40 240	41 876
5705 Commerce de gros de produits alimentaires	20 580	17 028
5706 Commerce de gros de volailles et gibiers	6 900	4 036
5707 Commerce de gros de poissons	10 420	9 056
5710 Commerce de gros d'épicerie	30 020	37 416
5711 Commerce de gros de produits alimentaires divers	19 140	27 348
58 Commerce de gros non-alimentaire	193 060	226 884
5801 Commerce de gros d'accessoires automobile	22 400	23 680
5802 Commerce de gros de pneumatiques...	7 600	8 512
5803 Commerce de gros de quincaillerie	22 660	21 528
5804 Commerce de gros de matériel électrique	56 820	75 524
5805 Commerce de gros des textiles	10 780	10 416
5806 Commerce de gros de l'habillement	21 920	25 296
5808 Commerce de gros de parfumerie	4 860	7 324
5810 Commerce de gros de céramique et verrerie	4 660	4 168
5811 Commerce de gros de jouets, papeterie	12 360	13 412
5812 Commerce de gros divers	29 000	37 024
59 Commerce de gros industriel	204 180	247 792
5901 Commerce de textiles bruts	2 140	1 464
5905 Commerce de métaux	27 360	23 264
5908 Commerce de matériaux de construction	68 940	73 340
5910 Commerce d'équipements pour l'industrie	51 500	64 760
5911 Commerce de matériel et mobilier de bureau	28 800	51 924
5913 Commerce de fournitures diverses pour le commerce	25 440	33 040
60 Intermédiaires du commerce	47 420	46 172
6001 Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles	2 000	1 808
6002 Intermédiaires du commerce en combustibles	3 040	1 848
6003 Intermédiaires du commerce en matériaux de construction	1 360	1 132
6005 Intermédiaires du commerce en meubles	1 340	940
6006 Intermédiaires du commerce en textiles...	2 020	1 924

6007	Intermédiaires du commerce en produits alimentaires	7 060	4 184
6008	Centrales d'achat en produits alimentaires	5 660	9 564
6009	Intermédiaires du commerce en autres produits	8 880	10 524
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers	12 160	9 772
6011	Centrales d'achat en produits non-alimentaires	3 900	4 476
61	Commerce de détail d'alim. gale de gde surface	200 260	366 868
62	Commerce de détail alimentaire de proximité...	172 580	184 480
63	Commerce de détail non-alimentaire non-spécialisé	83 260	67 485
64	Commerce de détail non-alimentaire spécialisé	450 260	491 204
6411	Commerce de détail de l'habillement	110 800	118 080
6412	Commerce de détail de la chaussure	30 520	30 048
6413	Commerce de détail de la maroquinerie...	6 420	6 252
6414	Commerce de détail des textiles...	12 320	12 768
6421	Commerce de détail du meuble	47 380	49 052
6422	Commerce de détail de la quincaillerie...	34 620	41 144
6423	Commerce de détail de la droguerie...	17 180	14 096
6424	Commerce de détail de matériel électrique	44 300	48 512
6425	Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	16 320	19 216
6440	Commerce de détail d'articles médicaux	12 460	17 692
6443	Commerce de détail de livres et papeterie	38 080	39 672
6444	Commerce de détail d'optique et de photographie	13 060	16 076
6445	Commerce de détail de l'horlogerie	15 240	15 916
6446	Commerce de détail de fleurs...	17 300	22 764
6447	Commerce de détail d'articles de sports	13 720	16 476
6448	Commerce de détail du tabac	2 940	2 272
6449	Commerce de détail divers	17 600	21 168
66	Réparations diverses	9 740	10 440
6602	Réparation d'appareils électriques ménagers	9 740	10 440
67	Hôtels-cafés-restaurants	361 090	512 959
6701	Restaurants et cafés-restaurants	130 800	206 492
6702	Cantines	23 680	70 532
6703	Traiteurs	3 580	9 860
6704	Débits de boissons sans spectacle	30 640	16 692
6705	Cafés-tabacs	9 280	8 048
6706	Débits de boissons avec spectacles	6 280	8 624
6707	Cafés associés à une autre activité	3 620	3 228
6708	Hôtels avec restaurant	97 440	124 359
6709	Hôtels sans restaurant	17 040	23 444
6710	Wagons-lits et wagons-restaurants	3 460	3 468
6712	Installations d'hébergement à équipements développés	27 520	28 804
6713	Installations d'hébergement à équipements légers	7 750	9 408
73	Activités annexes des transports	2 420	3 376
7306	Exploitation de parkings	2 420	3 376
74	Auxiliaires de transport	18 300	26 381
7409	Agences de voyage	18 300	26 381
77	Activités d'études, de conseil et d'assistance	43 660	71 220
7710	Créateurs et intermédiaires de publicité	34 200	53 620
7711	Régies publicitaires	9 460	17 600
79	Promoteurs et sociétés immobilières	138 780	153 826
80	Location et crédit-bail mobiliers	15 980	19 028
8003	Location de matériel de bureau	6 140	4 792
8006	Location de biens de consommation	7 040	9 112
8008	Location d'autres biens d'équipement	2 800	5 124
81	Location et crédit-bail immobiliers	64 260	73 064
8111	Location de logements	55 620	67 596
8121	Location d'immeubles à usages industriels et commerciaux	8 640	5 468

87 <i>Services marchands divers</i>	58 180	102 404
8703 Salons de coiffure	54 440	95 972
8704 Esthétique corporelle	3 740	6 432
97 <i>Services non-marchands</i>	34 520	33 368
9711 Organisations économiques	29 480	28 208
9712 Offices du tourisme	5 040	5 160
98 <i>Services domestiques</i>	204 020	214 800
Champ de la fédération du commerce	2 506 970	3 068 437
Dont branches partagées	265 250	281 974
% incertitude	10,6	9,2

Fédération de la construction (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
14 Extraction de matériaux de construction		
141 Ardoisières	3 980	2 800
142 Carrière de pierre	21 340	17 720
143 Extraction de sables, gallets...	15 640	17 460
144 Extraction de pierre à plâtre	220	420
145 Extraction de pierre à ciment	280	240
147 Extraction de matériaux de construction	1 040	1 440
148 Extraction de la craie	460	780
15 Extraction et préparation de matériaux divers		
157 Extraction de produits minéraux divers	1 940	1 400
158 Broyage de minéraux et matériaux	1 260	1 425
32 Matériaux de construction	89 740	97 820
33 Bâtiment et travaux publics	1 645 120	1 341 390
73 Commerce de matières premières		
735 Commerce de gros des matériaux de construction	26 880	35 300
97 Professions libérales		
976 Architectes, urbanistes	24 080	26 180
977 Métreurs	3 440	3 000
978 Géomètres	12 240	10 860
Total champ de la fédération de la construction	1 847 660	1 558 235

Fédération de la construction (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
14 <i>Production de matériaux divers</i>	5 400	5 516
1402 Production de matériaux de carrière	5 400	5 516
15 <i>Matériaux de construction et de céramique</i>	110 260	96 616
1501 Extraction de sables et graviers	12 280	11 368
1502 Production de matériaux concassés	5 000	5 848
1503 Production de pierres de construction	23 240	18 420
1504 Extraction d'argiles	1 800	1 496
1505 Fabrication de plâtre	4 520	4 740
1506 Fabrication de chaux et ciments	13 600	9 292
1507 Préparation et livraison de béton	7 200	8 668
1508 Fabrication de produits en béton	28 380	25 556
1509 Matériaux de construction divers	14 240	11 228
55 <i>Bâtiment, génie civil et agricole</i>	1 414 380	1 302 196
59 <i>Commerce de gros</i>	68 940	73 340
5908 Commerce de matériaux de construction	68 940	73 340
77 <i>Activités d'études de conseil et d'assistance</i>	25 060	42 400
7705 Cabinets d'architecte	20 140	29 772
7706 Cabinets de métreurs et de géomètres	4 920	12 628
Champ de la fédération de la construction	1 624 040	1 520 068

Dont branches partagées	70 740	74 836
% incertitude	4,4	4,9

Fédération de l'énergie (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
06 Electricité	127 400	135 220
07 Gaz	13 200	10 560
921 Commissariat à l'énergie atomique	18 480	20 930
Total champ fédération de l'énergie	159 080	166 710

Fédération de l'énergie (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
.06 <i>Production et distribution d'électricité</i>	153 480	158 940
.07 <i>Distribution de gaz</i>	13 260	9 140
89 <i>Organismes financiers</i>	250	240
8906 Caisse nationale de l'énergie	250	240
93 <i>Recherche (services non-marchands)</i>	?	?
Commissariat à l'énergie atomique	21 000	22 000
Champ de la fédération de l'énergie	187 990	190 320

Fédération de l'enseignement, de la recherche et de la culture (FERC) (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
95 Enseignement	825 400	1 156 440
96 Education physique et sports	27 380	37 940
971 Etablissements publics de recherche et d'études	24 520	37 400
Total champ de la FERC	877 300	1 231 780

Fédération de l'enseignement, de la recherche et de la culture (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
67 <i>Hôtels, restaurants, cafés</i>	49 900	54 228
6711 Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	14 880	16 016
6712 Installations d'hébergement à équipements développés	27 520	28 804
6713 Installations d'hébergement à équipements légers	7 500	9 408
82 <i>Enseignement (Services marchands)</i>	19 040	60 276
8201 Enseignement général primaire et secondaire	4 280	10 640
8202 Formation des adultes	5 880	24 132
8203 Autres enseignements spécialisés et professionnels	4 840	22 312
8204 Enseignement par correspondance	2 880	1 492
8205 Professeurs indépendants	1 160	1 700
83 <i>Recherche (Services marchands)</i>	9 180	23 872
86 <i>Services récréatifs, culturels, sportifs (marchands)</i>	1 840	3 196
8612 Professeurs de sport et sportifs professionnels	1 840	3 196
92 <i>Enseignement (Services non-marchands)</i>	865 800	990 834
9213 Enseignement du second degré (premier cycle)	235 160	351 274
9214 Enseignement du second degré (deuxième cycle)	345 900	370 149
9215 Enseignement supérieur	107 940	132 856
9216 Enseignement artistique	10 900	16 092
9217 Formation des fonctionnaires	8 900	19 500
9218 Formation des adultes	43 720	80 875
9221 Enseignement privé	113 280	20 088
93 <i>Recherche (Services non-marchands)</i>	78 580	93 870
95 <i>Action sociale (Services non-marchands)</i>	46 520	50 076
9521 Oeuvres et organismes sociaux à compétence générale	46 520	50 076

96 <i>Services récréatifs, culturels... (non-marchands)</i>	65 180	89 040
9611 Gestion de bibliothèques publiques	10 720	14 716
9612 Conservation du patrimoine	13 040	17 796
9614 Gestion d'équipements culturels	260	612
9615 Gestion d'équipements socio-éducatifs	8 500	13 272
9621 Gestion de bibliothèques et équipements culturels privés	13 040	2 536
9622 Gestion d'équipements culturels	760	2 672
9623 Associations culturelles et socio-éducatives	7 380	20 052
9624 Gestion d'équipements sportifs	1 080	1 528
9625 Associations sportives	10 400	15 856
Champ de la FERC	1 136 040	1 365 392
Dont branches partagées	1 007 580	1 187 970
% incertitude	88,7	87,0

Fédération des bureaux d'études (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
80 Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie		
802 Entreprises de recherches techniques	56 520	73 240
803 Travaux à façon	13 680	29 360
817 Comptables, conseils fiscaux	40 580	50 060
818 Entreprises d'enquête et d'études de marché	5 740	13 620
93 Justice, police, contentieux		
931 Avocats	4 440	8 540
932 Etude d'officier public et ministériel	47 860	51 820
933 Cabinet d'administration judiciaire	700	1 040
934 Conseil juridique	5 220	16 520
Total du champ de la fédération des bureaux d'études	174 740	244 200

Fédération des bureaux d'études (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
77 <i>Activités d'études, de conseil et d'assistance</i>	414 920	655 159
7701 Cabinets d'études techniques	108 400	132 204
7702 Cabinets d'études économiques et sociologiques	13 740	19 368
7703 Cabinets d'études informatiques et organisation	30 580	121 263
7704 Travaux à façon informatiques	27 240	33 804
7707 Cabinets de conseil en information	8 960	19 168
7708 Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	78 280	91 312
7709 Cabinets d'expertise comptable	73 520	104 796
7712 Travaux à façon divers	13 220	14 416
7714 Services divers rendus aux entreprises	60 980	118 828
Champ de la fédération des bureaux d'études	414 920	655 159
Dont branches partagées	60 980	118 828
% d'incertitude	14,7	18,1

Fédération des industries chimiques (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
10 Pétrole et carburants		
104 Raffinage de pétrole brut	31 460	32 500
105 Fabrication de carburants et de lubrifiants	3 020	2 000
106 Fabrication de produits finis dérivés du pétrole	1 120	1 440
13 Extraction des autres minerais		
131 Extraction de bauxite	1 440	1 420
133 Extraction de minéraux pour ferro-alliages	120	300
17 Production de métaux non-ferreux		

171 Production d'aluminium	660	6 340
172 Production de ferro-alliages	2 760	2 390
173 Métallurgie des ferro-alliages	3 000	760
35 Industries chimiques	294 400	343 180
37 Caoutchouc et amiante	99 300	118 800
39 Industrie des corps gras	13 820	16 420
55 Industries polygraphiques		
557 Entreprise de travaux photos non associés à l'imprimerie	6 860	10 620
61 Transformation des matières plastiques	71 780	102 640
73 Commerce des matières premières...		
736 Commerce de gros et importation de produits chimiques	41 080	52 040
91 Santé		
918 Pharmacie	51 700	64 960
Champ de la fédération des industries chimiques	622 520	755 810

Fédération des industries chimiques (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
05 <i>Production de pétrole et de gaz naturel</i>	30 720	22 280
0531 Raffinage du pétrole	30 720	22 280
13 <i>Métal. et première transf. des métaux non-ferreux</i>	20 120	12 836
1301 Métallurgie de l'aluminium	12 280	8 220
1304 Métallurgie des ferro-alliages	7 840	4 616
17 <i>Industrie chimique de base</i>	144 140	120 870
18 <i>Parachimie (sauf allumettes)</i>	107 080	110 324
19 <i>Industries pharmaceutique</i>	68 640	87 856
40 Fabrication de produits alimentaires divers	8 080	5 060
401 Fabrication d'huiles et de corps gras	8 080	5 060
52 <i>Industrie du caoutchouc</i>	108 360	88 526
53 <i>Transformation des matières plastiques (sf S5306)</i>	105 280	135 460
54 <i>Industries diverses</i>	10 680	11 584
5409 Laboratoires photographiques et cinématographiques	10 680	11 584
58-59 <i>Commerce de gros non-alimentaire</i>	91 980	98 660
5802 Commerce de gros de pneumatiques	7 600	8 512
5807 Commerce de gros de pharmacie	18 640	22 244
5808 Commerce de gros de parfumerie	4 860	7 324
5809 Commerce de gros de droguerie	20 920	21 036
5904 Commerce de gros de produits pétroliers	24 900	22 832
5906 Commerce de gros de produits chimiques	15 060	16 712
64 <i>Commerce détail non-alimentaire</i>	69 300	88 024
6430 Pharmacie	69 300	88 024
65 <i>Réparation et commerce de l'automobile</i>	25 380	25 060
6502 Commerce de détail de carburants	25 380	25 060
84 <i>Santé</i>	30 620	38 828
8408 Laboratoires d'analyse médicales	30 620	38 828
Champ de la fédération des industries chimiques	820 380	845 368
Dont branches partagées	91 980	98 660
% d'incertitude	11,2	11,7

Fédération du Livre avant création de la FTILAC (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
55 Industries polygraphiques		
550 Auxiliaires de la presse	9 620	12 980
551 Imprimerie de labeur	85 220	99 040
552 Industries annexes de l'imprimerie	9 420	13 420
553 Edition et imprimerie de livres	19 760	19 080

554 Reliure, brochure, dorure	8 780	7 600
555 Edition et imprimerie de journaux	64 000	61 990
556 Photographie liée à l'édition	8 840	9 640
558 Copie, écrivains publics...	15 040	1 080
68 Transmissions		
681 Entreprises pivées de transmission	1 600	1 420
Total champ fédération du Livre	222 280	226 250

Fédération du Livre (avant création FTILAC) (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
51 Imprimerie-Presses-Edition	210 680	238 245
5101 Agences de presse	4 880	6 840
5110 Imprimerie de labeur	97 580	104 213
5111 Industries connexes à l'imprimerie	21 300	30 200
5112 Edition	20 840	22 232
5120 Presse	60 260	67 360
5130 Edition de disques...	5 820	7 400
74 Auxiliaires de transport	11 360	12 212
7410 Routage	11 360	12 212
75 Postes et Télécommunications	7 720	10 004
7504 Télécommunications hors PTT	7 720	10 004
Champ de la fédération du livre	229 760	260 461
Dont branches partagées	27 120	37 600
% d'incertitude	11,8	14,4

Fédération des syndicats maritimes (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
01 Pêche	24 840	23 000
65 Transports maritimes (sauf ports maritimes)	42 620	33 440
Total champ des syndicats maritimes	67 460	56 440

Fédération des syndicats maritimes (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
.03 Pêche	17 640	18 004
71 Transports maritimes	25 380	15 168
73 Activités annexes des transports	16 240	12 520
7303 Ports maritimes	13 380	10 524
7309 Remorquage et pilotage	2 860	1 996
Champ de la fédération des syndicats maritimes	59 260	45 692

Fédération de la métallurgie (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
16 Sidérurgie	139 360	158 080
17 Production des métaux non-ferreux		
174 Production du cuivre et de ses alliages	1 020	740
175 Métallurgie des métaux communs	4 860	5 460
176 Affinage des métaux précieux	1 400	1 640
177 Affinage des métaux communs	2 120	2 420
178 Fabrication d'électrodes	1 260	1 880
179 Electrometallurgie et électrochimie	1 040	960
18 Métallurgie générale	45 040	40 820
19 Première transformation des métaux	82 500	98 960
20 Fonderie, chaudronnerie, etc	281 540	313 560

21 Construction de machines agricoles...	245 580	304 920
22 Mécanique générale		
220 Ateliers de mécanique générale	63 000	79 680
221 Artisans mécaniciens ruraux	25 800	18 060
222 Traitement des métaux	17 260	20 940
223 Mécanique de précision	13 000	12 300
224 Modeleurs mécaniciens	2 260	3 140
225 Usines de constructions mécaniques...	16 820	14 940
226 Fabrication privée d'armes de guerre	340	760
227 Fabrication d'armes de chasse, de tir...	7 680	7 080
228 Petits réparateurs mécaniciens	3 840	2 420
23-24 Articles métalliques divers	210 880	234 480
25 Constructions navales		
252 Construction de navires en acier	29 520	35 400
253 Construction de navires en bois	3 040	3 040
254 Construction de bâtiments fluviaux	2 640	1 100
255 Réparation navale et divers	20 020	14 560
26 Automobiles et cycles	429 400	561 640
27 Construction aéronautique	103 240	122 680
28 Construction électrique et électronique	362 840	519 400
29 Précision, horlogerie, optique	117 060	155 660
56 Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	1 740	1 900
63 Transports ferroviaires		
634 Location de wagons	640	600
73 Commerce de matières premières		
733 Commerce de gros de quincaillerie	95 500	133 080
734 Commerce de gros et importation de métaux	22 620	28 180
74 Commerce de matières premières		
741 Commerce de détail de machines agricoles	26 260	27 580
743 Garages, stations services, auto-écoles	170 020	213 800
744 Commerce de pièces détachées pour auto	19 580	27 580
745 Commerce de cycles et motocycles	9 520	11 780
Total champ de la fédération de la métallurgie	2 580 240	3 181 220

Fédération de la métallurgie (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
T07 Minerais et métaux ferreux	209 260	144 880
10 Produits de la sidérurgie	110 080	57 908
11 Première transformation de l'acier	47 060	32 436
13 Métallurgie	52 120	54 536
T13 Fonderie et travaux des métaux	450 700	437 320
20 Produits de la fonderie	73 120	52 168
21 Produits du travail des métaux (dont partagés :)	377 580	385 152
2106 Construction métallique	37 700	32 944
2107 Menuiserie métallique du bâtiment	12 640	20 852
T14 Mécanique	447 880	372 885
22 Machines agricoles	49 860	32 764
23 Machines outils	64 640	44 559
24 Equipement industriel	238 140	217 268
25 Matériels pour les mines, les TP, la sidérurgie	66 860	54 530
26 Armement	28 380	23 764
T15a Matériels électriques professionnels	479 180	488 423
27 Matériel de bureau et de trait. de l'information	52 560	69 776
28 Matériel électrique	205 740	194 686
291 Matériel électronique professionnel	220 880	223 961
T15b Biens d'équipement ménagers	80 380	62 242

292	Matériel électronique ménager	24 940	21 338
30	Equipement ménager	55 440	40 904
T16	Matériels de transport terrestre	470 900	387 508
311	Automobile	446 940	377 164
312	Matériel ferrovière	23 960	10 344
T17	Construction navale et aéronautique	169 940	166 320
32	Construction navale	44 920	44 188
33	Construction aéronautique	125 020	122 132
T20	Industries diverses	128 500	130 948
34	Fabrication d'instrument de précision	85 900	88 332
5403	Fabrication de bateaux de plaisance	8 000	10 628
5404	Bijouterie	18 600	19 588
5406	Articles de bureau et articles de Paris	9 980	7 196
5407	Accessoires d'ameublement en métal	6 020	5 204
T26	Commerce de gros non-alimentaire	53 340	49 972
5909	Commerce de matériel agricole	35 980	33 936
5912	Commerce de matériel de BTP	17 360	16 036
T28	Commerce de détail non-alimentaire	14 440	12 644
6004	Intermédiaires du commerce en machines	3 400	3 152
6441	Réparation et commerce de détail des cycles	11 040	9 492
65	Réparation et commerce de l'automobile	303 880	331 932
66	Réparation diverses	5 740	6 740
6603	Réparation de bijouterie	920	604
6604	Réparations diverses	4 820	6 136
76	Holdings	7 540	10 700
T35	Location et crédit bail	13 760	11 296
8001	Location de machines agricoles	500	460
8002	Location de matériel de BTP	8 000	10 168
8004	Location de wagons	5 260	668
T34	Services marchands	10 420	12 352
8206	Autos-écoles	10 420	12 352
	Champ de la fédération des métaux	2 838 320	2 615 462
	Dont branches partagées	57 880	64 496
	% d'incertitude	1,9	2,5

Fédération des organismes sociaux (1968-1975)

NAE	Intitulés	1968	1975
	91 Santé		
	919 Crèches municipales	8 680	14 580
	98 Administration économique et sociale		
	987 Sécurité sociale	128 480	177 920
	988 Santé publique et population	32 040	53 064
	Total champ de la fédération des organismes sociaux	169 200	245 564

Fédération des organismes sociaux (1982-1990)

NAP	Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
	88 Assurances	30 680	38 256
	8804 Assurances relevant du code de la mutualité	30 680	38 256
	91 Prévoyance et sécurité sociale	234 320	226 360
	9101 Organismes généraux de sécurité sociale	25 640	31 464
	9102 Maladie, maternité, accidents du travail	146 860	121 764
	9103 Vieillesse	13 460	10 908
	9104 Autres caisses de retraite	18 840	22 232
	9105 Allocations familiales	21 680	29 512
	9106 Chômage et autres garanties de revenu	7 840	10 480

95 <i>Action sociale</i>	5 980	15 668
9522 Oeuvres et organismes spécialisés	5 980	15 668
97 <i>Services divers non-marchands</i>	7 960	3 228
9721 Organisations syndicales	7 960	3 228
Champ de la fédération des organismes sociaux	278 940	283 512
Dont branches partagées	56 320	69 720
% d'incertitude	20,2	24,6

Fédération des industries papetières (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
54 Industrie du papier-carton	127 240	142 960
73 Commerce de matières premières		
738 Importation et commerce de gros du papier-carton	5 200	6 680
Total du champ de la fédération du papier-carton	132 440	149 640

Fédération des industries papetières (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
50 <i>Industries du papier et du carton</i>	112 900	110 540
59 <i>Commerce de gros industriel</i>	6 660	7 376
5914 Commerce de papiers et cartons	6 660	7 376
Champ de la fédération des industries papetières	119 560	117 916

Fédération des ports et docks (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
65 Transports maritimes		
659 Ports maritimes et de commerce	12 280	14 740
67 Auxiliaire des transports		
672 Auxiliaires des transports maritimes et fluviaux	11 820	13 240
674 Entreprises de manutention	24 080	22 580
676 Entrepôts, docks, magasins généraux	3 280	4 680
73 Commerce de gros de matières premières et combustibles		
731 Commerce de gros et importation de charbon	14 260	14 740
732 Commerce de gros et importation de carburants solides	19 400	20 580
74 Commerce de détail des matières premières et combustibles		
748 Commerce de détail de bois et charbon	17 480	14 440
89 Hygiène		
895 Nettoyage de locaux	19 920	19 600
896 Entreprise privée d'hygiène publique	3 800	5 540
Total champ de la fédération des ports et docks	126 320	130 140

Fédération des ports et docks (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
59 <i>Commerce de gros inter-industriel</i>	37 080	28 116
5903 Commerce de gros de charbon	12 180	5 284
5904 Commerce de gros de pétrole	24 900	22 832
64 <i>Commerce de détail</i>	13 120	9 924
6442 Commerce de détail de charbon, aggloméré...	13 120	9 924
70 <i>Navigation intérieure</i>	3 800	2 624
73 <i>Activités annexes des transports</i>	25 320	23 292
7302 Ports fluviaux et voies fluviales	2 020	976
7303 Ports maritimes	13 580	10 524
7304 Aéroports	9 720	11 792
74 <i>Auxiliaires de transports</i>	18 380	11 392

7404	Manutention portuaire	13 500	7 648
7405	Manutention terrestre et fluviale	4 880	3 744
	87 Services marchands divers	66 100	121 040
8708	Services de nettoyage	66 100	121 040
	Champ de la fédération des ports et docks	163 800	196 388
	Dont branches partagées	50 220	46 124
	% d'incertitude	30,7	23,5

Fédération des PTT (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
68 Transmission	347 240	399 880

Fédération des PTT (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
75 Télécommunications et postes	459 680	474 256
7501 PTT Services communs et recherche	67 620	22 156
7502 PTT Services de télécommunication	107 380	153 908
7503 PTT Services postaux et financiers	284 680	298 192
Champ de la fédération des PTT	459 680	474 256

Fédération de la santé (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
91 Santé		
910 Etablissements publics de soins	297 330	514 140
911 Médecine	41 660	69 920
912 Stomatologie et soins dentaires	14 460	19 560
913 Auxiliaires médicaux	13 060	5 840
914 Etablissements de soins privés	115 480	204 300
915 Etablissements privés d'assistance	43 000	66 560
916 Etablissements thermals	3 000	4 740
917 Vétérinaires	2 240	4 420
Total champ fédération de la santé	530 230	889 480

Fédération de la santé (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
84 Santé (Services marchands)	997 300	1 105 952
8401 Médecine systématique et de dépistage	10 820	11 124
8402 Etablissements hospitaliers généraux	604 980	657 753
8403 Cliniques générales	86 100	103 455
8404 Etablissements hospitaliers spécialisés	148 060	161 816
8405 Cliniques spécialisées	23 980	33 848
8406 Dispensaires	11 900	15 932
8407 Autres instituts	20 360	9 640
8409 Centres de transfusion sanguine	4 900	8 156
8410 Cabinets de médecins	52 220	64 624
8411 Cabinets dentaires	25 060	28 292
8412 Cabinets d'auxiliaires médicaux	8 920	11 312
85 Action sociale (Services marchands)	164 280	359 992
8502 Etablissements pour l'enfance protégée (Serv. marchands)	64 360	100 128
8503 Etablissements pour adultes nécessiteux (Serv.marchands)	28 620	106 164
8504 Etablissements pour personnes âgées	71 300	153 700
94 Santé (Services non-marchands)	11 900	4 584
95 Action sociale (Services non-marchands)	100 300	111 752

9512	Etablissements pour l'enfance protégée (publics non-marchds)	13 440	8 012
9513	Etablissements pour adultes nécessiteux (publics non-marchds)	15 500	18 692
9521	Oeuvres ou organismes sociaux généraux	46 520	50 076
9523	Etablissements pour l'enfance protégée (privés non-marchds)	16 920	15 668
9524	Etabliss. pour adultes nécessiteux (privés non-marchds)	7 920	19 304
	Champ de la fédération de la santé	1 273 780	1 582 280
	Dont branches partagées	58 420	66 008
	% d'incertitude	4,6	4,2

Fédération des secteurs financiers (1968-1975)

NAE	Intitulés	1968	1975
83	Etablissements financiers, banques et bourses de valeurs	252 160	342 520
84	Assurances	139 640	174 200
	Champ de la fédération des organismes financiers	391 800	516 720

Fédération des secteurs financiers (1982-1990)

NAP	Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
78	<i>Auxiliaires financiers et d'assurances</i>	49 760	66 152
80	<i>Location et crédit-bail mobilier</i>	1 600	3 004
8007	Crédit-bail mobilier	1 600	3 004
81	<i>Location et crédit-bail immobilier</i>	1 380	1 032
8122	Crédit-bail immobilier	1 380	1 032
88	<i>Assurances</i>	112 560	122 765
8801	Assurances vie et capitalisation	32 300	26 680
8802	Assurances IARD	73 660	93 529
8803	Réassurance	2 340	2 300
8805	Caisses de retraites relevant de la législation sur les assurances	4 260	256
89	<i>Organismes financiers</i>	393 060	445 156
8902	Banques de dépôts, d'affaires...	242 680	239 792
8903	Crédit coopératif et mutuel	102 560	121 720
8904	Etablissements financiers et unions économiques	13 660	15 292
8905	Organismes financiers à statut spécial	30 340	59 284
8906	Organismes de répartition d'emprunts obligataires	640	652
8907	Sociétés de placements en valeurs mobilières	3 180	8 416
	Champ de la fédération des organismes financiers	558 360	638 109
	Dont branches partagées	133 540	181 656
	% d'incertitude	23,9	28,5

Fédération des services publics (1968-1975)

NAE	Intitulés	1968	1975
08	Eau, chauffage urbains	17 260	27 440
91	Santé		
919	Crèche municipale, colonies de vacance...	8 680	14 580
92	Administration générale		
925	Ministère de l'intérieur	60 120	83 200
926	Collectivités locales	306 820	399 200
	Total du champ de la fédération des services publics	392 880	524 420

Fédération des services publics (1982-1990)

NAP	Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
.08	<i>Distribution d'eau et chauffage urbain</i>	34 300	38 972
84	<i>Santé</i>	11 900	15 932

8406	Dispensaires	11 900	15 932
85	Action sociale	63 280	74 168
8501	Crèches	63 280	74 168
87	Services marchands divers	15 100	13 816
8705	Services funéraires	15 100	13 816
90	Administration générale	528 940	692 688
9011	Administration locale	511 540	667 940
9025	Protection civile	17 400	24 748
92	Enseignement	398 100	479 671
9211	Enseignement préscolaire	112 840	149 072
9212	Enseignement élémentaire	285 260	330 599
95	Services non-marchands	38 280	73 920
9511	Organismes locaux d'action sociale	38 280	73 920
96	Services récréatifs, culturels, sportifs non marchands	51 060	77 252
9611	Gestion de bibliothèques publiques	10 720	14 716
9612	Conservation du patrimoine	13 040	17 796
9613	Gestion de salles de théâtre publiques	2 960	3 880
9614	Gestion d'équipements culturels	760	612
9615	Gestion d'équipements socio-éducatifs	8 500	13 272
9616	Associations culturelles et socio-éducatives	1 460	4 848
9617	Gestion d'équipements sportifs	2 460	4 528
9618	Associations sportives (publiques non-marchandes)	760	1 744
9625	Associations sportives (privées non-marchandes)	10 400	15 856
	Champ de la fédération des services publics	1 140 960	1 466 419
	Dont branches partagées	457 840	566 583
	% d'incertitude	40,1	38,6

Fédération du sous-sol (1968-1975)

NAE	Intitulés	1968	1975
10	Pétrole et carburants		
101	Recherche et extraction du pétrole	4 140	3 020
102	Extraction du pétrole	6 300	9 540
109	Recherche géophysique	1 840	2 540
11	Combustibles minéraux solides	156 340	86 320
12	Extraction du minerai de fer	14 800	11 080
13	Extraction des autres minerais	4 540	4 540
15	Minéraux divers		
151	Sels et potasses	11 160	10 120
158	Matériaux divers	1 260	1 425
	Total champ de la fédération du sous-sol	200 380	128 585

Fédération du sous-sol (1982-1990)

NAP	Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
04	Production de combustibles minéraux solides	58 860	24 468
05	Production de pétrole et de gaz naturel	10 460	9 692
051	Extraction de pétrole	6 220	6 316
052	Extraction de gaz naturel	4 240	3 376
09	Extraction et préparation de minerai de fer	4 680	1 364
12	Extraction et préparation de minerais non-ferreux	4 640	3 304
14	Production de minerais divers	9 000	7 204
1401	Production de sel	7 820	6 168
1403	Production de matériaux divers	1 180	1 036
	Champ de la fédération du sous-sol	87 640	46 032

Fédération des tabacs et allumettes (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
38 Tabacs et allumettes	13 820	12 630

Fédération des tabacs et allumettes (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
18 <i>Parachimie</i>	360	284
1801 Fabrication des allumettes	360	284
42 <i>Transformation du tabac</i>	8 760	6 824
Champ de la fédération des tabacs et allumettes	9 120	7 108

Fédération du textile, de l'habillement et du cuir (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
47 Industries textiles	275 560	227 720
48 Industries annexes des textiles	169 320	148 200
49 Habillement et travail des étoffes	303 500	297 060
50 Pelleteries et fourrures	5 680	6 840
51 Industrie du cuir	50 180	42 500
52 Chaussures et articles chaussants	91 020	87 180
57 Jeux, jouets et articles de sports		
572 Fabrication d'articles de sports	10 040	14 640
573 Voitures d'enfants, articles de puériculture	2 860	2 680
75 Commerce de textiles, habillement et cuir		
751 Commerce des textiles bruts	2 580	2 480
755 Commerce de gros des cuirs et peaux	4 940	3 600
Total champ de la fédération du textile...	915 680	832 900

Fédération du textile, de l'habillement et du cuir (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
43 <i>Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques</i>	8 180	4 904
44 <i>Industrie textile</i>	261 380	190 934
45 <i>Industrie du cuir</i>	32 120	29 846
46 <i>Industrie de la chaussure</i>	66 000	44 816
47 <i>Industrie de l'habillement</i>	224 760	171 148
53 <i>Transformation des matières plastiques</i>	3 300	1 696
5306 Fabrication de pellicules cellulosiques	3 300	1 696
54 <i>Industries diverses</i>	11 940	10 584
5402 Fabrication d'articles de sports et de campement	11 940	10 584
59 <i>Commerce de gros inter-industriel</i>	4 920	2 980
5901 Commerce des textiles bruts	2 140	1 464
5902 Commerce de gros de cuirs et peaux	2 780	1 516
66 <i>Réparations diverses</i>	3 480	3 932
6601 Réparation de chaussures et autres articles de cuir	3 480	3 932
87 <i>Services marchands divers</i>	34 920	29 736
8701 Laverie-blanchisserie-teinturerie	26 620	21 496
8702 Blanchisserie et teinturerie de gros	8 300	8 240
Champ de la fédération THC	651 000	490 576
Dont branches partagées	14 080	12 048
% d'incertitude	2,2	2,5

Fédération des transports (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
62 Entreprise de transports publics routiers	170 380	224 780
63 Transports ferroviaires, urbains et suburbains		
633 Transports urbains et suburbains	18 760	18 540
635 RATP	39 000	37 440
636 Téléférriques, funiculaires	1 720	3 760
64 Tranports et navigation intérieure	10 740	8 580
66 Tranports aériens	37 000	51 000
67 Auxiliaire des transports		
670 Auxiliaires des transports (NDA)	2 440	1 640
671 Commissionnaires de transports	36 900	50 500
673 Auxiliaires de transports aériens	740	1 930
675 Entreprise de déménagements	12 520	17 380
677 Agence de voyages	6 060	12 020
Total champ de la fédération des transports	336 260	427 570

Fédération des transports (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
69 <i>Transports routiers, urbains, par conduite</i>	304 860	376 089
72 <i>Transports aériens</i>	52 980	62 092
73 <i>Activités annexes des transports</i>	17 760	23 492
7301 Gares routières	1 260	504
7304 Aéroports	9 720	11 792
7305 Exploitation d'ouvrages routiers à péage	6 780	11 196
74 <i>Auxiliaires de transports</i>	71 100	74 101
7401 Collecte de fret maritime	8 140	7 516
7402 Collecte de fret aérien	8 760	5 360
7403 Collecte de fret terrestre et fluvial	54 200	61 225
84 <i>Santé</i>	9 900	20 824
8413 Ambulances	9 900	20 824
86 <i>Services récréatifs, culturels...</i>	5 120	7 460
8611 Remontées mécaniques	5 120	7 460
87 <i>Services marchands divers</i>	20 560	30 048
8709 Enlèvement des ordures	13 880	20 748
8710 Autres services d'assainissement	6 680	9 300
Champ de la fédération des transport	482 280	594 106
Dont branches partagées	55 460	61 729
% d'incertitude	11,5	10,4

Fédération des travailleurs de l'Etat (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
229 Etablissement public de fabrication d'armes	23 980	19 060
251 Arsenaux de la marine nationale	32 440	33 780
99 Personnels civils du ministère de la défense		
Champ de la fédération des travailleurs de l'Etat	56 420	52 840

Fédération des travailleurs de l'Etat (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
26 <i>Industrie de l'armement</i>	28 380	23 764
32 <i>Construction navale</i>	27 940	27 736
3201 Construction de bâtiments de guerre (arsenaux)	27 940	27 736
90 <i>Administration générale</i>		

Personnels civils de la défense	?	?
Champ de la fédération des travailleurs de l'Etat	56 320	51 500
Dont branches partagées	28 380	23 764
% d'incertitude	50,4	46,1

Fédération du verre et de la céramique (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
14 Extraction des matériaux...		
146 Extraction d'argile	2 420	2 340
30 Industrie du verre	63 320	78 820
31 Industrie de la céramique	65 520	63 200
Champ de la fédération du verre et de la céramique	131 260	144 360

Fédération du verre et de la céramique (1982-1990)

NAP Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
15 <i>Matériaux de construction et de céramique</i>	53 040	37 740
1504 Extraction d'argiles, kaolins...	1 800	1 496
1510 Fabrication de tuiles et briques	12 760	6 936
1511 Fabrication de produits réfractaires	6 520	5 236
1512 Fabrication de produits en grès	20 360	15 816
1513 Fabrication de vaisselle de ménage	11 600	8 256
16 <i>Industrie du verre</i>	66 140	58 865
Champ de la fédération du verre et de la céramique	119 180	96 605
Dont branches partagées	1 800	1 496
% incertitude	1,5	1,5

Fédération de l'Equipement (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
33 Bâtiment et travaux publics		
349 Services extérieurs des Ponts et Chaussées	94 880	89 480
98 Administrations économiques		
985 Travaux publics et transports	19 460	36 640
Champ de la fédération de l'Equipement	114 340	126 120

Fédération des Finances (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
85 Administration économique et financière	139 680	162 740

Fédération de la Police (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
927 Police	82 700	93 970

Syndicats du personnel pénitentiaires et de la Justice (1968-1975)

NAE Intitulés	1968	1975
930 Justice	2 660	2 380
936 Cours et tribunaux	11 000	16 520
938 Prisons et éducation surveillée	12 140	15 940
Total	25 800	34 840

UGFF (sauf FERC) et autres fédérations de fonctionnaires (1982-1990)

NAP	Intitulés (NAP90-NAP600)	1982	1990
	<i>Fédération des finances</i>	16	16
8901	Institut d'émission	040	788
8903	Crédit coopératif et mutuel	102 560	121 720
8905	Organismes financiers à statut légal spécial	50 340	59 284
8906	Organismes de répartition d'emprunts obligataires	640	652
	<i>Fédération des finances (hors administration)</i>	169 580	198 444
90	<i>Administration générale</i>	743 480	765 868
9001	Pouvoirs publics	6 520	19 320
9002	Administration centrale	105 220	48 524
9003	Services extérieurs des administrations économiques et fin.	156 560	169 724
9004	Services extérieurs des autres administrations	267 920	287 648
9005	Activités administratives spécialisées	44 520	55 288
9012	Promotion en infrastructures à caractère public	2 680	2 880
9013	Voirie et assainissement	14 080	11 200
9021	Cours et tribunaux	23 200	26 996
9022	Etablissements pénitentiaires	12 460	18 140
9023	Etablissements d'éducation surveillée	5 920	4 704
9024	Police nationale	104 400	121 444
	Total UGFF et autres fédérations de fonctionnaires	913 060	964 312
	Dont branches partagées	465 980	524 592
	% d'incertitude	51,0	54,4

Document I.19
Les délégués aux congrès confédéraux ventilés par fédérations
(nombre de délégués en valeurs absolues, d'après le *Courrier confédéral*)

	1965	1967	1969	1972	1975	1978	1982	1985	1988
Agriculture	15	—	12	11	15	12	—	—	—
Alimentation	52	63	47	56	45	36	—	—	—
<i>Agro-alimentaire</i>	67	—	59	67	60	48	52	22	27
Bâtiment-Construction	61	72	60	—	66	77	85	50	31
Bois	—	10	11	—	15	13	17	6	4
Cheminots	149	220	105	100	93	62	60	50	39
Chimie et plastiques	59	69	55	67	80	82	73	34	37
Commerce et distribution	—	—	—	—	41	54	48	31	26
Eclairage-Energie	83	—	60	69	75	60	83	88	83
Education-culture	—	—	—	—	37	50	52	21	—
Organismes financiers	—	—	—	—	—	—	21	13	13
Organismes sociaux	—	—	—	—	—	—	34	22	—
Sociétés d'études	—	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>Employés</i>	—	62	43	56	47	55	55	35	—
Equipement	—	—	—	—	37	26	38	28	19
Finances	—	—	18	25	30	28	40	—	—
Journalistes	—	—	—	—	2	1	2	—	—
Papier-carton	26	—	26	28	31	26	27	14	—
Livre	—	—	51	65	69	60	65	43	—
<i>FILPAC</i>	—	—	77	93	100	86	92	57	—
Métaux	273	—	213	303	314	305	275	160	149
Officiers de marine	—	—	2	2	4	2	2	—	—
Police	—	—	—	—	2	4	8	—	1
Ports et docks	—	—	22	24	25	25	33	30	18
Postale	—	58	56	65	79	74	85	59	63
Santé	—	—	—	—	—	70	81	56	55
Services-pub.-Affairesoc.	117	—	95	130	151	75	72	68	78
<i>Santé-Services-p.-Affaires soc.</i>	117	—	95	130	151	145	153	124	133
Sous-sol	88	67	47	40	32	23	29	26	13
Spectacles	—	—	—	—	2	7	2	—	—
Syndicats maritimes	—	15	11	14	12	5	12	6	6
Tabacs et alouettes	7	8	4	—	5	4	5	—	2
Cuir et peaux	8	0	13	13	12	10	11	4	—
Habillement	—	14	11	12	16	19	22	7	—
Textiles	33	42	35	38	42	40	46	16	20
<i>THC</i>	—	56	59	63	70	69	79	27	20
Transports	—	—	33	—	34	36	40	21	20
Travailleurs de l'Etat	—	—	28	32	32	25	32	22	26
UGFF	—	—	—	—	15	13	11	—	5
Verre-Céramique	22	—	11	22	30	28	30	13	11
VRP	—	—	—	—	2	3	3	—	—
Non affectés dans les tableaux	425	700	331	228	—	—	—	90	248
Total mandats recensés	1418	1400	1400	1400	1500	1410	1479	1000	1000

Document I.21 Evaluation des effectifs des fédérations en fonction du nombre du nombre de leurs délégués
aux congrès confédéraux

Evaluation des effectifs	1965	1967	1969	1972	1975	1978	1982	1985	1988
Agriculture	16 000	—	15 000	13 000	18 000	14 000	—	—	—
Alimentation	55 000	67 500	58 000	67 000	54 000	43 000	—	—	—
<i>Agro-alimentaire</i>	<i>71 000</i>	<i>—</i>	<i>73 000</i>	<i>80 000</i>	<i>72 000</i>	<i>57 000</i>	<i>41 500</i>	<i>18 500</i>	<i>19 000</i>
Bâtiment-Construction	64 500	77 000	74 000	—	80 000	92 000	68 000	42 500	22 000
Bois	—	10 500	13 500	—	18 000	16 000	13 500	5 000	3 000
Cheminots	157 500	235 500	129 000	120 000	111 500	74 000	48 000	42 500	28 000
Chimie et plastiques	62 500	74 000	63 000	80 500	96 000	98 000	58 500	29 000	27 000
Commerce et distribution	—	—	—	—	49 000	55 000	38 500	26 500	19 000
Eclairage-Energie	88 000	—	74 000	80 500	90 500	72 000	67 000	75 000	59 000
Education-culture	—	—	—	—	44 500	60 000	41 500	18 000	—
Organismes financiers	—	—	—	—	—	—	17 000	11 000	9 000
Organismes sociaux	—	—	—	—	—	—	23 000	18 500	—
Sociétés d'études	—	—	—	—	—	—	—	—	1 000
<i>Employés</i>	<i>—</i>	<i>66 500</i>	<i>53 000</i>	<i>67 000</i>	<i>57 000</i>	<i>66 000</i>	<i>40 000</i>	<i>29 500</i>	<i>—</i>
Equipement	—	—	—	—	44 500	31 000	30 500	24 000	14 000
Finances	—	—	13 500	30 000	36 000	34 000	32 000	19 000	—
Journalistes	—	—	—	—	2 500	1 000	1 500	—	—
Papier-carton	27 500	—	32 000	33 500	37 000	31 000	21 500	12 000	—
Livre	—	—	5 000	78 000	83 000	72 000	52 000	36 500	—
<i>FILPAC</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>37 000</i>	<i>111 500</i>	<i>120 000</i>	<i>103 000</i>	<i>73 500</i>	<i>48 500</i>	<i>—</i>
Métaux	289 000	—	262 000	363 500	377 500	366 000	220 000	136 000	107 000
Officiers de marine	—	—	2 500	2 500	4 500	2 000	1 500	—	—
Police	—	—	—	—	2 500	5 000	6 500	—	1 000
Ports et docks	—	—	27 000	29 000	30 000	30 000	26 500	25 500	13 000
Postale	—	62 000	69 000	78 000	95 000	89 000	68 000	50 000	45 000
Santé	—	—	—	—	—	84 000	65 000	47 500	40 000
Services-pub.-Affairesoc.	124 000	—	117 000	156 000	181 000	90 000	58 000	58 000	56 000
<i>Santé-Services-p.-Affaires soc.</i>	<i>124 000</i>	<i>—</i>	<i>117 000</i>	<i>156 000</i>	<i>181 000</i>	<i>174 000</i>	<i>123 000</i>	<i>105 500</i>	<i>96 000</i>
Sous-sol	93 000	72 000	58 000	48 000	38 500	28 000	23 500	22 000	9 000
Spectacles	—	—	—	—	2 500	8 000	1 500	—	—
Syndicats maritimes	—	16 000	13 500	17 000	14 500	8 000	9 500	5 000	4 000
Tabacs et alouettes	7 500	8 500	5 000	—	6 000	5 000	4 000	—	1 000
Cuir et peaux	8 500	—	16 000	15 500	14 500	12 000	9 000	3 500	—
Habillement	—	15 000	13 500	14 500	19 000	23 000	17 500	6 000	—
Textiles	35 000	45 000	43 000	45 500	50 500	48 000	37 000	13 500	14 000
<i>THC</i>	<i>—</i>	<i>60 000</i>	<i>72 500</i>	<i>75 500</i>	<i>84 000</i>	<i>83 000</i>	<i>63 500</i>	<i>23 000</i>	<i>14 000</i>
Transports	—	—	40 500	—	41 000	43 000	32 000	18 000	14 000
Travailleurs de l'Etat	—	—	34 500	38 500	38 500	30 000	25 500	18 500	19 000
UGFF	—	—	—	—	18 000	16 000	9 000	—	4 000
Verre-Céramique	23 500	—	13 500	26 500	36 000	34 000	24 000	11 000	8 000
VRP	—	—	—	—	2 400	4 000	2 500	—	—
Manquants	449 000	750 000	407 000	273 500	—	—	—	76 500	179 000
Total adhérents	1 500 000	1 500 000	1 722 000	1 680 000	1 800 000	1 692 000	1 200 000	850 000	720 000

* estimation au millier près, en postulant un strict respect des statuts confédéraux. Pour 1969 et 1972, les effectifs totaux sont estimés sur la base des mandats de congrès (10 timbres pour un adhérent). Ceux de 1965 et 1967 sont déduits des documents financiers de congrès et, à partir de 1975, ils sont calculés grâce au *Courrier confédéral* (aux arrondis près).

Document I.22. Evaluation des effectifs des principales fédérations de la CGT en 1984
Calcul des taux d'implantation selon les effectifs des champs fédéraux (recensement de 1982)

Fédérations :	Salariés	Adhérents	Implantation
<i>Privé :</i>			
Métallurgie	2 739 900	155 000	5,7
Construction	1 624 040	48 500	3,0
Industries chimiques	820 380	42 000	5,1
Livre (avant création FTILAC)	229 760	31 500	13,7
Agro-alimentaire	979 380	31 000	3,2
Commerce, distribution et services	2 506 970	28 000	1,1
Textile, habillement et cuir	651 000	28 000	4,3
Ports et docks	163 800	23 500	14,3
Verre et céramique	119 180	20 000	16,8
Industries papetières	119 560	13 000	10,9
Organismes financiers	558 360	11 000	2,0
Audiovisuel et action culturelle	132 280	10 000	7,6
Bois	318 500	7 500	2,4
Bureaux d'études	414 920	2 000	0,5
<i>Total privé</i>	<i>11 378 030</i>	<i>451 000</i>	<i>4,0</i>
<i>Semi-public</i>			
Energie	166 990	49 500	29,6
Cheminots	279 240	37 500	13,4
Transports	482 280	26 000	5,4
Sous-sol	87 640	12 500	14,3
Tabacs et allumettes	9 120	2 000	21,9
<i>Total semi-public</i>	<i>1 025 270</i>	<i>127 500</i>	<i>12,4</i>
<i>Public</i>			
Services publics	1 140 960	66 500	5,8
PTT	459 680	47 000	10,2
Santé	1 273 780	41 000	3,2
FERC (Enseignement, recherche culture)**	1 136 040	28 000	5,2
UGFF (sauf FERC et autres fédé. de fonctionnaires)	913 060	26 000	2,8
Organismes sociaux	278 940	17 500	6,3
Travailleurs de l'Etat	56 320	16 000	28,4
<i>Total public (sans double compte)</i>	<i>4 221 520</i>	<i>242 000</i>	<i>5,7</i>
<i>Total sans double compte</i>	<i>16 206 375</i>	<i>833 000</i>	<i>5,1</i>

* Estimation réalisée d'après le document du secteur financier concernant le placement du prélèvement automatique de la cotisation sur le compte chèque (PAC) (*Courrier confédéral*, 696, 7 août 1985). Les estimations sont faites à 500 adhérents près et sous l'hypothèse que la direction confédérale avait fixé un même taux de pénétration du PAC comme "objectif" à l'ensemble des fédérations.

* Le taux de syndicalisation de la FERC est calculé sans les enseignants.

Tableau I.23 Effectifs de la CGT par fédérations (timbres FNI ventilés par fédérations, 1991-1994. *Le Peuple*, 1415, 7 septembre 1995).

Fédérations	Actifs				Retraités				Total FNI			
	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994
Agro-alimentaire	14 250	13 903	13 577	13 604	866	905	869	924	15 116	14 808	14 446	14 528
Bois	1 909	1 776	1 564	1 586	78	70	70	70	1 987	1 846	1 634	1 656
Cheminots	29 679	28 976	28 211	28 260	35 023	32 931	31 663	30 562	64 702	61 907	59 874	58 822
Commerce	13 690	13 715	14 324	14 510	718	713	687	668	14 408	14 428	15 011	15 178
Construction	17 200	16 070	14 617	14 121	2 077	2 222	2 328	2 347	19 277	18 292	16 945	16 468
Energie	52 950	51 163	49 966	49 740	27 261	26 312	25 950	25 775	80 211	77 475	75 916	75 515
Equipement	16 591	15 243	15 715	15 472	3 449	3 306	3 203	3 037	20 040	18 549	18 918	18 509
Etudes (sociétés d')	606	529	566	595	23	24	25	28	629	553	591	623
FERC	14 932	14 982	19 280	22 375	784	844	896	939	15 716	15 826	20 176	23 314
FILPAC	27 710	25 213	24 065	22 866	4 537	4 348	4 303	4 396	32 247	29 561	28 368	27 262
Finances	11 453	11 818	12 974	13 156	1 761	1 681	1 424	1 715	13 214	13 499	14 398	14 871
Industries Chimiques	20 021	19 657	19 018	18 483	3 500	3 519	3 605	3 673	23 521	23 176	22 623	22 156
Journalistes	405	427	446	446	11	5	7	0	416	432	453	446
Métaux	58 943	56 524	52 662	50 134	13 021	12 585	12 390	12 370	71 964	69 109	65 052	62 504
Officiers de marine	750	700	600	510	221	201	280	200	971	901	880	710
Organismes sociaux	12 939	12 317	12 407	12 596	1 245	1 272	1 259	1 298	14 184	13 589	13 666	13 894
Police	300	300	334	450	129	0	161	37	429	300	495	487
Ports et docks	17 767	14 541	10 023	9 880	3 676	2 521	3 708	4 072	21 443	17 062	13 731	13 952
Profess. de la vente	351	300	261	273	181	170	152	168	532	470	413	441
PTT	45 933	46 109	46 490	46 873	8 450	8 542	8 729	8 849	54 383	54 651	55 219	55 722
Santé	31 716	32 093	33 414	34 332	3 060	2 853	2 817	2 818	34 776	34 946	36 231	37 150
Secteurs financiers	7 940	7 745	7 880	7 822	467	487	494	468	8 407	8 232	8 374	8 290
Services publics	14 373	46 299	46 858	46 884	4 100	4 025	3 985	3 981	18 473	50 324	50 843	50 865
Sous-sol	5 211	4 508	4 368	3 996	28 227	19 233	25 759	23 318	33 438	23 741	30 127	27 314
Spectacle	2 035	2 521	2 912	5 817	120	70	70	100	2 155	2 591	2 982	5 917
Syndicats maritimes	2 908	3 124	3 061	2 550	1 396	1 259	1 254	1 165	4 304	4 383	4 315	3 715
Tabacs	1 014	971	941	948	1 559	1 517	1 465	1 410	2 573	2 488	2 406	2 358
Textiles	8 251	7 561	7 455	7 297	1 357	1 287	1 347	1 500	9 608	8 848	8 802	8 797
Transports	15 590	15 470	15 896	15 855	5 042	4 793	4 601	4 308	20 632	20 263	20 497	20 163
Travailleurs de l'Etat	11 432	10 814	10 278	9 953	5 150	4 875	4 651	4 438	16 582	15 689	14 929	14 391
UGFF	909	954	1 200	2 654	196	97	230	246	1 105	1 051	1 430	2 900
Verre	5 520	5 257	5 009	4 662	852	738	747	751	6 372	5 995	5 756	5 413
Divers hors compte	2 369	2 922	3 699	6 001	10 486	9 971	10 171	10 274	12 855	12 893	13 870	16 275
Total général	467 647	484 502	480 071	484 701	169 023	153 376	159 300	155 905	636 670	637 878	639 371	640 606

Document I.24 Poids relatifs des actifs et des retraités dans les différentes fédérations de la CGT. Evolution des effectifs totaux des fédérations.

Fédérations	Actifs				Retraités				Total FNI Indice d'évolution 1991=100			
	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994
Agro-alimentaire	94,3	93,9	94,0	93,6	5,7	6,1	6,0	6,4	100,0	98,0	95,6	96,1
Bois	96,1	96,2	95,7	95,8	3,9	3,8	4,3	4,2	100,0	92,9	82,2	83,3
Cheminots	45,9	46,8	47,1	48,0	54,1	53,2	52,9	52,0	100,0	95,7	92,5	90,9
Commerce	95,0	95,1	95,4	95,6	5,0	4,9	4,6	4,4	100,0	100,1	104,2	105,3
Construction	89,2	87,9	86,3	85,7	10,8	12,1	13,7	14,3	100,0	94,9	87,9	85,4
Energie	66,0	66,0	65,8	65,9	34,0	34,0	34,2	34,1	100,0	96,6	94,6	94,1
Equipement	82,8	82,2	83,1	83,6	17,2	17,8	16,9	16,4	100,0	92,6	94,4	92,4
Etudes (sociétés d')	96,3	95,7	95,8	95,5	3,7	4,3	4,2	4,5	100,0	87,9	94,0	99,0
FERC	95,0	94,7	95,6	96,0	5,0	5,3	4,4	4,0	100,0	100,7	128,4	148,3
FILPAC	85,9	85,3	84,8	83,9	14,1	14,7	15,2	16,1	100,0	91,7	88,0	84,5
Finances	86,7	87,5	90,1	88,5	13,3	12,5	9,9	11,5	100,0	102,2	109,0	112,5
Industries Chimiques	85,1	84,8	84,1	83,4	14,9	15,2	15,9	16,6	100,0	98,5	96,2	94,2
Journalistes	97,4	98,8	98,5	100,0	2,6	1,2	1,5	0,0	100,0	103,8	108,9	107,2
Métaux	81,9	81,8	81,0	80,2	18,1	18,2	19,0	19,8	100,0	96,0	90,4	86,9
Officiers de marine	77,2	77,7	68,2	71,8	22,8	22,3	31,8	28,2	100,0	92,8	90,6	73,1
Organismes sociaux	91,2	90,6	90,8	90,7	8,8	9,4	9,2	9,3	100,0	95,8	96,3	98,0
Police	69,9	100,0	67,5	92,4	30,1	0,0	32,5	7,6	100,0	69,9	115,4	113,5
Ports et docks	82,9	85,2	73,0	70,8	17,1	14,8	27,0	29,2	100,0	79,6	64,0	65,1
Profess. de la vente	66,0	63,8	63,2	61,9	34,0	36,2	36,8	38,1	100,0	88,3	77,6	82,9
PTT	84,5	84,4	84,2	84,1	15,5	15,6	15,8	15,9	100,0	100,5	101,5	102,5
Santé	91,2	91,8	92,2	92,4	8,8	8,2	7,8	7,6	100,0	100,5	104,2	106,8
Secteurs financiers	94,4	94,1	94,1	94,4	5,6	5,9	5,9	5,6	100,0	97,9	99,6	98,6
Services publics	77,8	92,0	92,2	92,2	22,2	8,0	7,8	7,8	100,0	272,4	275,2	275,3
Sous-sol	15,6	19,0	14,5	14,6	84,4	81,0	85,5	85,4	100,0	71,0	90,1	81,7
Spectacle	94,4	97,3	97,7	98,3	5,6	2,7	2,3	1,7	100,0	120,2	138,4	274,6
Syndicats maritimes	67,6	71,3	70,9	68,6	32,4	28,7	29,1	31,4	100,0	101,8	100,3	86,3
Tabacs	39,4	39,0	39,1	40,2	60,6	61,0	60,9	59,8	100,0	96,7	93,5	91,6
Textiles	85,9	85,5	84,7	82,9	14,1	14,5	15,3	17,1	100,0	92,1	91,6	91,6
Transports	75,6	76,3	77,6	78,6	24,4	23,7	22,4	21,4	100,0	98,2	99,3	97,7
Travailleurs de l'Etat	68,9	68,9	68,8	69,2	31,1	31,1	31,2	30,8	100,0	94,6	90,0	86,8
UGFF	82,3	90,8	83,9	91,5	17,7	9,2	16,1	8,5	100,0	95,1	129,4	262,4
Verre	86,6	87,7	87,0	86,1	13,4	12,3	13,0	13,9	100,0	94,1	90,3	84,9
Divers hors compte	18,4	22,7	26,7	36,9	81,6	77,3	73,3	63,1	100,0	100,3	107,9	126,6
Total général	73,5	76,0	75,1	75,7	26,5	24,0	24,9	24,3	100,0	100,2	100,4	100,6

Document I.25 Actifs et retraités dans les adhérents de la CGT
(1960-1994, d'après les déclarations officielles de la confédération)

Années	Actifs	Retraités	Total	%actifs	%retraités
1960	1 722 294	210 200	1 932 494	89,1	10,9
1962	1 773 120	220 000	1 993 120	89,0	11,0
1964	1 752 593	186 725	1 939 318	90,4	9,6
1966	1 755 283	187 240	1 942 523	90,4	9,6
1968	2 060 202	241 341	2 301 543	89,5	10,5
1970	2 061 419	271 637	2 333 056	88,4	11,6
1971	2 030 808	286 829	2 317 637	87,6	12,4
1972	2 027 553	290 567	2 318 120	87,5	12,5
1973	2 043 173	296 684	2 339 857	87,3	12,7
1974	2 046 336	296 475	2 342 811	87,3	12,7
1975	2 074 072	303 479	2 377 551	87,2	12,8
1976	2 043 404	306 714	2 350 118	86,9	13,1
1977	2 016 841	305 214	2 322 055	86,9	13,1
1978	1 890 649	302 213	2 192 862	86,2	13,8
1979	1 737 989	293 174	2 031 163	85,6	14,4
1980	1 634 375	284 579	1 918 954	85,2	14,8
1981	1 646 853	278 579	1 925 432	85,5	14,5
1982	1 459 940	261 523	1 721 463	84,8	15,2
1983	1 362 962	259 133	1 622 095	84,0	16,0
1984	1 127 807	253 671	1 381 478	81,6	18,4
1985	989 796	248 129	1 237 925	80,0	20,0
1986	877 692	228 851	1 106 543	79,3	20,7
1987	797 662	233 181	1 030 843	77,4	22,6
1988	706 062	212 411	918 473	76,9	23,1
1989	620 260	198 034	818 294	75,8	24,2
1990	645 557	200 400	845 957	76,3	23,7
1991	467 647	169 023	636 670	73,5	26,5
1992	484 502	153 376	637 878	76,0	24,0
1993	480 071	159 300	639 371	75,1	24,9
1994	484 701	155 905	640 606	75,7	24,3

Chapitre II

L'ORGANISATION DE LA CONFEDERATION

II.1. Répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1965¹

I. Activités générales

• Secrétariat général : Intérim du Secrétaire général Secrétariat du BC	Benoit FRACHON Léon MAUVAIS G. SEGUY
• Organisation Relations avec les fédérations ² Relations avec les UD Commission organisation	Léon MAUVAIS Marcel CAILLE Léon MAUVAIS Marcel CAILLE G. CROESE (CA)
• Les revendications, les luttes, Problèmes unité	Secrétariat général Léon MAUVAIS Marcel CAILLE
• La vie ouvrière	Henri KRASUCKI R. TEILLIEZ JC POULAIN
• Propagande : Propagande générale de la CGT, Aide aux UD et fédérations sur ces questions, Editions CGT en général, Courrier confédéral, Liaison avec les secteurs publics et nationalisé, Liaison avec l'UGE	A. BERTELOOT ³
• Education syndicale Edition du matériel d'éducation Ecoles et stages	R. DUHAMEL M. PIOLOT A. LEROY
• Le Peuple	J. SCHAEFFER
• Administration, • Gestion, • Trésorerie	L. JAYAT ⁴ A. MERLOT A. BERTHELOOT
• Enseignement : Défense de l'école laïque, CNAL, Problèmes généraux de l'enseignement, Promotion sociale Rapports avec l'UNEF, l'UGE	R. DUHAMEL A. MERLOT Ch. RAVAUX (CA)
• Problèmes de la culture : Commission à mettre en place Comités d'entreprise et culture Education et culture	A. BERTHELOOT L. MASCARELLO R. DUHAMEL
• Fiscalité	A. BERTHELOOT M. COLIN
• Relations avec les organisations des secteurs publics et nationalisés	A. BERTHELOOT M. COLIN
• Lutte pour la paix	G. GUILLE J. SCHAEFFER

¹ *Courrier confédéral*, 13, juin 1965. Je respecte autant que possible la présentation du document. Par exemple 4 personnes ont droit au prénom en entier et les autres seulement à l'initiale...

² Entre parenthèses : y compris luttes, développement unité, congrès, etc. Marcel Caille est conseiller économique et social et participe à ce titre à la Commission de l'aménagement du territoire du Ve Plan.

³ Président de l'UGIC ; membre de la Commission "aménagement du territoire" du Ve plan.

⁴ L. Jayat et A. Merlot gèrent conjointement le Fonds d'aide.

II. Activités économiques et sociales

• Questions économiques : documentation économique	P. LE BRUN ¹ A. BARJONET J. MAGNIADAS D. WEILLER
• Ve Plan	H. KRASUCKI
• Aménagement du territoire	M. CAILLE A. BERTHELOOT
• Questions juridiques : Commission juridique, Publication "Droit ouvrier", Questions prud'homales et bulletin, Conventions collectives et accords, UNEDIC, ASSEDIC	J. SCHAEFFER ²
• Comités d'entreprises : Publication de : "Vie des collectivités ouvrières", Problèmes des CHS, Relations avec la FSGT, Travail et culture, Questions culturelles, etc. Délégués du personnel : Publication du "délégué du personnel", Elections professionnelles (résultats)	L. MASCARELLO ³
• Question sociales : Sécurité sociale, Allocations familiales, Retraites et retraités, Mutualité, Hygiène et sécurité du travail, Logement. Mouvement coopératif : Liaison avec les autres organisations Liaison avec la presse	G. SEGUY J.A. DOLIDIER (CCF) R. MARIO A. STERN

III. Travail en direction des catégories

• Femmes travailleuses : Commission en direction des femmes	M. COLIN ⁴ S. BOUILLAUD (CA) L. BLANQUARD (CA)
• Jeunesse : Apprentissage, FPA-promotion sociale-CCJ Rapport avec l'UNEF	A. MERLOT ⁵ R. LOMET S. BIELIAEFF
• Ingénieurs et cadres :	A. BERTHELOOT
• Immigration : Direction de la commission de travail :	M. CAILLE M. DUFRICHE (CA) CALDERA (INCA) CAPPE

IV. Activités internationales

• Question internationales : Pays d'Afrique noire Solidarité avec l'Espagne Problèmes du Marché commun Bureau international du Travail	G. GUILLE ⁶ R. DUHAMEL M. DUFRICHE A. MERLOT L. MASCARELLO R. MARIO
--	--

¹ Conseiller économique et social. En décembre 1965, il appelle à voter de Gaulle et démissionne.

² "Participe également à la direction du Mouvement de la paix"

³ Il est indiqué que Livio Mascarello représente la CGT à la commission supérieure des conventions collectives.

⁴ "Participe, en collaboration avec le camarade Bertheloot, à la direction de la campagne sur la fiscalité".

⁵ "Participe au Comité National contre la Force de Frappe et à la Solidarité avec l'Espagne".

⁶ Direction du Mouvement de la Paix, direction du Comité National contre la Force de Frappe ; direction de l'Avenir Social ; Comité National CRF ; direction avec les camarades représentants de la CGT dans différents Comités de Soutien aux Peuples étrangers en lutte pour leur liberté ; rapports avec le Secours Populaire Français ; Solidarité internationale.

II.2. Répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1967¹

<ul style="list-style-type: none"> • Présidence • Secrétariat général : Intérim du Secrétaire général Relations avec la presse, coordination du bureau : 	Benoit FRACHON Georges SEGUY Léon MAUVAIS André ALLAMY (CA)
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation Relations avec les fédérations Relations avec les UD Commission organisation ² Immigration	Léon MAUVAIS Marcel CAILLE ³ Léon MAUVAIS Marcel CAILLE G. CROESE (CA) M. APOSTOLO (CA) P. CALDERARA (INCA) S. CAPPE
<ul style="list-style-type: none"> • Administration (Propagande, Courrier confédéral, UGIC) 	André BERTHELOOT ⁴ Pierre CLEMENTI
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur social Sécurité sociale Allocations familiales : Mutualité : Hygiène et sécurité du travail : Retraites et retraités : Logement, Mouvement coopératif	René BUHL J.A DOLIDIER (CCF) M. GIRARD (CCF) R. MARIO R. WYNHANT R. MARIO A. STERN P. DELON A. FURST
<ul style="list-style-type: none"> • Revendications, Organisation des femmes : <ul style="list-style-type: none"> • Antoinette 	Madeleine COLIN S. BOUILLOT (CA) L. BLANQUART (CCF) R. PEUVRIER (CA)
<ul style="list-style-type: none"> • Education syndicale : 	René DUHAMEL ⁵ M. PIOLOT A. LEROY
<ul style="list-style-type: none"> • Questions internationales : 	Germaine GUILLE ⁶ R HERNIO
<ul style="list-style-type: none"> • La Vie ouvrière 	Henri KRASUCKI ⁷ R. TEILLIEZ JC POULAIN
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprises (Délégués du personnels, Problèmes de la culture, Problèmes du Marché commun) 	L.MASCARELLO D. CINQ
<ul style="list-style-type: none"> • Questions de la Jeunesse : Problèmes de l'enseignement (CNAL, laïcité, apprentissage, formation professionnelle) Rapport avec l'UNEF, FSGT, Solidarité avec l'Espagne 	André MERLOT R. LOMET Ch. RAVAUX (CA)
<ul style="list-style-type: none"> • Questions économiques : (Problèmes des cadres et UGE) 	Jean-Louis MOYNOT ⁸ A. BARJONET J. MAGNIADAS
<ul style="list-style-type: none"> • Questions juridiques : Commission juridique, Publication Droit ouvrier, Questions prud'homales , Conventions collectives et accords, UNEDIC, ASSEDIC, Emploi 	J. SCHAEFFER ¹ R. WYNHANT

¹ *Courrier confédéral*, 79, juin 1967. Je respecte autant que possible la présentation du document.

² Bureau : M. MARTIN, L. MANGUINE, J. CHAUVEAU, L. TREINS, M. GRANOUX.

³ Membre du Conseil économique et social.

⁴ André Bertheloot est président de l'UGIC.

⁵ Bureau international du travail et Commission de travail en direction des pays d'Afrique.

⁶ Germaine Guille participe à la direction du Mouvement de la Paix.

⁷ H. Krasucki se voit également confier les "questions afférentes au Plan".

⁸ Membre du Conseil économique et social.

3. Répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1969
(*Courrier confédéral*, 210, 19 février 1970)²

• Présidence Secrétaire :	Benoît FRACHON ³ Francette CLAIN
• Secrétaire général Secrétaire : Secrétariat général (Relations avec le gouvernement, CNPF, partis, autres organisations syndicales) Service de presse et relations extérieures Secrétariat du bureau confédéral et commissions	Georges SEGUY ⁴ Jacqueline LICHNEWSKY René LOMET (CE)
• Jeunesse : Centre confédéral de la jeunesse • Rapports avec les fédérations en liaison avec L. Mauvais • Cadres syndicaux en liaison avec R. Buhl	André ALLAMY J.-L. DESTREM (CE) A. SAINJON (CE)
• Administration : Commission du Fonds d'aide Courier confédéral	André BERTHELOOT ⁵ Pierre CLEMENTI
• Education, propagande : Propagande (en liaison avec l'administrateur) Education syndicale Enseignement, Apprentissage et formation professionnelle	René BUHL un collaborateur à désigner A. LEROY M. PIOLOT J. TIXIER A. LUPPI C. MICHEL
• Organisation : Commission d'organisation : Rapport avec les UD, les régions... • Immigration	Marcel CAILLE G. CROESE (CE) M. APOSTOLO (CE)
• Secteur social : Sécurité sociale, Allocations familiales, Mutualité, Hygiène et sécurité, Logement, Retraites complémentaires, Présidence de l'Avenir social Vice-Président Fiscalité	J.DHERVILLY-LAMBERT J.-A. DOLIDER (CCF) M. GIRARD R. IMONT P. MADON R. MARIO R. WHYNANT G. FRISCHMAN (CE)
• International : Toutes questions relatives à l'activité internationale de la CGT	René DUHAMEL R. HERNIOT
• Femmes travailleuses Antoinette Directrice : Rédactrice en chef : Questions de l'enfance	Christiane GILLES S. BOUILLOT (CE) M. COLIN C. ROGERAT (CE)

¹ Rédacteur en chef du *Peuple*. Membre du Conseil économique et social. Direction du Mouvement de la paix.

² A partir de maintenant, le document se contente d'indiquer les secteurs en face de chacun des secrétaires.

³ Vice-président de la FSM

⁴ Membre du bureau exécutif de la FSM

⁵ Président de la SGT (gestion des biens de la CGT)

<ul style="list-style-type: none"> • La Vie ouvrière • Accords et conventions, politique contractuelle (en liaison avec JL Moynot et J. Schaeffer) • Questions du plan 	<p>Henri KRASUCKI R. TEILLIEZ (CE) J. CHAUVEAU (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise VCO, Délégués du personnel • Marché commun • Problèmes culturels 	<p>Livio MASCARELLO D. CINQ P. CALDERRARA</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Retraités Secrétaire général de l'UCR • Relations avec les fédérations en liaison avec A. Allamy 	<p>Léon MAUVAIS J. BRIQUET (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Questions économiques : Centre confédéral d'études économiques Conseil économique et social Présidence du groupe Présidence de l'UGICT Secrétaire général Questions du plan en collaboration avec H. Krasucki Mouvement coopératif 	<p>Jean-Louis MOYNOT¹ J. MAGNIADAS J.-C. DUFOUR R. ESMIOL D. GRAIL N. de GUEVARA</p> <p>L. MONJAUVIS</p> <p>R. LE GUEN (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisations internationales : UNESCO, FAO, UNID, Relations avec les organisations de résistance 	<p>Louis SAILLANT²</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le Peuple • Activités juridiques : Droit ouvrier, Questions prud'homales UNEDIC Commission supérieure des conventions collectives 	<p>J. SCHAEFFER³ J. POTDEVIN M.-T. DUFOUR R. PIQUEMAL R. WYNHANT</p>

¹ Président de l'UGICT.

² Président d'honneur de la FSM, Présidence du Conseil mondial de la paix.

³ Membre du Conseil économique et social et participe à la direction du Mouvement de la paix.

5. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1972 (*Courrier confédéral*, 358, 23 octobre 1972)

<ul style="list-style-type: none"> • Présidence Secrétaire : 	<p>Benoit FRACHON¹ F. CLAIN</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire général Secrétaire : Secrétariat général (relations avec le gouvernement, CNPF, partis, autres organisations syndicales) Service de presse et relations extérieures Secrétariat du bureau confédéral et commissions 	<p>Georges SEGUY² J. LICHNEWSKY R. LOMET (CE)</p> <p>Y. BRETEAU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Jeunesse (Rapports avec l'UNEF, la FSGT, les organisations de jeunesse) : Immigration Sports 	<p>André ALLAMY Jean-Luc DESTREM (CE) André SAINJON (CE) Marius APOSTOLO (CE) René LOMET (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Administration : Commission du fonds d'aide Courrier confédéral 	<p>André BERTHELOOT³ Pierre CLEMENTI</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Education, propagande : Propagande, audiovisuel Education syndicale Le Peuple Culture, Enseignement Education des adultes en collaboration avec : • Coordination du Secteur public et nationalisé (Comité d'Action des fédérations de ce secteur). 	<p>René BUHL Jean DURIN PILOT (CE) TIXIER LEJEUNE C. GERMON (CE) C. MICHEL Louis SAILLANT⁴</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation : Travail avec les UD Travail avec les fédérations Promotion des cadres syndicaux "Le délégué du personnel" Création d'un secteur "élections professionnelles" 	<p>Marcel CAILLE R. MARZI (CE) G. CROESE (CE)</p> <p>Jean-Claude MATHIEUX</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Questions sociales : Présidence de l'Avenir social Sécurité sociale, Allocations familiales, Maladie, Vieillesse, Hygiène et sécurité, Mutualité, Logement, Retraites complémentaires, Fiscalité⁵ 	<p>J.DHERVILLY-LAMBERT Jean DUBOIS (CE) ATLAN IMONT LEBOUCHER P. MADON R. MARIO R. WHYNANT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International : BIT, OIT Travaille en collaboration avec les secteurs : • Europe (Livio Mascarello) • UNESCO, UNID, FAO (Louis Saillant) 	<p>René DUHAMEL JG. JULIS (CE)</p>

¹ Egalement vice-président de la FSM

² Egalement membre du bureau exécutif de la FSM

³ Egalement président de la SGT (gestion des biens de la CGT)

⁴ Membre de l'UNESCO (cf plus bas).

⁵ Pour cette dernière tâche, le secteur économique et la fédération des finances sont associés.

<ul style="list-style-type: none"> • Main d'oeuvre féminine <p>Antoinette Directrice : Rédactrice en chef : Diffusion : Problèmes de l'enfance, Problèmes de la famille</p>	<p>Christiane GILLES Simone BOUILLOT (CE)</p> <p>Madeleine COLIN (CE) Chantal ROGERAT (CE) M.-M. REGIS (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • La Vie ouvrière Rédacteur en chef Diffusion • Action revendicative et politique contractuelle, Accords et conventions¹ • Emploi et formation professionnelle 	<p>Henri KRASUCKI R. TEILLIEZ (CE) J. CHAUVEAU (CE)</p> <p>O. CALVETTI (CE) J. LEROY G. CABUROL</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise Un collaborateur à embaucher VCO • Marché commun 	<p>Livio MASCARELLO</p> <p>Dominique CINQ P. CALDERRARA</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Retraités Secrétaire général de l'UCR 	<p>Léon MAUVAIS² J. BRIQUET (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Questions économiques : Centre confédéral d'études économiques Conseil économique et social Questions du plan, de l'environnement Mouvement coopératif 	<p>Jean-Louis MOYNOT³</p> <p>J. MAGNIADAS (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisations internationales : UNESCO, FAO, UNID, Relations avec les organisations de résistance 	<p>Louis SAILLANT⁴</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le Peuple • Activités juridiques : — Droit ouvrier — Questions prud'homales — UNEDIC, ASSEDIC — Commission supérieure des conventions collectives 	<p>J. SCHAEFFER⁵ J. POTDEVIN M.-T. DUFOUR PIQUEMAL M. JACEK J. LEROY</p>

¹ Il est indiqué qu'il s'agit d'un secteur nouveau qui a été créé avant le 38e congrès.

² Président de l'Union confédérale des retraités.

³ Président de l'UGICT.

⁴ Président de la FSM.

⁵ Membre du Conseil économique et social et participe à la direction du Mouvement de la paix.

5. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral en octobre 1975
(*Courrier confédéral*, 135, 31 octobre 1975)

<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat général et Orientation de l'UGICT Secrétaires 	<p>Georges SEGUY Alain OBADIA Yvonne BRETEAU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de l'enseignement : Contacts avec syndicats enseignants, élèves, CNAL Commission éducation nationale, UNESCO Commission "Sports" • Promotion des cadres syndicaux 	<p>André ALLAMY Ch. RAVAUX Claude MICHEL Roméro CLAUDE un collaborateur à rechercher</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Administration : Commission du fonds d'aide Courier confédéral Administration du centre éducatif "Benoît Frachon" 	<p>André BERTHELOOT¹ Pierre CLEMENTI un collaborateur à rechercher</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Education syndicale : Centre confédéral d'éducation ouvrière Education syndicale Le Peuple, Rédacteur en chef : Politique culturelle, Education des adultes • Coordination du Secteur public et nationalisé en collaboration avec : • Centre d'étude, de recherche et de coopération internationale, en collaboration avec : 	<p>René BUHL Marc PILOTT Jacques TIXIER Robert LEJEUNE Claude GERMON Marius BERTOU</p> <p>Jean-Claude LAROZE</p> <p>René DUHAMEL</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur juridique : (Défense des libertés, droits et action juridique, questions prud'homales, "Droit ouvrier") Législation, programme revendicatif confédéral, relations avec le parlement, les ministères... Organisation juridique, rapports avec les fédérations, UL, UD, prud'hommes Libertés, droits syndicaux, poursuites contre les employeurs (infractions à la législation du travail, atteintes aux droits et libertés) Actions devant les tribunaux en matière de droit du travail, documentation juridique 	<p>Marcel CAILLE</p> <p>Marie JACEK</p> <p>Jacques POTDEVIN</p> <p>Jean GAUBERT</p> <p>Jean-Claude WARTEL</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International : Département international : Comités de solidarité, Afrique, Moyen Orient DOM-TOM Asie, Turquie, Chypre, Grèce Grande Bretagne, Irlande, Multinationales USA, Canada, pays anglophone, pays nordiques Espagne, Italie, Portugal, Amérique Latine Bulletin de presse international FSM-UIS, OIT, ONU, FAO Pays socialistes d'Europe, jumelages avec RDA RFA Problèmes de la paix Centre d'étude, de recherche et de coopération internationale, en collaboration avec René Buhl : Europe, Marché commun, Secrétariat européen de la CGT 	<p>René DUHAMEL & Joannès GALLAND² Gilbert JULIS Marcel OMET Thérèse HIRZBERG Annie ABRAMOWICZ Francette MICHEL Jeff APTER Isidro MONTALVO André DUNET A. DUNET et A. SAMSON C. STARCK Jean SCHAEFER Robert LEJEUNE Gilbert JULIS Georges CROESE Pierre CALDERARA M. COURGEY</p>

¹ Egalement président de la SGT (gestion des biens de la CGT)

² Joannès Galland est membre du Comité économique et social de la CEE

<ul style="list-style-type: none"> • Main d'oeuvre féminine : Problèmes de l'enfance et de la famille Antoinette, Rédactrice en chef : Comité du travail féminin du ministère du travail et CES 	<p>Christiane GILLES Thérèse POUPON et une autre camarade Chantal ROGERAT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • La Vie ouvrière Rédacteur en chef Diffusion • Action revendicative et politique contractuelle, Accords et conventions • Emploi et formation professionnelle • UNEDIC et chômeurs 	<p>Henri KRASUCKI Robert TEILLIEZ Jacques CHAUVEAU Oswald CALVETTI Lucien CHAVROT Jacques LEROY Guy CABUROL Henriette MOISSONNIER André LUPI Job LEVRAULT Christian FOUCHE</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Questions sociales : Sécurité sociale, Maladie, Allocations familiales, Retraites, Hygiène et sécurité, Mutualité, Logement, Retraites complémentaires, Fiscalité¹ <p>Union confédérale des retraités Secrétaire général : Secrétaire Présidence de l'Avenir social, Secrétaire général :</p>	<p>Jacqueline LAMBERT Jean DUBOIS Marcel ATLAN Maurice GIRARD Paquerette MADON Aimé RELAVE Ginette VASQUEZ Robert WHYNANT Jean BRIQUET Simone BOUILLOT Marcel CHEVALLIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Propagande : Responsable du service : Coordination secteurs public et nationalisé, avec René Buhl 	<p>Jean-Claude LAROZE Charles RAVAUX Jean-Pierre LINOCIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat du bureau confédéral Relations extérieures, Service de presse : Immigration, Responsable du service : Journaux en langue maternelle INCA Liaison de l'UGICT avec le bureau confédéral 	<p>René LOMET Jean DURIN Marius APOSTOLO Aubin TANGUY Serge CAPPE Un collaborateur algérien</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Jeunesse et rapports avec les organisations de jeunesse : Centre confédéral de la jeunesse Problèmes de l'armée 	<p>Jeannine MAREST Jean-Luc DESTREM Robert AYACHI Henri DAMETTE</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise : Tourisme social et liaison et coordination avec secteurs emploi, formation, culture, sport, enfance... VCO (Vie des collectivités ouvrières) • Marché commun 	<p>Livio MASCARELLO² Dominique CINQ Jean ROUFFIGNAT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Etudes économiques et sociales : Centre confédéral d'études économiques Questions du plan, de l'environnement, Mouvement coopératif : Conseil économique et social 	<p>Jean-Louis MOYNOT Jean MAGNIADAS Philippe ZARIFIAN Michel MADIEU Marianne DURAND DROUIN André FURST</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation: Renforcement de la CGT, Relations avec les UD et avec les fédérations, Comités régionaux, Problème des structures, Elections professionnelles, Grandes entreprises, Zones industrielles, Bulletin "le délégué du personnel", Commission des conflits, Animation des grandes actions nationales 	<p>Michel WARCHOLAK Robert MARZI Maurice GRANOUX Denis BORD Sophie TARTAKOWSKI Jean-Claude MATHIEUX</p>

¹ En relation avec le secteur économique et la fédération des Finances.

² Membre suppléant du conseil général de la FSM.

6. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1978 (*Courrier confédéral*, 350, 9 avril 1979)

<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat général Secrétaires Orientation de l'UGICT 	<p>Georges SEGUY¹ Alain GUINOT Yvonne BRETEAU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat du bureau confédéral, Relations extérieures, Service de presse de la CGT : Secrétaire : Relations avec la CE : Immigration : UGICT Secrétaire général : 	<p>Georges SEGUY René BUHL Ernest DEISS Henri KRASUCKI Jacqueline LAMBERT René LOMET Jean-Luc DESTREM (CE) Marie-Thérèse GONORD (CE) Alain GUINOT Eugène BRIGANTI Marius APOSTOLO René LE GUEN André JAEGLE Alain OBADIA Henri SAUVINET Marie-Thérèse VALADAS</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement : Problèmes généraux, associations de parents d'élèves, conseil supérieur de l'enseignement, conseils d'université, etc. Commission "Sports" • Promotion des cadres dans le mouvement syndical 	<p>André ALLAMY Claude MICHEL</p> <p>Jean EAUCLAIRE Guy MOINEAU Ginette VASQUEZ</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Education syndicale : Centre confédéral d'éducation ouvrière Education syndicale • Le Peuple, Rédacteur en chef : • Politique culturelle 	<p>René BUHL² Marc PILOT Françoise OLIVA Jacques TIXIER Jacques CHRISTIAN Robert LEJEUNE Lucien POSTEL Josette BAGUELIN Marius BERTOU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Administration : Administration générale et personnel (recrutement, gestion) Gestion du 213 (ASGT) Administration du centre éducatif "Benoît Frachon" Complexe immobilier (SCER) Ingénieur conseil Courrier confédéral Fonds d'aide Politique financière de la CGT Publicité Trésorerie confédérale 	<p>Ernest DEISS Jean-Claude GAY Michel BARATTE Monette PEYREGNE</p> <p>Pierre CLEMENTI Jean-Jacques MARENCO A. LOPEZ</p> <p>Jean-Claude MATHIEUX un collaborateur</p> <p>Georgette BALLAIRE</p>

¹ Membre du bureau de la FSM

² Vice-président du Centre d'étude, de recherche et de coopération internationale (CERCI)

<ul style="list-style-type: none"> • International : Europe non-socialiste Responsable du secteur : Collaborateurs : OIT Défense nationale, armement, désarmement 	<p>Joanès GALLAND¹ Georges CROESE Jeff APTER André DUNET Tine GERBER Lucien HUGEL Charles MASSABIEAUX M. THOMAS Alain DUNET</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Libertés-Droits-Action juridique : Le "Droit ouvrier", Les atteintes aux libertés, contentieux, projets de loi, documentation juridique, libertés et droits syndicaux, Poursuites contre les employeurs, infractions à la législation du travail Collectif national des libertés 	<p>Gérard GAUME Geneviève ANDRAULT Dominique DURAND Jean GAUBERT Marie JACEK Jean-Claude WARTEL</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International : Europe socialiste et reste du monde Responsable du secteur Relations avec les centrales internationales hors CEE, DOM-TOM, transnationales, comités de solidarité, — CERCI 	<p>Pierre GENSOUS Gilbert JULIS Jacqueline BAILLY Hélène BOUNEAUD Jean BRETEAU Saloua KAMARTI Marcel OMET Angelina SAMSON Camille THUIZAT René DOMENGER Maurice GASTAUD Claudine LAMOUR</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur féminin et employés • Antoinette Rédactrice en chef : Diffusion • Comité du travail féminin du ministère du travail 	<p>Christiane GILLES Christiane ALTEMEYER Nicole RAYNAL</p> <p>Chantal ROGERAT Christiane CHEVALLIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Action revendicative et politique contractuelle Responsable du secteur : Secrétaires Collaborateurs : • La Vie ouvrière Rédacteur en chef Diffusion Administrateur Maquettiste • UNEDIC et chômeurs 	<p>Henri KRASUCKI² Oswald CALVETTI Lucien CHAVROT Jacques LEROY Jack POTAVIN (CE) Guy CABUROL Jean-Claude GOUDOT André LUPPI Job LEVRAUX Bernard LEGOY Marie-Madeleine MAZZA Henriette MOISSONNIER Sophie TARTAKOWSKI Robert TEILLIEZ Robert MARZI (CE) Robert MULLER Jean PERROUX Henri DAMETTE</p>

¹ Membre suppléant du bureau de la FSM

² Membre du Conseil général de la FSM.

<ul style="list-style-type: none"> • Questions sociales : Action sociale, Cadre de vie, Famille, Fiscalité¹, Retraites, Santé Responsable du secteur : Collaborateurs • Union confédérale des retraités Secrétaire général : Secrétaires : 	<p>Jacqueline LAMBERT</p> <p>Thérèse POUPON (CE) Nicole MAILLE Pierre MAZE Aimé RELAVE Michel ROUILLON Liliane STEPHAN Robert WYNHANT Jean BRIQUET Jean DUBOIS (CE) Simone BOUILLOT Bernard LEMERLU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Propagande : Responsable du service : Collaborateurs : <p>— Coordination secteurs public et nationalisé</p>	<p>Jean-Claude LAROZE</p> <p>Raymond BARBERIS André DEMAILLE Roland DUPRAT Jean-Pierre LINOCIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Jeunesse, rapport avec les organisations de jeunesse et problèmes de l'armée — Centre confédéral de la jeunesse Secrétaires : 	<p>Jeannine MAREST²</p> <p>Michel LEVRAY Josiane CHAMPION Philippe GICQUIAUX</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise DP, CE, Tourisme social et liaison et coordination avec secteurs emploi, formation, culture, sport, enfance... — VCO (Vie des collectivités ouvrières) 	<p>Livio MASCARELLO³</p> <p>Dominique CINQ⁴ Jean ROUFFIGNAT⁵</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Etudes économiques et sociales (Agriculture, Consommation, Energie, Environnement, Etudes, Politique économique, Recherche scientifique — Centre confédéral d'études économiques et sociales Responsable : Etudes : <p>— Documentation Responsable :</p> <p>— Conseil économique et social</p>	<p>Jean-Louis MOYNOT</p> <p>Jean MAGNIADAS Régine BERCOT Gilbert DUPIN Michel MADIEU Alain SEGRET Philippe ZARIFIAN</p> <p>Denise ROSENCWAJG Nancy ADOUM de GUEVARA Danièle ROMUAL Maria VALINAS André FURST</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation (Renforcement de la CGT, relations avec les UD et UL et avec les fédérations, comités régionaux, problème des structures, élections professionnelles, grandes entreprises, zones industrielles, Commission des conflits, "Délégué du personnel", Animation des grandes actions nationales...) 	<p>Michel WARCHOLAK</p> <p>José JUSTE (CE) Jean-Pierre CHAUVEL Jean DREAN (CE) Claude DURET Georges GILBERT Gérard LEROUVILLOIS Jacques OBRIET</p>

¹ En relation avec le secteur économique et la fédération des Finances.

² Membre suppléant du Conseil général de la FSM.

³ Membre du Conseil économique et social.

⁴ Rédacteur en chef de *Vie des collectivités ouvrières*. Membre du conseil supérieur du tourisme. Membre du Conseil fédéral de Tourisme et travail.

⁵ Membre du Conseil de "Chèque-vacances". Membre du Comité fédéral de Tourisme et culture.

7. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral de la CGT après le congrès de 1982 (*Communisme*, 5, 1984)

<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat général <ul style="list-style-type: none"> — Secrétariat politique d'H. Krasucki — Secrétaire du secrétariat — Coordinateur du secrétariat • Secteur "luttons" • Promotion des cadres syndicaux : 	<p>Henri KRASUCKI¹ Yves ZIGMAN Raymond BARBERIS Jean-Luc DESTREM Jack POTAVIN (CE) André ALLAMY (CE) Guy MOINEAU</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur économique : <ul style="list-style-type: none"> — Centre confédéral d'études économiques et sociales — Institut entreprise et politique industrielle 	<p>Gérard ALEZARD Jean MAGNIADAS (CE) André NAARITSENS Freddy HUCK (CE) Jean LEBRUN</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement • Cadre de vie et logement 	<p>Lydia BROVELLI Chantal LECLERC Claude MICHEL D. CAROFF N. CHAMBON R. DESJARDIN D. LE GOUES Pierre MAZE</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Emploi et formation professionnelle <ul style="list-style-type: none"> — Accords et conventions collectives — emploi • Comité national des chômeurs • Centre confédéral de formation professionnelle 	<p>André DELUCHAT Oswald CALVETTI Guy CABUROL André QUILLEC Michel NOURTIER Christian FORGEOT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Administration <ul style="list-style-type: none"> — Administrateur — Gestion financière et INDECOSA 	<p>Ernest DEISS Jean-Claude GAY Roger FILLON Pierre KOEHLER (CE) Ph. LE GALLO Jean-Claude MATHIEUX Henri TRONCHON (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Europe • Main d'oeuvre immigrée • Formation professionnelle • INCA-CGT-CGIL 	<p>Joannès GALLAND André NOGIER Jacques TREGARO Marius APOSTOLO Serge CAPPE Jean LAUCHERE Jean BELLANGER J. BOURDON</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Droits et libertés <ul style="list-style-type: none"> — Institut de formation des conseillers prud'hommes 	<p>Gérard GAUME Philippe MUNCK J. SALIBA G. DAVIOT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International <ul style="list-style-type: none"> — Centre d'étude, de recherche et de coopération intern. — Pays socialistes — DOM-TOM — Afrique 	<p>Pierre GENSOUS² Gilbert JULIS (CE) Claude BILLAULD G. BERVIN Maurice GASTAUD</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Paix et développement • Information et communication : 	<p>Bernard LACOMBE Jeannine ACQUAVIVA R. DUPRAT Michel DUSART P. ROGER</p>

¹ Egalement membre du conseil général de la FSM.

² Ancien secrétaire général de la FSM jusqu'en 1973, membre du bureau de la FSM.

<ul style="list-style-type: none"> • Le Peuple • Centre confédéral d'éducation ouvrière et Centre confédéral de formation continue ("3.CF") 	<p>Jean-Claude LAROZE Pierre ROGER (CE)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Femmes salariées <ul style="list-style-type: none"> — Antoinette — Collectif femmes 	<p>Jacqueline LEONARD Nicole RAYNAL (CE) Christiane ALTEMEYER Christiane CHERIN C. PUIG</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination du bureau confédéral <ul style="list-style-type: none"> — Relations extérieures et service de presse • Comité confédéral de la jeunesse 	<p>René LOMET Georges POMPEY Alain GUINOT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise, sports, culture 	<p>Jacqueline MAREST¹ Marius BERTOU M. CARON Daniel CHATEL R. EYRIER Jacques MICHELET</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Recherche et technologie <ul style="list-style-type: none"> — UGICT 	<p>Alain OBADIA P. JANOTS P. MARGER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Social, santé, protection sociale 	<p>Thérèse POUPON Jacqueline FARACHE Aimée RELAVE Jacqueline SCIPION Liliane THUNE</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Economie sociale et coopératives 	<p>Alphonse VERONESE Georges DUFOSSE Jean-Pierre MAUBERT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • La Vie Ouvrière • Politique revendicative et contractuelle • Coodination du secteur public et nationalisé 	<p>Louis VIANNET Lucien CHAVROT C. GALAN Nathan LIEPSCHITZ J.-P. SOUVAIS</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation • Questions armées • Service central des élections • Commission de contrôle confédéral 	<p>Michel WARCHOLAK Jean DREAN Claude DURET (CE) Yannick FREMIN José JUSTE (CE) Michel LUCAS Jacques OBRIET</p>

¹ Egalement membre du conseil général de la FSM.

8. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral après le congrès de 1985 (*Communisme*, 13, 1987)

<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat général — Promotion des cadres syndicaux — Secrétariat du bureau confédéral 	<p>Henri KRASUCKI¹ André ALLAMY Michel DUSART Jean-Luc DESTREM Jean-Pierre LINOCIER Jack POTAVIN</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur économique : — Centre confédéral d'études économiques et sociales 	<p>Gérard ALEZARD Jean MAGNIADAS</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement • Cadre de vie et logement 	<p>Lydia BROVELLI R. DESJARDIN D. LE GOUES</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Emploi et formation professionnelle • Comité national des chômeurs 	<p>André DELUCHAT Alain GUICHARD André QUILLEC</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Politique et action revendicative 	<p>François DUTEIL</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Droits et libertés — Institut de formation des conseillers prud'hommes 	<p>Gérard GAUME Philippe MUNCK Marie JACEK</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International — Pays socialistes — Afrique — Institut Louis Saillant — Immigration & INCA-CGT-CGIL 	<p>Joannès GALLAND² André NOGIER Claude BILLAUD Maurice GASTAUD Pierre GENSOUS Hélène BONNEAUD Jean BELLANGER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Administration — Administrateur — Gestion financière et INDECOSA 	<p>Pierre KOEHLER Jean-Claude GAY Henri TRONCHON</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Paix et développement 	<p>Bernard LACOMBE³</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le Peuple • Centre confédéral d'éducation ouvrière et Centre confédéral de formation continue ("3.CF") — Emergences-Formation 	<p>Jean-Claude LAROZE Pierre ROGER Maurice WULFMAN</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Femmes salariées — Antoinette 	<p>Jacqueline LEONARD Danielle REY</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination du bureau confédéral — Relations extérieures et service de presse • Centre confédéral de la jeunesse • Comités d'entreprise, sports, culture 	<p>René LOMET J.-D. SIMONPOLI</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Recherche et technologie — UGICT 	<p>Alain OBADIA P. JANOTS</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Social, santé, protection sociale 	<p>Thérèse POUPON Oswald CALVETTI Michel PIPET Bernard DEXET</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Economie sociale et coopératives 	<p>Alphonse VERONESE Georges DUFOSSE</p>

¹ Egalement membre du conseil général de la FSM.

² Ancien secrétaire général de la FSM jusqu'en 1973, membre du bureau de la FSM.

³ Praesidium du Conseil Mondial de la Paix.

⁴ Egalement membre du conseil général de la FSM.

• Organisation et service central des élections	Michel WARCHOLAK Xavier BORDET Claude DURET Yannick FREMIN
• La Vie Ouvrière • Politique revendicative et contractuelle	Louis VIANNET Lucien CHAVROT Chantal REY Nathan LIEPSCHITZ Roger PASCRE

9. Répartition des tâches au sein du bureau confédéral de la CGT après le congrès de 1988 (*Courrier confédéral*, 849, 18 octobre 1989, Le Peuple, 16 novembre 1989).

• Secrétariat général	Henri KRASUCKI Georges DUFOSSE
• Liaisons et coopérations (avec les secrétaires généraux et les organisations confédérées) : Fédérations-UD Régions et Cadres syndicaux Europe • Directeur de la Vie ouvrière Rédacteur en chef	Louis VIANNET Jack POTAVIN Edmond AMIABLE Joël DECAILLON Jean-Claude POITOU
• Activités et études économiques Centre d'études économiques et sociales (CCEES) Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales (ISERES) Entreprise et politique industrielle (EPI) INDECOSA Conseil économique et social	Gérard ALEZARD¹ Charles DEMONS Jean MAGNIADAS Jean BRUN Serge SCIPION Thérèse POUPON ²
• Formation et jeunesse : Formation Emergences CCFP Centre confédéral de la Jeunesse	Lydia BROVELLI Daniel VATANT Maurice WULFMAN Guy CABUROL Patrick MINDER
• Emploi-Chômage : Emploi Comité national de lutte et de défense des chômeurs	André DELUCHAT Alain GUICHARD André QUILLEC
• Politique et actions revendicatives : Politique et actions revendicatives Employés-Liaison	François DUTEIL Chantal REY
• Activités et relations internationales : Institut Louis Saillant-CERCI	Joannès GALLAND Claude BILLAUD Pierre GENSOUS
• Administration : Politique financière Administration confédérale, personnel, services généraux	Pierre KOEHLER Henri TRONCHON Jean-Claude GAY
• Libertés-Droit-Action juridique : Paix et désarmement :	Bernard LACOMBE Denis TROUPENAT Jacques OBRIET
• Formation : Centre confédéral d'éducation ouvrière Centre Benoît-Frachon Le Peuple Institut d'Histoire Sociale Centre confédéral d'archives	Jean-Claude LAROZE Pierre ROGER Bernard MOREAU Lucien POSTEL Georges SEGUY Georges PRUVOST
• Femmes-Santé-Protection sociale : Santé-protection sociale-retraites Femmes salariées Antoinette Union confédérale des retraités	Jacqueline LEONARD Monique BEAUSSIER Marie-Thérèse GONORD Christiane CHERIN Oswald CALVETTI Pierre BLANCHARD

¹ Président du groupe CGT au Conseil économique et social.

² Vice-présidente du groupe CGT au Conseil économique et social.

<ul style="list-style-type: none"> • Relations extérieures : Coordination du secrétariat du BC Animation luttes et manifestations-sécurité Relations extérieures et Service de presse 	René LOMET Didier CAROFF Michel DUSART Maurice LOURDEZ Elyane BRESSOL
<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise, Politique revendicative, Action culturelle, Sports, Economie sociale : Cadre de vie (logement-environnement) 	Jeannine MAREST Gérard NEGRIER René DEJARDIN
<ul style="list-style-type: none"> • UGICT : Recherche et technologie 	Alain OBADIA Pascal JANOTS
Propagande, communication : Salariés migrants INCA	Alphonse VERONESE Janine ACQUAVIVA Jean BELLANGER Serge CAPPE
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation : Politique de défense nationale 	Michel WARCHOLAK José JUSTE

10. Organisation et répartition des tâches au sein du bureau confédéral de la CGT après le congrès de 1992 (13 mai 1992)¹

<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat général 	Louis VIANNET Jean-Louis BALLAND Thérèse HIRSZBERG
<ul style="list-style-type: none"> • Activités et études économiques Centre d'études économiques et sociales (CCEES) Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales (ISERES) Institut entreprise et politique industrielle (EPI) INDECOSA 	Gérard ALEZARD Charles DEMONS Jean MAGNIADAS Daniel SANCHIS Serge SCIPION ² Thérèse POUPON ³
<ul style="list-style-type: none"> • Administration de la CGT Animation de la politique financière Présidente de la SCER Directeur financier Administrateur confédéral Politique financière 	Lydia BROVELLI François BLUMENTHAL Jean-Claude GAY Henri TRONCHON
<ul style="list-style-type: none"> • Politique et activités revendicative Emploi Formation initiale et continue Animation et coordination des luttes Salaires, conventions collectives, conditions de travail, Suivi d'Emergences et du CCFP 	Michelle COMMERGNAT Alain GUICHARD Jean-Michel JOUBIER Jack POTAVIN Chantal REY
<ul style="list-style-type: none"> • Le Peuple Rédactrice en chef Institut d'Histoire sociale, Président Secrétaire général 	André DELUCHAT Marie-Laure HERGES Georges SEGUY Georges PRUVOST
<ul style="list-style-type: none"> • Ingénieurs, cadres et techniciens Recherche et technologies Options, Rédacteur en chef 	Maité DEMONS¹ Pascal JANOTS Pierre TARTAKOWSKY

¹ *Le Peuple*, 1352-53, 29 mai 1992, p 80-81.

² Président du groupe CGT au Conseil économique et social.

³ Vice-présidente du groupe CGT au Conseil économique et social.

<ul style="list-style-type: none"> • Comités d'entreprise, sport, cadre de vie, économie sociale Contribution aux activités sur les problèmes de l'emploi Représentant de la CGT au bureau de l'UNEDIC 	<p>Maurice LAMOOT Gérard NEGRIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Protection sociale • Union confédérale des retraités, Président : Secrétaire Secrétaire 	<p>Jacqueline LEONARD Monique BEAUSSIER Joannès GALLAND Pierre BLANCHARD Jacky TOUZET</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination du secrétariat du bureau confédéral Coordination Coopération et liaisons avec les Fédérations, Unions départementales Régions et cadres syndicaux Sécurité 	<p>Jeannine MAREST René LOMET Michel DUSART</p> <p>Edmond AMIABLE Maurice LOURDEZ</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Centre confédéral d'éducation ouvrière Libertés, droits et action juridique 	<p>Didier NIEL Pierre ROGER Denis TROUPENAT</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Communication Communication interne et externe de la CGT Coordination des publications confédérales Concertation régulières avec les journaux confédéraux Service de presse Culture 	<p>Alain OBADIA Janine ACQUAVIVA Christian PALETTI</p> <p>Gérard AUGIER Jean-Michel LETERRIER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • International Activités et relations internationales Collectif "Communauté européenne" Centre d'étude, de recherche et de coopération internationale (CERCI) Institut Louis Saillant Paix et désarmement Travailleurs migrants 	<p>Alphonse VERONESE Jean-Pierre PAGE Joël DECAILLON</p> <p>Claude JOURDAIN Hélène BOUNEAUD Jacques OBRIET Jean BELLANGER</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation, vie syndicale Activité en direction des employés 	<p>Bernard VIVANT Xavier BORDET</p>
<ul style="list-style-type: none"> • La vie ouvrière Rédactrice en chef Centre confédéral de la jeunesse 	<p>François DUTEIL Elyane BRESSOL Frédéric DUMALIN</p>

¹ Maïté Demons est décédée en avril 93. Elle a été remplacée dans sa fonction de Secrétaire générale de l'UGICT par Gérard Delahaye qui n'est pas secrétaire confédéral.

Document II.11 Index des secrétaires confédéraux et des collaborateurs du BC depuis 1965

Les noms en gras ont été secrétaires confédéraux au moins pendant une partie du temps indiqué.

En règle générale, la première date indique l'organigramme où le nom apparaît et la seconde, l'organigramme où le nom disparaît (sauf pour les quelques personnes dont nous connaissons avec précision les dates d'entrée et de départ). Naturellement, certaines personnes étaient présentes avant 1965. Après 1982, il est possible que nous ayons fait partir "prématurément" d'autres personnes car, depuis cette date, les organigrammes disponibles sont lacunaires... Enfin, certains noms ont été orthographiés de plusieurs manières dans les différents documents. Nous nous sommes efforcés de normaliser ces graphies.

ABRAMOWICZ Annie, 1975-1978	CAROFF D., 1982-1985	DURET Claude, 1978-1988
ACQUAVIVA Janine, 1982-	CAROFF Didier, 1988-1992	DURIN Jean, 1972-1978
ALEZARD Gérard , 1982-1992	CARON M., 1982-1985	DUSART Michel, 1982-
ALLAMY André , 1967-1989	CHAMBON N., 1982-1985	DUTEIL François , 1985-
ALTEMEYER Christiane, 1978-85	CHAMPION Josiane, 1978	EAUCLAIRE Jean, 1978-1982
AMIABLE Edmond, 1988-	CHATEL Daniel, 1982-1988	ESMIOL R., 1969-1972
ANDRAULT Geneviève, 1978-1982	CHAUVEAU Jacques, 1969-1978	EYRIER R., 1982-1985
APOSTOLO Marius, 1967-1983	CHAUVEL Jean-Pierre, 1978-1982	FARACHE Jacqueline, 1982-1985
APTER Jeff, 1975-1982	CHAVROT Lucien, 1975-1988	FILLON Roger, 1982-1985
ATLAN Marcel, 1972-1978	CHERIN Christiane, 1982-1992	FORGEOT Christian, 1982-1985
AUGIER Gérard, 1992	CHEVALLIER Christiane, 1978-82	FOUCHE Christian, 1975-1977
AYACHI Robert, 1975-1978	CHEVALLIER Marcel, 1975-1978	FRACHON Benoit , 1936-1978
BAGUELIN Josette, 1978-1982	CHRISTIAN Jacques, 1978-1982	FREMIN Yannick, 1982-1988
BAILLY Jacqueline, 1978-1982	CINQ Dominique, 1967-1982	FRISCHMAN G., 1969-1972
BALLAIRE Georgette, 1978-1982	CLAIN Francette, 1969-1978	FURST André, 1967-1982
BALLAND Jean-Louis, 1992	CLAUDE Roméo, 1975-1978	GALAN C., 1982-1985
BARATTE Michel, 1978-1982	CLEMENTI Pierre, 1967-1982	GALLAND Joannès , 1975-
BARBERIS Raymond, 1978-1985	COLIN Madeleine , 1955-1972	GASTAUD Maurice, 1978-1988
BARJONET André, 1965-1968	COMMERGNAT Michelle , 92-	GAUBERT Jean, 1975-1982
BEAUSSIER Monique, 1988-	COURGEY M., 1975-1978	GAUME Gérard , 1978-1986
BELLANGER Jean, 1982-	CROESE Georges, 1965-1982	GAY Jean-Claude, 1978-
BERCOT Régine, 1978-1982	DAMETTE Henri, 1975-1982	GENSOUS Pierre , 1978-1992
BERTHELOOT André , 1959-78	DAVIOT G., 1982-1985	GERBER Tine, 1978-1982
BERTOUL Marius, 1975-1985	DECAILLON Joël, 1988-	GERMON Claude, 1972-1978
BERVIN G., 1982-1985	DEISS Ernest , 1978-1985	GICQUIAUX Philippe, 1978-1982
BIELIAEFF, 1965-1967	DEJARDIN René, 1988-1992	GILBERT Georges, 1978-1982
BILLAULD Claude, 1982-1992	DELON P., 1967-1969	GILLES Christiane , 1969-82
BLANCHARD Pierre, 1988-1992	DELUCHAT André , 1982-	GIRARD Maurice, 1967-1978
BLANQUARD L., 1965-1969	DEMAILLE André, 1978-1982	GONORD Marie-Thérèse, 1978-92
BLUMENTAL François, 1992	DEMONS Maïté , 1992-1994	GOUDOT Jean-Claude, 1978-1982
BONNEAUD Hélène, 1985-1988	DEMONS Charles, 1988-	GRAIL D., 1969-1972
BORD Denis, 1975-1977	DESJARDIN R., 1982-1988	GRANOUX Maurice, 1975-1978
BORDET Xavier, 1985-	DESTREM Jean-Luc, 1969-1988	GUEVARA Nancy, 1969-82
BOUILLAUD, 1965-1977	DEXET Bernard, 1985-1988	GUICHARD Alain, 1985-
BOUILLOT S., 1967-1982	DOLIDER J.-A., 1965-1972	GUILLE Germaine , 1951-1972
BOUNEAUD Hélène, 1992	DOMENGER René, 1978-1982	GUINOT Alain, 1978-1985
BOURDON J., 1982-1985	DREAN Jean, 1978-1985	HERGES Marie-Laure, 1992-
BRESSOL Elyane, 1988-	DUBOIS Jean, 1972-1982	HERNIO R, 1967-1972
BRETEAU Jean, 1972-1982	DUFOSSE Georges, 1982-1992	HIRSZBERG Thérèse, 1975-
BRETEAU Yvonne, 1972-1982	DUFOUR J.-C., 1969-1972	HUCK Freddy, 1982-1985
BRIGANTI Eugène, 1978-1982	DUFOUR M.-T., 1969-1978	HUGEL Lucien, 1978-1982
BRIQUET Jean, 1969-1982	DUFRICHE, 1965-1967	IMONT R., 1969-1978
BROVELLI Lydia , 1982-	DUHAMEL René , 1963-1982	JACEK Marie, 1972-1988
BRUN Jean, 1988-1992	DUMALIN Frédéric, 1992	JAEGLE André, 1978-1982
BUHL René , 1967-1980	DUNET Alain, 1978-1982	JANOTS Pascal, 1982-1992
CABUROL Guy, 1972-1992	DUNET André, 1975-1978	JAYAT , 1948-1967
CAILLE Marcel , 1955-1978	DUPIN Gilbert, 1978-1982	JOUBIER Jean-Michel, 1992-
CALDERARA Pierre, 1965-1978	DUPRAT Roland, 1978-1985	JOURDAIN Claude, 1992-
CALVETTI Oswald, 1972-1992	DURAND Dominique, 1978-1982	JULIS Gilbert, 1972-1985
CAPPE Serge, 1965-1985	DURAND-DROUIN Marianne, 75-78	JUSTE José, 1978-1985

- KAMARTI Saloua, 1978-1982
KOEHLER Pierre, 1982-1992
KRASUCKI Henri, 1961-1992
LACOMBE Bernard, 1982-1992
LAMBERT Jacqueline, 69-80
LAMOOT Maurice, 1992-
LAMOURE Claudine, 1978-1982
LAROZE Jean-Claude, 1975-88
LAUCHERE Jean, 1982-1985
LEBOUCHER, 1972-1978
LEGOY Bernard, 1978-1982
LEMERLU Bernard, 1978-1982
LE BRUN Pierre, 1945-1965
LE GALLO Ph., 1982-1985
LE GOUES D., 1982-1988
LE GUEN René, 1969-1978
LEBRUN Jean, 1982-1985
LECLERC Chantal, 1982-85
LEJEUNE Robert, 1972-1982
LEONARD Jacqueline, 1982-
LEROUVILLOIS Gérard, 1978-1982
LEROY A., 1969-1972
LEROY Jacques, 1965-1982
LETERRIER Jean-Michel, 1992
LEVRAULT Job, 1975-1982
LEVRAY Michel, 1978-1982
LICHNEWSKY Jacqueline, 1969-78
LIEPSCHITZ Nathan, 1982-1988
LINOCIER Jean-Pierre, 1975-1982
LINOCIER Jean-Pierre, 1985-1988
LOMET René, 1965-
LOPEZ A., 1978-1982
LOURDEZ Maurice, 1988-
LUCAS Michel, 1982-1985
LUPPI André, 1969-1982
MADIEU Michel, 1975-1982
MADON Paquerette, 1969-1978
MAGNIADAS Jean, 1965-
MAILLE Nicole, 1978-1982
MARENCO Jean-Jacques, 1978-82
MAREST Jeannine, 1975-
MARGER P., 1982-1985
MARIO R., 1965-1978
MARZI Robert, 1972-1982
MASCARELLO Livio, 1959-82
MASSABIEAUX Charles, 1978-82
MATHIEUX Jean-Claude, 1972-92
MAUBERT Jean-Pierre, 1982-1985
MAUVAIS Léon, 1953-1978
- MAZE Pierre, 1978-1982
MAZZA Marie-Madeleine, 1978-82
MERLOT André, 1955-1969
MICHEL Claude, 1969-1985
MICHEL Francette, 1975-1978
MICHELET Jacques, 1982-1985
MINDER Patrick, 1988-1992
MOINEAU Guy, 1978-1985
MOISSONNIER Henriette, 1975-82
MONJAUVIS L., 1969-1972
MONTALVO Isidro, 1975-1978
MOREAU Bernard, 1988-1992
MOYNOT Jean-Louis, 1967-82
MULLER Robert, 1978-1982
MUNCK Philippe, 1982-1988
NAARITSENS André, 1982-1985
NEGRIER Gérard, 1988-
NIEL Didier, 1992-
NOGIER André, 1982-1988
NOURTIER Michel, 1982
OBADIA Alain, 1975-1995
OBRIET Jacques, 1978-
OLIVA Françoise, 1978-1982
OMET Marcel, 1975-1982
PAGE Jean-Pierre, 1992-
PALETTI Christian, 1992
PASCRE Roger, 1985-1988
PERROUX Jean, 1978-1982
PEUVRIER R.(CA), 1967-1969
PEYREGNE Monette, 1978-1982
PIOLOT Marc, 1965-
PIPET Michel, 1985-1988
PIQUEMAL R., 1969-1978
POITOU Jean-Claude, 1988-1992
POMPEY Georges, 1982-1985
POSTEL Lucien, 1978-1992
POTAVIN Jack, 1978-
POTDEVIN Jacques, 1969-1978
POULAIN JC, 1965-1969
POUPON Thérèse, 1975-1992
PRUVOST Georges, 1988-
PUIG C., 1982-1985
QUILLEC André, 1982-1992
RAVAUX Charles, 1965-1978
RAYNAL Nicole, 1978-1985
REGIS M.-M., 1972-1978
RELAVE Aimé, 1975-1985
REY Chantal, 1985-
REY Danielle , 1985-1988
- ROGERAT Chantal, 1969-1982
ROGER Pierre, 1982-1992
ROMUAL Danièle, 1978-1982
ROSENCWAJG Denise, 1978-1982
ROUFFIGNAT Jean, 1975-1982
ROUILLON Michel, 1978-1982
SAILLANT Louis, 1945-1978
SAINJON André, 1969-1978
SALIBA J., 1982-1985
SAMSON Angelina, 1975-1982
SANCHIS Daniel, 1992
SAUVINET Henri, 1978-1982
SCHAEFER Jean, 1955-1978
SCIPION Jacqueline 1982-1985
SCIPION Serge, 1988-
SEGRET Alain, 1978-1982
SEGUY Georges, 1965-
SIMONPOLI J.-D., 1985-1988
SOUVAIS J.-P., 1982-1985
STARCK C., 1975-1978
STEPHAN Liliane, 1978-1982
STERN, 1965-1969
TANGUY Aubin, 1975-1978
TARTAKOWSKI Sophie, 1975-82
TARTAKOWSKY Pierre, 1992
TEILLIEZ Robert, 1965-1982
THOMAS M., 1978-1982
THUIZAT Camille, 1978-1982
THUNE Liliane, 1982-1985
TIXIER Jacques, 1969-1982
TOUZET Jacky, 1992
TREGARO Jacques, 1982-1985
TRONCHON Henri, 1982-
TROUPENAT Denis, 1988-
VALADAS Marie-Thérèse, 1978-82
VALINAS Maria, 1978-1982
VASQUEZ Ginette, 1975-1982
VATANT Daniel, 1988-1992
VERONESE Alphonse, 1982-
VIANNET Louis, 1982-
VIVANT Bernard, 1992-
WARCHOLAK Michel, 1975-92
WARTEL Jean-Claude, 1975-1982
WEILLER, 1965-1967
WHYNANT Robert, 1967-1982
WULFMAN Maurice, 1985-1992
ZARIFIAN Philippe, 1975-1978
ZIGMAN Yves, 1982-1985

Document II.12 Principaux secteurs confédéraux et secrétaires en charge de ces secteurs entre 1965 et 1992

Principaux secteurs :	1965	1967	1969	1972	1975	1978	1982	1985	1989	1992
Secrétariat général	Frachon	Séguy	Séguy	Séguy	Séguy	Séguy	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Viannet
Coordination du BC	Séguy	Séguy			Lomet	Lomet	Lomet	Lomet	Lomet	Marest
Administration	Jayat	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Deiss	Deiss	Koehler	Koehler	Brovelli
Cadres syndicaux	Mauvais & Caille	Mauvais & Caille	Allamy	Caille	Allamy	Allamy	Krasucki	Krasucki	Viannet	Marest
Chômage						Krasucki	Deluchat	Deluchat	Deluchat	Lamoot
Comités d'entreprise	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Marest	Marest	Marest	Lamoot
Courrier confédéral		Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Deiss	Deiss	Koehler	Obadia	Obadia
Culture	Bertheloot		Mascarello	Buhl	Buhl	Buhl	Marest	Marest	Marest	Obadia
Droit	Schaeffer	Schaeffer	Schaeffer	Schaeffer	Caille	Gaumé	Gaumé	Lacombe	Lacombe	Niel
Education syndicale	Duhamel	Duhamel	Buhl	Buhl	Buhl	Buhl	Laroze	Laroze	Laroze	Niel
Enseignement	Duhamel	Merlot	Buhl	Buhl	Allamy	Allamy	Brovelli	Brovelli	Brovelli	Commergnat
Environnement-Ecologie				Moynot	Moynot		Brovelli	Brovelli	Brovelli	Lamoot
Europe	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Mascarello	Galland	Galland	Galland	Galland	Viannet	Veronese
Femmes	Colin	Colin	Gilles	Gilles	Gilles	Gilles	Léonard	Léonard	Léonard	Vivant
Fiscalité	Bertheloot	Bertheloot	Lambert	Lambert	Lambert	Lambert	Alezard	Alezard	Alezard	Alezard
Formation prof.			Buhl	Buhl	Buhl	Buhl	Brovelli	Brovelli	Brovelli	Commergnat
Immigration	Caille		Caille	Allamy	Lomet	Lomet	Veronese	Veronese	Veronese	Veronese
Ingénieurs, cadres, tech.		Bertheloot	Moynot	Bertheloot	Séguy	Séguy	Obadia	Obadia	Obadia	Desmons
International	Guille	Guille	Duhamel	Duhamel	Duhamel & Galland	Galland & Gensous	Galland & Gensous	Galland	Galland	Veronese
Jeunesse	Merlot	Merlot	Allamy	Allamy	Marest	Marest	Lomet	Lomet	Brovelli	Duteil
Organisation	Mauvais & Caille	Mauvais & Caille	Mauvais & Caille	Caille	Warcholak	Warcholak	Warcholak	Warcholak	Warcholak	Vivant
Paix	Guille	Guille	Saillant	Saillant	Schaeffer	Galland	Lacombe	Lacombe	Lacombe	Veronese
Pays socialistes	Guille				Galland	Gensous	Gensous	Galland		
Plan	Krasucki	Krasuki	Krasucki	Moynot	Moynot	Moynot	Alezard	Alezard	Alezard	Alezard
Le Peuple	Schaeffer	Schaeffer	Schaeffer	Schaeffer	Buhl	Buhl	Laroze	Laroze	Laroze	Deluchat
Politique économique	Le Brun	Moynot	Moynot	Moynot	Moynot	Moynot	Alezard	Alezard	Alezard	Alezard
Propagande	Bertheloot	Bertheloot	Buhl	Buhl	Laroze	Laroze	Lacombe			Obadia
Questions sociales	Séguy	Buhl	Lambert	Lambert	Lambert	Lambert	Poupon	Léonard	Léonard	Léonard
Recherche	Le Brun	Duhamel	Moynot	Moynot	Moynot	Moynot	Obadia	Obadia	Alezard	Alezard
Retraités			Mauvais	Mauvais	Lambert	Lambert			Léonard	Léonard
Revendications	Frachon	Schaeffer	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Duteil	Duteil	Commergnat
Trésorerie	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Bertheloot	Deiss	Deiss	Koehler	Koehler	Brovelli
Secteur public	Bertheloot			Buhl	Buhl	Laroze			Warcholak	
Sports	Mascarello			Allamy	Allamy		Marest	Marest	Marest	Lamoot
Vie ouvrière	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Krasucki	Viannet	Viannet	Viannet	Duteil

Chapitre III

L'AUDIENCE DE LA CGT AUX ELECTIONS ADMINISTRATIVES*

* Sources :

Les tableaux récapitulatifs publiés dans ce chapitre ont été dressés par nous à partir des résultats des élections aux commissions paritaires nationales de la fonction publique publiés depuis 1978 par le Ministère de la fonction publiques et des réformes administratives dans le rapport annuel *La fonction publique en...* (La documentation française).

Documents III.1 Résultats d'ensemble des élections aux commissions administratives paritaires (suffrages absolus)

Catégorie A	Inscrits	Votants	Exprimés	FEN*	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Divers**
1978-80	401 296	349 411	311 964	128 542	23 103	54 153	28 215	29 176	4 884	43 891
1979-81	408 682	333 524	321 849	113 960	23 424	56 475	28 559	28 378	5 271	65 782
1980-82	431 642	349 377	331 200	137 755	22 240	60 345	29 478	10 043	5 512	65 827
1981-83	435 585	352 479	334 592	138 027	21 757	61 427	29 902	9 276	6 094	68 109
1982-84	467 616	377 923	357 623	137 509	22 548	58 647	57 469	8 964	7 504	64 982
1983-85	470 747	379 264	358 515	137 469	22 361	58 372	57 652	9 011	7 290	66 360
1984-86	490 594	390 870	373 032	140 782	23 541	63 902	59 805	10 057	8 081	66 864
1985-87	531 979	402 008	384 280	161 757	24 954	64 794	46 197	10 124	7 442	69 012
1986-88	532 952	401 873	383 849	161 840	24 852	65 704	45 743	9 535	7 380	68 795
1987-89	548 594	411 670	393 572	168 505	25 189	66 920	44 223	9 412	7 591	71 732
1988-90	545 512	392 882	371 910	160 631	22 510	63 102	43 098	9 180	6 996	66 393
1990-92	552 746	396 167	374 488	161 895	22 609	63 018	42 247	10 145	7 247	67 327
1991-94	588 795	421 970	398 295	50 589	25 302	65 479	45 868	10 202	6 748	194 107
1993-95	593 475	424 339	404 944	59 187	26 052	66 591	45 705	10 734	7 507	189 168

* Dans tous les tableaux de cette section, cette colonne comprend les suffrages de l'UNSA à partir de 1993. ** Avec les suffrages de la FSU à partir de 1993

Catégorie B	Inscrits	Votants	Exprimés	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Divers
1978-80	556 328	447 735	420 839	200 576	46 242	70 470	54 429	8 880	12 024	28 218
1979-81	569 819	452 545	424 304	194 374	46 263	75 410	56 293	8 967	12 953	30 044
1980-82	574 244	455 516	428 001	194 752	45 307	77 805	57 047	8 737	13 271	31 082
1981-83	581 502	459 955	438 286	194 564	45 854	83 546	57 336	8 606	15 832	32 548
1982-84	593 009	492 940	464 098	187 557	45 543	86 740	79 872	1 329	16 077	46 980
1983-85	599 875	495 530	466 173	187 162	44 736	85 995	80 868	2 813	15 678	48 921
1984-86	616 107	505 157	479 169	187 238	45 939	88 742	84 632	3 420	15 911	53 287
1985-87	618 698	495 749	472 784	187 884	46 412	91 941	74 299	3 776	17 229	51 243
1986-88	607 728	485 769	463 866	187 614	42 284	90 175	72 129	4 187	16 737	50 740
1987-89	609 380	483 830	462 814	183 395	44 354	88 004	66 434	3 714	16 264	60 649
1988-90	613 860	464 998	439 332	148 971	49 406	87 488	68 731	15 243	15 504	53 989
1990-92	612 140	462 829	436 595	147 849	48 950	85 913	68 681	14 972	15 208	55 022
1991-94	633 634	481 766	451 383	94 314	48 503	84 160	70 710	14 579	14 968	124 149
1993-95	741 194	572 620	543 002	105 669	84 208	88 552	86 371	14 919	16 724	146 559

Document III.1 (suite) Résultats d'ensemble des élections aux commissions administratives paritaires (1978-1995, suffrages absolus)

C et D	Inscrits	Votants	Exprimés	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Divers
1978-80	687 039	569 876	529 006	44 992	192 128	83 401	110 331	9 705	18 671	69 778
1979-81	710 252	607 956	562 741	55 942	195 889	88 005	117 066	13 843	19 865	72 131
1980-82	718 038	611 812	569 937	56 049	192 211	93 951	117 343	13 843	21 066	75 474
1981-83	731 047	620 122	581 668	56 015	186 187	107 068	118 857	13 825	23 274	76 442
1982-84	743 212	629 531	585 057	57 367	180 992	106 302	124 818	13 877	23 907	77 794
1983-85	771 278	625 519	582 207	57 227	174 912	104 149	131 109	14 564	22 609	77 637
1984-86	799 251	640 618	605 213	57 291	177 516	104 435	137 870	14 684	25 276	88 141
1985-87	805 338	645 243	609 669	58 801	178 278	105 057	138 509	14 744	25 687	88 593
1986-88	822 873	658 103	625 877	60 442	184 414	108 996	138 439	14 744	26 011	92 831
1987-89	815 810	645 029	616 423	60 824	184 247	100 659	124 527	15 521	24 960	105 685
1988-90	823 404	647 353	618 345	62 180	184 626	101 008	124 528	15 409	24 768	105 826
1990-92	813 651	632 165	599 190	57 481	171 110	100 190	118 144	15 381	23 496	113 388
1991-94	807 291	633 820	610 050	52 312	169 627	99 707	120 143	17 433	23 137	127 691
1993-95	674 536	528 188	499 209	96 585	132 077	64 361	94 479	3 709	13 866	94 132

Ensemble	Inscrits	Votants	Exprimés	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Divers
1978-80	1 644 663	1 367 022	1 261 809	374 110	261 473	208 024	192 975	47 761	35 579	141 887
1979-81	1 688 753	1 394 025	1 308 894	364 276	265 576	219 890	201 918	51 188	38 089	167 957
1980-82	1 723 924	1 416 705	1 329 138	388 556	259 758	232 101	203 868	32 623	39 849	172 383
1981-83	1 748 134	1 432 556	1 354 546	388 606	253 798	252 041	206 095	31 707	45 200	177 099
1982-84	1 803 837	1 500 394	1 406 778	382 433	249 083	251 689	262 159	24 170	47 488	189 756
1983-85	1 841 900	1 500 313	1 406 895	381 858	242 009	248 516	269 629	26 388	45 577	192 918
1984-86	1 905 952	1 536 645	1 457 414	385 311	246 996	257 079	282 307	28 161	49 268	208 292
1985-87	1 956 015	1 543 000	1 466 733	408 442	249 644	261 792	259 005	28 644	50 358	208 848
1986-88	1 963 553	1 545 745	1 473 592	409 896	251 550	264 875	256 311	28 466	50 128	212 366
1987-89	1 973 784	1 540 529	1 472 809	412 724	253 790	255 583	235 184	28 647	48 815	238 066
1988-90	1 982 776	1 505 233	1 429 587	371 782	256 542	251 598	236 357	39 832	47 268	226 208
1990-92	1 978 537	1 491 161	1 410 273	367 225	242 669	249 121	229 072	40 498	45 951	235 737
1991-94	2 029 720	1 537 556	1 459 728	197 215	243 432	249 346	236 721	42 214	44 853	445 947
1993-95	2 009 205	1 525 147	1 447 155	261 441	242 337	219 504	226 555	29 362	38 097	429 859

Document III.2 Elections aux commissions administratives paritaires (1978-95, en pourcentage des suffrages exprimés)

Catégorie A	Abstention	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Autres
1978-80	12,9	41,2	7,4	17,4	9,0	9,4	1,6	14,1
1979-81	18,4	35,4	7,3	17,5	8,9	8,8	1,6	20,4
1980-82	19,1	41,6	6,7	18,2	8,9	3,0	1,7	19,9
1981-83	19,1	41,3	6,5	18,4	8,9	2,8	1,8	20,4
1982-84	19,2	38,5	6,3	16,4	16,1	2,5	2,1	18,2
1983-85	19,4	38,3	6,2	16,3	16,1	2,5	2,0	18,5
1984-86	20,3	37,7	6,3	17,1	16,0	2,7	2,2	17,9
1985-87	24,4	42,1	6,5	16,9	12,0	2,6	1,9	18,0
1986-88	24,6	42,2	6,5	17,1	11,9	2,5	1,9	17,9
1987-89	25,0	42,8	6,4	17,0	11,2	2,4	1,9	18,2
1988-90	28,0	43,2	6,1	17,0	11,6	2,5	1,9	17,9
1990-92	28,3	43,2	6,0	16,8	11,3	2,7	1,9	18,0
1991-94	28,3	12,7	6,4	16,4	11,5	2,6	1,7	48,7
1993-95	28,5	14,6	6,4	16,4	11,3	2,7	1,9	46,7

Catégorie B	Abstention	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Autres
1978-80	19,5	47,7	11,0	16,7	12,9	2,1	2,9	6,7
1979-81	20,6	45,8	10,9	17,8	13,3	2,1	3,1	7,1
1980-82	20,7	45,5	10,6	18,2	13,3	2,0	3,1	7,3
1981-83	20,9	44,4	10,5	19,1	13,1	2,0	3,6	7,4
1982-84	16,9	40,4	9,8	18,7	17,2	0,3	3,5	10,1
1983-85	17,4	40,1	9,6	18,4	17,3	0,6	3,4	10,5
1984-86	18,0	39,1	9,6	18,5	17,7	0,7	3,3	11,1
1985-87	19,9	39,7	9,8	19,4	15,7	0,8	3,6	10,8
1986-88	20,1	40,4	9,1	19,4	15,5	0,9	3,6	10,9
1987-89	20,6	39,6	9,6	19,0	14,4	0,8	3,5	13,1
1988-90	24,3	33,9	11,2	19,9	15,6	3,5	3,5	12,3
1990-92	24,4	33,9	11,2	19,7	15,7	3,4	3,5	12,6
1991-94	24,0	20,9	10,7	18,6	15,7	3,2	3,3	27,5
1993-95	22,7	19,5	15,5	16,3	15,9	2,7	3,1	27,0

Document III.2 (suite) Elections aux commissions administratives paritaires (1978-95, en pourcentage des suffrages exprimés)

C et D	Abstention	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Autres
1978-80	17,1	8,5	36,3	15,8	20,9	1,8	3,5	13,2
1979-81	14,4	9,9	34,8	15,6	20,8	2,5	3,5	12,8
1980-82	14,8	9,8	33,7	16,5	20,6	2,4	3,7	13,2
1981-83	15,2	9,6	32,0	18,4	20,4	2,4	4,0	13,1
1982-84	15,3	9,8	30,9	18,2	21,3	2,4	4,1	13,3
1983-85	18,9	9,8	30,0	17,9	22,5	2,5	3,9	13,3
1984-86	19,8	9,5	29,3	17,3	22,8	2,4	4,2	14,6
1985-87	19,9	9,6	29,2	17,2	22,7	2,4	4,2	14,5
1986-88	20,0	9,7	29,5	17,4	22,1	2,4	4,2	14,8
1987-89	20,9	9,9	29,9	16,3	20,2	2,5	4,0	17,1
1988-90	21,4	10,1	29,9	16,3	20,1	2,5	4,0	17,1
1990-92	22,3	9,6	28,6	16,7	19,7	2,6	3,9	18,9
1991-94	21,5	8,6	27,8	16,3	19,7	2,9	3,8	20,9
1993-95	21,7	19,3	26,5	12,9	18,9	0,7	2,8	18,9

Ensemble	Abstention	FEN	CGT	CFDT	FO	CGC	CFTC	Autres
1978-80	16,9	29,6	20,7	16,5	15,3	3,8	2,8	11,2
1979-81	17,5	27,8	20,3	16,8	15,4	3,9	2,9	12,8
1980-82	17,8	29,2	19,5	17,5	15,3	2,5	3,0	13,0
1981-83	18,1	28,7	18,7	18,6	15,2	2,3	3,3	13,1
1982-84	16,8	27,2	17,7	17,9	18,6	1,7	3,4	13,5
1983-85	18,5	27,1	17,2	17,7	19,2	1,9	3,2	13,7
1984-86	19,4	26,4	16,9	17,6	19,4	1,9	3,4	14,3
1985-87	21,1	27,8	17,0	17,8	17,7	2,0	3,4	14,2
1986-88	21,3	27,8	17,1	18,0	17,4	1,9	3,4	14,4
1987-89	22,0	28,0	17,2	17,4	16,0	1,9	3,3	16,2
1988-90	24,1	26,0	17,9	17,6	16,5	2,8	3,3	15,8
1990-92	24,6	26,0	17,2	17,7	16,2	2,9	3,3	16,7
1991-94	24,2	13,5	16,7	17,1	16,2	2,9	3,1	30,6
1993-95	24,1	18,1	16,7	15,2	15,7	2,0	2,6	29,7

Document III.3 Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps A., suffrages absolus, 1978-1995)

Corps A	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agriculture	116	128	141	191	196	178	258	241	179	116	130	111	139	68
Anciens comb.	17	12	12	12	9	9	9	15	15	15	15	17	17	26
Coopération	9	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culture	15	42	45	40	36	33	48	49	47	47	47	78	100	126
Défense	254	254	178	178	178	135	135	135	131	131	131	131	128	128
T-DOM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Economie	4 421	4 427	3 835	3 741	3 735	3 618	3 663	3 646	3 580	3 632	3 527	3 149	3 468	3 639
E.N. (administ.)	284	326	384	384	393	390	261	252	267	264	703	724	740	713
E.N. (enseign.)	11 653	11 653	11 157	11 157	12 035	12 035	12 035	13 246	13 246	13 292	10 349	10 298	10 276	10 347
Equipement	269	261	229	229	245	276	279	276	340	330	295	295	235	264
Industrie	35	35	24	23	32	32	68	29	29	29	22	16	48	100
Intérieur (police)	0	0	0	0	0	0	0	71	0	0	0	0	0	0
Intérieur (autres)	68	68	62	49	49	17	77	0	71	59	79	79	60	32
Jeunesse & S.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice	44	44	28	28	28	20	41	41	52	52	52	52	143	143
PTT	4 968	4 968	4 968	4 898	4 898	4 898	4 811	4 811	4 811	4 908	4 908	4 908	6 539	6 539
Premier min.	6	9	9	11	11	11	19	15	15	14	16	16	16	20
Transports	209	207	202	195	156	146	155	155	160	170	154	645	783	779
Mer	0	0	0	29	34	45	45	45	14	14	26	17	56	58
Social-Travail	456	483	461	311	256	243	286	319	319	341	334	334	336	335
Cons. & tps l.	0	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total administ	22 824	22 926	21 749	21 481	22 291	22 086	22 190	23 346	23 276	23 414	20 788	15 962	16 545	16 778
CDC	52	30	30	0	0	0	13	13	13	33	33	33	18	30
CNCA	45	20	20	4	4	14	18	18	18	23	23	23	23	23
CNMSS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CNRS	61	0	0	0	0	0	1 060	1 060	1 060	1 116	1 116	1 116	1 292	1 292
IFREMER	0	31	31	0	0	0	0	0	0	0	11	11	0	0
IGN	0	70	58	44	33	41	42	42	42	51	51	51	18	37
INJA-INJS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INRA	0	259	259	139	139	139	139	376	337	438	345	345	437	601
INSERM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	213	342
ONAC	0	19	19	15	15	15	0	0	0	10	34	34	0	0
ONF	0	0	5	5	5	5	14	14	20	20	20	20	13	13
ONIC	0	69	69	69	61	61	67	86	86	86	91	91	91	67
Autres	121	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	113	330
Total général	23 103	23 424	22 240	21 757	22 548	22 361	23 543	24 955	24 852	25 191	22 512	22 613	25 302	26 052

Document III.3 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps B., suffrages absolus, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	5	5	10	5	5	4	12	12	19	19	21	32	16	19
Agriculture	172	175	183	209	245	265	285	280	236	185	231	229	256	359
Anciens comb.	112	112	112	113	101	101	86	107	107	91	85	82	69	69
Coopération	16	10	10	10	3	3	7	0	0	0	0	0	18	18
Culture	115	124	16	16	151	153	170	137	141	143	143	138	240	256
Défense	907	890	830	905	783	783	763	815	815	813	706	706	659	659
T-DOM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Economie	9 364	9 353	8 609	8 543	8 556	7 988	8 024	7 992	8 053	8 105	8 143	8 117	8 915	9 249
E.N. (administr.)	1 059	1 173	1 213	1 313	1 314	1 270	1 121	1 124	1 100	1 061	1 333	1 491	1 489	1 467
E.N. (enseign.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 822	4 822	3 251	3 251
Equipement	1 528	1 528	1 528	1 403	1 403	1 404	1 195	1 195	1 195	1 693	1 697	1 697	1 362	3 243
Industrie	22	33	33	32	18	18	29	37	37	37	34	37	86	27
Intérieur (police)	275	183	183	183	183	55	61	266	61	60	60	60	44	117
Intérieur (autres)	269	270	97	97	184	184	238	61	266	271	271	271	298	306
Jeunesse & S.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice	291	253	251	251	250	200	244	266	345	345	323	329	501	501
PTT	29 593	29 593	29 593	30 165	30 165	30 165	30 810	30 810	26 699	28 259	28 259	28 259	28 259	61 174
Premier min.	2	1	1	1	2	2	7	5	5	5	6	6	18	18
Transports	1 034	987	987	987	704	706	717	822	814	814	813	270	377	116
Mer	101	101	113	195	200	176	183	185	119	119	119	118	202	216
Social-Travail	730	746	729	679	663	730	670	670	637	660	660	660	670	806
Cons. & tps l.	0	0	132	132	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total administ	45 595	45 537	44 630	45 239	44 930	44 207	44 622	44 784	40 649	42 680	47 726	19 065	18 471	20 697
CDC	145	180	180	207	207	207	217	217	217	188	188	188	190	267
CNCA	0	30	30	12	12	2	12	12	12	30	30	30	36	36
CNMSS	325	6	6	6	6	15	23	23	30	30	30	12	0	0
CNRS	131	0	0	0	0	0	715	715	715	772	772	772	731	731
IFREMER	0	16	16	17	17	17	17	29	29	29	21	21	0	0
IGN	0	37	37	35	35	35	24	24	24	0	0	24	22	27
INJA-INJS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INRA	0	0	0	0	0	0	0	298	298	339	339	339	393	499
INSERM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138	154
ONAC	0	0	0	4	4	4	8	8	8	14	14	14	8	10
ONF	0	325	216	216	214	161	169	170	171	171	185	116	115	133
ONIC	0	132	132	118	118	89	133	133	133	103	103	103	87	71
Autres	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	53	409
Total général	46 242	46 263	45 247	45 854	45 543	44 737	45 940	46 413	42 286	44 356	49 408	48 952	48 503	84 208

Document III.3 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps C-D., suffrages absolus, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	111	140	140	117	92	91	193	195	189	183	168	188	133	130
Agriculture	1 074	1 006	1 000	825	840	911	1 193	1 391	1 562	1 616	1 667	1 540	1 579	1 419
Anciens comb.	732	736	755	742	732	648	651	636	614	576	541	487	491	417
Coopération	29	29	29	22	22	22	22	38	38	38	41	41	14	14
Culture	824	913	932	855	782	734	831	844	970	1 169	1 178	1 104	827	940
Défense	1 598	1 590	1 410	1 464	1 449	1 538	1 601	1 626	1 816	1 875	1 836	1 546	1 499	1 686
T-DOM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Economie	25 172	25 172	23 468	23 204	23 169	22 114	22 149	22 039	21 780	21 757	21 750	18 434	18 403	17 961
E.N. (administ.)	31 594	34 299	34 340	34 129	29 008	28 800	28 422	28 292	28 677	28 858	29 175	19 522	19 423	24 137
E.N. (enseign.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Equipement	27 052	27 072	26 275	25 899	25 891	24 263	24 721	24 730	25 227	26 613	26 836	26 836	26 653	26 148
Industrie	98	98	150	180	155	170	192	212	212	212	188	177	204	267
Intérieur (police)	2 286	3 395	3 395	3 395	3 368	840	865	530	850	807	801	781	666	989
Intérieur (autres)	936	936	272	272	417	352	443	850	530	1 401	1 401	1 401	793	784
Jeunesse & S.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice	2 473	2 497	2 303	2 355	2 367	1 882	1 882	1 819	2 298	2 298	2 298	2 467	3 202	3 212
PTT	93 545	93 545	93 545	88 390	88 390	88 390	89 807	89 807	93 918	91 271	91 271	91 271	91 271	49 282
Premier min.	17	13	13	13	6	11	32	46	55	60	68	60	53	59
Transports	153	201	201	201	159	166	170	221	198	198	143	164	197	197
Mer	142	142	186	186	204	212	241	270	354	339	308	338	337	334
Social-Travail	1 517	1 517	1 560	1 877	1 884	1 782	1 685	1 615	1 759	1 888	1 878	1 902	1 369	1 507
Cons. & tps l.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total administ	189 353	193 301	189 974	184 126	178 935	172 926	175 100	175 161	181 047	181 159	181 548	76 988	75 843	80 201
CDC	1 044	991	957	876	876	876	829	829	829	656	656	656	625	671
CNCA	258	82	82	70	70	82	82	82	82	92	92	92	77	77
CNMSS	1 098	76	76	76	83	79	79	79	117	117	122	5	0	0
CNRS	225	0	0	0	0	0	433	433	433	346	346	346	196	196
IFREMER	0	17	17	0	0	0	0	28	28	28	14	14	0	0
IGN	0	51	56	31	31	0	0	0	0	16	16	12	12	0
INJA-INJS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INRA	0	0	0	0	0	0	0	651	651	611	611	611	561	723
INSERM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127	0
ONAC	0	252	257	227	227	193	199	199	199	235	235	235	151	169
ONF	0	894	567	567	565	509	545	569	781	799	799	686	632	629
ONIC	0	225	225	214	205	247	247	247	247	189	189	189	120	109
Autres	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	12	20
Total général	192 128	195 889	192 211	186 187	180 992	174 912	177 514	178 278	184 414	184 248	184 628	171 112	169 627	132 077

Document III.3 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Ensemble des corps, suffrages absolus, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	116	145	150	122	97	95	205	207	208	202	189	220	149	149
Agriculture	1 362	1 309	1 324	1 225	1 281	1 354	1 736	1 912	1 977	1 917	2 028	1 880	1 974	1 846
Anciens comb.	861	860	879	867	842	758	746	758	736	682	641	586	577	512
Coopération	54	48	48	32	25	25	29	38	38	38	41	41	32	32
Culture	954	1 079	1 109	1 027	969	920	1 049	1 030	1 158	1 359	1 368	1 320	1 167	1 322
Défense	2 759	2 734	2 418	2 547	2 410	2 456	2 499	2 576	2 762	2 819	2 673	2 383	2 286	2 473
T-DOM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Economie	38 957	38 952	35 912	35 488	35 460	33 720	33 836	33 677	33 413	33 494	33 420	29 700	30 786	30 849
E.N. (administ.)	32 937	35 798	35 937	35 826	30 715	30 460	29 804	29 668	30 044	30 183	31 211	21 737	21 652	26 317
E.N. (enseign.)	11 653	11 653	11 157	11 157	12 035	12 035	12 035	13 246	13 246	13 292	15 171	15 120	13 527	13 598
Equipement	28 849	28 861	28 032	27 531	27 539	25 943	26 195	26 201	26 762	28 636	28 828	28 828	28 250	29 655
Industrie	155	166	207	235	205	220	289	278	278	278	244	230	338	394
Intérieur (police)	2 561	3 578	3 578	3 578	3 551	895	926	867	911	867	861	841	710	1 106
Intérieur (autres)	1 273	1 274	431	418	650	553	758	911	867	1 731	1 751	1 751	1 151	1 122
Jeunesse & S.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice	2 808	2 794	2 582	2 634	2 645	2 102	2 167	2 126	2 695	2 695	2 673	2 848	3 846	3 856
PTT	128 106	128 106	128 106	123 453	123 453	123 453	125 428	125 428	125 428	124 438	124 438	124 438	126 069	116 995
Premier min.	25	23	23	25	19	24	58	66	75	79	90	82	87	97
Transports	1 396	1 395	1 390	1 383	1 019	1 018	1 042	1 198	1 172	1 182	1 110	1 079	1 357	1 092
Mer	243	243	299	410	438	433	469	500	487	472	453	473	595	608
Social-Travail	2 703	2 746	2 750	2 867	2 803	2 755	2 641	2 604	2 715	2 889	2 872	2 896	2 375	2 648
Cons. & tps l.	0	0	137	137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total administ	257 772	261 764	256 469	250 962	246 156	239 219	241 912	243 291	244 972	247 253	250 062	112 015	110 859	117 676
CDC	1 241	1 201	1 167	1 083	1 083	1 083	1 059	1 059	1 059	877	877	877	833	968
CNCA	303	132	132	86	86	98	112	112	112	145	145	145	136	136
CNMSS	1 423	82	82	82	89	94	102	102	147	147	152	17	0	0
CNRS	417	0	0	0	0	0	2 208	2 208	2 208	2 234	2 234	2 234	2 219	2 219
IFREMER	0	64	64	17	17	17	17	57	57	57	46	46	0	0
IGN	0	158	151	110	99	76	66	66	66	67	67	87	52	64
INJA-INJS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INRA	0	259	259	139	139	139	139	1 325	1 286	1 388	1 295	1 295	1 391	1 823
INSERM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	478	496
ONAC	0	271	276	246	246	212	207	207	207	259	283	283	159	179
ONF	0	1 219	788	788	784	675	728	753	972	990	1 004	822	760	775
ONIC	0	426	426	401	384	397	447	466	466	378	383	383	298	247
Autres	317	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35	178	759
Total général	261 473	265 576	259 814	253 914	249 083	242 010	246 997	249 646	251 552	253 795	256 548	242 677	243 432	242 337

Document III.4 Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps A., en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agriculture	1,9	2,1	2,3	2,9	2,8	2,6	3,4	3,1	2,2	1,5	1,7	1,4	1,8	0,9
Anciens comb.	12,2	9,2	8,5	8,5	6,2	6,4	5,8	11,9	11,8	11,8	11,8	10,9	10,9	15,9
Coopération	33,3	15,8	15,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Culture	2,1	5,8	6,1	5,4	4,4	4,0	5,0	5,0	4,8	4,8	4,8	7,2	7,6	8,9
Défense	10,6	10,5	7,1	7,1	7,1	5,4	5,4	5,4	5,4	5,4	5,2	5,3	5,1	5,1
T-DOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Economie	16,4	16,4	14,1	13,8	13,6	12,7	12,7	12,6	12,3	12,3	12,2	11,5	12,3	12,8
E.N. (administ.)	4,3	3,9	4,5	4,4	4,7	4,6	2,7	2,7	3,0	3,0	6,2	6,4	6,4	5,1
E.N. (enseign.)	5,2	5,1	4,7	4,7	4,6	4,6	4,6	4,9	4,9	4,7	4,0	4,0	3,8	3,8
Equipement	4,9	4,7	4,2	4,2	4,5	4,9	5,1	5,1	6,1	6,5	6,3	6,3	4,9	5,0
Industrie	4,7	5,0	3,2	3,1	4,3	4,1	8,0	3,2	3,2	3,2	2,7	2,2	4,6	5,6
Intérieur (police)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur (autres)	1,8	1,8	1,7	1,3	1,3	0,5	1,9	0,0	1,9	1,6	2,2	2,2	1,6	0,9
Jeunesse & S.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	5,1	3,1	1,7	1,6	1,7	1,2	2,1	2,2	2,7	2,7	2,9	2,8	4,9	4,9
PTT	18,0	18,0	18,0	16,3	16,3	16,3	14,9	14,9	14,9	15,6	15,6	15,6	17,7	17,2
Premier min.	5,5	8,7	8,7	9,8	12,4	11,6	18,4	11,8	11,8	11,3	12,7	12,4	13,3	15,2
Transports	15,1	14,1	13,6	13,2	10,6	10,4	10,6	8,4	10,7	10,8	9,6	15,0	17,9	21,0
Mer	0,0	0,0	0,0	15,7	16,9	25,6	25,7	26,2	8,0	8,0	13,5	10,2	33,7	30,5
Social-Travail	15,7	16,3	15,8	9,9	8,3	8,5	9,6	10,7	10,7	11,5	11,2	11,2	10,0	9,5
Cons. & tps l.	0,0	0,0	1,7	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total administ	7,3	7,2	6,6	6,5	6,3	6,2	6,1	6,3	6,3	6,2	5,8	4,8	4,8	4,8
CDC	18,7	10,7	10,7	0,0	0,0	0,0	6,1	6,3	6,3	16,6	16,6	16,6	9,1	12,0
CNCA	26,2	11,1	11,1	2,7	2,7	12,6	14,6	14,6	14,6	25,8	25,8	25,8	18,1	18,1
CNMSS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNRS	43,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	12,1	12,1	11,8	11,7	11,7	13,0	13,0
IFREMER	0,0	55,4	55,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9	16,9	0,0	0,0
IGN	0,0	24,9	21,9	18,2	17,6	20,6	19,8	19,8	19,8	20,8	20,8	20,8	7,4	13,0
INJA-INJS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INRA	0,0	32,2	32,2	18,3	18,3	18,3	18,3	18,0	18,9	18,8	18,0	18,0	20,6	24,2
INSERM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,4	16,5
ONAC	0,0	12,4	12,4	7,9	7,9	7,9	0,0	0,0	0,0	4,8	16,3	16,3	0,0	0,0
ONF	0,0	0,0	10,9	10,9	10,9	10,9	17,5	17,5	23,3	23,3	23,3	23,3	13,3	13,3
ONIC	0,0	46,0	46,0	46,0	40,7	40,7	27,5	51,2	51,2	51,2	61,1	61,1	61,1	54,5
Autres	23,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	12,7	15,8
Total général	7,4	7,3	6,7	6,5	6,3	6,2	6,3	6,5	6,5	6,4	6,1	6,0	6,4	6,4

Document III.4 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps B., en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	1,4	1,2	2,3	1,1	1,0	0,8	2,3	2,4	3,6	3,6	3,7	5,9	3,1	3,5
Agriculture	5,9	6,0	6,4	7,1	8,2	8,3	8,6	7,9	6,7	5,3	6,5	6,5	6,8	8,1
Anciens comb.	23,2	23,2	21,5	23,0	20,7	20,8	18,9	20,2	20,1	17,9	18,4	17,3	17,1	19,9
Coopération	33,3	22,2	22,2	22,2	5,6	5,6	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3	27,3
Culture	23,7	28,6	5,2	5,2	30,0	30,3	26,8	24,8	23,6	25,3	25,4	24,8	29,0	28,9
Défense	15,1	15,1	14,3	14,9	12,7	12,7	11,9	12,2	12,2	12,2	10,9	10,7	10,0	10,0
T-DOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Economie	28,3	28,2	24,2	24,1	23,9	21,4	21,3	21,2	20,4	20,7	20,8	20,5	20,5	20,8
E.N. (administ.)	7,6	7,6	7,5	8,1	7,6	7,0	5,9	5,9	5,9	5,7	6,5	7,5	7,4	6,7
E.N. (enseign.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	2,2	1,5	1,5
Equipement	21,3	21,3	21,3	19,9	19,9	19,9	17,3	17,3	17,2	17,6	17,7	17,7	14,6	22,9
Industrie	5,5	7,5	7,7	6,5	3,9	3,9	5,1	4,9	4,9	4,9	4,4	5,3	8,7	3,2
Intérieur (police)	2,7	1,5	1,5	1,5	1,5	0,5	0,5	7,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,9
Intérieur (autres)	7,6	7,6	2,8	2,8	5,3	5,2	6,6	0,5	7,4	6,8	6,8	6,8	7,1	6,9
Jeunesse & S.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	6,2	4,4	4,3	4,3	4,1	3,1	3,5	3,7	4,8	4,9	4,7	4,7	6,8	6,8
PTT	31,5	31,5	31,5	29,1	29,1	29,1	27,6	27,6	26,3	27,5	27,5	27,5	27,5	33,2
Premier min.	3,4	1,9	1,9	1,9	3,4	3,4	9,3	5,8	5,8	5,8	8,8	8,8	19,8	19,8
Transports	24,5	21,7	21,7	21,6	14,4	14,5	14,3	15,4	15,3	15,3	15,3	10,4	11,1	9,3
Mer	34,2	34,5	33,3	38,9	40,0	35,9	35,1	35,2	21,3	21,3	21,3	21,3	37,5	38,8
Social-Travail	14,5	15,5	14,3	12,9	15,2	19,3	17,5	17,3	16,7	18,0	18,0	17,7	18,0	20,7
Cons. & tps l.	0,0	0,0	31,2	30,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total administ	10,9	10,8	10,5	10,4	9,7	9,5	9,4	9,6	8,9	9,4	11,0	5,8	5,4	5,9
CDC	19,9	20,6	20,6	24,0	24,0	23,7	25,2	25,2	25,2	19,8	19,8	19,8	20,5	27,6
CNCA	0,0	27,8	27,8	23,5	23,5	3,1	14,0	14,0	14,0	45,5	45,5	45,5	43,9	43,9
CNMSS	27,2	4,5	4,5	4,5	4,5	11,0	16,0	16,0	20,0	20,0	20,0	8,3	0,0	0,0
CNRS	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,0	34,0	34,0	33,4	30,4	30,4	28,5	28,5
IFREMER	0,0	40,0	40,0	28,3	28,3	27,9	27,9	43,9	43,9	43,9	42,9	42,9	0,0	0,0
IGN	0,0	23,6	23,1	23,0	23,0	23,0	22,2	22,2	22,9	0,0	0,0	14,4	12,6	14,3
INJA-INJS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,9	25,9	26,4	26,4	26,4	27,7	31,2
INSERM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,4	33,8
ONAC	0,0	0,0	0,0	3,3	3,3	3,2	6,2	6,2	6,2	11,9	11,9	11,9	6,0	7,8
ONF	0,0	27,2	17,4	17,4	16,9	13,2	13,4	13,4	13,5	13,5	14,5	10,1	9,7	10,4
ONIC	0,0	50,2	50,2	47,8	47,8	44,1	49,3	49,3	49,3	52,8	52,8	52,8	52,7	51,4
Autres	15,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,4	13,2	20,8
Total général	11,0	10,9	10,6	10,5	9,8	9,6	9,6	9,8	9,1	9,6	11,2	11,2	10,7	15,5

Document III.4 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps C-D., en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	10,7	12,5	12,5	9,3	7,0	6,9	13,3	13,3	13,0	9,4	9,0	9,5	6,7	7,0
Agriculture	30,9	29,0	28,9	20,3	19,7	21,2	22,8	20,4	21,1	20,9	21,0	20,5	20,3	18,6
Anciens comb.	25,1	24,8	26,8	26,7	26,6	24,1	24,0	23,6	24,5	24,5	24,2	23,2	22,9	23,5
Coopération	33,3	33,3	33,3	16,9	16,8	16,8	16,7	14,9	14,9	14,9	16,0	16,0	7,3	7,3
Culture	42,7	43,3	40,6	38,6	36,9	36,6	33,6	33,5	35,5	35,9	36,0	36,6	34,2	38,2
Défense	12,3	12,2	10,7	10,4	10,3	11,0	11,1	11,3	12,0	12,1	11,9	10,6	10,4	11,9
T-DOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Economie	31,8	31,8	28,4	28,1	28,0	24,8	24,6	24,6	24,1	24,0	24,0	22,9	23,4	23,4
E.N. (administ.)	33,7	31,2	31,2	31,2	26,4	26,1	25,7	25,3	25,3	25,4	25,2	18,4	18,3	22,0
E.N. (enseign.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Equipement	60,4	60,4	59,0	57,8	57,8	53,1	51,8	51,9	52,0	53,0	52,9	52,9	50,4	52,3
Industrie	18,4	18,4	22,8	21,2	15,9	15,5	13,8	13,5	13,5	13,5	14,8	13,7	14,8	20,2
Intérieur (police)	4,2	4,9	4,9	4,9	4,8	1,4	1,5	6,0	1,5	1,4	1,4	1,4	1,0	1,4
Intérieur (autres)	11,0	11,0	3,4	3,4	5,2	4,2	5,1	1,5	6,0	11,8	11,7	11,7	4,9	4,9
Jeunesse & S.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	22,7	20,9	14,6	14,7	14,6	10,4	10,4	10,0	12,0	12,0	12,1	11,8	13,6	14,1
PTT	46,8	46,8	46,8	42,1	42,1	42,1	39,9	39,9	39,9	41,5	41,5	41,5	41,5	47,0
Premier min.	8,7	7,2	7,2	7,1	2,6	4,1	9,2	10,6	12,4	14,0	16,3	13,5	13,1	14,9
Transports	19,3	22,9	22,9	22,6	14,9	14,8	14,9	17,9	16,4	16,4	12,6	13,0	19,2	19,1
Mer	28,0	27,4	29,3	29,3	33,1	30,4	30,6	32,6	33,7	32,9	33,1	33,8	33,8	34,3
Social-Travail	25,1	25,2	24,7	26,7	26,5	25,6	23,6	23,4	24,0	25,6	25,5	25,6	23,1	23,5
Cons. & tps l.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total administ	36,3	34,8	33,8	32,1	31,0	30,1	29,4	29,3	29,4	29,9	29,9	20,9	20,0	20,9
CDC	41,4	41,2	38,6	36,7	36,7	36,7	36,2	36,2	36,2	26,1	26,1	26,1	28,4	32,2
CNCA	30,5	27,9	27,9	38,5	38,5	40,2	38,7	38,7	38,7	60,5	60,5	60,5	45,8	45,8
CNMSS	34,4	14,4	14,4	14,5	14,7	13,6	13,2	13,2	17,9	17,9	17,2	0,8	0,0	0,0
CNRS	53,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	45,9	45,9	45,9	37,2	37,2	37,2	27,8	27,8
IFREMER	0,0	20,7	20,7	0,0	0,0	0,0	0,0	49,1	49,1	49,1	33,3	33,3	0,0	0,0
IGN	0,0	87,9	90,3	86,1	86,1	0,0	0,0	0,0	0,0	23,5	23,5	21,1	21,1	0,0
INJA-INJS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,6	37,6	36,0	36,0	36,0	35,5	43,5
INSERM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,9	0,0
ONAC	0,0	29,9	32,3	28,6	28,6	24,1	20,6	20,6	20,6	28,0	28,0	28,0	18,9	21,2
ONF	0,0	27,6	19,0	18,7	18,4	16,1	16,9	17,4	22,7	23,4	23,4	20,7	19,7	18,6
ONIC	0,0	53,1	53,1	49,9	45,8	53,6	52,3	52,3	52,3	64,1	64,1	64,1	52,6	53,2
Autres	34,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	3,5	5,6
Total général	36,3	34,8	33,7	32,0	30,9	30,0	29,3	29,2	29,5	29,9	29,9	28,6	27,8	26,5

Document III.4 (suite) Audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Ensemble des corps, en pourcentage des suffrages exprimés, 1978-1995)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	6,2	6,8	6,9	5,2	4,0	3,9	7,8	8,2	8,1	6,1	6,3	7,2	4,8	4,9
Agriculture	10,9	10,4	10,6	9,1	9,1	9,4	10,7	10,5	10,4	10,2	10,7	10,0	10,2	9,4
Anciens comb.	24,3	24,0	25,3	25,4	24,9	22,8	22,4	22,6	23,3	22,8	22,7	21,4	21,4	22,4
Coopération	33,3	25,4	25,4	13,6	11,4	11,3	11,0	8,8	8,8	8,8	10,3	10,3	9,4	9,4
Culture	30,5	33,0	33,6	30,4	28,3	27,5	25,8	25,5	26,9	28,3	28,4	28,4	25,6	27,7
Défense	12,9	12,8	11,2	11,2	10,6	10,8	10,7	10,9	11,4	11,5	11,0	10,1	9,7	10,7
T-DOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Economie	28,0	28,0	24,7	24,4	24,3	21,7	21,6	21,5	21,0	21,0	21,1	20,1	20,5	20,6
E.N. (administ.)	28,8	26,7	26,7	26,7	22,6	22,3	21,4	21,2	21,3	21,4	21,1	15,8	15,7	18,1
E.N. (enseign.)	2,6	2,5	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,6	2,6	2,6	3,2	3,2	2,7	2,8
Equipement	50,2	50,1	49,0	48,1	48,1	44,5	43,6	43,7	43,9	44,2	44,3	44,3	42,1	42,7
Industrie	9,3	9,9	11,2	11,2	9,3	9,4	10,3	8,6	8,6	8,6	8,5	8,5	9,9	10,0
Intérieur (police)	3,9	4,3	4,3	4,3	4,2	1,2	1,3	5,3	1,3	1,2	1,2	1,2	0,9	1,3
Intérieur (autres)	8,1	8,0	2,8	2,7	4,2	3,5	4,6	1,3	5,4	8,9	9,0	9,0	4,8	4,6
Jeunesse & S.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	17,1	14,6	11,1	11,2	11,0	8,0	8,0	7,8	9,5	9,6	9,7	9,6	11,4	11,6
PTT	39,9	39,9	39,9	36,0	36,0	36,0	34,0	34,0	34,0	35,1	35,1	35,1	35,1	35,8
Premier min.	6,9	6,8	6,8	7,2	5,0	5,7	11,0	10,2	11,4	12,3	14,8	12,8	14,1	15,7
Transports	21,8	20,2	20,1	20,0	13,7	13,7	13,7	14,2	14,6	14,6	13,8	13,2	15,4	18,2
Mer	26,9	26,8	27,6	31,0	33,2	31,7	31,6	32,7	27,3	26,7	27,0	27,5	35,0	35,3
Social-Travail	19,3	19,9	19,2	18,6	19,3	20,2	18,9	18,9	19,2	20,6	20,5	20,5	18,3	19,2
Cons. & tps l.	0,0	0,0	19,0	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total administ	20,6	20,2	19,5	18,7	17,7	17,2	16,9	16,9	17,0	17,1	17,9	10,9	10,4	10,9
CDC	35,2	33,8	32,1	30,9	30,9	30,8	31,5	31,6	31,6	23,9	23,9	23,9	25,0	29,3
CNCA	26,7	22,7	22,7	22,7	22,7	25,9	26,6	26,6	26,6	47,2	47,2	47,2	36,1	36,1
CNMSS	32,1	12,4	12,4	12,5	12,8	13,1	13,7	13,7	18,3	18,3	17,7	2,3	0,0	0,0
CNRS	50,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,7	18,7	18,7	17,6	17,2	17,2	16,8	16,8
IFREMER	0,0	36,0	36,0	10,5	10,5	10,4	8,5	33,3	33,3	33,3	29,5	29,5	0,0	0,0
IGN	0,0	31,9	31,0	25,6	26,4	19,9	17,3	16,5	16,5	14,0	14,0	18,6	11,0	12,2
INJA-INJS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INRA	0,0	32,2	32,2	18,3	18,3	18,3	18,3	26,7	27,6	26,2	26,4	26,4	27,2	31,7
INSERM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,4	18,0
ONAC	0,0	24,4	26,0	22,2	22,2	19,0	15,7	15,7	15,7	22,3	24,3	24,3	14,1	15,9
ONF	0,0	27,2	18,4	18,2	17,9	15,2	16,0	16,3	20,3	20,8	21,1	18,1	16,9	16,3
ONIC	0,0	50,9	50,9	48,5	45,4	48,8	45,3	51,2	51,2	57,4	59,9	59,9	55,0	53,0
Autres	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	10,9	17,2
Total général	20,7	20,3	19,5	18,7	17,7	17,2	16,9	17,0	17,1	17,2	17,9	17,2	16,7	16,7

Document III.5 Evolution de l'audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps A, en pourcentage des suffrages exprimés, 100=1978-1980)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agriculture	100	109	122	156	151	138	178	163	117	82	92	75	94	48
Anciens comb.	100	75	70	70	51	53	47	97	97	97	97	89	89	130
Coopération	100	47	47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culture	100	273	291	257	211	188	238	239	228	228	228	341	359	420
Défense	100	99	67	67	67	51	51	51	51	51	49	50	48	48
T-DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie	100	100	86	84	83	77	77	77	75	75	74	70	75	78
E.N. (administ.)	100	90	104	101	108	107	62	62	69	70	143	149	147	119
E.N. (enseign.)	100	97	90	90	88	88	88	94	94	91	77	76	73	73
Equipement	100	97	87	86	92	101	105	105	125	134	128	128	101	102
Industrie	100	105	68	65	90	87	169	68	68	68	57	47	98	119
Intérieur (police)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérieur (autres)	100	98	91	71	72	25	103	0	103	90	121	121	89	48
Jeunesse & S.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Justice	100	61	33	32	33	23	41	42	53	53	57	55	96	95
PTT	100	100	100	90	90	90	83	83	83	86	86	86	98	95
Premier min.	100	159	159	178	225	210	335	215	215	205	231	225	242	275
Transports	100	93	90	88	70	69	70	55	71	71	63	100	118	139
Mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Social-Travail	100	104	101	63	53	54	61	68	68	73	71	71	64	61
Cons. & tps l.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total administ	100	98	90	88	85	84	83	85	85	84	79	66	65	65
CDC	100	57	57	0	0	0	33	34	34	89	89	89	49	64
CNCA	100	42	42	10	10	48	56	56	56	99	99	99	69	69
CNMSS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CNRS	100	0	0	0	0	0	28	28	28	27	27	27	30	30
IFREMER	-	31	31	0	0	0	0	0	0	0	11	11	0	0
IGN	-	70	58	44	33	41	42	42	42	51	51	51	18	37
INJA-INJS	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INRA	-	100	100	57	57	57	57	56	59	59	56	56	64	75
INSERM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	100	98	91	88	85	84	85	88	87	86	82	82	86	87

III.5 (suite) Evolution de l'audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps B, en pourcentage des suffrages exprimés, 100=1978-1980)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	100	87	163	76	71	57	167	171	258	256	266	422	225	248
Agriculture	100	102	108	121	139	141	147	134	114	90	110	111	116	137
Anciens comb.	100	100	93	99	89	90	81	87	87	77	80	75	74	86
Coopération	100	67	67	67	17	17	30	0	0	0	0	0	82	82
Culture	100	121	22	22	127	128	113	105	100	107	108	105	123	122
Défense	100	100	94	99	84	84	79	81	81	81	72	71	66	66
T-DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie	100	100	86	85	85	76	75	75	72	73	74	72	72	74
E.N. (administ.)	27	27	27	29	27	25	21	21	21	20	23	26	26	24
E.N. (enseign.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipement	100	100	100	93	93	93	81	81	81	83	83	83	68	107
Industrie	100	136	140	118	70	71	93	89	89	89	81	96	158	58
Intérieur (police)	100	56	56	56	56	17	19	270	18	18	18	18	13	32
Intérieur (autres)	100	100	37	37	69	69	86	6	97	90	89	89	93	91
Jeunesse & S.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Justice	100	71	69	69	66	50	56	60	78	78	76	76	109	109
PTT	100	100	100	92	92	92	87	87	84	87	87	87	87	105
Premier min.	100	56	56	56	102	100	275	172	172	172	260	260	584	584
Transports	100	89	89	88	59	59	58	63	62	62	62	42	45	38
Mer	100	101	97	114	117	105	102	103	62	62	62	62	109	113
Social-Travail	100	106	98	89	105	133	120	119	115	124	124	121	124	142
Cons. & tps l.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total administ	100	99	96	95	89	88	86	88	81	86	101	53	50	54
CDC	100	103	103	120	120	119	127	127	127	99	99	99	103	138
CNCA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CNMSS	100	17	17	17	17	41	59	59	73	73	73	31	0	0
CNRS	100	0	0	0	0	0	68	68	68	67	61	61	57	57
IFREMER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IGN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INJA-INJS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INRA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	100	100	105	118
INSERM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONF	-	100	64	64	62	48	49	49	50	50	53	37	36	38
ONIC	-	100	100	95	95	88	98	98	98	105	105	105	105	103
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	100	99	96	95	89	87	87	89	83	87	102	102	98	141

III.5 (suite) Evolution de l'audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Corps C-D, en pourcentage des suffrages exprimés, 100=1978-1980)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	100	118	118	87	66	65	125	125	122	88	84	89	63	65
Agriculture	100	94	93	65	64	69	74	66	68	68	68	66	66	60
Anciens comb.	100	99	107	107	106	96	96	94	98	98	97	92	92	94
Coopération	100	100	100	51	50	50	50	45	45	45	48	48	22	22
Culture	100	101	95	90	86	86	79	78	83	84	84	86	80	89
Défense	100	99	87	84	84	89	90	91	98	98	97	86	84	97
T-DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie	100	100	89	88	88	78	77	77	76	76	76	72	73	73
E.N. (administ.)	100	92	93	93	78	77	76	75	75	75	75	54	54	65
E.N. (enseign.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipement	100	100	98	96	96	88	86	86	86	88	88	88	83	87
Industrie	100	100	124	115	86	84	75	73	73	73	80	74	80	110
Intérieur (police)	100	115	115	115	113	34	35	143	34	33	33	32	25	33
Intérieur (autres)	100	100	31	31	47	38	46	13	55	108	107	107	45	44
Jeunesse & S.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Justice	100	92	64	65	64	46	46	44	53	53	53	52	60	62
PTT	100	100	100	90	90	90	85	85	85	89	89	89	89	100
Premier min.	100	83	83	81	30	47	105	121	142	160	187	155	150	171
Transports	100	119	119	117	77	76	77	92	85	85	65	67	99	99
Mer	100	98	105	105	118	108	109	116	120	117	118	121	121	122
Social-Travail	100	100	99	107	106	102	94	93	96	102	102	102	92	94
Cons. & tps l.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total administ	100	96	93	88	85	83	81	81	81	82	82	58	55	58
CDC	100	100	93	89	89	88	87	87	87	63	63	63	68	78
CNCA	100	91	91	126	126	132	127	127	127	198	198	198	150	150
CNMSS	100	42	42	42	43	40	38	38	52	52	50	2	0	0
CNRS	100	0	0	0	0	0	87	87	87	70	70	70	52	52
IFREMER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IGN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INJA-INJS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INRA	-	-	-	-	-	-	-	100	100	96	96	96	94	116
INSERM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONAC	-	100	108	96	96	81	69	69	69	94	94	94	63	71
ONF	-	100	69	68	67	58	61	63	82	85	85	75	71	67
ONIC	-	100	100	94	86	101	99	99	99	121	121	121	99	100
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	100	96	93	88	85	83	81	81	81	82	82	79	77	73

III.5 (suite) Evolution de l'audience de la CGT aux élections des CAPN par administrations (Ensemble des corps, en % des suffrages exprimés, 100=1978-1980)

	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83	1982-84	1983-85	1984-86	1985-87	1986-88	1987-89	1988-90	1990-92	1991-94	1993-95
Aff. étrangères	100	109	112	84	64	63	127	132	131	99	102	116	78	80
Agriculture	100	96	98	84	84	87	99	97	96	94	99	92	94	87
Anciens comb.	100	99	104	105	103	94	92	93	96	94	94	88	88	92
Coopération	100	76	76	41	34	34	33	26	26	26	31	31	28	28
Culture	100	108	110	100	93	90	85	83	88	93	93	93	84	91
Défense	100	99	87	87	82	84	83	84	88	89	85	78	75	83
T-DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie	100	100	88	87	87	78	77	77	75	75	75	72	73	74
E.N. (administ.)	100	93	92	92	78	77	74	73	74	74	73	55	54	63
E.N. (enseign.)	100	99	93	93	91	91	91	100	100	99	125	125	107	107
Equipement	100	100	98	96	96	89	87	87	87	88	88	88	84	85
Industrie	100	107	122	121	101	102	111	93	93	93	92	92	107	108
Intérieur (police)	100	111	111	111	108	32	33	137	32	31	31	30	24	33
Intérieur (autres)	100	100	35	34	53	44	57	16	66	111	111	111	59	58
Jeunesse & S.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Justice	100	86	65	66	64	47	47	46	56	56	57	56	67	68
PTT	100	100	100	90	90	90	85	85	85	88	88	88	88	90
Premier min.	100	99	99	104	73	83	160	148	166	179	214	186	205	228
Transports	100	93	92	92	63	63	63	65	67	67	63	61	71	83
Mer	100	99	102	115	123	118	117	122	101	99	100	102	130	131
Social-Travail	100	103	99	96	100	105	98	98	99	107	106	106	94	99
Cons. & tps l.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total administ	100	98	95	91	86	83	82	82	82	83	87	53	50	53
CDC	100	96	91	88	88	87	89	90	90	68	68	68	71	83
CNCA	100	85	85	85	85	97	99	99	99	177	177	177	135	135
CNMSS	100	39	39	39	40	41	43	43	57	57	55	7	0	0
CNRS	100	0	0	0	0	0	37	37	37	35	34	34	33	33
IFREMER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IGN	-	100	97	80	83	63	54	52	52	44	44	58	34	38
INJA-INJS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INRA	-	100	100	57	57	57	57	83	86	81	82	82	84	99
INSERM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ONAC	-	100	106	91	91	78	64	64	64	91	99	99	58	65
ONF	-	100	68	67	66	56	59	60	75	76	77	66	62	60
ONIC	-	100	100	95	89	96	89	101	101	113	118	118	108	104
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	100	98	94	90	85	83	82	82	82	83	87	83	80	81

Chapitre IV.

La CGT 1945-1995 (Repères chronologiques)

Cette chronologie privilégie la vie intérieure de l'organisation et la réunion des organes statutaires tels que nous pouvons les connaître grâce au *Peuple* et au *Courrier confédéral*. En ce qui concerne les réunions du comité confédéral national (CCN), nous n'indiquons que les motions autres que la motion générale (pour la composition des bureaux confédéraux et des commissions exécutives, se reporter au rapport de Dominique Andolfatto sur les dirigeants de la CGT).

1945

- 31 mars Premier CCN :
— Rapport introductif de B. Frachon (La situation politique, la reconstruction)
— Rapport de R. Bothereau (l'état de l'organisation)
— Rapport de L. Saillant (la situation internationale)
— Discours de clôture de J. Racamond
- 4 septembre Résolutions sur l'unité syndicale et sur la restitution des biens des organisations syndicales
CCN :
Rapports de B. Frachon, de L. Jouhaux et de L. Saillant (l'activité de la CGT, la conférence syndicale mondiale, la FSM)
- 3-4 octobre 1er congrès de la FSM (Paris) W. Critine président, L. Jouhaux vice-président, L. Saillant secrétaire général
- 21 octobre Référendum et élection de la première constituante (PCF : 26,2% des suffrages, SFIO : 23,4%)

1946

- 7-9 mars La fédération des fonctionnaires devient l'UGF (Union générale des fonctionnaires)
- 8-12 avril 26e congrès confédéral. Secrétaires généraux : B. Frachon, L. Jouhaux
- mai Des anarcho-syndicalistes quittent la CGT et fondent la Confédération nationale du travail (CNT)
- 2 juin Election de la seconde constituante. Le MRP (28,2%) devance le PCF (25,9%) et la SFIO (21,1%)
- 11 juin Démission de W. Critine de la présidence de la FSM. Di Vittorio (CGIL) lui succède
- 5 août CCN :
Rapport de H. Raynaud sur les salaires et les prix
- 10 novembre Elections législatives. Le PCF redevient le premier parti avec 28,2% des voix ; SFIO : 17,8%
- décembre Début de la guerre en Indochine

1947

- 14-15 janvier CCN :
— Rapport introductif de B. Frachon sur les salaires et les prix
— Rapport de H. Raynaud sur la sécurité sociale
— Rapport de L. Jouhaux sur la situation internationale
Résolutions sur les salaires et les prix, la sécurité sociale. Vote d'une motion exprimant la "gratitude de la CGT" à L. Jouhaux
- 12 mars CCN extraordinaire
Rapport de P. Le Brun sur les salaires, les prix et la lutte contre le parasitisme
- 24 avril Premières élections à la sécurité sociale. CGT : 59%, CFTC : 26%
- 25 avril Début des grèves aux usines Renault. La CGT s'y rallie le 29
- 4 mai Les ministres communistes sont démissionnés du gouvernement par le président du conseil (P. Ramadier)
- 22-27 septembre Conférence des partis communistes à Szklarska-Poreba (Pologne)
- 12-13 novembre CCN :
— Rapport de P. Le Brun sur les prix et les salaires
— "Résolution sur la situation internationale" condamnant le plan Marshall (adoptée par 857 voix contre 101)
— Résolution sur la défense de l'indépendance syndicale et de l'unité proposée par L. Molino (adoptée par 860 voix contre 124)
- 1 décembre Le bureau confédéral se divise publiquement sur la conduite des grèves. 8 membres appellent à l'intensification du mouvement (les 6 communistes, P. Le Brun et L. Saillant) et 5 appellent à la négociation avec le gouvernement (L. Jouhaux, R. Bothereau, A. Bouzanquet, G. Delamarre, P. Neumeyer)
- 19 décembre Les cinq minoritaires cités ci-dessus démissionnent du bureau confédéral

1948

- 8-15 janvier CCN :
 — Rapport du BC par B. Frachon : le bilan des grèves et la scission au sein de la CGT
 — Election au BC de A. Le Léap (secrétaire général de la CGT en remplacement de L. Jouhaux) et de L. Jayat, J. Marion, J. Duchat, Y. Dellac (en remplacement de R. Bothereau, A. Bouzanquet, G. Delamarre, P. Neumeyer)
 — Discours de clôture de L. Saillant
- 2-3 avril Conférence nationale des comités d'entreprise
- 12 avril Congrès constitutif de la CGT-FO. Président : L. Jouhaux ; secrétaire général : R. Bothereau
- 26 mai Démission de L. Saillant du bureau confédéral
- 6-7 septembre 27e congrès confédéral. Secrétaires généraux : B. Frachon, A. Le Léap

1949

- 24-25 février CCN :
 — Rapport du BC par H. Raynaud sur la défense de la démocratie et de la paix
 — Rapport de M. Couette sur les femmes dans les syndicats
 — Rapport d'A. Le Léap sur la situation internationale
 — Discours de clôture de B. Frachon
- 20-23 avril Congrès mondial des partisans de la paix (Salle Pleyel à Paris)
- 29 juin 2e congrès de la FSM (Milan) Président : Di Vittorio, Vice-Président : A. Le Léap, Secrétaire général : L. Saillant
- 17-18 novembre CCN :
 — Rapport du BC par P. Le Brun sur les salaires et les 3.000 francs
 — Election de O. Tournade au BC en remplacement de M. Couette démissionnaire
 — Rapport de H. Raynaud sur la défense de la sécurité sociale et les problèmes d'organisation de la CGT
 — Allocution de clôture de B. Frachon
- 24 novembre Grèves de 24 heures à l'appel de la CGT pour réclamer 3.000 francs d'augmentation de salaire

1950

- 13-14 avril CCN :
 — Rapport du BC par A. Le Léap sur la situation sociale et les grèves
 — Rapport de H. Raynaud sur la sécurité sociale
 — Discours de clôture de B. Frachon sur la lutte pour la paix
- 8 juin Secondes élections à la sécurité sociale (CGT : 43,6% ; CFTC : 21,3% ; FO : 15,1%)
- 14-15 Importante délégation de la CGT à Berlin-Est et signature avec la FDGB est-allemande d'un accord de coopération commune auquel la CGT donne un retentissement particulier
- 25 juin La Corée du nord envahit la Corée du sud
- 11-12 octobre CCN :
 — Rapport du BC par B. Frachon sur la lutte contre la guerre et contre le plan Marshall
 — Rapport de P. Le Brun sur le "Programme confédéral pour une économie de paix"
 — Conclusions de B. Frachon
- 16 novembre Résolution contre l'agression impérialiste en Corée et la guerre coloniale en Indochine
 Deuxième congrès mondial des partisans de la paix

1951

- 24 janvier "Décret Queuille" : le gouvernement dissout la FSM qui installe son siège à Prague
- 27 mai-1 juin 28e congrès confédéral. Secrétaires généraux : B. Frachon et A. Le Léap
- 17 juin Elections législatives. PCF : 26,9% ; SFIO : 14,4%
- 30 septembre-1 octobre CCN :
 — Rapport du BC par H. Raynaud sur les revendications et l'unité d'action
 — Conclusions de B. Frachon

1952

- 3-4 avril CCN :
 — Rapport du BC par L. Molino "Les luttes ouvrières et les problèmes d'organisation"
 — Rapport de G. Monmousseau sur la *Vie ouvrière*
 — Rapport de J. Marion sur *Le Peuple*
 — Conclusions de B. Frachon
- 28 mai Manifestation contre le général Ridgway. Interpellation de J. Duclos

- 10 octobre Arrestation de A. Le Léap
 27-28 novembre CCN :
 — Rapport du BC par B. Frachon : "Sauver le pays de la catastrophe et la classe ouvrière du chômage et de la misère"
 — Rapport de H. Raynaud sur la sécurité sociale
 — Rapport de M. Dufriche sur la lutte des travailleurs dans les pays coloniaux

1953

- 5 mars Mort de Staline
 23 mars Arrestation de L. Molino et A. Tollet (qui sera libéré au bout de quelques jours). B. Frachon et M. Dufriche sont en fuite
 4 avril CCN extraordinaire pour la libération de A. Le Léap, L. Molino, A. Tollet et l'arrêt des poursuites contre B. Frachon et Dufriche
 — Rapport d'ouverture de G. Monmousseau sur le complot contre la CGT
 — Intervention de J. Duchat sur le comité national d'action de défense des libertés
 — Intervention de L. Mauvais sur l'organisation de l'action et les questions d'organisation
 — Discours de clôture de P. Le Brun
 7-12 juin 29e congrès confédéral. Secrétaires généraux : B. Frachon, A. Le Léap
 27 juillet Armistice en Corée
 Août Grève générale dans les services publics contre les décrets-lois Laniel
 25 août Libération de A. Le Léap et de L. Molino. Arrêt des poursuites contre Frachon et Dufriche
 10-21 octobre 3e congrès de la FSM (Vienne, Autriche)
 30 septembre-1 octobre CCN :
 — Rapport du BC par L. Molino sur la situation générale
 — Intervention de G. Monmousseau sur la presse confédérale
 — Intervention de H. Raynaud sur la sécurité sociale
 — Intervention de G. Guille sur le 3e congrès de la FSM
 — Intervention de O. Tournade sur le réarmement allemand
 — Discours de clôture d'A. Le Léap

1954

- 5 avril CCN :
 Rapport du BC par A. Le Léap sur l'appel à une grève de 24 h le 28 avril et pour la préparation du 1er mai
 17-18 juin CCN :
 — Rapport du BC par B. Frachon
 — Adoption d'un document : "la situation et les moyens de développer l'action unie de la classe ouvrière pour ses revendications économiques et sociales, la défense de la paix et des libertés"
 21 juillet Fin de la première guerre d'Indochine (Accords de Genève)
 1er novembre Insurrection en Algérie
 9-10 novembre CCN :
 — Rapport de L. Mauvais "Pour le pain et la paix : union et organisation"
 — Résolution sur la situation en Algérie et contre le réarmement allemand

1955

- 1 Janvier A. Le Léap, prix Staline de la paix 1955
 12-17 juin 30e congrès confédéral. Secrétaires généraux : B. Frachon, A. Le Léap
 15 septembre Accords Renault
 Octobre Lancement du magazine *Antoinette* "en direction des femmes"
 17 novembre Elections à la sécurité sociale (CGT : 43,0% ; CFTC : 20,9 % ; FO : 16,2%)
 30 novembre-1 décembre CCN :
 — Rapport du BC par A. Le Léap : le développement de l'action revendicative, les suite du 30e congrès, les élections à la sécurité sociale, l'action pour la paix, les élections législatives
 — Discours de clôture de B. Frachon
 Résolutions de soutien aux ouvriers agricoles, sur l'Algérie et le Maroc

1956

- 2 janvier Elections législatives (PCF : 25,4%). Victoire du Front républicain. Guy Mollet, président du conseil
 14-26 février XXe congrès du parti communiste d'URSS et rapport Khrouchtchev

- 17-18 mars CCN (Toulouse)
 Commémoration de l'anniversaire du congrès de l'unité (Toulouse 1936)
 — Rapport du BC présenté par G. Guille
 — Rapport d'A. Le Léap
 — Discours de L. Jayat, L. Saillant, B. Frachon, J. Forgues
 Résolutions sur la paix en Algérie et sur la décentralisation des syndicats dans les grandes entreprises
- 14-16 juin Conférence mondiale des travailleuses (à Budapest)
- 30 juin-1er juillet L'Union générale des travailleurs algériens devient une centrale nationale indépendante de la CGT
- 4 novembre Les troupes soviétiques occupent Budapest. Le bureau confédéral laisse les organisations de la CGT libres de déterminer leur position. B. Frachon approuve l'intervention "à titre personnel"
- 5-6 novembre Débarquement franco-anglais en Egypte
- 22-23 novembre CCN :
 — Rapport du BC par B. Frachon sur la situation internationale et les événements d'Algérie
 — Conclusion de B. Frachon
 Résolution sur la paix en Algérie
- 1957**
- 16-21 juin 31e congrès confédéral à Ivry. Secrétaires généraux : B. Frachon, A. Le Léap
- 4-15 octobre 4e congrès syndical mondial (FSM) à Liepzig. Secrétaire général : L. Saillant
- 1958**
- 7-8 janvier CCN :
 — Rapport du BC par L. Mauvais : la situation, l'unité syndicale, le renforcement de la CGT
 — Annonce du départ d'A. Le Léap. Le CCN décide de ne pas le remplacer
 — Allocution de clôture de B. Frachon
- 15-16 février Conférence nationale de la CGT pour la défense des revendications et l'organisation des travailleuses. Rapport introductif de M. Colin, intervention de M. Caille.
- 31 mai Appel de la CA pour la défense de la République, contre le général de Gaulle
- juin L. Saillant, prix Lénine de la paix
- 11-12 juin CCN :
 — Rapport de B. Frachon "La classe ouvrière dans la lutte pour la démocratie et la République, pour la défense des libertés syndicales et les revendications, pour la paix"
 — Discours de clôture de B. Frachon
 Appel au "non à de Gaulle" et pour la paix en Algérie
- 14-20 juillet Première conférence mondiale des jeunes travailleurs (Prague)
- 28 septembre Référendum sur la constitution. Le «oui» l'emporte (79,3%)
- 23 novembre Premier tour des législatives (PCF : 19,4% ; SFIO : 15,7%) La droite obtient plus de 53% des voix)
- 9-10 décembre CCN :
 — Rapport du BC par L. Mauvais : la situation politique, économique et sociale, l'unité ouvrière et le renforcement de la CGT
 — Allocution de clôture de B. Frachon
- 1959**
- 28 février- Première conférence nationale de la jeunesse-CGT (Ivry)
- 1 mars — Rapport présenté par A. Merlot
 — Allocution de clôture de B. Frachon
- 14-19 juin 32e congrès confédéral. Secrétaire général : B. Frachon
- 3-4 décembre CCN :
 — Rapport du BC par L. Mauvais : Le développement de l'action et l'union, les problèmes d'organisation, le recrutement et le renforcement de la CGT"
 — Rapport de H. Raynaud sur la sécurité sociale
 — Allocution de clôture de B. Frachon
 Résolution sur *Le Peuple*

1960

- 14-15 mai Conférence de la main d'oeuvre immigrée italienne (Paris)
 23-24 juin CCN
 — Rapport du BC présenté par A. Bertheloot
 — Compte rendu de la onzième session du conseil général de la FSM
 — Conclusions de L. Mauvais
- 10 novembre-3 décembre Conférence des 81 partis communistes à Moscou
- 13-14 décembre CCN :
 — Rapport du BC par G. Guille sur la paix en Algérie et les revendications économiques et sociales
 — Le CCN (à l'unanimité moins une abstention) rejette la proposition de Le Brun de repousser la position de la CGT sur le référendum jusqu'à la prochaine CA. Il appelle à voter non au référendum sur l'autodétermination en Algérie et se prononce pour un cessez-le-feu immédiat
 — Election de H. Krasucki au BC en remplacement de G. Monmousseau (décédé)
 — Allocution de clôture par L. Mauvais

1961

- 8 janvier Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie («oui» : 75,3%)
 4-5 février Conférence nationale des comités d'entreprises
 28 mai-2 juin 33e congrès confédéral. Secrétaire général : B. Frachon
 17-18 novembre CCN :
 — rapport du BC par L. Mascarello : "la lutte pour la paix, la situation et le développement des luttes, la défense des libertés, le développement de l'unité, les problèmes d'organisation et le renforcement de la CGT"
 — Rapport de H. Krasucki sur le Ve congrès de la FSM
 — Conclusions de L. Mauvais
 — Résolutions sur le recrutement et sur les régimes de retraites complémentaires
- 4-15 décembre Ve congrès syndical mondial (FSM) Moscou. Secrétaire général : L. Saillant. Président : R. Bitossi

1962

- 18 mars Accords d'Evian, cessez-le-feu en Algérie
 24-25 mars 2e conférence nationale de la CGT pour la défense des revendications et l'organisation des travailleuses. Rapport du BC par M. Colin. Conclusions par L. Mauvais
- 8 avril Référendum sur les accords d'Evian («oui» : 90,7%). La CGT appelait à voter "oui"
 17-18 avril CCN :
 — Rapport du BC par L. Mauvais : le renforcement de la CGT et ses problèmes
 — Conclusions de B. Frachon
- 18-19 octobre CCN :
 — Rapport du BC par H. Krasucki : la situation politique, l'appel à voter «non» au référendum constitutionnel
 — Intervention de L. Mascarello sur le Marché commun
 — Conclusions de L. Mauvais
- 28 octobre Référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel («oui» : 62,3%)
 18 novembre Premier tour des Législatives (PCF : 21,9% ; SFIO : 12,4% ; UNR-Républicains indépendants : 36,0%). Second gouvernement Pompidou
 13 décembre Elections à la sécurité sociale (CGT : 44,3% ; CFTC : 21,0% ; FO : 14,7%)
 29 décembre Accords Renault (4e semaine de congès payés)

1963

- Février-mars Grève des mineurs
 2-3 mars Conférence nationale sur les problèmes de la main d'oeuvre immigrée (Paris)
 11 mai Conférence nationale des ingénieurs et cadres (Paris) Relance de l'UGIC. R. Le Guen, secrétaire général
- 12-17 mai Congrès confédéral (Paris) Secrétaire général : B. Frachon
 19-20 décembre CCN :
 — Rapport du BC par M. Caille sur la situation économique et sociale, le renforcement de la CGT
 — Conclusions de L. Mascarello

1964

- 14-17 mai XVIIe Congrès du PCF, Wlodeck-Rochet : secrétaire général ; M. Thorez : président
 18-19 juin CCN :
 — Rapport du BC par A. Bertheloot
 — Allocution de clôture de L. Mauvais
- 26-27 novembre CCN :
 — Rapport du BC par M. Colin
 — Discours de clôture de L. Mauvais
- 28-29 novembre Conférence nationale de la jeunesse :
 — Rapport de A. Merlot
 — Intervention de B. Frachon
 — Discours de clôture de G. Frischmann

1965

- 15-16 mai Premier congrès de l'UGIC (Paris), R. Le Guen, secrétaire général
 16-21 mai 35e congrès confédéral (Ivry), B. Frachon, secrétaire général. G. Ségué entre au bureau confédéral
- 8-22 octobre VIe congrès de la FSM (Varsovie) Secrétaire général : L. Saillant
 4-5 novembre CCN (A Limoges pour le 70e anniversaire de la CGT) :
 — Rapport du BC par L. Mascarello
 — Rapport de H. Krasucki sur le VIe congrès de la FSM
 — Discours de clôture de B. Frachon
- 5-19 décembre Elections présidentielles. Réélection du général de Gaulle. La CGT appelait à voter pour F. Mitterrand qui obtient 32,2% au premier tour et 45,5% au second

1966

- 10 janvier Accord CGT-CFDT sur l'unité d'action
 12 janvier Démission de P. Le Brun
 11-12 mars IIIe Conférence nationale des travailleuses (Issy-les-Moulineaux). Rapport introductif de M. Colin. Interventions de R. Duhamel sur l'éducation syndicale, de S. Bouillot sur l'organisation des travailleuses, de L. Blanquart sur *Antoinette*. Allocution de clôture de A. Bertheloot.
- 2-3 juin CCN :
 — Rapport du BC par H. Krasucki sur les luttes actuelles, l'unité d'action, le renforcement de la CGT
 — Résolutions sur le renforcement de la CGT, la paix au Vietnam, le marché commun
 — Conclusions de H. Krasucki
- 29-30 novembre CCN :
 — Rapport du BC par R. Duhamel sur la conjoncture économique, la situation politique, le développement des luttes
 — Rapport de M. Caille sur l'organisation
 — Intervention de J. Breteau
 — Conclusions de R. Duhamel

1967

- 5 mars Elections législatives (PCF : 22,5% ; FGDS : 18,9% ; Gaullistes : 37,6%)
 15-16 avril Deuxième congrès de l'UGIC (Paris), R. Le Guen, secrétaire général
 5 mai CCN extraordinaire sur la mise en oeuvre des ordonnances dans le domaine économique et social et appel à la grève pour le 17 mai
- 11-16 juin 36e congrès confédéral (Nanterre). G. Ségué, secrétaire général. B. Frachon, président
 5-6 décembre CCN :
 — Rapport du BC par R. Buhl : "le développement de l'action unie pour l'abrogation des ordonnances anti-sociales, la démocratie et la paix, le renforcement de la CGT"
 — Rapport de G. Ségué sur la jeunesse
 — Rapport de A. Bertheloot "Il faut donner à la CGT les moyens de sa politique"
 — Résolution sur la paix au Vietnam

1968

- 11-12 janvier Journées d'études des secrétaires à l'organisation des UD sur le renforcement de la CGT et sur le rôle des unions locales (rapport introductif de M. Caille)
- 14 février Journée d'étude des fédérations sur le renforcement de la CGT (Rapport introductif de L. Mauvais et rapport de A. Allamy sur l'adaptation des fédérations)
- Mai-juin Manifestations étudiantes et grève générale
- 13-14 juin CCN :
— Rapport du BC par G. Séguy sur le bilan et l'analyse de la grève, l'unité d'action syndicale
— Allocution de clôture de R. Buhl
- 23 juin Elections législatives (PCF : 20,0 % ; FGDS : 16,5% ; Gaullistes : 46,4%)
- 21 août Invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. La CGT condamne l'invasion
- 7-8 novembre CCN :
— Rapport du BC par J.-L. Moynot "Les conditions nouvelles de l'action syndicale"
— Rapport de H. Krasuci sur la *Vie Ouvrière*
— Résolutions sur le renforcement de la CGT, sur la VO et sur le Vietnam
- 9-10 novembre IVe conférence nationale de la jeunesse travailleuse. Rapport introductif de A. Merlot, intervention de G. Séguy, discours de clôture de G. Frischmann
- 5-6 décembre Journées d'études des secrétaires d'UD et de fédérations sur les droits nouveaux et le renforcement de la CGT (Rapport de M. Caille, allocution de clôture de L. Mauvais)

1969

- 15-16 mars IIe Conférence nationale pour la défense et l'organisation des travailleurs immigrés (Paris)
- 27 avril Référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat (Rejet par 52,4% des suffrages). Le général de Gaulle démissionne. La CGT appelait à voter «non» (CA du 19 mars)
- 8-9 mai Conférence nationale des retraités :
— Allocution d'ouverture de G. Séguy
— Rapport de P. Delon
— Conclusions de L. Mauvais
Création de l'Union Confédérale des Retraités. Président : L. Mauvais, secrétaire général : J. Briquet
- 1-15 juin Election de G. Pompidou à la présidence (J. Duclos : 21,5% au premier tour)
- 21-22 juin 3e congrès de l'UGIC (Montrouge), R. Le Guen, secrétaire général
- 17-25 octobre 7e congrès syndical mondial de la FSM (Budapest) Secrétaire général : L. Saillant
- 16-21 novembre 37e congrès confédéral (Vitry). Président : B. Frachon, secrétaire général : G. Séguy

1970

- 21 mars Journée d'étude sur le renforcement de la CGT Discours de clôture de M. Caille
- 7-9 mai Rassemblement national de la jeunesse travailleuse (Saint-Ouen). Rapport introductif de A. Allamy. Rapport de J.-L. Moynot sur la formation professionnelle et l'emploi. Rapport de L. Mascarello sur les activités de loisirs, sportives et culturelles. Rapport de Ch. Gilles sur les droits des jeunes dans le travail et dans la vie. Allocution de B. Frachon. Conclusions de G. Séguy
- 26-27 mai CCN :
— Rapport du BC par H. Krasucki : "Des conditions favorables au progrès de l'unité d'action des syndicats et du rassemblement des forces de gauche"
— Rapport de A. Allamy sur le rassemblement national de la jeunesse
— Rapport de A. Bertheloot sur les problèmes financiers et les cotisations
— Rapport de Ch. Gilles sur l'organisation des travailleuses
- 18-19 juillet Conférence syndicale mondiale de solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Indochine en lutte contre l'agression des Etats-Unis (Versailles)
- 9 juillet La CGT signe l'accord interprofessionnel sur la formation et le perfectionnement professionnels
- Novembre IVe conférence nationale de la CGT sur la main d'oeuvre féminine (Rapport de C. Gilles, Interventions de M. Colin, Conclusions de G. Séguy)

- 24-25 novembre CCN :
 — Rapport du BC par A. Allamy sur les méthodes du patronat, les luttes en cours, l'unité et le renforcement de la CGT
 — Rapport de A. Bertheloot "Donner à la CGT les moyens de son action"
 — Rapport de M. Caille sur le renforcement de la CGT
 — Rapport de R. Duhamel sur le travail international de la CGT
 — Rapport de O. Calvetti sur les négociations avec le patronat
 — Rapport de R. Lomet sur la bataille des idées et le rôle de la presse
 — Rapport de M. Apostolo sur les problèmes de l'immigration
 — Conclusions de G. Séguéy
- 1971**
- 4-5 mars Journées d'études des responsables des UD et des fédérations sur le renforcement de la CGT (Levallois) Allocution de clôture de A. Allamy
- 19-20 mars Journées nationales d'étude sur l'activité économique des CE (19-20 mars) Introduction de L. Mascarello, Allocution de clôture de G. Séguéy
- 4-5 mai CCN extraordinaire de l'Ile de Ré sur la démocratie syndicale
 — Rapport du BC par G. Séguéy : le syndicalisme de masse et de classe, le renforcement de la CGT
 — Allocution de clôture de G. Séguéy "Continuons le débat"
 — Résolution de soutien aux forces pacifiques américaines contre la guerre du Vietnam
- 20-22 mai 4e congrès de l'UGIC (Versailles). R. Le Guen, secrétaire général
- 24 novembre Création de l'union interfédérale du textile, de l'habillement, des cuirs et peaux
- 25-26 novembre CCN :
 — Intervention de G. Séguéy sur l'action pour la retraite
 — Rapport du BC par R. Buhl : "Face à la crise : l'action, l'unité, les perspectives"
 — Rapport de A. Bertheloot : "La préparation du 38e congrès et les problèmes des finances syndicales"
 — Allocution de J. Schaeffer sur les 50 ans du *Peuple*
- 1972**
- 20-21 janvier Conférence nationale sur la sécurité sociale
- 18-22 avril 38e congrès confédéral (Nîmes). Secrétaire général : G. Séguéy
- 24 mai CCN :
 Rapport du BC par H. Krasucki : "Frapper fort et ensemble"
 Appel pour une journée nationale interprofessionnelle le 7 juin
- 10 juillet La CE de la CGT soutient le programme commun signé par le PCF, le PS et les radicaux de gauche
- 24-25 novembre 3e conférence nationale sur les problèmes de l'immigration (Montreuil). Rapport de M. Apostolo. Allocution de G. Séguéy, Conclusions de A. Allamy
- 1973**
- 1-3 février 5e congrès de l'UGIC (Versailles), R. Le Guen, secrétaire général
- 4-11 mars Elections législatives. PCF : 21,6%, PS et MRG : 21,3%. L'UDR et les Républicains indépendants emportent la majorité. Gouvernement Messmer
- 21-22 mars CCN :
 — Rapport du BC par G. Séguéy "Prendre l'initiative de l'action revendicative"
 — Intervention de C. Gilles à propos de la 5e conférence nationale sur la défense des travailleuses
- 3-5 avril Congrès constitutif de la nouvelle fédération des personnels du commerce, de la distribution et des services
- 17-18 mai 5e conférence nationale sur la défense des travailleuses (Paris). Rapport de C. Gilles. Intervention de M. Caille
- 14-15 juin Conférence nationale "Pour le développement de l'action et le renforcement de la CGT dans les grandes entreprises", Champigny sur Marne
 — Rapport du BC par M. Caille : "L'enjeu d'une lutte sans précédent"
 — Intervention de clôture de R. Buhl.
- 15-22 octobre 8e congrès syndical mondial de la FSM (Varna, Bulgarie). L. Saillant président d'honneur, P. Gensous, secrétaire général.

- 12-13 décembre CCN :
 — Rapport du BC par J. Dhervilly-Lambert : "la situation intérieure et les responsabilités de la CGT"
 — Rapport du BC par R. Duhamel : le 8e congrès syndical mondial
 — Rapport de A. Berteloot sur les finances de la CGT
 — Rapport de A. Allamy : la participation de la jeunesse et de la jeunesse travailleuse aux luttes pour les revendications économiques et sociales et pour les changements profonds dans le pays
 — Conclusions de G. Séguy

1974

- 9 janvier CE confédérale sur le "renforcement" de la CGT
 — Rapport de J.-L. Moynet, "La crise de structure du capitalisme s'approfondit. La seule issue réside dans le programme commun"
 — Rapport de G. Séguy : "Recrutement et jeunesse, de grandes initiatives"
 — Rapport de M. Caille : "Recrutement, nature et signification des décisions confédérales"
- 5-19 mai Elections présidentielles. V. Giscard d'Estaing élu président avec 50,8% des suffrages face à F. Mitterrand, candidat unique de la gauche soutenu par la CGT
- 12-13 juin CCN :
 — Rapport du BC par A. Bertheloot : "Après les présidentielles, bien mesurer les possibilités nouvelles pour l'unité d'action, pour un large développement de la CGT"
 — Conclusions de A. Bertheloot
- 14 juin Assises nationales de la jeunesse (Paris)
- 18-19 octobre Réunion nationale des responsables à l'organisation des fédérations et des UD (Pantin)
- 26-27 novembre CCN :
 — Rapport du BC par C. Gilles : "Comment développer l'action face à la crise"
 — Rapport de A. Bertheloot : "Les finances confédérales, la politique immobilière de la CGT, le 39e congrès"
 — Conclusions de G. Séguy

1975

- 13-15 février Conférence nationale des CE (Nanterre) : Rapport de L. Mascarello, Conclusions de G. Séguy
- 22-27 juin 39e congrès confédéral au Bourget : G. Séguy secrétaire général, B. Frachon président d'honneur
- 4 août Mort de B. Frachon
- 26-27 novembre CCN :
 — Rapport du BC par R. Lomet : "Pour les revendications et les libertés : l'action"
 — Rapport de R. Duhamel sur l'action internationale de la CGT
 — conclusions de R. Buhl

1976

- 18 février CCN :
 — Rapport du BC par G. Séguy "La bataille du recrutement est lancée : la CGT partout et pour tous"
 — Conclusions par A. Bertheloot : "3 millions d'adhérents : perspective d'aujourd'hui, réalité de demain"
- 9 avril Réunion à Lyon des responsables des Unions locales. Rapport de M. Warcholak : "la bataille du renforcement se précise et s'amplifie"
- 29-30 avril IVe conférence nationale sur les problèmes de l'immigration. Rapport introductif de R. Lomet, conclusions de R. Buhl
- 19-20 mai CCN
 — Rapport du BC par R. Buhl "Pour l'efficacité des luttes, pour les changements pour le développement de l'unité, renforcer la CGT"
 — Intervention de J. Galland : "Développer notre action unitaire en Europe"
 — Conclusions de G. Séguy
- 18-19 juin VIe congrès de l'UGICT (Paris) R. Le Guen, secrétaire général
- 25-26 novembre Rencontre nationale des trésoriers d'UD et de fédérations
- 7-8 décembre CCN :
 — Rapport du BC par J. Marest "Des objectifs revendicatifs clairs pour une action dynamique et unitaire"
 — Conclusions par J.-L. Moynet

1977

- 12 janvier Déclaration commune CGT-CFDT-FEN
- 21-22 avril Colloque sur la démocratisation de l'économie et le rôle des travailleurs. Rapport introductif de J.-L. Moynet et conclusions de G. Séguy
- 10-11 mai CCN :
— Rapport de M. Warcholak sur les conséquences des élections municipales, le développement des luttes, la préparation de la journée nationale interprofessionnelle d'action du 24 mai.
— Conclusions de M. Warcholak
- 12-13 mai 6^e conférence des femmes salariées (Nanterre)
- 24 mai Grève nationale interprofessionnelle à l'appel de : CGT-CFDT-FO-FEN
- 23 Septembre Rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun de gouvernement entre le PCF et le PS
- 26 Septembre Conférence de presse de la CGT axée sur les nationalisations et prenant position en faveur des thèses du PCF. Présentation de H. Krasucki, intervention de J.-L. Moynet
- 18 octobre Commission exécutive extraordinaire : adoption du "Manifeste pour que vive le programme commun"
- 20 octobre Journée nationale d'étude sur la propagande avec les responsables à la propagande des UD et des fédérations. Rapport de J.-C. Laroze, conclusions de R. Lomet
- 4-5 novembre Première rencontre nationale des unions locales à Massy. Rapport de M. Warcholak, Conclusions de G. Séguy
- 6-7 décembre CCN :
— Rapport de R. Buhl : le développement de l'action revendicative, la lutte pour les changements, le renforcement de la CGT
— Rapport de E. Deiss sur les modifications statutaires à proposer au prochain congrès
— Information de P. Gensous sur la préparation du 9^e congrès de la FSM
— Présentation par H. Krasucki du document "Pour le changement : l'action indépendante de la CGT et ses rapports avec la gauche"
— Intervention de M. Apostolo sur la situation des travailleurs immigrés
— Conclusion des travaux par G. Séguy
Démission de A. Bertheloot, remplacé par E. Deiss comme trésorier-administrateur

1978

- 27-28 janvier Journées nationales d'étude des élus et mandatés de la CGT (Nanterre)
- 12-19 mars Elections législatives : PCF : 21,3%, PS : 23,1%. L'UDF et le RPR remportent le second tour. R. Barre forme un nouveau gouvernement
- 30-31 mars CCN :
— Rapport du BC par G. Séguy sur la situation après l'échec de la gauche aux Législatives
— Rapport sur les problèmes financiers par M. Warcholak
— Intervention de A. Allamy sur la politique de promotion des cadres syndicaux
— Conclusions par J. Lambert
- 16-23 avril IX^e congrès syndical mondial (Prague). Retrait de P. Gensous du secrétariat général de la FSM
- 17-18 mai Colloque de la CGT pour le dixième anniversaire de mai 1968
- 25-26 mai 2^e rencontre nationale des trésoriers. Rapport d'E. Deiss, conclusions de M. Warcholak
- 27-28 juin CCN :
Réunion des secrétaires généraux des UD et des fédérations pour la préparation du 40^e congrès :
— Rapport du BC par H. Krasucki
— Election de P. Gensous au BC
- 26 novembre-1 décembre 40^e congrès confédéral (Grenoble) Secrétaire général : G. Séguy

1979

- 23 mars Marche sur Paris des sidérurgistes lorrains
- 24-25 avril CCN :
— Rapport du BC par G. Séguy. La situation économique et sociale. L'application du 40^e congrès.
— Communication de A. Allamy sur la syndicalisation des enseignants
— Conclusions de J. Lambert

- 12-13 juin CCN :
 — Rapport de G. Gaumé sur les élections prud'homales
 — Rapport de E. Deiss sur la politique financière
 — Rapport de P. Gensous sur l'activité internationale
 — Conclusions de G. Séguy
- 21-24 juin VIIe congrès de l'UGICT (Lyon), R. Le Guen, secrétaire général
- décembre Lancement de la pétition "l'union dans les luttes" signée par plusieurs responsables de la CGT, notamment 4 secrétaires confédéraux (R. Buhl, E. Deiss, J. Lambert, J.-C. Laroze)
- 12 décembre Elections prud'homales : la CGT arrive largement en tête avec 42,3% devant la CFDT (23,2%) et FO (17,3%)
- 27 décembre Invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques.

1980

- 8 janvier CE : le rapport de J. Galland sur la situation internationale est adopté avec 5 voix contre et 11 abstentions dont celles de 7 secrétaires confédéraux (R. Buhl, E. Deiss, G. Gaumé, C. Gilles, J.-C. Laroze, J. Lambert, J.I. Moynot)
- 23-24 janvier CCN :
 — rapport du BC par R. Lomet sur la situation intérieure et internationale
 — Rapport de A. Allamy sur les problèmes de l'enseignement
 — Intervention de G. Séguy
 — Conclusions de R. Lomet
- 15-16 février Seconde rencontre nationale des unions locales (Saint-Denis). Rapport de M. Warcholak.
 Conclusions de G. Séguy
- 21-22 mai CCN :
 — Rapport du BC par J.-C. Laroze sur la situation intérieure et l'unité syndicale
 — Rapport de M. Warcholak sur les structures de la CGT
 — Rapport de E. Deiss sur la politique financière
 — Conclusions de G. Séguy
- 16 juin CCN extraordinaire :
 — Document sur l'unité d'action
 — Document sur les attaques contre le droit de grève
- 20 septembre CCN extraordinaire :
 — Rapport du BC par E. Deiss : "Recueillir l'argent de la lutte et de l'espoir" (financement de la construction du nouveau siège de Montreuil)
 — Conclusions par G. Séguy
- 20-21 novembre Ve conférence nationale sur les problèmes de l'immigration (Paris)
- 2-3 décembre CCN :
 — Rapport du BC H. Krasucki "La CGT dans les luttes, pour le changement et devant l'élection présidentielle"
 — Rapport de P. Gensous, "nos relations avec les syndicats polonais"
 — Conclusions de G. Séguy
 Démissions du BC de J. Lambert et R. Buhl et élection de A. Véronèse (métallurgie) en remplacement de R. Buhl
- 24 décembre Affaire du "bulldozer de Vitry"

1981

- 26 avril Premier tour de l'élection présidentielle. G. Marchais : 15,3% ; F. Mitterrand : 25,8 % ; V. Giscard d'Estaing : 28,3%
- 29 avril La CE de la CGT appelle à voter pour F. Mitterrand au second tour des présidentielles.
- 10 mai Deuxième tour de l'élection présidentielle. Victoire de F. Mitterrand (52,2% des suffrages exprimés) contre V. Giscard d'Estaing
- 14-21 juin Elections législatives. PCF : 16,1% ; PS : 37,8%. Formation du 2e gouvernement Mauroy avec 4 ministres communistes
- 7-8 juillet CCN :
 — Rapport du BC par H. Krasucki : "La CGT dans l'action pour le changement, pour l'amélioration réelle de la situation des travailleurs"
 — Rapport de E. Deiss sur les cotisations de 1982
 — Conclusions de H. Krasucki.
 — Résolution sur la CGT et l'Irlande

- 14-18 sept. Importante délégation de la CGT à Moscou. G. Séguéy est décoré de l'ordre de la Révolution d'octobre
- 6-8 octobre CCN :
— Rapport du BC par H. Krasucki : La situation économique et sociale et la politique du gouvernement d'union de la gauche. La préparation du 41e congrès
— Rapport de L. Postel sur les 60 ans du *Peuple*
— Conclusions de G. Séguéy
Le rapport est approuvé à l'unanimité moins 4 voix : fédération maritime, Officiers de la marine marchande, des Finances et UD de la Loire-Atlantique
Vives accusations contre C. Gilles et J.-L. Moynot et d'autres dirigeants, accusés de développer "une fraction au sein de la CGT". G. Séguéy annonce qu'il ne se représentera pas comme secrétaire général, lors du prochain congrès, et que H. Krasucki est pressenti pour lui succéder
- 14 octobre Démissions de C. Gilles et de J.-L. Moynot du bureau confédéral
- 17-21 octobre Séjour en France d'une délégation du syndicat polonais Solidarité dirigée par L. Waleza. Elle est reçue officiellement par la CGT
- 28-29 octobre Journées d'étude des secrétaires à l'organisation des UD et des fédérations
- 3-4 décembre Réunion des militants des 900 plus grandes entreprises (Nanterre). Rapport introductif de M. Warcholak : "Une situation nouvelle propice au renforcement de la CGT"
- 13 décembre Etat de guerre en Pologne. Communiqué du BC sur les "événements regrettables de Pologne" préconisant la concertation entre les Polonais (adopté avec deux voix contre : E. Deiss, G. Gaumé)

1982

- 14-15 janvier Troisièmes rencontres nationales des unions locales (Nanterre) Rapport introductif de M. Warcholak : "Des unions locales fortes et actives pour réussir le changement"
- 20 janvier CCN :
— Rapport introductif de G. Séguéy
— Conclusions de H. Krasucki
Election au BC de J. Lénoard (en remplacement de C. Gilles), G. Alezard (en remplacement de J.-L. Moynot) et B. Lacombe (en remplacement de J. Lambert). Dénonciation des activités fractionnelles dans la CGT
- 10-15 février Xe Congrès de la FSM (La Havane). Importante délégation de la CGT conduite par H. Krasucki
- 9-12 mars Congrès constitutif de la fédération des Services publics par démembrement de la fédération des Services publics et de Santé
- 18-19 mars Congrès constitutif de la fédération des Affaires sociales (démembrement de la fédération des Employés)
- 22-25 avril VIIIe congrès de l'UGICT (Nanterre) A. Obadia, secrétaire général
- 23 avril-1 juin Grèves dans différents établissements Citroën, notamment Aulnay-sous-bois
- 17 mai Premier congrès constitutif de la FERC
- 9 juin Licenciement de 7 des 9 journalistes d'*Antoinette* dont la rédactrice en chef, C. Rogerat qui est remplacée par E. Bressol
- 8-10 juin Congrès de la fédération des Finances. Y. Peyrichou est remplacé au secrétariat général par J.-C. Le Duigou. La direction fédérale est entièrement renouvelée
- 13-18 juin 41e congrès confédéral (Lille), H. Krasucki, secrétaire général
- 27 septembre Dernière rencontre CGT-CFDT entre E. Maire et H. Krasucki
- Septembre Déclaration de H. Krasucki réclamant la libération des syndicalistes polonais emprisonnés
- 14-15 oct. CCN
— Rapport du BC par G. Gaumé sur la situation générale et les élections prud'homales
— Rapport de P. Gensous "Sur quelques questions internationales"
— Rapport de E. Deiss sur la politique financière
— Mise en place d'une commission du Fonds national interprofessionnel (FNI)
- 11 novembre Décès de L. Brejnev, secrétaire général du PC d'Union soviétique
- 8 décembre Elections prud'homales. CGT : 36,8% ; CFDT : 23,5% ; FO : 17,8%

1983

- 7 janvier Réunion des secrétaires généraux de fédérations, d'UD et de d'Unions régionales sur les problèmes d'organisation
- 17 février Première assemblée générale de l'Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés (INDECOSA), président : E. Deiss

- 27-28 avril CCN :
— Rapport du BC par A. Obadia sur la situation économique et sociale, l'unité syndicale et le style de travail syndical
— Conclusions par H. Krasucki
- 19 octobre Elections de la sécurité sociale (CGT : 28,2% ; FO : 25,2% ; CFDT : 18,4% ; CGC : 15,9% ; CFTC : 12,3%)
- 8-10 novembre CCN :
— Rapport du BC par L. Viannet : "Avec les travailleurs, une action syndicale résolument combative et offensive pour les revendications urgentes"
— Rapport de E. Deiss sur la politique financière et la fixation des cotisations 1984
— Intervention au nom du BC par C. Rey sur la décentralisation
— Conclusions par H. Krasucki
La fédération du personnel pénitentiaire et de justice perd son label CGT. L'Union générale des syndicats pénitentiaires qui la remplace tient son congrès les 14-16 décembre
- 21 novembre Début de la grève à Talbot-Poissy
- 1-2 décembre Conférence nationale sur les droits et libertés
(Rapport introductif de G. Gaumé, conclusions de H. Krasucki)
- 1984**
- 1-2 mars Quatrièmes rencontres nationales des UL (Nanterre) Rapport de M. Warcholak
- 15-16 mai CCN :
— Rapport du BC par J. Marest : "une action plus unie, une CGT plus forte pour gagner"
— Rapport financier de E. Deiss
— Conclusions de H. Krasucki
- 17 juillet Nouveau gouvernement. L. Fabius, premier ministre. Le PCF ne participe plus
- 4-5 octobre Réunion nationale des secrétaires à l'organisation des fédérations et des unions départementales (Montreuil). Rapport de J. Juste
- 21-22 novembre CCN :
— Rapport du BC par J. Léonard "Plus loin, plus vite, plus fort"
— Conclusions de H. Krasucki
- 1985**
- 6-10 février 25e congrès du PCF, G. Marchais secrétaire général
- 27 mars CCN extraordinaire sur la politique financière :
— Rapport du BC par H. Krasucki "Lancement de la campagne Urgence-CGT"
— Conclusions de E. Deiss
- 20 mai Comité central du PCF critiquant la CGT
- 30 mai-2 juin IXe congrès de l'UGICT à Toulouse, A. Obadia, secrétaire général
- 5 juin Attaque de l'usine SKF d'Ivry par un commando du PCF et de la CGT du Val-de-Marne
- 13-14 juin 7e conférence nationale des femmes salariés
- 25-26 juin CCN 25-26 juin :
— Rapport du BC par L. Brovelli : la situation générale et la préparation du 42e congrès
— Rapport de J.-C. Laroze sur l'institut de formation "Emergences"
— Conclusions de H. Krasucki
- 24-29 novembre 42e congrès de la CGT (Montreuil), H. Krasucki, secrétaire général
- 1986**
- 11-12 février 2e conférence des comités CGT de lutte et de défense des chômeurs
- 5 mars CE : Rapport de M. Warcholak sur la syndicalisation
- 16 mars Elections législatives. PCF : 9,7% ; PS : 31,6% ; RPR et UDF : 42,0%. Première "cohabitation" : Premier ministre, J. Chirac.
- 2-3 avril CE : poursuite des travaux sur la syndicalisation
- 23-24 avril CCN :
— Rapport du BC par L. Viannet : la situation économique et sociale, la syndicalisation, l'unité d'action
— Rapport de L. Brovelli sur les employés
— Rapport de P. Koehler sur la cotisation 1987 et élection de la commission FNI
— Conclusions de H. Krasucki
- 11-16 mai Congrès constitutif de la FILPAC créée par fusion de la FTL et de la fédération des industries papetières

- 27-30 mai Congrès d'unification des fédérations du verre et de la céramique
 12-22 sept. XIe congrès de la FSM (Berlin-Est). H. Krasucki vice-président
 3 octobre Démission de G. Gaumé, secrétaire confédéral (socialiste)
 29-30 novembre CCN :
 — Rapport du BC par H. Krasucki "Le développement des luttes : une évolution qui confirme l'analyse du 42e congrès"
 — Communication de B. Mirsalis sur la situation de Tourisme et Travail et la création de l'ANCAV (association nationale de coordination des activités de vacances)
 — Intervention de G. Gaumé présentant les raisons de sa démission . Il critique l'analyse de la CGT, son alignement sur le PCF, son analyse de la situation internationale et son retour à la FSM
 — Conclusions de H. Krasucki
 Election de D. Angleraud (chrétien et socialiste, fédération de l'énergie) en remplacement de G. Gaumé
- 4-5 décembre 6e conférence nationale sur l'immigration (Montreuil)
 9 décembre Journée "Employés". Lancement de "Employés-liasons"

1987

- 2-3 avril Cinquième rencontre nationale des unions locales (Nanterre) Rapport de M. Warcholak
 15-16 juin CCN :
 — Communication de H. Krasucki : pour une réplique de haut niveau aux attaques contre les droits, le droit de grève et les libertés syndicales"
 — Rapport du BC par A. Véronèse "La paix et le désarmement, le développement des luttes, la défense de la sécurité sociale, des libertés syndicales, la reconquête syndicale, les élections prud'homales"
 — Intervention de P. Koehler sur la cotisation 1988 et la bataille pour l'adhésion
 — Conclusions de H. Krasucki

1988

- 6-7 janvier Journées d'étude des responsables à l'éducation des UD, régions, fédérations et de l'UGICT sur : "Formation et qualité de la vie syndicale pour l'efficacité des luttes"
 28-29 janvier CCN :
 — Rapport du BC par H. Krasucki : Les élections prud'homales, un encouragement et un point d'appui. La situation actuelle et nos tâches. La CGT, son renforcement, ses forces organisées.
 — Rapport de A. Guichard au nom du BC sur l'UNEDIC
 — Présentation du livre "CGT, approches historiques"
 — Conclusions de H. Krasucki
- 6 avril CE : déclaration de la CGT sur l'élection présidentielle
 24 avril-8 mai Election présidentielle. A. Lajoignie (PCF) : 6,8%, F. Mitterrand : 34,1%. F. Mitterrand est réélu président de la république au second tour
 5-12 juin Election législatives : PCF : 11,3% ; PS : 34,8%. Gouvernement Rocard
 21 octobre 6e rencontre nationale des unions locales et de syndicats (St-Denis). Rapport de M. Warcholak, conclusions de H. Krasucki
 30 novembre-1 décembre CCN :
 — Rapport du BC par P. Koehler : "Les luttes aujourd'hui et leur développement, le rôle de la CGT et son renforcement"
 — Rapport de M. Warcholak : "Influence et renforcement de la CGT"
 — Intervention de J. Léonard : "La CGT en Cisjordanie et en Israël"
 — Conclusions de H. Krasucki
- 7-11 décembre Xe congrès de l'UGICT à Arles. A. Obadia, secrétaire général

1989

- Janvier Réunion nationale des secrétaires à l'organisation des fédérations et des unions départementales (Montreuil). Rapport de M. Warcholak
 21-26 mai 43e congrès confédéral (Montreuil), H. Krasucki, secrétaire général
 18 juin Elections européennes : PCF : 7,7%, PS : 23,6%
 Septembre Début de la grève au Ministère des Finances
 9 novembre Chute du mur de Berlin

- 4-5-6 décembre CCN :
 — Rapport du BC par L. Viannet "Le mouvement revendicatif, les luttes, l'application du 43e congrès, la syndicalisation, la bataille idéologique"
 — Arrêt de la parution d'*Antoinette*
 — Rapport de J.-C. Laroze sur *Le Peuple* (nouvelle formule)
 — Intervention de H. Krasucki sur la situation internationale, l'évolution des pays socialistes, l'unité syndicale
 — Conclusions de L. Viannet
- 1990**
- 29-30 mai CCN :
 — Rapport du BC par G. Alezard : "Démarche revendicative, vie syndicale, syndicalisation : une même logique"
 — Rapport au nom du BC par P. Koehler : "Syndicalisation, cotisation, situation financière, souscription nationale"
 — Intervention au nom du BC de A. Obadia : "Le monde du travail se tranforme, changeons d'état d'esprit"
 — Conclusions de L. Viannet
- 13-20 novembre XIIe congrès de la FSM à Moscou
- 28-29 novembre 3e conférence nationale des comités de chômeurs CGT
- 1991**
- 22-23 janvier CCN :
 — Rapport du BC par J. Marest : "Paix, revendications, luttes, syndicalisation dans une démarche démocratique. Du 43e au 44e congrès"
 — Conclusions de H. Krasucki
- 12-13-14 juin CCN :
 — Information du BC aux membres du CCN (envoyée le 27 mai)
 — Rapport du BC par H. Krasucki : "Analyse de la décennie 1980, renouvellement de la CGT, un nouveau départ"
 — Rapport du BC par L. Viannet : "Le syndicalisme d'aujourd'hui, existence et identité. Un enjeu de la période. Responsabilité collective"
 — Introduction à la discussion par H. Krasucki
 — Rapport au nom du BC par G. Alezard : "Prendre la mesure de ce qui bouge au plan économique dans les luttes"
 — Conclusions de L. Viannet
- 19-21 août Coup d'Etat manqué à Moscou
- 15-16 octobre CCN :
 — Rapport du BC par L. Viannet : "Evolution des luttes, questions, réflexions pour leur élargissement. Le 44e congrès, sa préparation avec les syndiqués"
 — Intervention au nom du BC de H. Tronchon sur la cotisation 1992
 — Intervention au nom du BC de J. Marest pour le 50e anniversaire de la fusillade des otages de Châteaubriand
- 21 décembre Disparition de l'URSS.
- 1992**
- 26-31 janvier 44e congrès confédéral (Montreuil), L. Viannet, secrétaire général
- 13-14 mai CCN :
 — Rapport du BC par D. Niel : "Passer à la pratique, se mettre en situation dans tous les aspects de la vie syndicale"
 — Intervention de L. Brovelli sur la situation financière et la syndicalisation
 — Conclusions de L. Viannet
- 11-12 juin 7e conférence nationale de l'immigration
- 17-21 juin XIe congrès de l'UGICT à Nanterre. M. Demons, secrétaire générale
- 21-22 octobre CCN :
 — Rapport du BC par M. Lamoot : "L'action des organisations CGT pour développer les luttes revendicatives. Prendre des initiatives d'action nécessaires. Impulser la bataille prud'homale et la syndicale"
 — Conclusions de L. Viannet

1993

- 21-28 mars Elections législatives : PCF : 9,2% ; PS : 17,4%. Seconde "cohabitation". Gouvernement Balladur
- 5-6 mai CCN :
 — Rapport présenté au nom du BC par M. Commergnat : "Développement des luttes revendicatives, unité syndicale et syndicalisme dans le contexte économique, social et politique au lendemain des élections législatives. Contribuer à réaliser les conditions d'une action syndicale plus forte, qui porte haut les revendications appuyées sur les besoins des salariés et sur la démocratie"
 — Intervention de L. Brovelli sur les cotisations et les rétentions
 — Intervention de L. Viannet sur l'identité CGT-revendicative
 — Conclusions de L. Viannet
- 14 et 30 juin Incidents entre L. Viannet et A. Obadia
 Réunion extraordinaire de la CE :
 — Introduction de L. Viannet "à titre personnel" : "Affronter les situations nouvelles, travailler à l'élaboration de réponses qui aident au rassemblement, à la convergence des luttes, à l'unité d'action"
 — Conclusions de L. Viannet : "Que le débat soit pris en compte par toutes les organisations de la CGT afin de nourrir la réflexion et les discussions avec les syndiqués"
- 8-9 novembre CCN :
 — Rapport du BC par F. Duteil : "La stratégie et les responsabilités de la CGT dans le contexte de la situation actuelle : développement du mouvement revendicatif, démarche syndicale, potentialités d'unité"
 — Rapport de la commission financière et de contrôle à propos des rétentions de cotisations.
 — Information d'A. Véronèse sur la FSM
 — Intervention de A. Deluchat sur le centenaire de la CGT
 — Conclusions de L. Viannet : "Donner une dimension grand public au débat sur la nécessité d'une syndicalisation pour construire le mouvement revendicatif pesant sur les choix, les décisions et faisant avancer les revendications"

1994

- 24-29 janvier 28e Congrès du PCF. R. Hue, secrétaire général
- 26-27 mai CCN :
 — Rapport du BC par J. Marest : "L'impulsion revendicative et l'unité d'action"
 — Rapport de F. Duteil sur la transformation de la *Vie Ouvrière* en *Hebdo de l'actualité sociale*
 — Rapport de L. Brovelli sur les travaux du groupe de réflexion sur les structures
 — Conclusions de L. Viannet
- 13 octobre CE : démission de A. Obadia du bureau confédéral
- 3-4 novembre CCN :
 — Rapport de B. Vivant sur la préparation du 45e congrès
 — Allocution de L. Viannet sur la victoire du peuple sud-africain et du Cosatu
 — Rapport de L. Brovelli sur les travaux du groupe de réflexion sur les structures
 — Intervention de A. Obadia présentant les raisons de sa démission
 — Conclusions de L. Viannet
- 22-26 novembre 13e congrès de la FSM (Damas)

1995

- 5-6 avril CCN :
 — Rapport du BC par L. Viannet : L'ambition de construire un congrès qui soit perçu comme un véritable message d'espoir
 — Vote sur la désaffiliation de la FSM
 — Intervention de clôture de L. Viannet : Une base d'impulsion très importante pour s'engager ensemble dans la préparation du 45e congrès
- 23 avril-7 mai Elections présidentielles : R. Hue (8,6%) ; L. Jospin (23,3%). J. Chirac est élu président de la République avec 52,6% des suffrages contre L. Jospin
- 13-14 septembre CCN à Limoges :
 — Rapport du BC par M. Commergnat : Donner la preuve dans la vie de notre réelle volonté de renouveau du syndicalisme
 — Intervention de clôture de L. Viannet : Une centième anniversaire reflétant bien nos ambitions : un syndicalisme CGT relevant les défis d'aujourd'hui
- 3-8 décembre 45e congrès confédéral (Montreuil). L. Viannet secrétaire général

Chapitre V.

SOURCES DE LA RECHERCHE

Document V.1

Le *Courrier confédéral* de 1963 à 1994

Le bulletin intérieur de la confédération CGT s'appelle : *Courrier confédéral* puis *Repères* depuis 1993. Pour obtenir les divers avantages réservés à la presse, il dispose d'un numéro délivré par la commission paritaire de la presse, ce qui implique son dépôt légal. On peut donc trouver ce bulletin au département des périodiques de la Bibliothèque nationale sous la cote 4° JO 16790. C'est cette collection que nous avons dépouillée entre novembre 1994 et février 1995.

La collection de la BN commence avec le n°3 du 28 janvier 1963 et s'étend jusqu'à aujourd'hui avec quelques lacunes, notamment tout le second semestre 1975 — probablement à cause d'un déclassé dans le fonds de la BN —, et quelques numéros à partir de 1990...

Le dépouillement n'a pas porté sur l'intégralité de la collection car celle-ci est fort volumineuse et parce qu'une bonne partie du contenu est déjà connue. Nous l'avons exploité essentiellement dans trois domaines : l'organisation interne, les mandats de congrès, la syndicalisation.

Une dernière remarque : les principales organisations de la CGT (grosses fédérations et UD) disposent de bulletins intérieurs très comparables : ceux-ci épousent d'assez près la présentation et la philosophie du *Courrier confédéral*. Nous avons dépouillé au département "périodiques" de la BN, trois de ces publications : *Actualité fédérale* (Métaux : dépouillement réalisé par Laurent Olivier), *Cadres-Informations* (UGICT) et le *Courrier du militant des finances* (Fédération des Finances).

Le *Courrier confédéral* paraît à peu près toutes les semaines. Sa présentation, ses destinataires et son contenu illustrent une certaine philosophie de l'organisation. De plus, un survol de la collection entière amène à distinguer plusieurs périodes assez nettement séparées.

Présentation, destinataires, contenu

Jusqu'en 1992, un numéro du *Courrier* se compose de dix à vingt feuilles A4 — tirées à la ronéo puis photocopiées — et agrafées ou classées dans une pochette de telle sorte que le destinataire puisse ventiler les documents entre les différents services de son organisation. Pendant un moment, il y avait même des feuilles de différentes couleurs suivant le secteur confédéral émetteur de l'information. La présentation — gros titres, illustrations, textes courts — montre qu'une partie de ces documents

étaient conçus pour être placés sur le panneau d'affichage ou pour être reproduits sous forme de tracts...

Dans l'un des premiers numéros, il est indiqué que les destinataires sont les secrétaires confédéraux (le bureau confédéral) et leurs secteurs et que trois exemplaires sont envoyés à chaque UD et à chaque fédération. Il est précisé que, dans ces organisations, un exemplaire est destiné aux archives, un au responsable et le dernier doit être ventilé en fonction des secteurs concernés. On peut donc estimer le tirage à 450-500 exemplaires environ, ce qui est évidemment trop pour garantir le secret : d'où une certaine prudence, voire une autocensure.

En contrepartie, le *Courrier* montre aussi ce que la direction de la CGT destine aux cadres supérieurs de l'organisation... Autrement dit, le *Courrier* ne nous renseigne pas seulement sur certains aspects du fonctionnement interne ; la quantité d'information qu'il véhicule et la qualité de celle-ci sont également un baromètre des relations de l'état-major de la confédération avec ses cadres ! Au moins jusqu'à ce que l'usage généralisé du téléphone, puis du fax, ait déclassé l'instrument comme le suggère l'amaigrissement du *Courrier* depuis la fin des années 1980.

Les numéros spéciaux

Dans la collection, se trouvent un grand nombre de numéros spéciaux qui poursuivent plusieurs objectifs. En premier lieu, un certain nombre sont destinés à fournir des "argumentaires" lors des négociations ou des multiples commissions auxquelles participent les responsables syndicaux : environ trois fois par an, il y a un numéro spécial sur "emploi-formation", un spécial "social" et un numéro sur "salaires et pouvoir d'achat". En second lieu, de manière moins régulière, des numéros, plus ou moins volumineux, portent sur les femmes, les immigrés — longtemps baptisés : MOF et MOI ("main d'oeuvre féminine" et "main d'oeuvre immigrée") comme au PCF —, les jeunes, les chômeurs, etc. Ces suppléments disparaissent vers 1990-92 (cf plus bas, la tentative de périodisation). Souvent, ils précèdent ou suivent des "initiatives" nationales dirigées vers l'une ou l'autre de ces catégories (à partir des années 1980, on parle plutôt de "temps fort"). Ces initiatives connaissent pratiquement toujours une sorte de couronnement : le rassemblement à Paris. Il serait intéressant d'en faire la liste sur une période donnée et d'en sélectionner quelques-unes pour montrer la

logique intellectuelle qui conduit à segmenter le social et à créer autant d'organes que de grandes catégories. Il serait également intéressant d'examiner le vocabulaire employé à l'occasion, mais aussi le "style" d'action qui a longtemps prévalu et dont le point d'orgue était nécessairement un "rassemblement national" qui pouvait être un défilé ou quelque chose qui tenait à la fois du meeting et du congrès, parfois de la "fête de l'Huma"...

Les numéros ordinaires

Les numéros ordinaires contiennent :

— d'abord des informations concernant la vie interne de l'organisation. Par exemple, après la plupart des congrès, le *Courrier* publie la répartition des tâches au sein du bureau, ce qui nous a permis de reconstituer des organigrammes de la confédération (cf ci-dessous : II). On trouve également : date des réunions, convocations, prix des cotisations, lancement d'une campagne, formulaires d'enquêtes à remplir et à retourner à la confédération, mandats de congrès, organisation des journées nationales d'action, rendez-vous pour les manifestations, modèles de pétition, de tract, sommaire des différentes publications de la confédération¹, etc. On remarque aussi l'apparition régulière d'informations sur la formation syndicale offerte par la confédération (c'est-à-dire aux cadres déjà parvenus à un certain niveau)².

L'examen de la collection du *Courrier* fait apparaître que les échelons territoriaux interprofessionnels — c'est-à-dire les unions départementales, et à partir de 1979-82, les unions locales (UL) et les grandes entreprises — sont

¹ Outre *Le Peuple*, dont la parution est très inégalement soulignée, il s'agit essentiellement de deux magazines : *Antoinette* destiné aux femmes et *Options* destiné aux ICT (ingénieurs, cadres et techniciens). Il y a également des tableaux réguliers de la diffusion de la presse (par exemple, dans le n° 7 du 14 avril 1964, la diffusion du *Peuple* par départements ; n° 267 du 18 mars 1971, la diffusion de la *VO* par fédération et UD ; le 9 décembre 1971, les résultats de la "vente de masse de la *VO*" (par départements à quatre dates).

² Par exemple, le numéro 19 du 9 mai 1966 est consacré aux "centres régionaux d'éducation ouvrière" (calendrier, brochures, cours...) et il comporte un schéma de base de la formation en 6 chapitres : la lutte des classes et les syndicats, la CGT, l'exploitation capitaliste, l'unité d'action et l'unité syndicale, l'action syndicale à l'entreprise, les classes sociales et l'exploitation capitaliste. Les indications du *Courrier* sont évidemment trop lacunaires pour analyser le contenu ou le volume de cette activité. Toutefois, il y a là une piste d'analyse : dès avant-guerre, la CGT avait développé la formation des cadres mais c'est sans doute du côté du parti communiste qu'il faut chercher le modèle. Si nous décidions de suivre cette piste, il faudrait demander s'il existe des documents de synthèse et des statistiques sur la formation au niveau confédéral.

manifestement les interlocuteurs "naturels" de la confédération pour toute une série d'activités. Cela se traduit notamment par un flux d'informations plus important en direction de ces unions. En revanche, il y a moins de chose sur les fédérations ou sur les relations entre la confédération et ces fédérations.

— Une proportion variable du *Courrier* est également consacrée aux prises de positions de la confédération : "communiqués", "déclarations" du bureau ou d'un secrétaire — à propos de tel ou tel événement ou de tel ou tel thème d'actualité —, motions adoptées par la CE ou le CCN, etc. Il s'agit ici d'un complément au *Peuple* et à la *VO*. On devrait peut-être faire un sort spécial aux communiqués diffusés à l'issue des "rencontres" : avant 1968, il s'agit de rencontres entre syndicats français mais aussi étrangers, notamment ceux du "camp socialiste". De 1966 à 1971, l'essentiel est constitué des rencontres et des communiqués communs avec la CFDT. Après 1969, s'y ajoutent les partis politiques. Ces textes ressemblent beaucoup à des documents diplomatiques... Ajoutons à cela les "auto-célébrations", notamment au travers des biographies et des nécrologies. Je n'ai pas fait le recensement de ces notices — que l'on retrouve dans *Le Peuple* — mais elles m'ont paru assez nombreuses et assez strictement codifiées dans le style, le vocabulaire, la thématique et les images.

Les informations ne sont jamais purement techniques. A la CGT plus qu'ailleurs, la "politique" transparaît à chaque instant — on l'affirme d'ailleurs dans les rapports : la politique est la solution aux problèmes généraux du pays comme aux difficultés que rencontre la CGT. Cela donne au moindre document un air "de famille". Les rapports semblent tous construits un peu sur le même modèle : l'offensive du grand patronat et du pouvoir, la combativité des travailleurs, la montée des luttes, la justesse de la ligne de la CGT, l'application de cette ligne qui conduit à proposer telle ou telle décision. L'air de famille vient aussi d'un certain vocabulaire : par exemple, il ne s'agit pas de désigner des délégués au congrès mais de "mandatement démocratique" (et l'adjectif sera d'autant plus répété que, en pratique, la désignation est relativement bureaucratique...). Il ne s'agit pas de discuter d'un taux de cotisation mais de mettre en oeuvre la "politique financière". Il y aurait un véritable "glossaire" à dresser : ce serait sans doute un bon moyen de décrire cet univers de pensée où les "codes" pèsent lourd...

Un survol de l'ensemble de la collection fait apparaître d'autres continuités étonnantes (outre l'aspect société fermée). Ainsi les voyages de vacances en RDA qui sont proposés chaque année dans le *Courrier* depuis l'origine de la collection et

jusqu'en mars 1989¹ : dans ce numéro (838) un dépliant spécial de 4 pages de couleur gris-vert annonce que, comme chaque année, des vacances sont organisées en RDA, pour un prix modique, mais qu'elles prennent un relief exceptionnel car les "camarades allemands" veulent fêter en même temps le bicentenaire de la Révolution française et le quarantième anniversaire de la RDA. Etant donné la situation de l'Allemagne de l'Est à cette époque, on voit où allaient les sympathies de la confédération... De même, un relevé des communiqués publiés à l'issue des rencontres du secteur international montrerait certainement une nette prédilection pour les pays de l'Est et notamment pour la Confédération allemande des syndicats libres (FDGB)... A chaque fois, les signataires saluent la "construction du socialisme" et la "lutte pour la paix"²...

Les trois périodes du *Courrier confédéral*

Le contenu du *Courrier* permet de suivre les thèmes développés par la confédération. En parcourant l'ensemble de la collection, j'ai observé des variations intéressantes qui suggèrent l'existence de trois périodes principales. Ceci est assez intuitif mais correspond bien aux conclusions tirées du dépouillement du *Peuple* et des monographies réalisées sur des organisations de la CGT (UD de la Moselle, UGICT, fédérations des métaux et des Finances).

¹ Par exemple : le 6 mai 1981 : "Il y a encore des séjours en RDA", sur deux pages dans le n° 522 du 4 juin 1982 : "Jeunes de 18 à 25 ans, partez cet été découvrir la RDA !" ; 11 avril 1983 : "Découvrir la RDA" ; 29 juin 1983 : "Des places sont disponibles pour le séjour en RDA". Même chose en juin 84, 85, 86... En 1988, on offre aussi des séjours en Tchécoslovaquie (n° 815, du 15 mars 1988).

² En fait cette sympathie pour la RDA est ancienne. Elle date au moins de juin 1950 où une importante délégation de la CGT conduite par B. Frachon et G. Monmousseau signe à Berlin-Est un accord de coopération très politique avec le FDGB. L'accord est annoncé en première page de l'*Humanité* et Le *Peuple* y consacre toute sa "une" sous le titre : "Un document historique de première importance : pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, les représentants des classes ouvrières allemandes et françaises fixent les bases d'une action communes pour la défense de la paix. Berlin 14-15 juin 1950. Depuis lors, chaque année, l'anniversaire de l'accord a été célébré et de nombreuses délégations échangées jusqu'à la disparition de la RDA. De même, chaque mois de septembre, la CGT a envoyé un message au FDGB pour l'anniversaire de la RDA (par exemple, l'article de M. Dufriche, "Le 10e anniversaire de la RDA", *Le Peuple*, n° 592 du 1 novembre 1959 et celui de R. Duhamel, "Il y a 20 ans, l'accord CGT-FDGB", n° 854, 16-31 octobre 1970...). Les historiens pourront peut-être expliquer ces relations particulières.

De 1963 à 1969-70

Les thèmes sont les salaires, l'emploi, la sécurité sociale, les femmes, les jeunes. Les prises de positions politiques se limitent à voter à gauche à l'élection présidentielle de 1965 et aux législatives 1967 et 1968³. La CGT interpelle tel ou tel ministre ou conteste telle ou telle décision mais elle reste très en retrait. Par exemple, ses rencontres "officielles" se limitent aux syndicats ou associations : CFTD à partir de 1966, UNEF, CNAL... En dehors de l'organigramme et des mandats de congrès, le niveau de l'information sur l'organisation est bas : rien sur les débats internes (mais, à l'époque, il semble guère y avoir de débats internes à la CGT), ni sur la syndicalisation... Bref, le degré d'estime que la direction confédérale porte aux cadres de l'organisation ne semble pas très grand. Ceci étant, on trouve peu de choses : le *Courrier* tient en un seul carton d'archives par an jusqu'en 1967... Soit l'information est véhiculée par d'autres canaux ou alors la direction n'a pas grand chose à dire à ses cadres qu'ils ne puissent apprendre en lisant la VO, *Le Peuple* et l'*Humanité*...

Les années qui suivent mai 1968 forment une période contradictoire. D'un côté, il y a durcissement : la politisation s'intensifie et beaucoup de place est consacrée à la dénonciation du "gauchisme", combat dont l'importance et la virulence étonnent aujourd'hui. D'un autre côté, l'organisation "s'institutionnalise", les secteurs se comportent de plus en plus comme des sortes de "ministères" et le courrier emploie plusieurs fois cette expression à propos du secteur international.

Les années 1970

A partir de 1972, on pourrait croire que ce sont les mêmes thèmes, mais leur formulation change : "le programme commun et les salaires", "le programme commun et les jeunes", "le programme commun et les femmes", "le programme commun et la sécurité sociale"... La CGT continue à rencontrer les syndicats mais le rythme de ces rencontres s'intensifie et, maintenant, elle rencontre aussi les partis : PS, radicaux et... PCF ! Le thème des réformes devient dominant et, à partir de 1972, la CGT élabore progressivement un véritable programme.

Parallèlement, l'organisation connaît un gonflement considérable que je décris plus bas à l'aide d'organigrammes pour ce qui concerne la

³ Aux législatives, la formule consacrée est "défendre les intérêts de classe" au premier tour (ce qui évite d'avoir à dire "communiste").

confédération : naturellement le même gonflement se produit à tous les étages de l'organisation : fédérations, UD... D'où une augmentation des informations produites par chacun des "secteurs" confédéraux ; d'où un accroissement de la pagination et de la périodicité du *Courrier*. C'est naturellement à cette époque que nous avons le plus de renseignements sur l'organisation comme on le verra plus bas en détail. Pour reprendre notre "équation", le flux maximum d'information se situant dans la décennie 1973-1982, c'est aussi à cette époque que les relations de l'état-major de la CGT avec ses cadres sont les plus intenses.

Les années 1980

Une autre "ligne" se fait progressivement jour à partir de 1979-80 mais elle ne domine totalement qu'à partir de 1986. S'il faut dater précisément le tournant, la lecture du *Courrier* laisse penser qu'il s'agit de l'année 1982. Cette hypothèse serait d'ailleurs confirmée par le congrès de Lille, le remplacement de G. Ségué par H. Krasucki, etc. Il faudra voir s'il y a d'autres indices (comme le renouvellement des équipes ou tel ou tel autre événement significatif). Ceci étant, la période 1979-1985 est manifestement une période de transition.

La nouvelle ligne se résume en quelques thèmes : "la montée des luttes", "la bataille des idées", "le syndicalisme de classe" et ces thèmes finissent par emporter tout le reste. Le message inlassablement répété par le *Courrier*, au cours de cette période, c'est : "*La perception de la CGT chez les salariés est bonne, notre orientation est juste, mais elle n'est pas portée avec suffisamment de détermination par les camarades*"¹.

La plupart des informations internes disparaissent progressivement, ou alors elles sont évoquées allusivement — comme nous allons le voir à propos de la syndicalisation — et elles donnent lieu à des développements "politiques" beaucoup plus longs que l'information elle-même. Tout devient affaire de «mobilisation» et d'«engagement» des militants. On retrouve même des formules qui, semble-t-il, remontent aux années cinquante. Par exemple, "le style de travail des dirigeants nationaux qui doit servir d'exemple pour tous les camarades" (formule utilisée à plusieurs reprises, à partir de 1985, à propos des "plans de travail" publiés à intervalle

régulier par le secteur organisation : il s'agit des visites des secrétaires confédéraux dans les UL et les grandes entreprises).

Pendant cette période, une sorte d'ersatz du "culte de la personnalité" semble même renaître. Ainsi tout le printemps 1987 est consacré à la promotion du livre d'Henri Krasucki : *Un syndicat moderne ? oui !* Dans le *Courrier* du 27 février 1987, le secteur organisation publie le sommaire et explique sur deux pages les "raisons de diffuser le livre". Le 6 mars, on consacre quatre pages à relater le "lancement réussi" et on publie un "premier état des commandes". Le 13 mars, trois pages y sont encore consacrées et l'on publie un "deuxième état des commandes". Puis, environ tous les quinze jours, le *Courrier* consacre une ou deux pages à cette affaire. Mais surtout, l'ensemble des secteurs se croient obligés de participer à cette "bataille" aux côtés du secteur organisation. Par exemple, dans le numéro du 18 juin 1987, un texte émanant du secteur financier, intitulé "Des moyens dans et par la lutte", appelle à "l'encaissement rapide de TOUTES les cotisations" — il s'agit en fait de l'exercice 1986 qui devrait être clos depuis 5 mois ! — et se conclut ainsi :

"Enfin réfléchissons dans cette intense bataille idéologique, si nous avons fait tous les efforts nécessaires pour une diffusion massive du livre d'Henri Krasucki : "Un syndicat moderne ? oui !". Bien plus encore ! Sommes-nous assurés que l'ensemble des militant(e)s possèdent cet outil de travail indispensable, traduction vivante des orientations du 42e congrès de la CGT mais aussi outil pour notre mode de vie et de lutte ?"

Depuis le début des années 1990, le ton est peut-être moins caricatural, mais il semble que la ligne reste fondamentalement la même. Significativement, la quantité d'information et la qualité de celle-ci restent assez faibles. Depuis 1992, le *Courrier* devenu *Repères*, se réduit à 4 pages et une bonne partie des "papiers" — notamment l'éditorial, que l'on veut "mobilisateur" — n'ont rien "d'interne" et pourraient tout aussi bien se trouver dans *Le Peuple* ou dans la *VO*.

Naturellement, entre ces trois périodes, il y a aussi de nombreux éléments de continuité et les tournants sont assez difficiles à dater car il y a interpénétration entre ces trois périodes. Par exemple, le traitement "politique" des problèmes est une constante mais il apparaît plus ou moins crûment ; ou encore : le durcissement de la dernière période s'annonce dès le lendemain du congrès de Grenoble même s'il n'explose littéralement qu'après 1984 dans le *Courrier*.

¹ n° 798, 19 octobre 1987. Une formule équivalente se retrouve dans le numéro suivant du 30 octobre 1987 : il est question d'une tournée de secrétaires généraux de fédérations dans les UL et le rédacteur estime que si, à cette occasion, "la moisson de nouveaux adhérents" n'a pas été plus importante, c'est faute de mobilisation de la part de certains responsables locaux qui ne "portent pas la ligne" de la CGT...

V.2 Les travaux sur la CGT depuis la Libération¹

Notre recensement ne remonte pas avant de la Libération. Or, concernant le syndicalisme en général et la CGT en particulier, les travaux semblent plus nombreux sur l'avant-guerre que pour le dernier demi-siècle. Nous avons aussi laissé de côté les travaux sur le communisme lorsqu'ils ne comportent pas un traitement spécifique de la CGT² : cela élimine une bonne partie de la littérature sur le PCF. Enfin, sont également écartés les travaux qui traitent des "relations industrielles" ou du syndicalisme en général sans consacrer au moins un volet à la CGT. Outre les "Éléments bibliographiques" publiés régulièrement à la fin de la revue *Communisme*, trois sources essentielles sont exploitées.

En premier lieu, les publications de la CGT. On citera notamment *Le Peuple* qui publie les comptes-rendus des congrès et de comités nationaux (CCN), les conclusions de certaines réunions des instances dirigeantes ainsi que les prises de positions de la centrale, les nécrologies des dirigeants... On y ajoutera les *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, paraissant depuis 1982, auxquels nous renvoyons pour une présentation des archives confédérales [324-333]. Ces *Cahiers* sont essentiellement consacrés aux mouvements sociaux et comportent peu d'études sur la vie interne de la CGT. De plus, l'essentiel des travaux portent sur la période antérieure à 1947. L'essentiel de la production de la CGT a longtemps été marqué par le souci de la "bataille idéologique". L'ouvrage de J. Bruhat et M. Piolot en fournit un exemple proprement caricatural [117]. On pourra se reporter également à l'ouvrage de Frachon pour trouver un certain nombre de textes concernant la CGT des années 1940-50 [246]. Au passage, il est intéressant de constater que la quasi-totalité de ces textes ont été publiés dans *l'Humanité* et non dans la presse syndicale !

En second lieu, des sources universitaires notamment les deux ouvrages de M. Dreyfus [198, 200]. Le premier comporte notamment la liste des bibliothèques et centres spécialisés ; le second présente synthétiquement les principales sources concernant la confédération. Les publications du Centre de l'Université Paris-I en recherche d'histoire des mouvements sociaux (CRHMSS) qui recense les mémoires et thèses réalisées sur le sujet. Les revues comme *Le Mouvement social* ou *Sociologie du travail* ont également été suivies régulièrement.

En troisième lieu, les bibliographies sur le communisme et notamment l'annexe II que Guillaume Bourgeois a donnée à la réédition de l'ouvrage d'A. Kriegel [358]. On a consulté également : 167, 389, 435, 564, une bibliographie limitée et ancienne sur "le syndicalisme des salariés" [521]. Signalons enfin que l'Institut de recherche marxiste publie irrégulièrement des renseignements bibliographiques concernant les travaux consacrés au communisme. En définitive, dans ces recensements, les travaux sur la CGT sont relativement rares.

Au total, le nombre des ouvrages généraux, ou consacrés à l'organisation proprement dite, est assez limité et l'essentiel de ces travaux se concentre autour de trois thèmes : la classe ouvrière, la lutte, la crise...

¹ Ce document fait suite à un "état des travaux sur la CGT" paru en 1993 dans *Communisme*. Ce document a été complété et corrigé (à la suite d'une erreur, la revue avait publié une version préliminaire contenant un certain nombre de coquilles).

² Annie Kriegel, dans son ouvrage sur *Les communistes français*, consacre seulement 16 pages à la CGT. Elle s'intéresse essentiellement au mariage difficile de la tradition syndicale française et de la pratique communiste (*Essai d'ethnologie politique*, Paris, Seuil, 1968, p 100-116). Ce passage n'a pas été substantiellement modifié ni augmenté dans la réédition de 1985. La plupart des ouvrages sur le communisme n'accordent même pas tant de place à la CGT.

I. Historiographie, organisation, effectifs, audience et pratiques syndicales

Plusieurs ouvrages généraux ont été consacrés au mouvement syndical français et fournissent des sources utiles en ce qui concerne la CGT. Citons ceux de J.-D. Reynaud [571] et de G. Caire [122] qui, à notre connaissance, n'ont pas été réédités récemment non plus que le manuel de J. Capdevielle et R. Mouriaux [133]. Les livres les plus récents datent du début des années 1980 : H. Landier [380-81], R. Mouriaux [514-16] et *Le Pouvoir syndical* de G. Adam [12]. On a surtout cité ce dernier ouvrage pour sa thèse sur le "syndicalisme d'électeurs" mais il s'agit avant tout d'une synthèse des connaissances disponibles.

Il n'existe pas beaucoup d'ouvrages généraux sur la CGT. Celui de A. Barjonet est sans doute le plus intéressant mais il n'a pas été réédité [50]. Signalons le *Que-sais-je ?* de C. Harmel, clair mais essentiellement limité à la confédération [297] et l'ouvrage de R. Mouriaux [512]. En un sens, ces deux livres se complètent : le premier insiste sur l'influence des communistes dans la CGT, sur la manière dont ils ont pris le pouvoir et contrôlent l'organisation ; le second ignore pratiquement cet aspect des choses. L'ouvrage de G. Groux et R. Mouriaux comporte une vaste annexe bibliographique mais classée de manière peu commode et portant essentiellement sur le premier demi-siècle [279-80]. Enfin, il y a une dizaine d'années, la CFDT a publié une synthèse sur sa rivale mais ce document ne comporte pas d'indication sur les sources utilisées [114].

Les travaux classiques d'histoire contemporaine — comme ceux de E. Dolléans ou de G. Lefranc [406-07] — n'ont guère eu de suite et l'on ne dispose pas d'une synthèse des événements de ces 25 dernières années. La question est importante puisqu'à propos de la CGT, l'historiographie n'a pas toujours été exempte de parti-pris : par exemples, sur la période 1944-48 [372-73], ou les polémiques à propos des syndicats africains sous la colonisation [184, 179-80], sur l'attitude du PCF et de la CGT en 1968 [343, 567, 652]. A défaut d'ouvrages d'ensemble, on trouvera quelques analyses sur l'attitude de la CGT, lors de tel ou tel épisode de l'histoire française contemporaine : la Libération et la reconstruction [145, 190, 452, 550, 614], la guerre d'Algérie [106], l'arrivée de la gauche au pouvoir [349], l'effondrement du communisme [189]. La section, consacrée à la CGT, dans la "Chronique de la vie communiste" des premiers numéros de *Communisme*, répondait donc à un besoin évident. Après son interruption en 1987, elle a été prolongée par trois articles documentés de Y. Santamaria [587-89].

L'organisation

Dans le mouvement syndical français, les questions d'organisation tiennent une place importante. Les "structures" — dans le jargon CGT — sont d'une telle complexité qu'au sein même de l'organisation, les responsables avouent parfois s'y perdre. Pourtant, il y a relativement peu de choses à ce sujet dans la littérature que nous avons dépouillée.

Trois numéros spéciaux de la revue *Liaisons sociales* fournissent le panorama le plus complet et, le plus à jour pour le troisième, sur les organisations syndicales : organisation interne, effectifs, dirigeants, publications, principales thèses et revendications...[416-17, 669]. Signalons que cette revue consacre généralement un numéro aux congrès syndicaux (nous n'en n'avons pas reproduit le détail dans bibliographie). Quelques articles de revues rendent également compte de ces instances dans des revues généralistes que nous ne dépouillons pas systématiquement (*Projet, Esprit, Commentaire...*) Ainsi, pour la CGT, le 40^e congrès de Grenoble (1978) a fait couler pas mal d'encre [361, 414, 511, 524] avant que le tournant sectaire du PCF, le coup de Kaboul et les événements de Pologne ne ruinent les espoirs qu'il avait soulevés.

— Le fonctionnement interne a été abordé sous l'angle de la "démocratie syndicale" souvent baptisée "ouvrière" [230-31]. En fait, au-delà des déclarations de principe, on sait assez peu de choses de la vie intérieure de l'organisation sinon par quelques témoignages plus ou moins anciens, orientés ou anecdotiques. Nous en citerons deux récents : celui de D. Bonvallot qui illustre l'alignement international de la CGT sur le PCF [96] et celui, posthume, de G Vacher qui révèle la permanence d'un certain état d'esprit au sein des responsables de la CGT [646].

— Les dirigeants sont assez mal connus. Le dictionnaire Maïtron s'arrête en 1939 : on y trouvera donc des notices concernant les leaders à la Libération, mais il n'est d'aucune aide pour la période plus récente. Il n'y a pas non plus d'étude comparable au travail de Ph. Robrieux sur Thorez. Outre le livre de J. Girault sur Frachon [272], signalons que N. Tandler a mené sur H. Krasucki une enquête comparable à celle qu'il avait réalisée sur G. Marchais [631]. L'étude de J. Eglin dresse un panorama statistique des responsables de la fédération du bâtiment, de la Libération aux années 1970, et les compare à ceux de la fédération CFDT [228]. On trouve chez F. Grosjean une étude d'inspiration un peu semblable sur les dirigeants de la métallurgie [277]. Enfin, à l'occasion des congrès, la CGT présente la "bio" des secrétaires confédéraux qui sont promus ou qui partent mais ces documents tiennent de l'image pieuse. Dans un état d'esprit diamétralement opposé, *Les Etudes sociales et syndicales* et *Est et Ouest*¹ tracent périodiquement des portraits "non officiels" de certains dirigeants [292, 296, 476, 668] ou des "compagnons de route" [468, 474, 487].

— Sur les finances de la CGT, la confédération publie ses comptes dans *Le Peuple* avant les congrès. A. Bevort a réalisé l'étude la plus complète (sur la seule confédération) [77]. Des éléments supplémentaires se trouvent dans l'ouvrage polémique mais bien informé de J. Montaldo [496], dans une enquête de G. Adam et H. Landier [15] et dans les rubriques régulières des *Etudes sociales et syndicales* [293, 299, 462, 464, 465].

— Sur les organisations confédérées, des études plus ou moins anciennes et plus ou moins "autorisées", permettent de combler quelques lacunes : les trois ouvrages de J. Siwek-Pouydesseau sur les syndicats de fonctionnaires sont les plus complets [617-18, 621] ; signalons également : la fédération du Livre [86, 147, 284, 568], les PTT [64, 251], la métallurgie [466, 650], l'habillement [45].

— A notre connaissance, peu de travaux ont été consacrés aux organes de base. A part la thèse de P. Ariès sur les Hospices de Lyon [32], on trouvera quelques éléments épars dans des études sur de grands établissements industriels : Citroën [162], Peugeot [223], Simca [578], Renault [226, 249], la sidérurgie lorraine [532-534], quatre grandes entreprises grenobloises [565]. Signalons également deux travaux sur des départements [210, 378].

Enfin, la question des relations entre la CGT et le PCF a été replacée dans le débat plus général sur les liens entre partis et syndicats. Deux livres font un point historique du problème dans des optiques différentes notamment quand au rôle des communistes [115, 515]. Mentionnons également un volume du Centre de recherches administratives et politiques de l'université de Picardie [143] — qui comporte plusieurs contributions notamment [554] —, et la typologie proposée par Bergougnioux [66]. Sur la question spécifique des communistes dans la CGT, les termes du débat sont résumés dans une controverse opposant G. Adam et J. Ranger [6, 16, 566] et dans un travail universitaire [62]. Beaucoup d'informations sur les liens entre la CGT et le PCF se trouvent dans les articles de *Est et Ouest* et des *Etudes sociales et syndicales* [300, 306, 312, 460-61, 469, 666]. Ces articles dénoncent la subordination de la CGT au PCF, le détournement de l'action syndicale et affichent l'espoir, toujours déçu, d'une

¹ La revue *Est et Ouest*, qui se revendiquait "anti-communiste", s'est sabordée durant l'été 1992, après 44 ans de parution, "pour cause de victoire"... Etant donné le très grand nombre d'articles sur la CGT, parus dans ces deux revues, nous avons limité le recensement aux années postérieures à 1980.

contestation interne. Les informations semblent toujours sûres même si les interprétations peuvent être discutées.

Les effectifs

En ce qui concerne les effectifs, leur niveau, leur ventilation professionnelle et régionale, nous ne disposons pour l'après-guerre d'aucun travail comparable à ceux de A. Kriegel sur le parti communiste ou de A. Prost sur la CGT à l'époque du Front populaire¹. C'est à ce dernier que l'on doit une mise au point concernant les effectifs à la Libération ; la conclusion en est claire : la CGT n'a jamais retrouvé son niveau de 1937-38 [561-562]. En ce domaine, il est impossible de se fier aux déclarations des organisations elles-mêmes. A titre d'exemple, on peut se reporter à [522] où sont compilés les revendications des centrales et les chiffres publiés par des observateurs plus ou moins attentifs. La tentation est grande d'en conclure que l'on ne sait rien ! Cependant, plusieurs indications sont disponibles dans les travaux de A. Bevort [74-76, 78], H. Bouzonnie [109, 111], P. Cours-Saliès [161], J. Kergoat [348]. Il y a quelques années, un sondage et une enquête patronale ont donné des indications concordantes sur la grande faiblesse des effectifs [276, 535]. Ajoutons que des chiffres plus ou moins précis sont disponibles pour certaines organisations : cheminots [574], fonctionnaires [617-18], métallos avant la crise [650]. Enfin, dès les années 1960, C. Harmel a présenté, dans *Est et Ouest* et les *Etudes sociales et syndicales*² des méthodes pour l'étude des effectifs syndicaux en France : décompte des mandats de congrès [305], dépouillement des rapports financiers [289], diffusion de la presse syndicale [307, 482]... Ces deux journaux ont publié, à espace régulier, des informations assez fiables au moins sur la CFDT et la CGT. Ces études parviennent à une double conclusion : la CGT connaît un véritable effondrement et elle ressemble à une passoire [289-90, 313].

Sur les adhérents de la CGT, il n'y a rien de comparable à l'étude de Gaudart sur les anciens communistes [265]. On estime mal leur nombre ; leur sociologie et leurs motivations sont des sujets quasiment vierges³. On trouve quelques indications intéressantes dans la grande enquête du Cevipof menée en 1970 [14], malheureusement la reprise de cette enquête vingt ans après se révèle très décevante et semble avoir fait l'impasse sur cet aspect [130]. Signalons que, après chacun de ses congrès confédéraux, la CGT administre une enquête aux délégués dont les principaux résultats sont publiés dans le numéro spécial du *Peuple* rendant compte du congrès. Pour le congrès de 1992, L'ISERES a publié l'ensemble des résultats [579].

Certes, cette information "interne" est difficilement accessible mais la plupart de chercheurs ont probablement partagé la conception élitiste du syndicalisme selon laquelle l'adhérent n'a guère d'importance. Les responsables syndicaux se méfient plutôt de "l'adhérent passif" et, dans les faits, la sélection existe toujours [113]. Dès lors le militant demeure la figure centrale du syndicalisme, comme nous le verrons plus bas.

L'audience de la CGT

Les sondages permettent de se faire une idée de la "popularité" des syndicats. Ainsi l'enquête annuelle réalisée pour *Liaisons sociales*, depuis le début des années 1980, montre une dégradation quasi-continue de l'image des confédérations (excepté l'année 1986). On se

¹ Antoine PROST, *La CGT à l'époque du front populaire*, Paris, Presses de la FNSP, 1964, 258 p.

² Concernant ces deux publications, nous avons limité notre recensement aux années postérieures à 1980. C'est l'ensemble de la collection qu'il aurait fallu citer.

³ Pour la CFDT, voir LABBE Dominique, DERVILLE Jacques, CROISAT Maurice, *La syndicalisation à la CFDT dans les années 1990*, Grenoble, CERAT, 1992.

reportera également à l'étude parue dans les *Cahiers de l'IRES* [58] et plus récemment à une série de sondages commandés par la CGT à l'Institut CSA [171].

Il n'existe pas de "baromètre" unique de l'audience électorale et chacune des mesures possibles soulève des difficultés [43]. Dans le secteur privé, l'audience de la CGT peut être connue grâce aux élections prud'homales et sociales : on en trouvera les résultats dans [2, 89-92, 107]. Ces élections ont été assez abondamment analysées [27, 110-11, 379, 438-39]. En revanche, les élections professionnelles sont moins bien connues [23-25]. Avant 1966, on dispose de peu de données. Mentionnons une récapitulation de H. Bouzonnie [110], l'étude de J. Commaille qui fournit les résultats des élections aux CE, depuis l'origine, dans trois grandes entreprises (Renault-Billancourt, Alsthom-Belfort, Peugeot-Sochaux) [153], la première tentative de synthèse effectuée par G. Adam en 1968 [5]. A partir de cette date, les résultats des élections aux CE sont publiés chaque année par le ministère du travail¹ et ils ont été compilés, pour toutes les années connues jusqu'en 1993 [363, 368]. Outre l'évolution des audiences, ces élections mettent en valeur les "implantations", c'est-à-dire la présence des syndicats dans le monde du travail [43, 308, 364], ce qui ouvre la voie à une analyse de leur influence, de l'impact de leurs pratiques [169], et des configurations électorales [364].

Les pratiques syndicales

En ce qui concerne l'action syndicale, la seule bibliographie disponible est ancienne [636]. Pendant quelques années, la recherche s'est focalisée sur le droit d'expression [71, 101-02, 118, 425, 672] ou des sujets connexes [100, 278]. En revanche, le pain quotidien des organisations, c'est-à-dire la négociation, a été moins étudié jusqu'aux années 1980. Depuis, les accords conclus sont recensés par le ministère du travail qui publie chaque année un *Bilan annuel de la négociation collective* (à la Documentation française). On trouvera une synthèse des données récentes dans [495]. D'année en année, une même tendance apparaît : la CGT est l'organisation qui signe le moins d'accords par branches et le plus d'accords d'entreprise même si "sa propension à conclure" se dégrade nettement depuis 10 ans. Les taux d'implantation ne suffisent pas expliquer cette apparente contradiction [93]. La négociation par branches est dominée par la question salariale [237, 271, 584-85]. Une enquête sur plusieurs entreprises de presse montre que les "mutations technologiques" laissent une large marge d'initiative et que, au sein d'une organisation aussi unitaire que le Livre, les attitudes et les stratégies peuvent varier grandement suivant les professions et les entreprises [55]. Mais, en définitive, il semble bien qu'en France, jusqu'à ces dernières années, la négociation n'était que la poursuite du conflit par d'autres moyens [498-99].

Le fonctionnement des institutions représentatives du personnel — qui est la principale occupation des militants — n'est pratiquement pas étudié alors qu'il mobilise plusieurs centaines de milliers d'élus et des millions d'heures de travail. Deux enquêtes relativement récentes méritent d'être citées : l'IRES a étudié l'action des CE, c'est-à-dire les activités sociales et culturelles [212] ; le LEST a montré l'articulation des différentes institutions et révélé combien la pratique est souvent éloignée de la loi mais aussi des positions doctrinales des confédérations [401, 632]. Dans les deux cas, les étiquettes syndicales ne semblent pas être un critère discriminant... On dispose également d'un témoignage ancien d'un élu CGT dans un comité central d'entreprise de la métallurgie [152], du récit de la mise en place d'un CE dans un chantier naval [196] et d'une comparaison récente France-Allemagne [317].

Bref, les pratiques syndicales sont, aujourd'hui encore, un thème relativement mineur. Cela peut s'expliquer aussi par les réticences des organisations et notamment de la CGT qui craignait la "collaboration de classe" ou qui, plus prosaïquement, ne voulait pas voir sa

¹ Dans la *Revue des Affaires sociales* jusqu'en 1982 puis dans les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*.

responsabilité engagée dans des décisions impopulaires... Dès la Libération, le PCF s'est méfié des expériences de gestion ouvrière [453, 550]. On en trouvera une confirmation dans l'histoire de la nationalisation de l'électricité et dans le partage du pouvoir à EDF [252].

Enfin, la pensée "officielle" de la CGT est exprimée dans les résolutions de congrès publiées dans *Le Peuple*. Outre un recueil d'entretiens où L. Viannet exprime la ligne de la centrale [659], on dispose de la série des quatre livres de H. Krasucki [353-54], des ouvrages plus anciens de G. Séguy [604-05] et de celui de J. Magniadas [431]. La comparaison de ces textes, au fil du temps, montre que, au-delà des variations sur la "modernité", le thème central demeure celui de la "lutte de classe". Cela n'empêche pas le discours de la CGT de changer en de nombreux domaines, même si la mesure de ces changements et de leur portée réelle n'est pas facile. La lexicologie [201] peut y aider comme le montrent plusieurs travaux sur les motions de congrès [65] et deux numéros de la revue *Mots* [508-509], l'analyse de contenu des tracts syndicaux [119] ou de la presse syndicale [128, 234, 247, 362, 653].

Au coeur du discours de la CGT, jusqu'à la fin des années 1980, on trouve une formule : "le syndicalisme de classe et de masse". Cette formule, la recherche semble l'avoir faite sienne puisque la grande majorité des travaux sur la CGT se consacrent à la classe ouvrière et à la lutte.

II. La classe ouvrière, la lutte et les militants

Un rapide décompte des travaux recensés montre que, jusqu'à ces dernières années, le thème de la classe ouvrière est le plus "populaire" parmi les chercheurs. S'y trouve associé celui du conflit social, des "lutttes" dans le vocabulaire de la CGT.

La classe ouvrière

L'identification entre le PCF, la CGT et la classe ouvrière se trouve développée dans un très grand nombre d'ouvrages. Elle est défendue par les communistes jusqu'à aujourd'hui [83-84, 426]. Sur ce thème, l'ouvrage majeur est celui de Noirielle qui développe la thèse selon laquelle, à l'occasion des événements de 1936-1938, une "génération singulière" (et communiste) assure son hégémonie sur la classe ouvrière. Mais, à partir des années 1970, la crise empêche la reproduction de cette hégémonie [539].

Des professions emblématiques illustrent le thème : le mineur [390-92], le métallo [250] ou le cheminot [335]. On peut aussi étudier, dans le même esprit, telle ou telle "forteresse ouvrière" selon l'expression de J. Frémontier dans son étude sur Renault-Billancourt [249]. Une "matrice" — ou modèle ? — de l'adhésion ouvrière au communisme se dessine alors : elle passe par le syndicalisme CGT et privilégie l'influence de l'entourage et du milieu professionnel [492-94]. Tout cela entraîne une sorte d'enracinement du communisme. Plusieurs recherches analysent le phénomène : l'arsenal et la ville de Lanester dans les *Ouvriers d'ici*, [378, 569-70] ; la sidérurgie et les mines lorraines [94-95, 98, 532-534]. Mais, dans la rhétorique communiste, l'ouvrier ne tend-il pas à devenir un être "imaginaire" [394] ? L'immigration est traitée de la même manière, notamment par l'image du "creuset français" : le parti et le syndicat jouent un rôle essentiel dans l'intégration des immigrés au sein de la classe ouvrière française [262, 450, 538, 644]. C'est une version proche de celle que développe le PCF [263]. Cette thèse a été discutée par S. Courtois et G. Kepel sur le thème : "Qui utilise qui ?" [163, 166].

Beaucoup de chercheurs ont partagé la conception des communistes selon laquelle la classe ouvrière française a vocation à rallier les groupes qui lui sont extérieurs (que ce soit par la nationalité ou par le statut professionnel). On se demande alors comment élever le "niveau de conscience" de ces catégories et, en s'appuyant sur leurs spécificités, comment les amener "sur

les positions de la classe ouvrière"... Ainsi sont abordés les enseignants [183] les employés [185, 229], les "couches moyennes" [427], les femmes [82, 150, 227] et les jeunes ouvriers [433]. Par exemple, il est frappant de voir que, dans les années 1960-70, on a voulu réorganiser les syndicats de fonctionnaires, en fonction de cette perspective, pour les fédérer dans de vastes sections locales inspirées des organisations industrielles... [81].

La classe ouvrière des années 1980 est en crise : elle affronte des "mutations technologiques" qui l'atteignent de plein fouet [426]. Cependant plusieurs chercheurs, travaillant sur le syndicalisme et notamment sur la CGT, soutiennent que cette identité de classe existe toujours et qu'elle se manifeste sous la forme d'une sorte de mal-vivre ouvrier¹ [593-94] : on en parle comme d'un monde menacé par l'individualisation et la perte d'identité [633-34] ou en proie au désarroi face à la crise [551]. On annonce la "fin de l'ouvrier masse" par référence aux OS de la grande industrie [266]. Ces propositions sont synthétisées dans un compte-rendu sur trois de ces ouvrages [112]. Dès lors l'équation devient : la crise de la classe ouvrière explique les difficultés de la CGT et du PC et celles-ci renforcent celle-là [129].

Les luttes

Avec la classe ouvrière, le thème de la lutte, c'est-à-dire du conflit social, domine les études sur la CGT ainsi qu'une partie importante de la sociologie du travail. Les thèmes essentiels lient la mobilisation ouvrière et le niveau de conscience [216, 346]. On a même placé la grève au coeur de l'explication du phénomène communiste [46]. On y ajoute également, pour la CGT, la solidarité de classe [513].

Du point de vue macro-social, tout cela est difficile à observer. Certes, le ministère du travail recense les conflits du travail et plusieurs synthèses ont été publiées à ce sujet [255-57, 260-61]. P. Dubois a dressé un recensement des travaux sur le thème et tenté une synthèse [206-208]. Outre les livres classiques de G. Caire [123] et de F. Sellier [608-09], plusieurs auteurs ont tenté de décrire les dimensions du phénomène [10, 222]. La revue *Sociologie du travail* lui a consacré deux numéros spéciaux dans la foulée de 1968 [626, 627]. L'analyse statistique des séries postérieures à la Libération ne relève pas de coïncidence avec la situation sociale ou économique mais plutôt un lien avec la situation politique et notamment l'union des partis de gauche [97, 136]. Il est vrai que l'étude des conflits se heurte à des difficultés de méthode tenant notamment aux imperfections du recensement : au total, le lien entre la présence syndicale et la conflictualité n'est pas évidente [175, 224]. Enfin les travaux historiques comme ceux de R. Goetz-Girey [275] — sur les années 1913-1962 —, de E. Shorter et C. Tilly sur la période 1830-1968 [611-12] — et de H. Lagrange [376-77] suggèrent plutôt l'existence de "vagues de grèves", phénomène autonome qui naît à la périphérie de la classe ouvrière organisée. A cela s'ajoute les questions concernant l'organisation de la grève et le rôle des syndicats [103], des méthodes de lutte [203, 205] et le contenu des revendications [217]. En définitive, pour les marxistes, le conflit demeure la source du changement social [1, 446]. Pourtant, les résultats immédiats semblent dépendre plus de variables économiques, comme la taille des établissements ou le secteur d'activité, que de la durée des conflits voire de la présence syndicale [176, 177].

Devant les difficultés de l'analyse globale, l'attention s'est plutôt portée sur une "vague de grèves" ou sur des conflits jugés "exemplaires". C'est d'abord le cas de *Mai 1968* pour lequel une bibliographie particulière serait nécessaire. Pour un tableau partiel de ces publications, on se reportera aux articles de S. Courtois [165] et de A. Prost [560] ainsi qu'à un ouvrage collectif issu d'un colloque tenu pour le vingtième anniversaire des événements [520]. En ce

¹ Rendant compte du livre d'Y. Schwartz, Gérard Noiriel déclarait au journal *Le Monde* : "La classe ouvrière, ça existe !" (23 février 1990).

qui concerne la CGT, signalons également un numéro de *Sociologie du travail* [625], deux articles de l'équipe animée par J.-D. Reynaud [573] et un colloque dont a rendu compte la revue *Pouvoirs* dans son n° 39 (1986). Le déroulement des événements et des effectifs concernés sont présentés dans l'article de Adam [8] et, pour la CGT, dans un papier polémique des *Temps Modernes* [340] et un papier plus favorable de J.-L. Moynot [525]. Dans la floraison d'ouvrages parus à l'occasion des dixième et vingtième anniversaires, on peut en retenir deux : 135, 182. Au nom d'une analyse de la "longue période", le premier estime que, au fond, il ne s'est rien passé d'important ; le second se situe dans une vision plus synchronique. Beaucoup d'observateurs — notamment l'équipe de J.-D. Reynaud — estiment que l'analyse et la ligne de la CGT n'ont guère varié au cours de ces deux mois. C'est aussi l'opinion exprimée par G. Séguéy dans son récit des événements [604, 606]. Les arguments présentés en sens contraire semblent peu convaincants comme le montre un échange rapporté par la revue *Pouvoirs* [343, 567, 652]. Dès le début des événements, le mouvement syndical s'est trouvé divisé et les divergences d'appréciation n'ont pas cessé [49, 245]. En définitive, beaucoup de communistes, comme R. Martelli, semblent admettre que le déclin du communisme commence à cette époque [435], même si la rhétorique du "retard" vise aussi à attribuer la responsabilité du déclin à Waldeck-Rochet et à la ligne d'unité de la gauche, unité qui était, depuis 1966, aussi syndicale : à ce sujet, voir le récit détaillé des relations entre la CGT et la CFDT dans F. Georgi [270]

L'essentiel des travaux sur le thème de la lutte sont donc des monographies. Celles-ci dessinent une sorte d'histoire des "combats de la classe ouvrière" :

- pour l'immédiat après-guerre, mentionnons : l'année 1947 [47, 168], notamment la grève des cheminots [5648], les mineurs [405] les grèves chez Renault [239], "l'expérience Berliet" [238] ;

- les années 1950 avec la grande grève de 1953 [63], les grèves de Saint-Nazaire en 1955 [139, 544] ;

- les années 1960 avec le long combat contre la fermeture des forges d'Hennebont [402], la grève des mineurs de 1963 [85, 178, 322] dont un lointain écho se retrouve à Ladrecht à la fin des années 1970 [264, 449] ;

- les événements de 1968 ont souvent été abordés sous cet angle monographique, citons pour mémoire : la grève chez Renault [226], chez Peugeot [320-21] le syndicat CGT de Citroën face à la contestation gauchiste et à la répression patronale [61, 162, 316, 319], celui de la RATP [530-31], la SNCF [577], les événements dans la Somme [253] ou à Toulouse [337]...

L'après-68 donne lieu à une floraison d'ouvrages sur les luttes. Un cas d'école comporte tous les ingrédients de l'époque : concurrence syndicale, faible contrôle des syndicats sur leurs sections, jeunes OS, nombreux immigrés, actions conduites par des "minorités agissantes" [345]. Pour la CGT, Manufrance ou *Le Parisien libéré* ont joué un rôle un peu comparable à celui de Lip pour la CFDT [34, 359]. Citons également le "Joint français" comme cas typique de la concurrence syndicale à fronts renversés [428]. Mais il y a aussi des cas d'unité syndicale. On en trouve un exemple à propos de la fermeture de l'usine Montedison dans les Vosges ; le paysage syndical y est dans l'ordre des choses : les ouvriers à la CGT, les techniciens et les employés à la CFDT et les cadres à la CGC... [415].

Un chapitre spécial devrait être consacré à la sidérurgie lorraine. Les déceptions face au progrès technique [218] ; la radio de la CGT "Lorraine coeur d'acier" [146, 240] ; les violences et les méthodes d'action [219-220, 497, 537] ; la critique gauchiste des syndicats [287]. Nous renvoyons au tome IV de *L'homme du fer* et notamment à la postface de S. Bonnet qui met en cause l'analyse sociologique traditionnelle en termes vigoureux [95]. Et aux travaux de Gilles Nezosi sur la fin de l'homme du fer qui commence dès 1967 et non dans les années 1978-1982 [532-534]

Malgré la désaffection de la recherche actuelle pour les "luttres" — désintérêt qui ne s'explique pas seulement par la baisse du nombre des grèves — quelques conflits récents ont été étudiés : la grève des cheminots de 1986 [576], la grève chez Peugeot [444-45] et le conflit des finances [528, 556, 620], les chantiers navals de La Ciotat [323]. L'attention s'est également portée sur le phénomène des coordinations notamment comme manifestation de la désaffection envers les syndicats et, spécialement, envers la CGT [318, 582].

Les militants

A notre connaissance, la seule bibliographie sur le sujet date du début des années 1970 [134] ; on pourra la comparer avec celle sur les partis politiques [630]. Le thème a été à la mode dans les années 1960-1970 où plusieurs travaux se sont interrogés sur leur engagement et ses motivations [31, 35, 108, 500], leur "métier" et leur devenir [503]. Une synthèse de ces travaux débouchant sur une typologie des militants a été proposée par G. Caire [124]. Cependant, on ne sait pratiquement rien sur la sociologie des militants notamment ceux de la CGT. Depuis une vingtaine d'années, la CGT a publié quelques indications sur les délégués de congrès ou sur ses militants en formation syndicale (en 1970-71) [432]. Mais, étant donné la sélection de ces personnes, il est difficile de considérer ces populations comme représentatives. Il existe, sur les militants de la CGT, une seule enquête indépendante réalisée en Lorraine au début des années 1980 [144]. Faute de données d'ensemble, la recherche s'est centrée sur des individualités [181, 490, 547-48] ou sur des petits groupes considérés comme exemplaires [132]. On dispose également de quelques témoignages de militants de base, outre celui déjà cité de D. Mothé sur la régie Renault dans les années 1950 [159, 181, 209, 223]. On signalera enfin les témoignages des "compagnons de route" avec l'inévitable chrétien progressiste et le dialogue avec l'église... [336, 370].

Il est possible, dans le secteur privé, d'estimer l'implantation des militants et leur nombre grâce à la statistique des sections syndicales et des délégués syndicaux. Interrompue en 1982 [350], cette statistique a été reprise par J.-P. Aujard de 1985 à 1989 [36-42]. On y verra que la CGT disposait de sections syndicales dans environ 30% des établissements dotés de cette instance et que sa présence sur les lieux du travail connaît un recul rapide.

Puisque les militants sont au coeur du syndicalisme français, il était logique que l'on se tourne vers eux pour expliquer les difficultés actuelles. Une idée essentielle se dégage : le mandat électif remplace progressivement l'engagement syndical, le syndicaliste se professionnalise et le militant disparaît [124, 504, 506]. G. Adam a souligné l'émergence d'une "technostructure" [13] et remarqué que le syndicalisme, dans de nombreux secteurs, n'est plus un obstacle à la carrière professionnelle [11]. L'engagement syndical peut même parfois accompagner une mobilité sociale ascendante [242] mais l'article examine un seul cas. A l'inverse, il ne faut pas oublier que la répression anti-syndicale est une réalité [202, 578]. Chaque année, des élus du personnel sont licenciés [39]. Et la sélection des salariés licenciés se fait bien, aussi, sur des critères syndicaux [73] même si l'on peut douter qu'il s'agit toujours de répression et que la CGT en soit la principale victime [480].

Au total, la crise oblige à prêter plus d'attention à certains indices. Ainsi est-il frappant de voir que, même après 1968, les militants paraissent peu présents sur le lieu du travail. Par exemple, trois sociologues — racontant leur expérience d'observation participante dans une "forteresse ouvrière" de la banlieue lyonnaise — ajoutent à leur témoignage un appendice destiné à expliquer pourquoi le délégué et le syndicat sont quasiment absents de leur livre [69].

Crise du syndicalisme et déclin d'un paradigme intellectuel

Au cours de ces dernières années, la crise du mouvement syndical s'est imposée comme un thème majeur de recherche. L'un des premiers ouvrages a été celui de H. Landier [389], l'auteur poursuivant son argumentation dans plusieurs articles [382-83]. Signalons également : l'article de H. Lasserre [387], les actes d'un colloque sur le mouvement syndical européen [80] — comportant notamment une introduction synthétique de G. Caire [126] — et un numéro de *Problèmes politiques et sociaux* [274]. Plusieurs ouvrages récents, dont celui de Noblecourt, ont rassemblé les principales thèses sur le sujet [369, 536]. Enfin, un rapport repris en ouvrage traite essentiellement de la crise de la CGT [279-80]. En définitive, il est difficile de soutenir plus longtemps l'idée selon laquelle les syndicalismes des pays développés à économie de marché affrontent une même crise ; un ouvrage réalisé par l'IRES sur *Les Syndicalismes* le suggère (cet ouvrage comporte une synthèse sur le syndicalisme français par C. Dufour) [211].

En conclusion, notre recensement — aussi partiel soit-il — dessine un "paradigme" intellectuel dans lequel les chercheurs ont développé pendant un demi-siècle un nombre important de travaux sur le syndicalisme. Fortement productif, jusqu'au milieu des années 1970, ce paradigme dictait à la recherche les questions pertinentes : rôle de la classe ouvrière dans la société française, importance du conflit dans le changement social, supériorité de l'organisation de masse "industrielle" dans le syndicalisme, action des minorités actives et des militants organisés en avant-garde... Le paradigme disqualifiait aussi un certain nombre d'interrogations sur l'hétérogénéité du salariat, l'individualisation des conditions, la crise de l'organisation industrielle. De même, il permettait de considérer comme non pertinentes les multiples indications sur la faiblesse des effectifs syndiqués, le décalage entre les pratiques et les discours, l'impopularité relative des syndicalistes...

Aujourd'hui, ce paradigme est en crise. Le symptôme le plus éclatant de la fin d'une époque est certainement le désintérêt pour le syndicalisme : la plupart des "grands auteurs" s'en sont détournés au profit de nouveaux objets d'étude, le nombre des publications sur le thème décline. Certes, quelques controverses se sont encore engagées ces dernières années autour de thèses qui, au fond, tendaient à imputer tout ou partie des difficultés au mouvement syndical lui-même. La dénonciation de la "syndicratie" par de F. de Closets [149] est celle qui a fait le plus couler d'encre : voir notamment les arguments développés par Mothé [506] et Segrestin [601]. Dans le même ordre d'idées, citons l'interrogation sur le *Pouvoir syndical* [13, 140, 559] et sur *La question syndicale* de Rosanvallon [581]. Mais — signe des temps ? — ces discussions se sont très rapidement éteintes.

L'heure est maintenant aux doutes. Ces doutes sont d'abord historiques. Il paraît admis que la thématique de l'identité ouvrière s'adapte à la période du Front populaire [164]. Mais est-elle toujours valable après-guerre ? Il semble bien que, dès la Libération, l'implantation du PC soit nettement moins ouvrière qu'avant-guerre [120], et que les secteurs publics et para-publics pèsent beaucoup plus lourd dans la CGT qu'à l'époque du Front populaire [561]. Dès la fin des années 1950, A. Andrieux et J. Lignon [30] décrivent un ouvrier assez différent de l'image des militants que donnent la rhétorique communiste ou les travaux ultérieurs de ces deux auteurs. Dans la première grande enquête sociologique sur les ouvriers, menée dans les années 1950 par Chombart de Lauwe, les militants syndicaux occupent moins de deux pages où l'on souligne qu'ils sont une "petite élite" d'ouvriers qualifiés et peu représentatifs : dans le quotidien des ouvriers, le syndicalisme tient très peu de place [148]...

Ces doutes portent aussi sur "l'identité ouvrière" de la CGT. Une idée commence à faire son chemin : le ressort principal de l'identité communiste est syndical, ce qui ne peut être confondu avec "ouvrier" [187]. Quelle était la solidité de la classe ouvrière ? Les "bastions" ont été contournés par le patronat [52] avant d'être emportés sans grandes difficultés comme le

montre l'affaire de Billancourt [360, 423]. En réalité, dans beaucoup de travaux sur le "mouvement ouvrier", l'identité de classe est postulée plus que démontrée. Sans doute faudrait-il au moins employer le pluriel [44, 656]. Mais, plus fondamentalement, la recherche n'est-elle pas passée à côté des communautés pertinentes : le métier ou la profession, surtout quand celle-ci est fermée [596-98, 600], l'entreprise [603, 628] combinée au local comme le suggère, par exemple, le cas de deux usines étudiées par N. Mercier et D. Segrestin [454-55]. Bref, la sociologie est en train de procéder à une "relocalisation du social" où les phénomènes familiaux, ainsi que la mobilité sociale, sont aussi à prendre en compte [273]. Le phénomène attend encore un cadre théorique et la question des classes sociales demeure un débat inachevé [557], déserté, à tort, probablement parce qu'il a été caricaturé par certains intellectuels marxistes.

Les doutes portent également sur la tradition et la mémoire. Par exemple, les études sur la banlieue rouge montrent qu'il ne reste pas grand chose de cette mémoire et des traditions ouvrières [243-44]. Y. Lequin, rendant compte d'enquêtes sur la banlieue ouvrière, écrit que la mémoire "y est très courte" et que la tradition n'est pas du côté du "combat de classe" ; les édiles communistes se réclament d'un "monde ouvrier quelque peu mythique" : "les groupes sociaux nés de l'industrialisation sont trop volatiles pour développer une tradition politique et culturelle" [409]¹.

Les doutes portent sur le conflit comme manifestation de la mobilisation ouvrière et de la conscience de classe. Contrairement à ce que dit la vulgate communiste, le lien entre le conflit et le changement social est loin d'être évident [17]. Il aurait fallu aussi prêter plus d'attention à ce constat simple : "Même dans les années de mouvements grévistes importants, les grèves n'ont que peu d'impact économique ; a fortiori, dans les années courantes, elles ne touchent qu'une minorité d'entreprises et de salariés et "coûtent" à l'économie cent fois moins que l'absentéisme pour maladie" [206].

Les doutes portent enfin sur l'organisation même de ce syndicalisme "ouvrier" qui se voulait de masse mais n'a finalement pas été capable d'intégrer les femmes [440], les jeunes [420-21], les employés de bureau [408] et qui n'a pas su s'ouvrir aux "nouveaux mouvements sociaux" des années 1970 et 1980 [641] avant de perdre la plupart de ses adhérents ouvriers...

Naturellement un recensement comme le nôtre peut toujours être contesté. Cependant, les lignes de force paraissent assez claires et le sociologue ne peut qu'être frappé par le petit nombre de travaux réalisés sur certains champs comme les effectifs, l'audience, l'organisation interne de la CGT ou encore son implantation dans le monde du travail. De même, il apparaît que très peu de choses ont été écrites ces dernières années sur la théorie du syndicalisme. Par exemple, la transposition en France des thèses d'Olson [20-21] n'a guère été discutée. Nous n'avons rien de comparable à l'ouvrage de Freeman et Meedoff sur la crise du mouvement syndical américain [248]. Certes, ce genre de travail heurte un a priori, bien français, selon lequel la réalité est trop subtile pour être enfermée dans un nombre limité d'hypothèses quantifiables et testables ; c'est oublier qu'une telle démarche permet aussi de formuler clairement des théories, des modèles explicatifs et d'engager des programmes de recherche novateurs...

¹ Dans son livre *Paris Rouge* (Paris, Fayard, 1990), Jean-Pierre BERNARD parvient à une conclusion assez semblable.

V.3 Etat des travaux sur la CGT (1945-1993) Par ordre alphabétique d'auteurs

- 1 ABBOUD Nicole, "Les grèves et les changements de rapports sociaux", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 428-439.
- 2 ADAM Gérard, *Atlas des élections sociales*, Paris, Armand Colin, 1964, 151 p.
- 3 ADAM Gérard, "Stratégies syndicales et types d'organisation", *Revue française de science politique*, octobre 1966, p 845-868.
- 4 ADAM Gérard, "L'unité d'action CGT-CFDT", *Revue française de science politique*, juin 1967, p 576-590.
- 5 ADAM Gérard, "La représentativité des organisations syndicales. Enquête sur les élections professionnelles", *Revue française de science politique*, 18-2, avril 1968, p 278-314.
- 6 ADAM Gérard, "Eléments d'analyse sur les liens entre le PCF et la CGT", *Revue française de science politique*, 18-1, juin 1968, p 524-541.
- 7 ADAM Gérard et alii, "Où en est le débat sur la nouvelle classe ouvrière ?", *Revue française de science politique*, octobre 1968, p 1003-1031.
- 8 ADAM Gérard, "Etude statistique des grèves de mai-juin 1968", *Revue française de science politique*, février 1970, p 105-119.
- 9 ADAM Gérard et Al., *Représentation et négociation dans l'entreprise*, Paris-Sceaux, CRESST, 1974.
- 10 ADAM Gérard, *Histoire des grèves*, Paris, Bordas, 1981, 187 p.
- 11 ADAM Gérard, "Appartenance syndicale et carrière professionnelle", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 46-54.
- 12 ADAM Gérard, *Le pouvoir syndical*, Paris, Dunod, 1983 (Avant propos de Jean-Daniel Reynaud), 177 p.
- 13 ADAM Gérard, "Les syndicats un pouvoir excessif ?", *Droit social*, janvier 1984, p 2-4.
- 14 ADAM Gérard, BON Frédéric, CAPDEVIELLE Jean, MOURIAUX René, *L'ouvrier français en 1970*, Paris, A Colin, 1971, 271 p.
- 15 ADAM Gérard, LANDIER Hubert, "Les finances incertaines du syndicalisme français", *Commentaire*, 41, printemps 1988, p 236-247.
- 16 ADAM Gérard, RANGER Jean, "Les liens entre le PCF et la CGT. Eléments d'un débat", *Revue française de science politique*, 19-1, février 1969, p 186-187.
- 17 ADAM Gérard, REYNAUD Jean-Daniel, *Conflits du travail et changement social*, Paris, PUF, 1978, 389 p.
- 18 ADAM Gérard, REYNAUD Jean-Daniel, VERDIER Jean-Maurice, *La négociation collective en France*, Paris, Eds ouvrières, 1972, 126 p.
- 19 ALEZARD Gérard, BROVELLI Lydia, DELAHAYE Gérard, LETERRIER Jean-Michel, *Faut-il réinventer le syndicalisme ?*, Paris, l'Archipel, 1995, 175 p.
- 20 AMADIEU Jean-François, "Essai d'analyse interactionniste de la désyndicalisation", *Revue Française de Science Politique*, 39-2, avril 1989, p 133-153.
- 21 AMADIEU Jean-François, "Une interprétation de la crise du syndicalisme : les enseignements de la comparaison internationale", *Travail et emploi*, 42, 1989-4, p 46-59.
- 22 ANALYSES ET DOCUMENTS, "Spécial 45e congrès de la CGT. La CGT et le syndicalisme... Questions d'aujourd'hui, réflexions pour demain", 67, décembre 1995.
- 23 ANDOLFATTO Dominique, *Aux urnes salariés ! Les élections professionnelles, prud'homales et sociales. Histoire et sociologie*, Thèse pour le doctorat de science politique, Grenoble, IEP, 1989.
- 24 ANDOLFATTO Dominique, "Le syndicalisme au miroir des élections professionnelles", *Regards sur l'actualité*, 169, mars 1991, p 45-56.
- 25 ANDOLFATTO Dominique, *L'Univers des élections professionnelles*, Paris, Les éditions ouvrières, 1992, 224 p.
- 26 ANDOLFATTO Dominique, "Le débat syndical aujourd'hui", *Regards sur l'actualité*, 185, novembre 1992, p 3-18.
- 27 ANDOLFATTO Dominique, "Les élections prud'homales du 9 décembre 1992", *Regards sur l'actualité*, 189, mars 1993, p 43-56.
- 28 ANDOLFATTO Dominique, "Les syndicats et l'Europe", *Regards sur l'actualité*, 205, novembre 1994, p 45-56.
- 29 ANDRIEU Claire, LE VAN Lucette, PROST Antoine (dir), *Les nationalisations de la Libération. De l'utopie au compromis*, Paris, Presses de la FNSP, 1987, 392 p.
- 30 ANDRIEUX Andrée, LIGNON Jean, *L'ouvrier d'aujourd'hui*, Paris, Gonthier, 1966, 236 p.
- 31 ANDRIEUX Andrée, LIGNON Jean, *Le militant syndicaliste d'aujourd'hui*, Paris, Denoël/Gonthier, 1973, 328 p.
- 32 ARIES Paul, *La production d'un groupe syndical. La CGT des hospices de Lyon 1947-1971*, Université de Lyon II, Thèse pour le doctorat d'histoire, 1987, 1060 p.

- 33 ARMAND Jacques, "Les thèses léninistes et l'unité syndicale", *Esprit*, 353, octobre 1966, p 398-403.
- 34 AUDRAIN Catherine, MORINEAU Laurent, *Les ouvriers du livre dans le conflit du Parisien libéré*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Paris I-CRHMSS, 1985, 246 p.
- 35 AUDRY Colette, *Les militants et leurs morales*, Paris, Flammarion, 1976, 184 p.
- 36 AUJARD Jean-Pierre, "Les délégués du personnel en 1985", *Documents statistiques du travail et de l'emploi*, 20, avril 1986, p 111-115
- 37 AUJARD Jean-Pierre, "Les délégués syndicaux en 1985", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 27-28, décembre 1986, p 63-70.
- 38 AUJARD Jean-Pierre, "Les délégués syndicaux au 31 décembre 1987", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 50, juillet 1989, p 49-63.
- 39 AUJARD Jean-Pierre, "Les licenciements des représentants du personnel en 1985, 1986 et 1987", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 45, novembre 1988, p 105-108.
- 40 AUJARD Jean-Pierre, "Les licenciements des représentants du personnel en 1986, 1987, 1988", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 55, février 1990, p 103-107.
- 41 AUJARD Jean-Pierre, "Les délégués du personnel au 31 décembre 1988", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 60, juin 1990, p 83-90.
- 42 AUJARD Jean-Pierre, "Les délégués syndicaux au 31 décembre 1989", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 68, avril 1991, p 74-88.
- 43 AUJARD Jean-Pierre, VOLKOFF Serge, "Une analyse chiffrée des audiences syndicales", *Travail et emploi*, 30, décembre 1986, p 47-57.
- 44 AUTREMENT, *Ouvriers, ouvrières*, 126, janvier 1992, 222 p.
- 45 AVRAN Isabelle, *La fédération CGT de l'habillement ; discours et pratiques syndicaux dans une branche professionnelle à majorité féminine 1947-1968*, Paris I, Mémoire de maîtrise d'histoire, 1983, 302 p.
- 46 BADIE Bertrand, *Stratégie de la grève. Pour une approche fonctionnaliste du PCF*, Paris, Presses de la FNPS, 1976, 263 p.
- 47 BARBE Philippe, *Les grèves de novembre et décembre 1947*, IEP-Paris, sans dat., 106 p.
- 48 BARBET Denis, *L'action électorale de la CGT*, Doctorat de troisième cycle, Université de Lyon 2, 1979.
- 49 BARBET Denis, "Les interprétations syndicales de mai-juin 68", *Pouvoirs*, 39, 1986, p 43-57.
- 50 BARJONET André, *La CGT*, Paris, Le Seuil, 1968, 192 p.
- 51 BATTINI Brigitte, GOURDIN Patricia, *Aspects du monde du travail à Lyon et dans sa banlieue (1940-1944)*, Mémoire de maîtrise, Lyon I, 1977.
- 52 BAUDOUIN Thierry, COLLIN Michèle, *Le contournement des forteresses ouvrières*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983, 194 p.
- 53 BAUMFELDER Eliane, "La revendication, élément d'analyse de la pratique syndicale", *Sociologie du travail*, 1968-2, avril-juin 1968, p 149-167.
- 54 BAUMFELDER Eliane, "Les conflits et enjeux à l'ORTF (revendications et contradictions)", *Sociologie du travail*, 1970-3, juillet-septembre 1970, p 262-273.
- 55 BAYARD Denis, BENGHOZI Pierre-Jean, *Négocier la modernisation : le cas de la presse*, Paris, La documentation française, 1992, 262 p.
- 56 BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, "Compte-rendu de DURAND Marcel, *Grain de sable sous le capot : chronique de la chaîne à Peugeot-Sochaux*", *Politix*, 14, 1991-2, p 102-107.
- 57 BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, WEBER Florence, "Crise du syndicalisme et dignité ouvrière", *Politix*, 14, 1991-2, p 7-18.
- 58 BEAUVILLE Claire, "L'entreprise, le syndicalisme et l'adhésion. Etudes d'opinions", *La revue de l'IREs*, 1, automne 1989, p 91-110.
- 59 BELLEVILLE Pierre, *Une nouvelle classe ouvrière*, Paris, Julliard, 1963.
- 60 BELLEVILLE Pierre, "Cultures et pratiques ouvrières", *Les cahiers de l'atelier*, 3, juin-août 1979, 97 p.
- 61 BENOIT Floriane, *Citroën. Le printemps de la dignité*, Paris, Eds sociales, 1982, 181 p.
- 62 BENVENUTI Jean-Claude, *Les relations entre le PCF et la CGT*, Doctorat de troisième cycle, Université d'Aix-Marseille 1, 1976.
- 63 BERCOVICI Martine, CHANLIAU Christiane, *L'attitude du PCF dans la grève d'août 1953*, Paris I, 1978, 139 p.
- 64 BERGOUNIOUX Alain, "La scission syndicale dans les PTT en 1946", *Le Mouvement social*, 92, 1975, p 3-15.
- 65 BERGOUNIOUX Alain et Al, *La parole syndicale*, Paris, PUF, 1981, 271 p.
- 66 BERGOUNIOUX Alain, "Typologie des rapports syndicats-partis en Europe occidentale", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 17-29.

- 67 BERGOUNIOUX Alain, "Sur la crise du syndicalisme", *Intervention*, 13, août-septembre 1985, p 50-55.
- 68 BERNARD Dominique, LABBE Dominique, "La CGT, une organisation en crise", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 109-126.
- 69 BERNOUX Philippe, MOTTE Dominique, SAGLIO Jean, *Trois ateliers d'OS*, Paris, Editions ouvrières, 1973, 216 p.
- 70 BERNOUX Philippe, *Un travail à soi. Pour une théorie de l'appropriation du travail*, Toulouse, Privat, 1981, 252 p.
- 71 BERNOUX Philippe et Alii, *De l'expression à la négociation. Les groupes d'expression directe dans six entreprises de la région Rhône-Alpes*, Lyon, GLYSI, 1985.
- 72 BERNOUX Philippe, THUDEROZ Christian, *La modernisation négociée*, Etude pour le Ministère de la recherche, Lyon, GLYSI, 1994, 296 p.
- 73 BESSY Christian, "La sélection des salariés licenciés : économie d'une réglementation", *Travail et Emploi*, 58, 1994/1, p 38-54.
- 74 BEVORT Antoine, "Combien de syndiqués en France ?", *Esprit*, mai 1988, p 104-107.
- 75 BEVORT Antoine, "Vingt ans d'érosion de la CGT et de la CFDT", *Le Monde*, 14 avril 1992.
- 76 BEVORT Antoine, "Les effectifs syndiqués à la CGT et à la CFDT 1945-1990", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 87-90.
- 77 BEVORT Antoine, "les finances comparées de la CGT et de la CFTC-CFDT 1945-1990", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 141-170.
- 78 BEVORT Antoine, "Compter les syndiqués, méthodes et résultats : la CGT, la CFDT, 1945-1990", *Travail et emploi*, 62, 1/95, p 40-58.
- 79 BEVORT Antoine, SANTAMARIA Yves, "Entretien avec Ernest Deiss", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 127-140.
- 80 BIBES Geneviève, MOURIAUX René, *Les syndicats européens à l'épreuve*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, 292 p.
- 81 BIDOUZE René, *Les fonctionnaires, sujets ou citoyens ?* tome I : *Des origines à la scission de 1947-48* ; tome II : *De 1947-48 à 1981*, Paris, Eds sociales, 1979 et 1981, 375 et 378 p.
- 82 BLANCQUART Louissette et al, *Syndicalisme au féminin*, Paris, Etudes et documentation internationales, 1981, 63 p.
- 83 BLEITRACH Danielle, CHENU Alain, *L'usine et la vie*, Paris, Maspero, 1979, 217 p.
- 84 BLEITRACH Danielle et Al, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Paris, Editions sociales, 1981.
- 85 BLONDEAU Achille, *Quand la mine se lève*, Paris, Eds sociales, 1990.
- 86 BLONDEAU Yves, *Le syndicat des correcteurs*, Supplément au Bulletin des correcteurs, 99, Paris, 1973.
- 87 BOCKEL Jean-Marie, *La participation des syndicats ouvriers*, Paris, LGDJ, 1965, 622 p.
- 88 BOISEAU Serge, *La position du syndicat CGT dans les chemins de fer français à partir de la Tribune des cheminots (1944-1947)*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Paris-I-CHMSS, 1973.
- 89 BON Frédéric, BOUHET Bernard, MOURIAUX René, *Résultats des élections aux Conseils de Prud'hommes de 1979 par départements*, Grenoble, BDSP, 1982, 315 p.
- 90 BON Frédéric, BOUHET Bernard, MOURIAUX René, *Résultats des élections aux Conseils de Prud'hommes de 1982 par départements*, Grenoble, BDSP, 1983, 303 p.
- 91 BON Frédéric, BOUHET Bernard, MOURIAUX René, *Résultats des élections à la sécurité sociale de 1983 par départements*, Grenoble, BDSP, 1983, 143 p.
- 92 BON Frédéric, BOUHET Bernard, MOURIAUX René, *Résultats des élections aux Conseils de Prud'hommes de 1987 par départements*, Grenoble, BDSP, 1990, 209 p.
- 93 BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, "Les enjeux de la négociation collective", *Travail et emploi*, 36-37, juin-septembre 1988, p 85-96.
- 94 BONNET Serge, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris, Presses de la FNSP, 1972, 514 p.
- 95 BONNET Serge, *L'homme du fer*, 4 volumes, Nancy, Presses universitaires de Nancy-Editions serpenoise, 1975-1985, (302, 413, 440, 595 p).
- 96 BONVALLOT Denis, "La politique et l'activité internationale de la CGT" in DEVIN Guillaume, *Syndicalisme : dimensions internationales*, La Garenne-Colombes, Erasme, 1990, p 381-404.
- 97 BORREL Monique, "Relations entre les conflits du travail et la vie socio-économique en France de 1950 à 1982", *Revue française des affaires sociales*, 37-2, juin 1983, p 115-137.
- 98 BORTIGNON Elia, LAUMESFELD Daniel, MEBARKI Smaïn, RUIZ Jean-Philippe, *Les passagers du solstice. Mémoires et itinéraires en Lorraine du fer*, Nancy, Eds Serpenoise, 1987, 330 p.

- 99 BORZEIX Annie, *Syndicalisme et organisation du travail. Les pratiques syndicales dans l'entreprise*, Paris, CNAM, 1980.
- 100 BORZEIX Annie, "Les pratiques syndicales face à l'organisation du travail" in KESSELMAN Mark et GROUX Guy, *Le mouvement ouvrier français*, Paris, Les éditions ouvrières, 1984, p 225-239.
- 101 BORZEIX Annie, LINHART Danièle, "Droit d'expression directe : la boule de cristal", *Les temps modernes*, 476, mars 1986, p 79-101.
- 102 BORZEIX Annie, LINHART Danielle, SEGRESTIN Denis, *Sur les traces du droit d'expression* (Tome I : "histoire d'une recherche" ; tome II : " les mots et les faits"), Paris, CNAM, 1985.
- 103 BOSCH Serge, "Démocratie et consensus dans les grèves", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 440-459.
- 104 BOUAL Jean-Claude (dir), *Syndicalisme, quel second siècle ?*, Paris, Les eds de l'Atelier, 1995, 192 p.
- 105 BOUAL Jean-Claude, "Crise des syndicats ou crise du syndicalisme ?", in BOUAL Jean-Claude (dir), *Syndicalisme, quel second siècle ?*, Paris, Les eds de l'Atelier, 1995.
- 106 BOUAYED Anissa, *La CGT et la guerre d'Algérie*, Thèse de IIIe cycle d'histoire, Paris VII, 1985, 560 p.
- 107 BOUHET Bernard, MOURIAUX René, *Les élections prud'homales de 1992*, Grenoble, CIDSP-BDSP, 1995.
- 108 BOURDET Yvon, *Qu'est-ce qui fait courir les militants ?*, Paris, Stock, 1976.
- 109 BOUZONNIE Huguette, "L'évolution des effectifs syndicaux depuis 1912 : essai d'interprétation", *Revue française des affaires sociales*, octobre-décembre 1987, p 59-82.
- 110 BOUZONNIE Huguette, "L'audience des syndicats depuis les années cinquante", *Revue française des affaires sociales*, 43-3, juillet-septembre 1989, p 153-183.
- 111 BOUZONNIE Huguette, "Audience syndicale", *Liaisons sociales*, 10995, 18 juillet 1991, p 11-87.
- 112 BOZON Michel, "Trois images de la culture ouvrière (note critique)", *Revue française de sociologie*, XXX-2, avril-juin 1988, p 283-300.
- 113 BRAEC-CFDT, "L'adhérent. Quelques conceptions syndicales (fédération du livre, FEN, CGT)", *Notes et documents du BRAEC*, 36, juin 1986.
- 114 BRAEC-CFDT, "La CGT", *Notes et documents du BRAEC*, 42, décembre 1987, 80 p.
- 115 BRANCIARD Michel, *Syndicats et partis. Autonomie ou dépendance*, tome 2 : 1948-1981, Paris, Syros, 1982, 320 p.
- 116 BRIDGFORD Jeff, GOETSCHY Janine, HEGE Adelheid, PERNOT Jean-Marie, *Les syndicats européens et les élections européennes*, Les cahiers du CEVIPOF, 11, décembre 1994.
- 117 BRUHAT Jean, PILOLOT Marc, *Esquisse d'une histoire de la CGT*, Paris, Centre confédéral d'éducation ouvrière-CGT, 1967, 384 p (1ere édition : 1958)
- 118 BUNEL Jean, BONAFE-SCHMITT Jean Paul et Al, *Le triangle de l'entreprise. L'expression directe des salariés, la politique sociale des entreprises, l'action syndicale*, Lyon, GLYSI, 1985.
- 119 BURTIN Philippe, "Attitude et idéologie syndicale : une analyse des tracts distribués à Renault-Billancourt", *Revue Française de Science Politique*, décembre 1977, p 915-930.
- 120 BUTON Philippe, *Le parti communiste français à la Libération. Stratégie et implantation*, Thèse pour le doctorat d'Histoire, Université de Paris I, 1988, 2 volumes, 912 p.
- 121 BUTON Philippe, "L'entretien Frachon/Souslov, 19 juin 1946", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 31-42.
- 122 CAIRE Guy, *Les syndicats ouvriers*, Paris, PUF, 1971, 607 p.
- 123 CAIRE Guy, *La grève ouvrière*, Paris, Les éditions ouvrières, 1978, 233 p.
- 124 CAIRE Guy, "Du militantisme syndical", *Revue française des affaires sociales*, 34-3, juillet-septembre 1980, p 79-123.
- 125 CAIRE Guy, "La fin d'un "syndicalisme de militants"", in GOETSCHY Janine et LINHART Danièle, "La crise des syndicats en Europe occidentale", *Problèmes économiques et sociaux*, 632, 11 mai 1990, p 7-9.
- 126 CAIRE Guy, "Syndicalisme en crise" in BIBES Geneviève et MOURIAUX René (dir), *Les syndicats européens à l'épreuve*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, 238 p.
- 127 CAIRE Guy, *La négociation collective*, Paris, PUF, 1992, 128 p.
- 128 CAIRE Guy, VERDIER Eric, "Connaissance de la presse syndicale ouvrière : enseignements d'une brève analyse statistique", *Revue française des affaires sociales*, janvier-mars 1982, p 87 sq.
- 129 CAPDEVIELLE Jacques, "Crise du syndicalisme, crise de la classe ouvrière ou crise du salariat", *Vingtième siècle*, 14, mars-juin 1987, p 25-34.
- 130 CAPDEVIELLE Jacques, MEYNAUD Hélène, MOURIAUX René, *Petits boulots et grand marché européen. Le travail démobilité*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, 238 p.
- 131 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, "Conflit social et immigration : le cas de la Cellophane", *Projet*, 22, février 1968, p 170-178.

- 132 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *Les militants de la CGT et de la CFDT*, Mémoire pour le diplôme supérieur de recherches et d'études politiques, Paris, FNSP, 1969, 174 p.
- 133 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *Les syndicats ouvriers*, Paris, PUF, 1971, 360 p.
- 134 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, "Le militantisme syndical en France. Esquisse bibliographique", *Revue française de science politique*, XXII-3, juin 1972, p 566-581.
- 135 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *Mai 68. L'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 319 p.
- 136 CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, "Approche politique de la grève en France (1966-1988)", *Cahiers du CEVIPOF*, 3, octobre 1988, 95 p.
- 137 CAPITAINE Ronan, *Dassault Saint-Cloud en mai-juin 68, la continuité*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, CRHMSS, 1990, 220 p.
- 138 CAPITAINE Ronan, "Dassault Saint-Cloud : les grèves de la continuité", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 73-84.
- 139 CASTELLANI Louis, *Les grèves de la métallurgie à Saint-Nazaire et à Nantes en 1955*, Université de Paris VII, Mémoire de maîtrise, 1982, 171 p.
- 140 CATALA Nicole, "Les moyens du pouvoir syndical", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 83-93.
- 141 CAZES Sonia, DURAND Claude, "La signification politique du Mouvement de mai, analyse de tracts syndicaux et gauchistes", *Sociologie du travail*, juillet-septembre 1970, 1970-3, p 293-308.
- 142 Centre confédéral CGT d'archives, "Règles de communication et de reproduction des archives de la CGT", *Le Peuple*, 1173, 12 avril 1984, p 26-27.
- 143 Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *L'actualité de la charte d'Amiens*, Paris, PUF, 1987, 238 p.
- 144 CHAGNOLLAUD Jean-Paul, CRIQUI Etienne, LAPREVOTE Louis-Philippe, MENARD Guy, *Les militants syndicaux en Lorraine*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1983, 189 p.
- 145 CHAPMAN Herrick, "Les ouvriers, le communisme et l'Etat : les politiques de reconstruction d'après-guerre dans l'industrie aéronautique, 1944-1950", *Le Mouvement social*, 45, décembre 1988, p 65-96.
- 146 CHARRASSE David, *Lorraine coeur d'acier. Quand l'ouvrier occupe les ondes*, Paris, Maspéro, 1981, 192 p.
- 147 CHAUVET Paul, *Les ouvriers du Livre et du Journal. La fédération française des travailleurs du Livre*, Paris, Eds ouvrières, 1971, 351 p.
- 148 CHOMBARD DE LAUWE Paul-Henry, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, Editions du CNRS, 1956 (3e édition, 1977), 255 p.
- 149 CLOSETS François de, *Tous ensemble*, Paris, Seuil, 1985, 478 p.
- 150 COLIN Madeleine, *Ce n'est pas d'aujourd'hui... Femmes, syndicats, luttes de classe*, Paris, Eds sociales, 1975, 248 p. Avec une préface de H. Krasucki.
- 151 COLLINET Michel, *L'ouvrier français. Esprit du syndicalisme*, Paris, Editions ouvrières, 1952.
- 152 COMBE Maurice, *L'alibi : Vingt ans d'un comité central d'entreprise*, Paris, Gallimard, 1969, 333 p.
- 153 COMMAILLE Jacques, PERROT Michelle, "Les élections professionnelles", *Le Mouvement social*, 55, avril-juin 1966, p 93-106.
- 154 COMMUNISME, "Communisme et mouvement syndical en France", 35-37, 1993-1994, 296 p.
- 155 COOPER-RICHET Diana, "Les étapes syndicales des ETAM de la mine des origines à nos jours", *Le Mouvement social*, 165, octobre-décembre 1993, 87-102.
- 156 CORBIN Alain, GEROME Noelle, TARTAKOWSKI Danielle (dir), *Les usages politiques des fêtes au XIX-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 520 p.
- 157 CORCUFF Philippe, "Le catégoriel, le professionnel et la classe", *Genèses*, 3, mars 1991, p 55-72.
- 158 CORNU Roger, "Note critique. Grèves et syndicalisme", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1974, p 457-467.
- 159 COROUGE Christian, PIALOUX Michel, "Chroniques Peugeot", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 57-58, juin 1985, p 108-128.
- 160 CORPET Olivier, GAUTRAT-MOTHE Jacques, "Syndicalisme : comment faire face au déclin", *Revue française de gestion*, 53-54, décembre 1985.
- 161 COURTS-SALIES Pierre, "Syndicats : état des lieux", *L'homme et la société*, 98, 1990-4, p 35-50.
- 162 COURVILLE Jean-François, *Le syndicat CGT Citroën XVe de 1964 à 1972*, Université de Paris I, Mémoire de maîtrise d'histoire, 1988, 216 p.
- 163 COURTOIS Stéphane, "Compte rendu de lecture de Noiriel Gérard, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*", *Communisme*, 8, 1986, p 98-102.
- 164 COURTOIS Stéphane, "Construction et déconstruction du communisme français", *Communisme*, 15-16, 1987, p 52-74.

- 165 COURTOIS Stéphane, "Le joli mois de mai...", *Communisme*, 18-19, 1988, p 224-235.
- 166 COURTOIS Stéphane, KEPEL Gilles, "Musulmans et prolétaires", *Revue française de science politique*, 37-6, décembre 1987, p 782-793.
- 167 COURTOIS Stéphane, LAZARD Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, 450 p.
- 168 COURTY-VALENTIN Marie-René, *Les grèves de 1947 en France (recherche centrée sur le secteur public et nationalisé)*, IEP-Paris, 1981, 395 p.
- 169 COUTROT Thomas, "Présence syndicale et compléments du salaire", *Travail et emploi*, 34, décembre 1987, p 47-53.
- 170 CROZIER Michel, "Sociologie du syndicalisme" in FRIEDMAN Georges et NAVILLE Pierre, *Traité de sociologie du travail*, Paris, A. Colin, 1964 (deuxième édition), tome 2, p 170-193.
- 171 CSA/CGT, "Le syndicalisme, la CGT et l'opinion. Résultats des sondages CGT/CSA", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 9-19.
- 172 CUENOT Claude, *La CGT dans le Doubs. L'UD de 1944 à 1950*, Université de Besançon, 1990, 338 p.
- 173 DAPHNIS Françoise, HERGES Marie-Laure, MOURIAUX René, POSTEL Lucien (sous la direction de), *Le peuple à la une*, Paris, Editions SA EPJS Le Peuple, 1995, 138 p.
- 174 DASSA Sami, "Le mouvement de mai et le système de relations professionnelles", *Sociologie du travail*, 1970-3, juillet-septembre 1970, p 244-261.
- 175 DASSA Sami, "La durée des grèves en France. 1976", *Travail et emploi*, 7, janvier 1981, p 58-80.
- 176 DASSA Sami, "Conflits ou négociations ? Les grèves, leurs résultats et la taille des entreprises", *Sociologie du travail*, 25-1, mars 1983, p 32-44.
- 177 DASSA Sami, "Syndicats, syndicalisation et conflits du travail", *Les Temps Modernes*, 41, décembre 1984, p 1100-1115.
- 178 DAYNAC Michel, "Decazeville : autopsie d'une grève. Décembre 1961-février 1962", *Cahiers de l'IRM*, 9, mars-juin 1982, p 95-122.
- 179 DE WITTE Philippe, "La CGT et les syndicats d'Afrique occidentale française (1945-1957)", *Le Mouvement social*, 117, octobre-décembre 1981, p 3-32.
- 180 DE WITTE Philippe, "Réponse à Paul Delanoue sur la CGT et les syndicats d'Afrique noire de colonisation française", *Le Mouvement social*, 122, janvier-mars 1983, p 103-121.
- 181 DEBOUZY Marianne, "Permanence du paternalisme, interview de Marcel Donati, ouvrier lamineur à Usinor-Rehon et militant CGT", *Le Mouvement social*, 144, juillet-septembre 1988, p 37-50.
- 182 DELALE Alain, RAGACHE Gilles, *La France de 68*, Paris, Le Seuil, 1978, 235 p.
- 183 DELANOUE Paul, *Les enseignants*, Paris, Eds sociales, 1973, 414 p.
- 184 DELANOUE Paul, "La CGT et les syndicats d'Afrique noire de colonisation française de la deuxième guerre mondiale aux indépendances", *Le Mouvement social*, 122, janvier-mars 1983, p 103-121.
- 185 DELON Pierre, *Les employés*, Eds sociales, 1969, 223 p.
- 186 DEMONS Charles NARRITSENS André, "Combien de syndiqués ?", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 28-36.
- 187 DENANTES François, "Le ressort syndical de l'identité communiste", *Projet*, 129, novembre 1978, p 1095-1102.
- 188 DENIOT Joëlle, *Usine et coopération ouvrière. Métiers, syndicalisation, conflits aux Batignolles*, Paris, Anthropos, 323 p.
- 189 DEREYMEZ Jean-William, *La confédération générale du travail (CGT) et les révolutions dans les pays ex-socialistes (1989-1991)*, Communication à la session 1992 de l'ECPR, 30 mars-5 avril 1992, Grenoble, CERAT-IEP.
- 190 DESBOIS Evelyne, JEANNEAU Yves, MATTEI Bruno, *La foi des charbonniers. Les mineurs dans la bataille du charbon 1945-1947*, Paris, Eds de la MSH, 1986, 194 p.
- 191 DESCOTTES Marc, ROBERT Jean-Louis (dir), *Clefs pour une histoire du syndicalisme cadre*, Paris, Eds ouvrières, 1984, 277 p.
- 192 DESCOTTES Marc, PRUVOST Georges, SCAT Guy, *La CGT et les cadres*, Paris, Etudes et documents économiques, juin 1992, 144 p.
- 193 DEVIN Guillaume (dir), *Syndicalisme : dimensions internationales*, La Garenne-Colombes, Erasmé, 1990.
- 194 DEWERPE Alain, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Paris, Armand Colin, 1989, 189 p.
- 195 DEZES Marie-Geneviève, "Les relations entre les syndicats et le pouvoir en France. Essai d'analyse historique (1880-1980)", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 30-44.
- 196 DOMENICHINO Jean, "Mise en place et pratiques du comité d'entreprise des chantiers et ateliers de Provence 1944-1948", *Cahiers d'histoire de l'IRM*, 19, octobre-décembre 1984, p 57-78.
- 197 DONATI Marcel, *Coeur d'acier, souvenirs d'un sidérurgiste de Lorraine*, Paris, Payot, 1994, 365 p.

- 198 DREYFUS Michel, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France : XIXe et XXe siècles : guide documentaire*, Paris, Eds ouvrières, 1987, 298 p.
- 199 DREYFUS Michel, "L'action de la CGIL dans l'immigration italienne en France : l'Istituto nazionale confederale di assistenza (INCA)", in A. Bellochini, Michel Dreyfus, Pierre Milza, *L'immigration italienne en France*, Bruxelles, Complexe, 1995, 420 p.
- 200 DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995, 409 p.
- 201 DRIGEARD Gabrielle, MOURIAUX René, "Bibliographie sur le vocabulaire et le discours syndical français contemporain", *Mots*, 14, mars 1987, p 199-202.
- 202 DUBOIS Pierre, "La résistance des délégués du personnel aux moyens de pression patronaux", *Sociologie du travail*, 1970-1, janvier-mars 1970, p 15-32.
- 203 DUBOIS Pierre, "Nouvelles pratiques de mobilisation dans la classe ouvrière", *Sociologie du travail*, 1970-3, juillet-septembre 1970, p 338-343.
- 204 DUBOIS Pierre et Al., *Grèves revendicatives ou grèves politiques ? Acteurs, pratiques, sens du mouvement du mai*, Paris, Anthropos, 1971, 550 p.
- 205 DUBOIS Pierre, "La séquestration", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 410-427.
- 206 DUBOIS Pierre, "Recherches statistiques et monographiques sur les grèves", *Revue française des affaires sociales*, 34, avril-juin 1980, p 29-55.
- 207 DUBOIS Pierre, *Les ouvriers divisés*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, 205 p.
- 208 DUBOIS Pierre, "La grève en France" in KESSELMAN Mark et GROUX Guy, *Le mouvement ouvrier français (1968-1982)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1984, p 243-260.
- 209 DUBOST Nicolas, *Flins sans fin...*, Paris, Maspero, 1979, 183 p.
- 210 DUCROCQ Serge, *Histoire de la CGT à Nanterre : 1945-1985*, Paris, Messidor, 1988, 240 p.
- 211 DUFOUR Christian, HEGE Adelheid, *Syndicalismes. Dynamique des relations professionnelles*, Paris, Dunod, 1992, 461 p.
- 212 DUFOUR Christian, MOURIAUX Marie-Françoise, *Comités d'entreprise : quarante ans après*, Paris, IRES, 1986, 231 p.
- 213 DUHAMEL René, *Aux quatre coins du monde*, Avec une préface de Georges Séguy, Paris, Editions sociales, 1981, 224 p.
- 214 DURAND Claude, "Conditions objectives et orientations de l'action syndicale", *Le Mouvement social*, 61, octobre-décembre 1967, p 77-105.
- 215 DURAND Claude, "La signification professionnelle et économique de l'action syndicale", *Sociologie du travail*, 1968-2, avril-juin 1968, p 127-148.
- 216 DURAND Claude, *Conscience ouvrière et action syndicale*, Paris, Mouton, 1971.
- 217 DURAND Claude, "Revendications explicites et revendications latentes", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 394-409.
- 218 DURAND Claude, "Les ouvriers et le progrès technique : Mont-Saint-Martin, vingt ans après", *Sociologie du travail*, 1980-1, p 4-21.
- 219 DURAND Claude, "La violence à Longwy", *Sociologie du travail*, 1981-2, p 218-229.
- 220 DURAND Claude, *Chômage et violence. Longwy en lutte*, Paris, Ed Galilée, 1981.
- 221 DURAND Claude, "Les syndicats et la politique industrielle", *Sociologie du travail*, 1986-3, p 304-315.
- 222 DURAND Claude, DUBOIS Pierre, *La grève*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, 377 p.
- 223 DURAND Marcel, *Grain de sable sous le capot, Chronique de la chaîne à Peugeot-Sochaux*, Paris, La Brèche-PEC, 1990.
- 224 DURAND Michelle, "De l'analyse causale à l'analyse structurelle, la négociabilité des conflits", *Sociologie du travail*, 1977-4, octobre-décembre 1977, p 402-421.
- 225 DURAND Michelle, HARFF Yvette, "Panorama statistique des grèves", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 356-375.
- 226 DURAND Robert, *La lutte des travailleurs de chez Renault, racontée par eux-mêmes*, Paris, Eds sociales, 1971, 191 p.
- 227 DURAND-DROUHIN Marianne et al, *Femmes à l'usine et au bureau*, Paris, Centre confédéral d'études économiques et sociales (CGT), 1976.
- 228 EGLIN Jean, *Renouvellement, origines et expériences socio-professionnelles des dirigeants syndicaux de la construction (CGT, CFTC-CFDT et FO) de 1945 à nos jours*, Mémoire pour le DEA, Paris, EHESS, juin 1990.
- 229 EMPLOYES-LIAISONS CGT, *Adieu les gratte-papier, bonjour les employés*, Paris, CGT, 1987, 132 p.

- 230 ERBES-SEGUIN Sabine, "Des fins aux moyens : organisation interne et démocratie dans les syndicats", *Le mouvement social*, 61, octobre-décembre 1967, p 107-122.
- 231 ERBES-SEGUIN Sabine, "Des buts de l'action aux structures syndicales", *Sociologie du travail*, 1968-2, avril-juin 1968, p 168-189.
- 232 ERBES-SEGUIN Sabine, *Militantisme et action syndicale. Eléments pour une analyse du fonctionnement interne des syndicats français*, Thèse pour le doctorat de 3e cycle, Paris, Ecole pratique des hautes études, laboratoire de sociologie industrielle, 1969, 366 p (doctorat de 3e cycle).
- 233 ERBES-SEGUIN Sabine, *Démocratie dans les syndicats*, Paris, Mouton, 1971, 189 p.
- 234 ERBES-SEGUIN Sabine, "La presse syndicale en 1971. Thèmes professionnels et économiques", *Sociologie du travail*, 1973-4, octobre-décembre 1973, p 376-393.
- 235 ERBES-SEGUIN Sabine, *Syndicats et relations du travail dans la vie économique française*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1985, 141 p.
- 236 EST ET OUEST, "Point de vue : la grève des cheminots et la décadence de la CGT", *Est et Ouest*, 39, février 1987, p 21-23.
- 237 EYRAUD François, "La négociation salariale dans la métallurgie", *Sociologie du travail*, 1983-3, p 295-312.
- 238 FAGNOT Henri, "Le séquestre de Berliet", *Cahiers d'histoire de l'IRM*, 52, décembre 1994, p 13-17.
- 239 FALLACHON Philippe, "Les grèves de la Régie Renault en 1947", *Le Mouvement social*, 81, octobre-décembre 1972, p 111-142.
- 240 FERRY Claude, "Une radio libre : Lorraine Coeur d'Acier", *Le débat*, 9, février 1981, p 19-35.
- 241 FILLIEULE Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, 288 p.
- 242 FOSSE-POLIAK Claude, "Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas", *Sociétés contemporaines*, 3, septembre 1990, p 117-129.
- 243 FOURCAUT Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Presses de la FNSP-Eds ouvrières, 1986, 215 p.
- 244 FOURCAUT Annie, "Mémoires de la «banlieue rouge» : occultation du mythe et mutation des images", *Communisme*, 15-16, 1987, p 121-132.
- 245 FOURQUET Laurent, *CGT et CFDT en mai-juin 1968*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris I-CRHMSS, 1986, 188 p.
- 246 FRACHON Benoît, *Au rythme des jours*, Paris, Eds sociales, t. I, 1967, 688 p. ; t. II, 1968, 639 p.
- 247 FRACKOWIAK Grégory, "La tribune des mineurs" : organe central des syndicats CGT des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 1954-1964, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Lille 3, 1993, 164 p.
- 248 FREEMAN Richard B, MEDOFF James L., *Pourquoi les syndicats ?*, Paris, Economica, 1987, 286 p.
- 249 FREMONTIER Jacques, *La forteresse ouvrière : Renault*, Paris, Fayard, 1971, 392 p.
- 250 FREMONTIER Jacques, *La vie en bleu : voyage en culture ouvrière*, Paris, Fayard, 1980, 326 p.
- 251 FRISCHMANN Georges, *Histoire de la fédération CGT des PTT*, Paris, Eds sociales, 1967, 583 p.
- 252 FROST Robert, "La technocratie au pouvoir... avec le consentement des syndicats : la technologie, les syndicats et la direction à l'Electricité de France", *Le Mouvement social*, 130, janvier-mars 1985, p 81-96.
- 253 FRUITIER Stéphane, *Les événements de mai 1968 dans la Somme*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris I-CHRMSS, 1987.
- 254 FRUITIER Stéphane, "La grève générale dans la Somme", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 185-200.
- 255 FURJOT Daniel, "Les conditions de la mobilisation ouvrière", *Travail et emploi*, 11, mars 1982, p 51-62.
- 256 FURJOT Daniel, "Conflits collectifs : les conditions de travail en mauvaise posture", *Travail et Emploi*, 61, 1994/4, p 92-95.
- 257 FURJOT Daniel, FEUERBACH Elizabeth, "Les conflits du travail en 1985", *Travail et emploi*, 28, juin 1986, p 7-22.
- 258 FURJOT Daniel, "Les élus aux comités d'entreprise : un groupe bien intégré dans l'entreprise", *Premières synthèses*, 80, 20 janvier 1995.
- 259 FURJOT Daniel, "Les élus aux comités d'entreprise face à l'engagement syndical", *Premières synthèses*, 92, 17 mai 1995.
- 260 FURJOT Daniel, NOEL Catherine, "La conflictualité en 1986. Bilan statistique et qualificatif", *Travail et emploi*, 34, décembre 1987, p 55-69.
- 261 FURJOT Daniel, NOEL Catherine, "Les conflits du travail en 1988 : reprise économique et... retombées sociales", *Travail et emploi*, 44, 1989, p 60-73.
- 262 GALLISSOT René, *Ces migrants qui font des prolétaires*, Paris, Klincksieck, 1994, 204 p.
- 263 GANI Léon, *Syndicats et travailleurs immigrés*, Paris, Editions sociales, 1972, 255 p.

- 264 GARDES-MADRAY Françoise, BRES Jacques, *Parole ouvrière : autour de Ladrecht*, Paris, Messidor, 1986, 307 p.
- 265 GAUDART Jean-Pierre, *Les orphelins du PC*, Paris, Belfond, 1986, 283 p.
- 266 GAUDEMAR Jean Paul de, "De l'ouvrier masse au travailleur flexible", *Vingtième siècle*, 14, avril-juin 1987, p 13-24.
- 267 GAULT François, *Trois grèves*, Paris, Calmann Lévy, 1971, 250 p.
- 268 GEHIN Louis, POITOU Jean-Claude, *Des voitures et des hommes : les vingt ans de Renault Sandouville*, Paris, La Découverte, 1984, 266 p.
- 269 GEORGES Bernard, TINTANT Denise, RENAULT Marie-Anne, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français*, Paris, PUF, 1972.
- 270 GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT. 1957-1970*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 652 p.
- 271 GINSBOURGER Francis, POTEL Jean-Yves, *Les pratiques de la négociation de branche*, Paris, La documentation française, 1987, 297 p.
- 272 GIRAULT Jacques, *Benoît Frachon, communiste et syndicaliste*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, 364 p.
- 273 GODARD Francis, BOUFFARTIGUE Paul, *D'une génération ouvrière à l'autre*, Paris, Syros, 1988, 151 p.
- 274 GOETSCHY Janine, LINHART Danièle (dir), "La crise des syndicats en Europe occidentale", *Problèmes politiques et sociaux*, 632, 11 mai 1990.
- 275 GOETZ-GIREY Robert, *Le mouvement des grèves en France*, Paris, Sirey, 1965, 220 p.
- 276 GONGUET Jean-Pierre "Un sondage exclusif SOFRES-Espace social. 1981-1989 : 50% de syndiqués en moins", *Espace social européen*, 53, 16 février 1990, p 10-12.
- 277 GROSJEAN Florence, *Le personnel dirigeant de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT de 1914 à 1974*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Paris I, 1986, 152 p.
- 278 GROUX Guy, LEVY Catherine, "Mobilisation collective et productivité économique : le cas des "cercles de qualité" dans la sidérurgie", *Revue française de sociologie*, 26, 1985, p 70-95.
- 279 GROUX Guy, MOURIAUX René, *La CGT. Crises, pratiques, effectifs et structures. Approche sur la longue durée*, Paris, CEVIPOF-CNAM, 1991.
- 280 GROUX Guy, MOURIAUX René, *La CGT : crises et alternatives*, Paris, Economica, 1992, 307 p.
- 281 GROUX Guy, MOURIAUX René, "Syndicalisme français, fédéralisme et construction européenne", in MEHEUT Martine, *Le fédéralisme est-il pensable pour une Europe prochaine ?*, Paris, Kimé, 1994, p 179-198.
- 283 GUITTAUT Patrice, *Les grèves de l'été 1953 dans les services publics*, Paris VII, 1974.
- 284 GUYONNET Paul, "Un syndicat de métier : le syndicat du livre", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 109-116.
- 285 HABERT Benoît, LEFEVRE Josette, "Nous chez Edmond Maire et Henri Krasucki", *Mots*, 10, mars 1985, p 191-221.
- 286 HAENEL Monique, "Les sections syndicales, étude statistique de l'institution au 1er juillet 1981", *Revue française des affaires sociales*, avril juin 1984, p 195-208.
- 287 HAGAR DUNOR et compagnie, *Longwy 82-88. Autonomie ouvrière et syndicalisme*, Mauléon, Acratie, 1990, 272 p.
- 288 HARMEL Claude, "Révolution dans la collecte des cotisations à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 287, février 1980, p 11-14.
- 289 HARMEL Claude, "Effectifs théoriques de la CGT : moins 69% en 20 ans", *Les études sociales et syndicales*, 63, mars 1990, p 22-23.
- 290 HARMEL Claude, "Chute des effectifs à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 289, avril 1980, p 13-17.
- 291 HARMEL Claude, "Effectifs et cotisations à la CGT d'après les débats du CCN (21-22 mai 1980)", *Les études sociales et syndicales*, 291, juin 1980, p 9-12.
- 292 HARMEL Claude, "Séguy, le médaillé de Moscou", *Les études sociales et syndicales*, 307, octobre 1981, p 18-19.
- 293 HARMEL Claude, "La CGT et l'opération "cartes en main" dans les entreprises", *Les études sociales et syndicales*, 308, novembre 1981, p 14-16.
- 294 HARMEL Claude, "Crise à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 309, décembre 1981, p 1-5.
- 295 HARMEL Claude, "Les conseils d'atelier : les revendications de la CGT et ses «réalisations» d'hier et d'aujourd'hui", *Les études sociales et syndicales*, 309, décembre 1981, p 18-19.
- 296 HARMEL Claude, "Krasucki : l'homme du parti", *Est et Ouest*, 669, décembre 1982, p 9-12.
- 297 HARMEL Claude, *La CGT*, Paris, PUF (Que Sais-je ?), 1982, 127 p.
- 298 HARMEL Claude, "Le tassement de la CGT", *Est et Ouest*, 2, janvier 1984, p 4-9.
- 299 HARMEL Claude, "Cotisations : mêmes problèmes, solutions différentes à la CGT et au PCF", *Est et Ouest*, 4, mars 1984, p 28.

- 300 HARMEL Claude, "Krasucki au Congrès du Parti communiste", *Les études sociales et syndicales*, 4, mars 1985, p 1-3.
- 301 HARMEL Claude, "Confirmation : la chute des effectifs "officiels" de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 8-9, juillet-août 1985, p 22-23.
- 302 HARMEL Claude, "Action syndicale ? Action politique ? Non mais délinquance préméditée et association de malfaiteurs", *Les études sociales et syndicales*, 10, septembre 1985, p 1-4.
- 303 HARMEL Claude, "A propos d'une étude sur les effectifs syndicaux", *Les études sociales et syndicales*, 13, décembre 1985, p 23-24.
- 304 HARMEL Claude, "Après le 42e Congrès de la CGT : la CGTU, mais en pire", *Les études sociales et syndicales*, 13, décembre 1985, p 1-3.
- 305 HARMEL Claude, "Les trois derniers congrès de la CGT en chiffres 1978, 1982, 1985", *Les études sociales et syndicales*, 14, janvier 1986, p 8-13.
- 306 HARMEL Claude, "Le PCF, la CGT et le coup de Kaboul", *Est et Ouest*, 38, janvier 1987, p 16-19.
- 307 HARMEL Claude, "La diffusion du peuple", *Les études sociales et syndicales*, 27, février 1987, p 24.
- 308 HARMEL Claude, "L'implantation des syndicats dans les entreprises (1)", *Les études sociales et syndicales*, 52, avril 1989, p 9-12.
- 309 HARMEL Claude, "Avant le congrès de la CGT : léger redressement", *Est et Ouest*, 65, mai 1989, p 30-31.
- 310 HARMEL Claude, "Toujours moins d'adhésions nouvelles" à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 19, juin 1986, p 20-21.
- 311 HARMEL Claude, "Les quatre crises des syndicalismes", *Les études sociales et syndicales*, 50, février 1989, p 6-10.
- 312 HARMEL Claude, TANDLER Nicolas, *Comment le parti communiste contrôle la CGT*, Paris, Bibliothèque d'histoire sociale, 1982, 94 p.
- 313 HARMEL Claude, "La passoire cégétiste", *Les études sociales et syndicales*, 79, 11 avril 1991, p 3.
- 314 HARVEY François, *Les organisations syndicales et la crise de mai-juin 1958*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Paris X, 1992, 72 p.
- 315 HASSENTEUFEL Patrick, *Citroën-Paris en mai-juin 1968 : dualités de la grève*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1987, 126 p.
- 316 HASSENTEUFEL Patrick, "Citroën-Paris en mai-juin 1968", *Communication au colloque "Acteurs et terrains du mouvement social de mai 1968*, Centre de recherche des mouvements sociaux et du syndicalisme-FNSP, Paris, novembre 1988.
- 317 HASSENTEUFEL Patrick, "Systèmes de représentation et enjeux de pouvoir dans l'entreprise : une comparaison France-RFA", *La revue de l'IRE*, 3, printemps 1990, p 7-40.
- 318 HASSENTEUFEL Patrick, "Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations", *Revue française de science politique*, 41-1, février 1991, p 5-26.
- 319 HASSENTEUFEL Patrick, "Citroën-Paris : une «grève d'émancipation»", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 35-50.
- 320 HATZFELD Nicolas, *La grève de mai-juin 1968 aux Automobiles Peugeot à Sochaux, éléments d'approche*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1985, 120 p.
- 321 HATZFELD Nicolas, "Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise, in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 51-72.
- 322 HERMELLIN Nathalie, *La grève des mineurs en 1963. Perception nationale et souvenir local. Le cas des Cévènes*, Paris I-CRHMS, 1989, 2 vol, 158 et 146 p.
- 323 HOAREAU Charles, *La Ciotat, chronique d'une rébellion*, Paris, Messidor, 1992, 246 p.
- 324 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Le Centre confédéral d'archives", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 1, mai 1982.
- 325 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Sièges de la CGT et de ses fédérations en 1937, 1946, 1949, 1968, 1975, 1981", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 2, juin 1982.
- 326 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Les congrès de la CGT de 1946 à 1978", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 2, juin 1982.
- 327 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Pour un traitement scientifique des fonds d'archives de la CGT", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 8, octobre 1983, p 13-14.
- 328 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Règles de communication et de reproduction des archives de la CGT", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 11, mai-juin 1984, p 23-26.
- 329 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Archives ouvertes", *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 13, mars 1985, p 17-22.
- 330 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Inventaire des archives de la FSM et documents", *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 13, mars 1985, p 23-27.

- 331 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Archives ouvertes", *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 14, juin 1985.
- 332 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Travaux d'archivage en cours au Centre confédéral d'archives de la CGT", *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 15, septembre 1985, p 37-40.
- 333 Institut CGT d'Histoire Sociale, "Archives de la CGT : recensement général", *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 16, décembre 1985, p 31-33.
- 334 Institut CGT d'Histoire Sociale-La Vie Ouvrière, *CGT 1985-1995. Le premier siècle*, Montreuil, VO-éditions, 1995.
- 335 JACQUET Joseph, *Les cheminots dans l'histoire sociale de la France*, Paris, Eds sociales, 1967, 319 p.
- 336 JACQUET Joseph, ANCEL Mgr Alfred, *Un militant ouvrier dialogue avec un évêque*, Paris, Eds sociales, 1982.
- 337 JALLAGEAS D., *Les grèves ouvrières dans l'agglomération toulousaine en mai-juin 1968*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris I-CRHMSS, 1979.
- 338 JAUVERT Vincent, "Comment le Kremlin finançait le PCF", *Le Nouvel Observateur*, 7 octobre 1993.
- 339 JEANNIERE Abel, "Difficile et ambiguë, la militance aujourd'hui", *Projet*, 136, juin 1979, p 706-716.
- 340 JOHAN Michel, "La CGT et le mouvement de mai", *Les Temps modernes*, 264, juillet 1968, p 326-375.
- 341 JOSSELIN Yves, "La CGT face aux difficultés de la régie Renault", *Les études sociales et syndicales*, 5, avril 1985, p 4-5.
- 342 JOSSELIN Yves, "A qui profitent les centrales de renseignements CGT sur les entreprises ?", *Les études sociales et syndicales*, 28, mars 1987, p 20-21.
- 343 JOURNES Claude, "Les interprétations communistes de mai 68", *Pouvoirs*, 39, 1986, p 25-35.
- 344 JULIENNE Annie, *Le rôle du magazine féminin de la CGT. «Antoinette» dans les luttes menées par les femmes pour leur libération entre 1970 et 1982*, Mémoire de maîtrise, Paris VII, 1990, 184 p.
- 345 KERGOAT Danielle, *Bulldoz ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1973, 239 p.
- 346 KERGOAT Jacques, "Combativité, organisation et niveau de conscience dans la classe ouvrière", *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 1982, p 87-104.
- 347 KERGOAT Jacques, "De la crise économique à la victoire électorale de la gauche : réactions ouvrières et politiques syndicales", in KESSELMAN Mark et GROUX Guy, *Le mouvement ouvrier français (1968-1982)*, Paris, Eds ouvrières, 1984.
- 348 KERGOAT Jacques, "CGT : un recul des effectifs qui s'accroît", *Le Monde*, 19 novembre 1985.
- 349 KESSELMAN Mark et GROUX Guy (sous la direction de), *Le mouvement ouvrier français (1968-1982)*, Paris, Eds ouvrières, 1984.
- 350 KOCH Alain et GUINARD Danielle, "Les sections syndicales, étude statistique de l'institution au 1er juillet 1979", *Revue française des affaires sociales*, janvier mars 1983, p 154-172.
- 351 KOURCHID Olivier, "L'action ouvrière dans la crise économique", *Sociologie du travail*, 1977-4, octobre-décembre 1977, p 343-361.
- 352 KOURCHID Olivier, ECKERT C., "Les mineurs des houillères en grève : l'insertion dans un mouvement national, in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 85-106.
- 353 KRASUCKI Henri, *Syndicats et lutte de classes*, Paris, Eds sociales, 1969, 125 p.
- 354 KRASUCKI Henri, *Syndicats et socialisme*, Paris, Eds sociales, 1972, 126 p.
- 355 KRASUCKI Henri, "Préface" à Madeleine COLIN, *Ce n'est pas d'aujourd'hui... Femmes, syndicats, luttes de classe*, Paris, Eds sociales, 1975, p 7-13.
- 356 KRASUCKI Henri, *Syndicats et unité*, Paris, Editions sociales, 1980, 250 p.
- 357 KRASUCKI Henri, *Un syndicat moderne ? Oui*, Paris, Messidor, 1987, 237 p.
- 358 KRIEDEL Annie, *Les communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 (Première édition : 1968).
- 359 KUKAWKA Pierre, *Manufrance, radiographie d'une lutte*, Paris, Editions sociales, 1980, 304 p.
- 360 LABBE Daniel, PERIN Francis, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, Paris, Hachette, 1990, 343 p.
- 361 LABBE Dominique, *Les enjeux du 40e Congrès de la CGT*, Communication à la session d'avril 1979 du Consortium européen de science politique, Bruxelles.
- 362 LABBE Dominique, "Le discours de la CGT", *Que faire aujourd'hui ?*, mai 1982.
- 363 LABBE Dominique, *Vingt-deux ans d'élections aux comités d'entreprise (1966-67/1987-88)*, Etude réalisée pour le compte du Ministère du travail et de l'emploi, Grenoble, CERAT, mars 1991, 164 p.
- 364 LABBE Dominique, "Elections aux comités d'entreprise : le déclin des syndicats ?", *Travail et emploi*, 53, 1991-3, p 40-55.
- 365 LABBE Dominique, "Comités d'entreprise : les configurations électorales", *Travail et emploi*, 59, 2/94, p 64-73.

- 366 LABBE Dominique, "Le déclin électoral de la CGT", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 67-86.
- 367 LABBE Dominique, "La crise du syndicalisme français", *La revue de l'IRES*, 16, Automne 1994, p 75-102.
- 368 LABBE Dominique, *Les élections aux comités d'entreprise (1945-1993)*, Grenoble, CERAT, 1995, 180 p.
- 369 LABBE Dominique, CROISAT Maurice, *La fin des syndicats ?*, Paris, l'Harmattan, 1992, 236 p.
- 370 LACAMBRE Félix, *Daniel Angleraud, la passion rebelle*, Paris, L'Atelier, 1994, 224 p.
- 371 LACROIX Annie, *CGT et revendications ouvrières face à l'Etat de la Libération aux débuts du plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947), deux stratégies de la reconstruction*, Thèse de lettres, Université de Paris I, 2 vol., 1215 p.
- 372 LACROIX-RIZ Annie, "Majorité et minorité de la CGT de la Libération au XXVI^e congrès confédéral (Septembre 1944-avril 1946)", *Revue historique*, 540, octobre-décembre 1981, p 461-485.
- 373 LACROIX-RIZ Annie, *La CGT. De la Libération à la scission*, Paris, Messidor-Editions sociales, 1983, 398 p.
- 374 LACROIX-RIZ Annie, "Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, de Département d'Etat et la scission syndicale française (1944-1947)", *Le mouvement social*, 154, avril-juin 1990, p 79-118.
- 375 LACROIX-RIZ Annie, "La Régie Renault, la grève d'avril-mai 1947", *Cahiers d'histoire de l'IRM*, 56, 3^e trimestre 1994, p 91-136.
- 376 LAGRANGE Hugues, *Chronologie du mouvement des grèves en France 1890-1975*, Paris, Thèse pour le doctorat d'Etat, Paris, FNSP, 1981, 916 p.
- 377 LAGRANGE Hugues, "La crise et le conflit : morphologie des vagues de grèves", *Revue française de science politique*, 32, 4-5, juillet-octobre 1982, p 768-794.
- 378 LAMOUREUX Christophe, RETIERE Jean-Noël, "Les ouvriers d'ici", *Les cahiers du LERSCO*, 13, mai 1990, 177 p.
- 379 LANDIER Hubert, "Les résultats des élections prud'homales : l'échiquier syndical en 1980", *Commentaire*, 3-9, 1980, p 167-174.
- 380 LANDIER Hubert, *Les organisations syndicales en France*, Paris, Entreprise moderne d'édition, 1980.
- 381 LANDIER Hubert, *Demain, quels syndicats ? Essai sur la crise du syndicalisme en France*, Paris, Hachette/Pluriel, 1981, 510 p.
- 382 LANDIER Hubert, "Quels habits neufs pour le syndicalisme français ?", *Commentaire*, 1983, p 600-607.
- 383 LANDIER Hubert, "Le syndicalisme français face au changement politique, économique et social", *Commentaire*, 31, 1985, p 811-820.
- 384 LANGE Gérard, "La liaison étudiants-ouvriers à Caen", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 217-236.
- 385 LAPEYRONNIE Didier, *Les logiques d'action syndicale dans le cadre de la crise économique actuelle. La CGT à Bordeaux*, Doctorat de troisième cycle, Université de Bordeaux 2, 1983.
- 386 LASBLEIS Pierre-Marie, *Le conflit des dockers à Dunkerque : scission syndicale et rupture identitaire*, Mémoire de DEA science politique, Paris I, 1993, 174 p.
- 387 LASSERRE Henri, "La crise du syndicalisme aujourd'hui", *Les temps modernes*, 41, 476, mars 1986, p 66-78.
- 388 LAUNAY Michel, *Le syndicalisme en Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1990, 505 p.
- 389 LAVABRE Marie-Claire, "La sociologie du communisme français : travaux parus en langue française depuis 1979", *Communisme*, 7, 1985, p 65-83.
- 390 LAZAR Marc, "Ouvrier, histoire et littérature de parti : l'exemple du mineur", *Revue des sciences humaines*, 190, avril-juin 1983, p 101-111.
- 391 LAZAR Marc, *PCF, intellectuels et classe ouvrière : l'exemple du mineur, de la Libération au début des années cinquante*, Paris, thèse, Ecole pratique des études en sciences sociales, 1984.
- 392 LAZAR Marc, "Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF", *Revue Française de Science Politique*, 26-2, avril 1985, p 190-205
- 393 LAZAR Marc, "Sociétés ouvrières et communisme français", *Communisme*, 15-16, 1987, p 182-189.
- 394 LAZAR Marc, "Damné de la terre et homme de marbre. L'ouvrier dans l'imaginaire du PCF du milieu des années trente à la fin des années cinquante", *Annales ESC*, 5, septembre octobre 1990, p 1071-1096.
- 395 LAZAR Marc, "L'invention et la désagrégation de la culture communiste", *Vingtième siècle*, 44, oct-déc 1994, p 9-18.
- 396 LE BRUN Pierre, *Questions actuelles du syndicalisme*, Paris, Seuil, 1965, 173 p.
- 397 LE CROM Jean-Pierre, *Syndicats nous voilà ! Vichy et le corporatisme*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1995, 410 p.
- 398 LE DUIGOU Jean-Christophe, "La CGT entre héritage et mutation", in BOUAL Jean-Claude (dir), *Syndicalisme, quel second siècle ?*, Paris, Les eds de l'Atelier, 1995, p 95-118.
- 399 LE DUIGOU Jean-Christophe, "La question du projet syndical", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 42-48.

- 400 LE GUEN René, GAUDY René, *Voyage avec les cadres*, Paris, Eds sociales, 1977.
- 401 LE MAITRE Annick, TCHOBANIAN Robert, *Les institutions représentatives du personnel dans l'entreprise*. Etude réalisée pour le compte du Ministère du travail et de l'emploi, Aix-en-Provence, juin 1991, 265 p.
- 402 LE ROUZIC Gisèle, *La bataille des forges d'Hennebont*, Eds la digitale, 1986, 247 p.
- 403 LEBRIGAND Yvette, "Le centre d'archives du monde du travail à Roubaix", *Bulletin de l'IHTP*, 55, mars 1994, p 34-44.
- 404 LECLERCQ Robert-Jean, "Les conflits du secteur bancaire français depuis 1974 : de la revendication organisationnelle à l'action contestataire", *Sociologie du travail*, 25-1, mars 1983, p 79-82.
- 405 LEFEBVRE Denis, "Les socialistes et les grèves minières de 1948", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 43-66.
- 406 LEFRANC Georges, *Le mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Paris, Payot, 1969, 312 p.
- 407 LEFRANC Georges, *Le syndicalisme en France*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1983 (première édition : 1953), 128 p.
- 408 LEGENDRE Michèle, "Les employés de bureau et la représentation", *Revue française de science politique*, 37-1, février 1987, p 59-75.
- 409 LEQUIN Yves, "Mémoire ouvrière, mémoire politique : à propos de quelques enquêtes récentes", *Pouvoirs*, 42, 1987, p 67-72.
- 410 LES ETUDES SOCIALES ET SYNDICALES, "Quand la CGT calque ses organes de direction sur le PCF : le secrétariat de la CGT et sa commission d'organisation", 298, janvier 1981, p 18-22.
- 411 LES ETUDES SOCIALES ET SYNDICALES, "L'impossible indépendance de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 7, juin 1985, p 1-3.
- 412 LES ETUDES SOCIALES ET SYNDICALES, " Le retour de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 60, décembre 1989, p 1-4.
- 413 LES ETUDES SOCIALES ET SYNDICALES, "Une opposition dans la CGT ?", *Les études sociales et syndicales*, 64, mars 1990, p 1-4.
- 414 LESTIENNE Bernard, "La CGT, retour au social", *Projet*, 133, mars 1979, p 370-379.
- 415 LEVY Catherine, *Une multinationale contre ses travailleurs. La Montedison sur la ligne bleue des Vosges 1977-1982*, Paris, Maspero, 1982, 143 p.
- 416 LIAISONS SOCIALES, "Syndicats II", *Liaisons sociales documents*, numéro spécial, 40, 1980.
- 417 LIAISONS SOCIALES, *Syndicats II, Liaisons sociales documents*, 10071, 98-87, 15 octobre 1987.
- 418 LINET Roger, *La CGT : lendemains de guerre 1944-1947*, Paris, Hachette-Pluriel, 1995.
- 419 LINHART Danièle, *L'appel de la sirène. L'accoutumance au travail*, Paris, Le Sycomore, 1981, 199 p.
- 420 LINHART Danièle, MALAN Anna, "Individualisme professionnel des jeunes et action collective", *Travail et emploi*, 36-37, juin-septembre 1988, p 9-18.
- 421 LINHART Danièle, MALAN Anna, AUZIAS Claire, *Les jeunes et le syndicalisme*, Rapport pour le ministère des affaires sociales et de l'emploi, Paris, CNAM, 1988.
- 422 LINHART Robert, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978, 180 p.
- 423 LINHART Virginie, "Les "dix" de Renault-Billancourt", *Revue française de science politique*, 42,3, juin 1992, p 375-401.
- 424 LINHART Virginie, *Volontaires pour l'usine*, Paris, Le Seuil, 1994, 243 p.
- 425 LOJKINE Jean, *Innovation sociale et innovation technologique. L'évaluation des groupes d'expression directe à Renault Billancourt*, Paris, Ministère de la Recherche et de la technologie, CPE, 1984, 403 p.
- 426 LOJKINE Jean, *La classe ouvrière en mutations*, Paris, Ed Messidor, 1986, 220 p.
- 427 LOJKINE Jean, "Les couches moyennes salariées : des identités en jeu", *La Pensée*, 262, mars-avril 1988, p 13-32.
- 428 LORANT Guy, CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *La grève du joint français*, Paris, Presses de la FNSP, 1975, 166 p.
- 429 LUCAS Yvette et Al, *Les syndicats dans l'entreprise*, Toulouse, ERMOPRES, 1986.
- 430 MAGNIADAS Jean, "Qui sont les adhérents de la CGT ?", *Le Peuple*, 972, 1-15 septembre 1975, p 19-23.
- 431 MAGNIADAS Jean, *Le syndicalisme de classe*, Paris, Messidor-Eds sociales, 1987, 244 p.
- 432 MAGNIADAS Jean et Al., *Les militants de la CGT en formation syndicale*, Paris, CGT, sd, 240 p.
- 433 MAGNIADAS Jean, MOURIAUX René, PIOLOT Marc, *Les jeunes ouvriers*, Paris, Centre confédéral d'études économiques et sociales de la CGT, 1974.
- 434 MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1963.
- 435 MARTELLI Roger, "Bref aperçu des publications consacrées au PCF depuis 1969", *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 29-30, 1979.

- 436 MARTELLI Roger, *Mai 68*, Paris, Messidor-Eds sociales, 1988, 256 p.
- 437 MARTIN Pierre, "Le mensonge de l'indépendance de la CGT", *Est et Ouest*, 4, mars 1984, p 22-24.
- 438 MARTIN Pierre, "Les élections prud'homales de décembre 1982", *Pouvoirs*, 26, 1983, p 125-131.
- 439 MARTIN Pierre, "Les élections à la sécurité sociale", *Revue politique et parlementaire*, 908, 1984, p 63-77.
- 440 MARUANI Margaret, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979, 273 p.
- 441 MARUANI Margaret, NICOLE Chantal, *Au labeur des dames. Métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Le seuil, 1989, 191 p.
- 442 MARY Jean-François, "Syndicats : quel nouveau jeu social", *Revue politique et parlementaire*, 923, juin 1986, p 36-40.
- 443 MASSON Philippe, "Organisation, structures et action syndicale", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 37-41.
- 444 MATHIOT Pierre, *Etude socio-politique d'un conflit ouvrier de la fin des années 80 : monographie de la grève Peugeot-Sochaux*, Mémoire pour le DEA d'études politiques, Paris, FNSP, juin 1990, 155 p.
- 445 MATHIOT Pierre, MOURIAUX René, "Conflictualité en France depuis 1986. Le cas de Peugeot-Sochaux", *Les Cahiers du CEVIPOF*, 7, mars 1992, 120 p.
- 446 MAUPEOU-ABBOUD Nicole, "Grèves et rapports sociaux du travail : modèles classiques ou schémas nouveaux ?", *Sociologie du travail*, 1974-3, juillet-septembre 1974, p 265-290.
- 447 MAURICE Marc, "Déterminants du militantisme et projet syndical des ouvriers et des techniciens", *Sociologie du travail*, 1965-3, juillet -septembre 1965.
- 448 MAURICE Marc, "L'évolution du travail et du syndicalisme chez les cadres", *Le Mouvement social*, 61, octobre-décembre 1967, p 47-64.
- 449 MAZAURIC Claude, DARTIGUE Jacques, *Ladrecht*, Paris, Edition sociales, 1982, 249 p.
- 450 MAZAURIC Claude, NOEL Bertrand, *Culture et Comités d'entreprise*, Paris, Messidor, 1991, 160 p.
- 451 MENCHERINI Robert, "L'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône : un autre syndicalisme ?", *Prévenir*, Marseille, XI, nov 1985, p. 133-142.
- 452 MENCHERINI Robert, *L'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône de la Libération à la scission syndicale, 1944-1948*, Thèse de troisième cycle, Université de Provence, Aix-en-Provence, 1984.
- 453 MENCHERINI Robert, *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière (Marseille, 1944-1948)*, Paris, L'Harmattan, 1994, 221 p.
- 454 MERCIER Nicole, SEGRESTIN Denis, "Des ouvriers sur leurs terres : deux études de cas comparés", *Sociologie du travail*, 1983-2, p 147-159.
- 455 MERCIER Nicole, SEGRESTIN Denis, "L'effet territoire dans la mobilisation ouvrière. Essai d'analyse de situation complexe", *Revue française de sociologie*, janvier-mars 1983, p 61-80.
- 456 MERMILLOD-BLARDET G., "Une analyse statistique des élections aux comités d'entreprise depuis 1966", *Revue française des affaires sociales*, 28-3, juillet-septembre 1974, p 137-172.
- 457 MICHEL Jean-François, *La scission de la fédération syndicale mondiale (1945-1949)*, Mémoire de maîtrise, Paris, CRHMSS, 1979.
- 458 MICHEL Jean-François, "La scission de la fédération syndicale mondiale (1945-1949)", *Le Mouvement social*, 117, octobre-décembre 1981, p 33-52.
- 459 MILLOT Michèle, ROULLEAU Jean-Pol, *L'entreprise et les stratégies syndicales*, Paris, Editions d'organisation, 1988.
- 460 MILON René, "En marge du PCF : de la commission centrale syndicale à la section «entreprises»", *Les études sociales et syndicales*, 5, avril 1985, p 11-13.
- 461 MILON René, "Le rôle de la CGT dans la nouvelle stratégie du Parti communiste français", *Les études sociales et syndicales*, 6, mai 1985, p 10-15.
- 462 MILON René, "Les comptes de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 8-9, juillet-août 1985, p 13-18.
- 463 MILON René, "L'implantation dans les entreprises et les résultats des élections aux CE", *Les études sociales et syndicales*, 11, octobre 1985, p 3-6.
- 464 MILON René, "Les activités commerciales de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 13, décembre 1985, p 8-14.
- 465 MILON René, VIVIER Bernard, "Les subventions dont la CGT abuse", *Les études sociales et syndicales*, 14, janvier 1986, p 13-17.
- 466 MILON René, "La fédération des travailleurs de la métallurgie CGT au 42e congrès confédéral", *Les études sociales et syndicales*, 16, mars 1986, p 15-18.
- 467 MILON René, "La cure d'isolement de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 22, juillet 1986, p 1-5.
- 468 MILON René, "Alain Le Léap (1900-1986) ou la peu glorieuse carrière d'un compagnon de route", *Les études sociales et syndicales*, 27, février 1987, p 15-19.

- 469 MILON René, "La CGT, organisation communiste ? Non, mais organisation de masse dirigée par le PC", *Est et Ouest*, 42, mai 1987, p 16-17.
- 470 MILON René, "Le PCF examine les mouvements sociaux de décembre 1986-janvier 1987", *Les études sociales et syndicales*, 29, avril 1987, p 4-8.
- 471 MILON René, "L'évolution des résultats aux élections professionnelles : implantation ou image de marque ?", *Les études sociales et syndicales*, 31, juin 1987, p 11-13.
- 472 MILON René, "La CGT, organisation communiste ? Non, mais organisation de masse dirigée par le PC (fin)", *Est et Ouest*, 43, juin 1987, p 15-17.
- 473 MILON René, "Des communistes «rénovateurs» à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 32-33, juillet-août 1987, p 11-13.
- 474 MILON René, "André Deluchat, chef de file de la rébellion à la CGT ?", *Les études sociales et syndicales*, 34, septembre 1987, p 15-18.
- 475 MILON René, "«Confédéralisation» de l'action syndicale à la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 35-36, octobre-novembre 1987, p 15-17.
- 476 MILON René, "Quand Krasucki pratique le culte de la personnalité", *Les études sociales et syndicales*, 35-36, octobre-novembre 1987, p 18-20.
- 477 MILON René, "PCF et CGT : la ligne dure", *Les études sociales et syndicales*, 37, décembre 1987, p 15-18.
- 478 MILON René, "Un échange de lettre entre le PS et la CGT : quand la CGT approuvait le programme commun de gouvernement", *Les Etudes sociales et syndicales*, 39, février 1988, p 19-21.
- 479 MILON René, "Les directives du CC du PCF et du CCN de la CGT", *Les Etudes sociales et syndicales*, 41, mars 1988, p 4-8.
- 480 MILON René, "Les licenciements de représentants du personnel : la CGT, principale victime ?", *Les Etudes sociales et syndicales*, 40, mars 1988, p 10-11.
- 481 MILON René, "L'engagement de la CGT dans la campagne de l'élection présidentielle", *Les Etudes sociales et syndicales*, 43, juin 1988, p 14-17.
- 482 MILON René, "La diffusion du «Peuple» et ses enseignements", *Les études sociales et syndicales*, 52, avril 1989, p 7-8.
- 483 MILON René, "Les effectifs de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 52, avril 1989, p 5-7.
- 484 MILON René, "La CGT reprend la tactique de l'unité d'action", *Les Etudes sociales et syndicales*, 57, septembre 1989, p 4-7.
- 485 MILON René, "Les délégués syndicaux", *Les Etudes sociales et syndicales*, 57, septembre 1989, p.
- 486 MILON René, "La manoeuvre unitaire de la CGT", *Les Etudes sociales et syndicales*, 58, octobre 1989, p 5-11.
- 487 MILON René, "Exit Gaumé. La fin sans gloire d'un compagnon de route sans éclat", *Les études sociales et syndicales*, 25, décembre 1986, p 6-11.
- 488 MILON René, "L'image de marque des confédérations syndicales de 1983 à 1988", *Les Etudes sociales et syndicales*, 63, mars 1990, p 8-9.
- 489 MILON René, "En marge du CCN de la CGT. Bilan d'une année de resyndicalisation", *Les études sociales et syndicales*, 67-68, juillet-août 1990, p 8-11.
- 490 MOINE Jean-Marie, "René Boudot, un militant ouvrier au service de la sécurité sociale", A. Gueslin et P. Guillaume (dir.), *De la charité médiévale à la sécurité sociale*, Paris, Eds ouvrières, 1992, p 299-307.
- 491 MOISSONNIER M. et PRUVOST Georges, *CGT. Approches historiques*, Montreuil, CCEO-Institut CGT d'histoire sociale, 1988.
- 492 MOLINARI Jean-Paul, *L'adhésion ouvrière au communisme*, Thèse pour le doctorat d'Etat, Université de Nantes, 1987.
- 493 MOLINARI Jean-Paul, "Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF", *Communisme*, 15-16, 1987, p 34-51.
- 494 MOLINARI Jean-Paul, *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-bains, L'Albaron, 1991, 368 p.
- 495 MONTAIGNE Marie, "Fonctions des syndicats", *Liaisons sociales*, 10995, 18 juillet 1991, p 87-100.
- 496 MONTALDO Jean, *La mafia des syndicats*, Paris, Albin Michel, 1981, 429 p.
- 497 MONTLIBERT Christian de, *Crise économique et conflits sociaux dans la lorraine sidérurgique*, Paris, L'harmattan, 1989, 207 p.
- 498 MOREL Christian, "Les stratégies de négociation dans l'entreprise", *Sociologie du travail*, 1977-4, octobre-décembre 1977, p 362-382.
- 499 MOREL Christian, *La grève froide. Stratégies syndicales et pouvoir patronal*, Paris, Eds d'organisation, 1981, 235 p.
- 500 MOTHE Daniel, *Militant chez Renault*, Paris, Le Seuil, 1965, 229 p.
- 501 MOTHE Daniel, "Le militant, entre la théorie et la politique", *Esprit*, 353, octobre 1966, p 390-397.

- 502 MOTHE Daniel, *Les O.S.*, Paris, Eds du Cerf, 1972, 94 p.
- 503 MOTHE Daniel, *Le métier de militant*, Paris, Le Seuil, 1973, 182 p.
- 504 MOTHE Daniel, "Les militants et leur avenir", *Economie et humanisme*, 245, janvier-février 1979, p 50-59.
- 505 MOTHE Daniel, "Par le conflit ou par le consensus ?", *Esprit*, 12, décembre 1983, p 87-97.
- 506 MOTHE Daniel, "Syndicalisme et syndicatie : à propos de *Tous ensemble* de François de Closets", *Etudes*, 364, avril 1986, p 465-472.
- 507 MOTHE-GAUTRAT Daniel, *Pour une nouvelle culture d'entreprise*, Paris, La découverte, 1986, 174 p.
- 508 MOTS, "Numéro spécial. Discours syndical ouvrier en France", *Mots*, 14, mars 1987, 232 p.
- 509 MOTS, "Un demi-siècle de vocabulaire syndical", *Mots*, 36, septembre 1993, 136 p.
- 510 MOURIAUX Marie-Françoise et Al, *La révolution française vue par les militants de la CGT*, Paris, CCEO, 1991, 57 p.
- 511 MOURIAUX René, "Le 40e congrès de la CGT", *Etudes*, 350, février 1979, p 221-225.
- 512 MOURIAUX René, *La CGT*, Paris, Seuil, 1982, 245 p.
- 513 MOURIAUX René, "Conception cégétiste de la classe ouvrière et stratégie de la solidarité", *La pensée*, 233, mai-juin 1983, p 54-61.
- 514 MOURIAUX René, *Les syndicats dans la société française*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983, 272 p.
- 515 MOURIAUX René, *Syndicalisme et politique*, Paris, Eds ouvrières, 1985, 214 p.
- 516 MOURIAUX René, *Le syndicalisme face à la crise*, Paris, La découverte, 1986, 128 p.
- 517 MOURIAUX René, "La fédération syndicale mondiale de 1945 à 1990" in DEVIN Guillaume (dir), *Syndicalisme. Dimensions internationales*, Courbevoie, Eds européennes-Erasme, 1990, p 101-122.
- 518 MOURIAUX René, "Le mai de la CGT : les masses en mouvement sans issue politique", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 2, p 15-34.
- 519 MOURIAUX René, *Enquête sociologique sur les délégués du 44e congrès confédéral (Montreuil 26-31 janvier 1992)*, ISERES, n° 114, 1992, 183 p.
- 520 MOURIAUX René, PERCHERON Annick, PROST Antoine, TARTAKOWSKY Danièle, *1968 Exploration du mai français*, Paris, L'Harmattan, 1992 (Tome 1 : *Terrains*, 324 p ; Tome 2 : *Acteurs*, 270 p).
- 521 MOURIAUX René, SUBILEAU Françoise, *Bibliographie sur le syndicalisme des salariés en France (1945-1985)*, Paris, CEVIPOF, 1986, 27 p.
- 522 MOURIAUX René, SUBILEAU Françoise, *Approche quantitative du syndicalisme français (1945-1985)*. Paris, Centre d'études de la vie politique française, 1987, 89 p. Et *Données statistiques concernant le syndicalisme des salariés en France (1945-1985) (Document de travail)*, Paris, Centre d'études de la vie politique française, 1987, 29 p.
- 523 MOURIAUX René, WIHTOL DE WENDEN Catherine, "Syndicalisme français et islam", *Revue française de science politique*, 67-6, décembre 1987, p 794-819.
- 524 MOYNOT Jean-Louis, *Au milieu du gué. CGT, Syndicalisme et Démocratie de masse*, Paris, PUF, 1982, 319 p.
- 525 MOYNOT Jean-Louis, "La grève de mai 1968", *Nouvelle revue socialiste*, 76, août-septembre 1985, p 23-30.
- 526 NARRITSENS André, "Cinq ans d'Analyses et Documents économiques", *Le Peuple*, 1241, 21 mai 1987.
- 527 NARRITSENS André, "Corporation et syndicalisme : la crise identitaire des indirectes (1948-1968)", *Analyses et documents économiques*, décembre 1991, p 63-69.
- 528 NARRITSENS André, "Regards concrets et hypothèses sur les dynamiques possibles du conflit des finances de 1989", *Revue de l'IRE*, 5, hiver 1991, p 141-166.
- 529 NARRITSENS André, "Fédéralisme et modes d'organisation et de direction de la CGT", *Analyses et documents économiques*, 62, décembre 1994.
- 530 NAUDET Jean-François, *La grève de mai-juin 1968 à la RATP*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris I, 1986, 486 p.
- 531 NAUDET Jean-François, "La RATP : «une grève-régie»", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 107-118.
- 532 NEZOSI Gilles, *La CGT du bassin de Longwy (1978-1991)*, Mémoire de DEA, Grenoble, Institut d'Etudes Politiques, 1991, 248 p.
- 533 NEZOSI Gilles, "La fin de l'homme du fer. CGT et crise de la sidérurgie à Longwy, 1963-1979", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 91-108.
- 534 NEZOSI Gilles, *La fin de l'homme de fer. Syndicalisme et crise de la sidérurgie à Longwy 1963-1993*, Thèse pour le doctorat de science politique, Grenoble, Institut d'études politiques, janvier 1996, 373 p.
- 535 NOBLECOURT Michel, "Selon une étude du patronnat de la métallurgie, le taux de syndicalisation en France serait tombé de 20% à 15% en dix ans", *Le Monde*, 7 novembre 1985.

- 536 NOBLECOURT Michel, *Les syndicats en questions*, Paris, Les éditions ouvrières, 1990, 218 p.
- 537 NOIRIEL Gérard, *Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspéro, 1980, 262 p.
- 538 NOIRIEL Gérard, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984, 396 p.
- 539 NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française. XIX et XX siècle*, Paris, Le Seuil, 1986, 322 p.
- 540 NOIRIEL Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration*, Paris, Le Seuil, 1988, 416 p.
- 541 NORMAND Jean-Michel, "La CGT", *Le Monde*, 21 janvier 1992.
- 542 NORMAND Jean-Michel, "La CGT rejette l'ouvriérisme", *Le Monde*, 11 novembre 1992.
- 543 OFFERLE Michel, "Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier", *Annales Economies Sociétés Civilisations*, juillet-août 1984, p 681-713.
- 544 OURY Louis, *Les prolos*, Paris, Denoël, 1973.
- 545 *Ouvriers face aux appareils. Une expérience de militantisme chez hispano-suiza*, Paris, Maspéro, 1990, 279 p.
- 546 PASTIAUX Cécile, *Les nationalisations dans la presse hebdomadaire des confédérations ouvrières (1947-1966)*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I-CRHMSS, 1984, 236 p.
- 547 PENEFF Jean, "Autobiographies de militants ouvriers", *Revue française de science politique*, 29-1, janvier 1979, p 53-82.
- 548 PENEFF Jean, "Autobiographie de militants CGTU-CGT", *Cahiers du LERSCO*, 1, décembre 1979, 155 p.
- 549 PERROT Michelle, "Masses et individus : ce couple infernal aux rapports problématiques", *Vingtième siècle*, Avril-juin 1987, p 5-12.
- 550 PEYRENET Marcel, *Nous prendrons les usines*, Genève, Slatkine-Garance, 1980, 240 p.
- 551 PINCON Michel, *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, Paris, L'Harmattan, 1987, 183 p.
- 552 PIOLOT Marc, BRUHAT Jean, *Esquisse d'une histoire de la CGT*, Paris, CGT, 1967, 384 p.
- 553 PIPAN Tatiana, "La grève narcissique", in GOETSCHY Janine et LINHART Danièle, "La crise des syndicats en Europe occidentale", *Problèmes économiques et sociaux*, 632, 11 mai 1990, p 26-27.
- 554 POIRMEUR Yves, "Activité politique et organisations syndicales" in CHEVALLIER Jacques et Al, *L'actualité de la charte d'Amiens*, Paris, PUF, 1986, p 37-64.
- 555 POITOU Jean-Claude, *Nous les mineurs*, Paris, Fédération nationale des travailleurs du sous-sol CGT, 1983, 189 p.
- 556 POLAC Catherine, *Protestation et crédibilité des agents des finances : étude de la grève de mai à novembre 1989*, Mémoire de DEA, Université de Paris I, 1992, 122 p.
- 557 PORTIS Larry, PASSEVANT Christianne, *Les classes sociales en France : un débat inachevé (1789-1989)*, Paris, Eds ouvrières, 1988, 190 p.
- 558 POUVOIRS, *L'immigration*, 47, 1988, 222 p.
- 559 POUVOIRS, *Le pouvoir syndical*, 26, 1983.
- 560 PROST Antoine, "Quoi de neuf sur le Mai français ?", *Le Mouvement social*, 143, avril-juin 1988, p 91-98.
- 561 PROST Antoine, "Les effectifs de la CGT en 1945" in PESCHANSKI Denis et ROBERT Jean-Louis, *Les ouvriers en France pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, CRHMSS-IHTP, 1992, p 391-408.
- 562 PROST Antoine, "Les effectifs de la CGT en 1945", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 41-1, janvier-mars 1994, p. 82-100.
- 563 PRUVOST Georges, *Le rôle de la CGT dans la FSM (1945-1949)*, Paris VIII, 1989, 69 p.
- 564 RACINE Nicole, "Etat des travaux sur le communisme en France", in BON Frédéric et al, *Le communisme en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1969, p 305-336.
- 565 RAND SMITH William, *Crisis in the French Labour Movement. A Grassroots Perspective*, Londres, Mac Millan, 1987.
- 566 RANGER Jean, "Les liens entre le PCF et la CGT. Eléments d'un débat", *Revue française de science politique*, XIX-1, février 1969, p 182-187.
- 567 RAYNAUD Philippe, "Le parti communiste et mai 68", *Pouvoirs*, 39, 1986, p 39-42.
- 568 REBERIOUX Madeleine, *Les ouvriers du livre et leur fédération. Un centenaire, 1881-1981*, Paris, Temps actuels, 1981, 237 p.
- 569 RETIERE Jean-Noël, "D'un enracinement ouvrier à l'enracinement communiste : le cas de Lanester dans le Morbihan", *Communisme*, 15-16, 1987, p 97-110.
- 570 RETIERE Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994, 236 p.
- 571 REYNAUD Jean-Daniel, *Les syndicats en France*, Paris, A. Colin, 1963 (réédité au Seuil en 2 tomes, 1975, 171 et 348 p).

- 572 REYNAUD Jean-Daniel et Alii, *Les systèmes de relations professionnelles. Examen critique d'une théorie*, Eds du CNRS, Paris, 1990, 432 p.
- 573 REYNAUD Jean-Daniel, DASSA Josette et Sami, MACLOUF Pierre, "Les événements de Mai-juin 1968 et le système français de relations professionnelles I.", *Sociologie du travail*, 1971-1, janvier-mars 1971, p 73-97 et "Les événements de Mai-juin 1968 et le système français de relations professionnelles. II Les stratégies en présence", *Sociologie du travail*, 1971-2, avril-juin 1971, p 191-209.
- 574 RIBEILL Georges, *Les personnels des Compagnies de chemin de fer*, Paris, Développement et aménagement, Tome 1, Des origines à 1914 ; Tome 2, de 1914 à 1936 ; Tome 3 1937-1981, (1980-1982 ; 570 p et 633 p).
- 575 RIBEILL Georges, *Les cheminots*, Paris, La découverte, 1985, 128 p.
- 576 RIBEILL Georges, "L'hiver de grève des cheminots", *Vingtième siècle*, 16, octobre 1987, p 21-29.
- 577 RIBEILL Georges, "SNCF : une grève dans la tradition de la corporation du rail", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 119-140.
- 578 ROLLIN Henri, *Militant chez Simca-Chrysler*, Paris, Eds sociales, 1977, 221 p.
- 579 ROMANO Beda, *Le leadership à la CGT et à la CGIL : Louis Viannet et B. Trentin face à la crise syndicale*, Mémoire de DEA études politiques, Paris I, 1993, 160 p.
- 580 ROSANVALLON Pierre, "Le syndicalisme au tournant", *Projet*, 129, novembre 1978, p 1033-1042.
- 581 ROSANVALLON Pierre, *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, 268 p.
- 582 ROZENBLATT Patrick, "La forme coordination : une catégorie sociale révélatrice de sens", *Sociologie du travail*, 2-91, 1991, p 239-254.
- 583 ROZES Stéphane, "Plus de syndicalisme, des syndicats autrement", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 20-21.
- 584 SAGLIO Jean, "Négociations de classifications et régulation salariale dans le système français de relations professionnelles", *Travail et emploi*, 38, décembre 1988, p 53-63.
- 585 SAGLIO Jean, "La régulation de branche dans le système français de relations professionnelles", *Travail et emploi*, 47, 1991-1, p 26-41.
- 586 SALMON-THARREAU, "Syndicalisme et unité", *Analyses et documents économiques*, 67, décembre 1995, p 49-55.
- 587 SANTAMARIA Yves, "«Lève-toi et marche». La CGT de juillet 1986 à juin 1987", *Communisme*, 14, 1987, p 127-149.
- 588 SANTAMARIA Yves, "La CGT du corporatisme à l'humanisme", *Communisme*, 22-23, 1989, p 13-29.
- 589 SANTAMARIA Yves, "Chronique de la CGT 1990-1993", *Communisme*, 35-37, 1993-1994, p 171-190.
- 590 SAPOJNIK D., "Novembre 1947-mars 1948 : la Fédération de l'Education nationale choisit l'autonomie", *Le Mouvement social*, 92, juillet-septembre 1975.
- 591 SAUNIER Pierre, *L'ouvriérisme universitaire*, Paris, L'Harmattan, 1994, 175 p.
- 592 SCHUMANN Michaël, "Large diffusion des nouveaux modèles de production et changement hésitant des structures de travail", *Travail et emploi*, 50, 1991-4, p 84-103.
- 593 SCHWARTZ Olivier, "Réflexions sur le monde propre dans la classe ouvrière", *Les temps modernes*, 472, 1985, p 697-708.
- 594 SCHWARTZ Olivier, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990, 531 p.
- 595 SEGALÉN Martine, "L'esprit de famille à Nanterre", *Vingtième siècle*, 14, avril-juin 1987, p 35-43.
- 596 SEGRESTIN Denis, "Du syndicalisme de métier au syndicalisme de classe : pour une sociologie de la CGT", *Sociologie du travail*, 1975-2, p 152-176.
- 597 SEGRESTIN Denis, "L'identité professionnelle dans le syndicalisme français", *Economie et humanisme*, 245, janvier-février 1979, p 12-26.
- 598 SEGRESTIN Denis, "Les communautés pertinentes de l'action collective. Canevas pour l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France", *Revue française de sociologie*, XXI, 1980, p 171-202.
- 599 SEGRESTIN Denis, "Pratiques syndicales et mobilisation : vers le changement" in KESSELMAN Mark, GROUX Guy, *Le mouvement ouvrier français*, Editions ouvrières, Paris, 1984.
- 600 SEGRESTIN Denis, *Le phénomène corporatiste (Essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France)*, Paris, Fayard, 1985, 283 p.
- 601 SEGRESTIN Denis, "Des syndicats trop forts ou trop faibles ? A propos de *Tous ensemble*", *Esprit*, mars 1986, p 59-65.
- 602 SEGRESTIN Denis, "L'hiver des corporations", *Esprit*, mars 1987, p 23-29.
- 603 SEGRESTIN Denis, *Sociologie de l'entreprise*, Paris, A. Colin, 1992, 223 p.
- 604 SEGUY Georges, *Le Mai de la CGT*, Paris, Julliard, 1972, 224 p.
- 605 SEGUY Georges, *Lutter*, Paris, Stock, 1975, 366 p.

- 606 SEGUY Georges, "Quinze après : un important point d'histoire, Interview avec Françoise Colpin", *Cahiers de l'Institut français d'histoire sociale*, 7, juillet-septembre 1983, p 7-10.
- 607 SEGUY Georges, *La grève*, Paris, l'Archipel, 1993, 191 p.
- 608 SELLIER François, *Stratégie de la lutte sociale 1936-1960*, Paris, Eds ouvrières, 1961, 351 p.
- 609 SELLIER François, *La confrontation sociale en France 1936-1981*, Paris, PUF, 1984, 240 p.
- 610 SELLIER François, "La place des comités d'entreprise dans le système français des relations professionnelles", *Communication au colloque franco-allemand de l'IRES*, Aix-en-Provence, LEST, 1990 12 p.
- 611 SHORTER Edward, TILLY Charles, "Les vagues de grèves en France, 1890-1968", *Annales ESC*, juillet-août 1973, p 857-887 (suivi d'un "Débat autour de l'article de Ch. Tilly et E. Shorter" par Michelle PERROT et Claude DURAND, p 888-894).
- 612 SHORTER Edward, TILLY Charles, *Strikes in France 1830-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, 428 p.
- 613 SIMONY Nadia, MARCON Michel, *Les transformations du comité d'entreprise. SNECMA Evry-Corbeil 1983-1993*, Avec une préface de Patrick Fridenson et postface de Pierre Belleville, Paris, L'Harmattan, 1995, 220 p.
- 614 SINDIC Danielle, *Les organisations de la CGT des Hautes-Pyrénées (novembre 1938-juin 1948)*, Thèse de troisième cycle d'Histoire, Toulouse le Mirail, 1985, 5 volumes, 1221 p.
- 615 SINDIC Danielle, "Le Béarn : insertion nationale et contingences locales", in René MOURIAUX et Al, *1968 Exploration du mai français*, tome 1, p 201-216.
- 616 SINIBALDI Sophie, *La CGT : quelle politique de santé ?*, Mémoire pour le DEA de Droit de la santé et du travail, Marseille, 1988.
- 617 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, *Le syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989, 342 p.
- 618 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, *Les syndicats de fonctionnaires depuis 1948*, Paris, PUF, 1989, 288 p.
- 619 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, "Syndicats et statuts", *Projet*, 220, décembre 1989, p 37-44.
- 620 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, "Syndicats et grèves aux finances", *La revue de l'IRES*, 5, hiver 1991, p 123-140.
- 621 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, *Les syndicats des grands services publics et l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1993, 304 p.
- 622 SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, "Le syndicalisme des fonctionnaires (1900-1981)", *Vingtième siècle*, 37, janvier-mars 1993, p 115-126.
- 623 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *Action et négociation*, Numéro spécial, 1977-4, octobre-décembre 1977.
- 624 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *L'action syndicale*, Numéro spécial, 1968-2, avril-juin 1968.
- 625 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *Le mouvement ouvrier en mai 1968*, Numéro spécial, 1970-3, 356 p.
- 626 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *Les grèves*, Numéro spécial, avril 1973.
- 627 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Numéro spécial, 1974-3, juillet-septembre 1974.
- 628 SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, "Retour sur l'entreprise", 1986-3, juillet-septembre 1986.
- 629 STEPHANY D., *Le personnel de la CGT de 1936 à 1939*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, sd.
- 630 SUBILEAU Françoise, "Le militantisme dans les partis politiques sous la Ve République : état des travaux en langue française", *Revue française de science politique*, 31, 5-6, octobre-décembre 1981, p 1038-1067.
- 631 TANDLER Nicolas, *Un inconnu nommé Kasucki*, Paris, La Table ronde, 1985, 285 p.
- 632 TCHOBANIAN Robert, "Salariés, travail et syndicalistes : à la recherche de nouvelles règles du jeu ?", *Connexions*, 54, 1989-2, p 21-34.
- 633 TERRAIL Jean-Pierre, "Identité ouvrière, mouvement ouvrier d'hier à aujourd'hui", *Société française*, (13), octobre-décembre 1984, p 13-22.
- 634 TERRAIL Jean-Pierre, *Destins ouvriers. La fin d'une classe*, Paris, PUF, 1990, 275 p.
- 635 THUDEROZ Christian, "La boîte et ses militants. Transfert d'un espace productif et identités syndicales", *Revue française des affaires sociales*, 1991-4.
- 636 TIANO André, "L'action des syndicats ouvriers. Etat des travaux", *Revue française de science politique*, 10-4, décembre 1960, p 912-930.
- 637 TIXIER Pierre-Eric, "Management participatif et syndicalisme", *Sociologie du travail*, 1986-3, p 353-368.
- 638 TOURAINE Alain, *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, Paris, CNRS, 1955.
- 639 TOURAINE Alain, *La conscience ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1966, 397 p.
- 640 TOURAINE Alain, DUBET François et WIEVIORKA Michel, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984, 438 p.

- 641 TOZZI Michel, *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux (Régionalisme, féminisme, écologie)*, Paris, Eds ouvrières, 1982, 191 p.
- 642 TREANTON Jean-René, "Les conflits du travail" in FRIEDMAN Georges et NAVILLE Pierre, *Traité de sociologie du travail*, Paris, A. Colin, 1964 (deuxième édition), tome 2, p 193-202.
- 643 TREMPE Rolande, *Les trois batailles du charbon, 1936-1947*, La découverte, 1989, 225 p.
- 644 TRIPIER Maryse, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, L'Harmattan, 1990, 322 p.
- 645 TRIPIER Maryse, TRIPIER Pierre, "Mondes ouvriers, aujourd'hui et hier", *Sociologie du travail*, 1991-2, p 293-303.
- 646 VACHER Georgette, *Chacun compte pour un*, Lyon, MB Composition-édition, 1989.
- 647 VACQUIN Henri, *Paroles d'entreprise*, Paris, Seuil, 1986, 218 p.
- 648 VALENTIN Marie-Renée, "Les grèves des cheminots français au cours de l'année 1947", *Le Mouvement social*, 130, janvier-mars 1985, p 55-80.
- 649 VANLERBERGHE Sabine, *Les nationalisations dans la presse syndicale confédérale de septembre 1944 à décembre 1946*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I-CRHMSS, 1982, 165 p.
- 650 VARIN Jacques, *Les hommes du métal*, Paris, Messidor, 1986.
- 651 VENTURINI Eric, *L'aurore des patriarches. Les grèves de 1947 et 1948 dans le Pays-haut*, Paris I-CRHMSS, 1987, 234 p.
- 652 VERDES-LEROUX Jeannine, "Intervention sur l'interprétation communiste de mai 68", *Pouvoirs*, 39, 1986, p 37-38.
- 653 VERDIER Eric, *La presse syndicale ouvrière. Analyse statistique de contenu*, Sceaux, Centre de recherche en sciences sociales du travail, 1981, 170 p.
- 654 VERRET Michel, *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*, Paris, A Colin, 1979, 250 p.
- 655 VERRET Michel, *L'ouvrier français. Le travail ouvrier*, Paris, A Colin, 1982, 250 p.
- 656 VERRET Michel, "Communisme et sociétés ouvrières : réflexions sur un pluriel", *Communisme*, 15-16, 1987, p 24-33.
- 657 VERRET Michel, *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien, ACL édition, 1988, 296 p.
- 658 VERRET Michel, "Classe ouvrière, mouvement ouvrier. Où va le Mouvement ouvrier français ?", *Communisme*, 28, 1990, p 40-48.
- 659 VIANNET Louis, *Syndicalisme : les nouveaux défis. Entretiens du secrétaire général de la CGT avec Jean-Claude Poitou*, Paris, L'Atelier-VO éditions, 1995.
- 660 VIDAL Daniel, "Idéologies et types d'action syndicale", *Sociologie du travail*, 1968-2, avril-juin 1968, p 149-167.
- 661 VIDAL Daniel, *Essai sur l'idéologie, le cas particulier des idéologies syndicales*, Paris, Anthropos, 1971.
- 662 VISSER Jelle, *European Trade Unions in Figures*, Deventer, Kluwer, 1989, 254 p.
- 663 VISSER Jelle, "Tendances de la syndicalisation" in *Perspectives de l'emploi*, Paris, OCDE, juillet 1991, p 101-142.
- 664 VIVIER Bernard, "Les missions diplomatiques de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 4, mars 1985, p 18-20.
- 665 VIVIER Bernard, "A l'EDF, la CGT «vérouille» deux milliards de francs", *Les études sociales et syndicales*, 8-9, juillet-août 1985, p 5-13.
- 666 VIVIER Bernard, "La nouvelle équipe dirigeante de la CGT", *Les études sociales et syndicales*, 14, janvier 1986, p 4-7.
- 667 VIVIER Bernard, "CGT : à quoi servent les unions locales ?", *Les études sociales et syndicales*, 28, mars 1987, p 14.
- 668 VIVIER Bernard, "Michel Warcholak, l'homme de l'appareil", *Les études sociales et syndicales*, 34, septembre 1987, p 13-14.
- 669 VIVIER Bernard, "Les organisations syndicales", *Liaisons sociales*, 11320, 19 novembre 1992.
- 670 VIVIER Bernard, "SNCF : la CGT sous surveillance", *Les études sociales et syndicales*, 7, juin 1985, p 4-5.
- 671 VOLKOFF Serge, "Résultats d'ensemble des élections aux conseils d'administration ou de surveillance dans le secteur public", *Documents statistiques du travail et de l'emploi*, 20, avril 1986, p 97-110.
- 672 VOLKOFF serge, "Expression des salariés. Bilan statistique de 3000 accords", *Travail et emploi*, 30, décembre 1986, p 79-86.
- 673 WALLER Michael (dir), *Comrades and Brothers. Communism and Trade Unions*, Londres, Fran Cass, 1991.
- 674 WALSH Kenneth, *Effectifs syndicaux : méthodes d'évaluation dans la Communauté européenne*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes (Eurostat), 1985.
- 675 WEISS François, *Les débats autour du programme économique de la CGT*, Paris I, 1972.

- 676 WIEVIORKA Olivier, "Ah, que la CGT était jolie !", *L'Histoire*, 191, septembre 1995, p 7-9.
- 677 WOLIKOW Serge, CORDILLOT Michel (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme, 1848-1956*, Dijon, Eds universitaires de Dijon, 1993, 253 p.
- 678 ZIZA René, *La CGT face au plan Marshall (1947-1949)*, Paris VIII, sd, 134 p.

Imprimé par le service reprographie du CNRS, Grenoble, juillet 1996.

ISBN 2-902360-12-6